PARTI SOCIALISTE – SFIO
39ème Congrès national des 14, 15, 16 et 17 août 1947
Lyon

Sommaire

Le président (Cersot) 4
Guy Mollet 6
Victor Provo (Nord) 8
Deschezelle 9
Guy Mollet 10
Thérèse Remée 11
Guery (Alger) 12
Barbier (Allier) 12
Guy Mollet 15
Charles Lussy 16
Fédération du Vaucluse 18
Bercegeais (Loire-Inférieure) 19
Lamarque (Landes) 20
Duchesne (Aisne) 24
Jullion (Seine-et-Marne) 24
Just (Seine) 26
Bonin (Haute-Loire) 26
Lassagne (Gironde) 27
Élie Bloncourt (Seine) 29
Viala (Ariège) 30
Paulette Lacaze (Rhône) 32
Diot (Rhône) 33
Roos (Seine) 34
Déchezelles (Seine) 36
Guillet (Gironde) 38
Léon Boutbien 39
Guy Mollet 41
Un rapporteur 46
L'orateur 51
Schmidt 54
Représentant de l'AOF 56
Délégué du Gard 57
Un autre orateur 58
Un autre orateur 60
Fédération du Cher 61
Un autre orateur 62
Victor Provo 63
Un autre orateur (Novina) 64
Suzanne Posty 65

Fondation Jean-Jaurès

Laganche (Marne) 66
Le rapporteur de la Commission nationale d'études 67
Rapporteur sur l'organisation des femmes 69
Irène Laure 72
Odette Tellier 76
Suzanne Charpy 78
Madeleine Lessac 79
Marcelle Laurent 80
Alice Lavarte 82
Victoire Lampin 83
Sengla 85
Marie Nogaro 86
Un autre rapporteur 87
Arpad Szelpal 89
Popoff 90
Riba 90
Voinea 91
Noul 93
Kleyn 94
Marianne Pollae 94
Le président 97
Anne Poyakova 98
Le président 100
Rodriguez 101
Tsirimokos 101
Louis de Brouckère 103
Le président 104
Le président (Malacrida) 105
Marzauk 105
Cordonnier (Nord) 109
Dubois 112
Fatome (Manche) 113
Tast (Haute Garonne) 114
Georges Lierre 115
Faigt (Hérault) 116
Tessier (Gard) 118
Spinetta (Seine-et-Oise) 119
Suzanne Charpy (Seine), toujours sur le rapport des GSE 121
Brixy 123
Guy Mollet 124
Jacques Urvoy 125
Felouzat (Allier) 127
Lucien Kahane 128
Augard (Seine-et-Loire) 130
Beguin (Var) 131

Fondation Jean-Jaurès

Mazier (Côtes du Nord)..... 133
Roison (Loire) 134
Jean Minjoz (Doubs) 135
Chassin (Allier) 136
Capoun (Nord)..... 137
Fatome (Manche) 138
Beaumont (Pas-de-Calais)..... 140
Just (Seine) 141
Mogoux (Haute Garonne) 142
Felouzat (Allier) 143
Delpech des Jeunesses Socialistes 144
Courtois, Secrétaire national adulte des Jeunesses Socialistes 144
Just..... 151
Deschezelles 152
Guy Mollet 153
Charles Lussy, du groupe parlementaire..... 159
Bideberry (Seine) 161
Corre (Allier)..... 162
Binot (Seine)..... 163
Théodore Staub (Loire Inférieure) 164
Délégué de Lyon 165
Jacques Piette (Seine-et-Marne)..... 166
Brondi (Oise)..... 167
Petit de l'Indre..... 168
Maurice Deixonne (Tarn)..... 168
Francis Leenhardt (Bouches-du-Rhône) 170
Scie (Jura)..... 172
Collet (Sarthe) 173
Paulette Lacaze (Fédération du Rhône) 173
Charles Lussy 174
Tellier (Somme) 184
Marchenoir (Loiret)..... 190
Mazurier (Seine-et-Oise)..... 191
Maurice Deixonne (Tarn)..... 193
Vecke (Côte d'Or)..... 194
Rapuzzi (Bouches-du-Rhône) 196
Baude (Haute Marne)..... 197
Pierre Bloch du Comité directeur..... 198
Guillon (Seine-et-Marne) 199
Alliès (Hérault)..... 201
Guesdon (Orne) 202
Royer (Corrèze)..... 203
Arthur Notebard (Nord) 204
Guy Jéram (Seine)..... 205
Abdel Akis (Finistère)..... 207

Fondation Jean-Jaurès

Séance du 14 août 1947

La séance est présidée par le camarade Cersot, secrétaire fédéral du département du Rhône.
Guy Mollet déclare ouvert le 39ème Congrès du Parti Socialiste, et donne la parole au président de séance.

Le président (Cersot)

Camarades, je déclare ouvert le 39ème Congrès national du Parti Socialiste.
Après 1912 et 1927, c'est la troisième fois que la fédération du Rhône a l'honneur de recevoir les représentants de la grande famille Socialiste et je veux remercier le comité directeur d'avoir bien voulu cette année accepter la préposition de notre fédération de tenir le 39ème Congrès national dans notre ville de Lyon.
Je salue nos camarades délégués de la France et d'Outremer et plus particulièrement les représentants des Partis Socialistes étrangers qui ont bien voulu nous honorer de leur présence.
(Applaudissements)
Pour beaucoup d'entre vous, le séjour à Lyon évoquera des souvenirs Ineffaçables. En effet, c'est dans cette ville que de nombreux socialistes sont venus dès juillet jeter les premières bases de la résistance française. Lyon était le lieu de passage de l'asile pour ceux qui n'avaient pas voulu se plier à la trahison de Vichy et qui avaient décidé volontairement de lutter contre l'envahisseur, pour la liberté, pour la République, pour le Socialisme, jusqu'au suprême sacrifice.
Parmi ces refuges clandestins, où tant de drames se sont joués, où tant d'espoirs sont nés, permettez-moi de citer l'appartement de la rue Fillerey,… (applaudissements)… que le camarade Merle mit spontanément à la disposition des militants Socialistes traqués. N'oublions pas que c'est grâce à la liste longue de cette résistance dont les Socialistes furent les premiers animateurs, que nous pouvons aujourd'hui, nous exprimer en toute liberté.
Lyon, ville des brouillards, a une réputation d'indifférence ; s'il est vrai que le lyonnais n'est pas très communicatif au premier contact, cette mauvaise impression disparait vite ; son amitié est solide, son jugement est sûr, son courage tranquille, histoire nous apprend qu'en plusieurs circonstances, les lyonnais ont été à la pointe du combat pour la défense de la liberté. Il est néanmoins partisan de bonne humeur. Les mauvaises langues disent que c'est grâce au beaujolais... le troisième fleuve qui arrose notre région. Vous aurez l'occasion, pendant votre séjour, d'apprécier les qualités de ce nectar et je souhaite qu'il apporte sa contribution à la bonne humeur du Congrès.
Au travers des idées qui seront lancées dans ces débats, je suis certain que vous saurez choisir dans cette période difficile les solutions qui feront de tout le Parti le meilleur défenseur de la classe ouvrière, de la patrie et de la paix.

Cercle Fondation Jean Jaurès

Souvenez-vous que c'est dans un quartier de Lyon, à Valse, que le 25 juillet, en 1914, Jaurès fit entendre pour la dernière fois au public sa grande voix. C'était peur se dresser et dresser notre Parti contre la guerre imminente, je voudrais, pour quelques instants, que le temps qui a passé s'efface, et imaginer que ces paroles sont cristallisées dans les cœurs.
Vive le 39ème Congrès national, vive le Socialisme.
(Applaudissements)

Guy Mollet - Camarades, l'ordre du jour appelle maintenant le débat éventuel sur les propositions qui vous sont faites pour l'organisation des travaux du Congrès. Ce programme des travaux vous a été distribué et vous l'avez trouvé sur vos tables. Une seule rectification y est apportée. Lors de la deuxième séance, au sujet du rapport sur les rapports statutaires, une émission a été faite, il n'a pas été question des GSC. Je vous demande de rétablir.
Qui demande la parole sur ce programme des travaux ?

Victor Provo - Camarades, je voudrais, que dans l'ordre du jour, la question de la réorganisation du Parti soit repoussée à plus tard ; si la fédération du Rhône a été appelée à faire une proposition de ce genre, c'est que vraiment les rapports sont arrivés si tardivement qu'aucune section n'a pu les discuter ; je ne crois donc pas que le Congrès puisse statuer là-dessus et en conséquence, je vous demande de retirer ce projet de l'ordre du jour

Méri (Lot-et-Garonne) - La fédération du Lot et Garonne demande au Congrès de modifier son ordre du jour ; la proposition du comité électeur tendant à la réorganisation du Parti étant arrivée trop tard, et n'étant pas discutée par les sections, nous demandons que cette discussion soit reportée à plus tard. Nous avons constaté que, par cette façon de faire, on veut que la masse soit appelée à se prononcer sur des modifications de structure, sans même avoir pu discuter de ces modifications.
Nous nous élevons contre ce procédé et demandons au Congrès de reporter la discussion de la réorganisation du parti au Congrès suivant.

Fédération du Maine-et-Loire - En ce qui concerne la réorganisation du Parti, la fédération du Maine et Loire est d'avis que l'on tranche la question
Que l'on ne vienne pas dire que les sections n'ont pas pu discuter la question. Je demande que le Congrès accepte de trancher ce débat, qui représente une question primordiale pour la vie même de notre Parti.

Le président - Camarades, je vous demande de ne pas prolonger le débat sur l'ordre du jour, nous allons perdre du temps. Que ceux qui sont partisans d'accepter l'ordre du jour tel qu'il est, c'est-à-dire avec la discussion de la réorganisation du Parti, veuillent bien lever la main.

Un congressiste - En ce qui concerne la réorganisation du parti, nous ne pensons

pas que nous puissions voter, prendre une décision en arrivant. Étant donné que les sections n'ont pas pu discuter la question, je ne veux pas qu'on puisse utiliser une procédure semblable à celle que nous avons utilisé lors du vote des statuts. Ce serait au Conseil National à prendre la décision, mais je ne pense pas que raisonnablement nous puissions prendre aujourd'hui une décision à ce sujet.

Laporte (Fédération de la Vienne) - Camarades, je m'excuse d'intervenir encore à propos de la réorganisation du Parti ; dans la fédération de la Vienne, le secrétaire fédéral n'a reçu le projet que la veille du Congrès et les sections n'ont été informées que le 8, alors que le conseil avait eu lieu le 3 et que le Congrès national devait avoir lieu le 14. La fédération de la Vienne, considérant que le projet de réorganisation du Parti est capital, que le rapport du Comité directeur est parvenu aux sections moins d'une semaine avant l'ouverture du Congrès et que dans ces conditions, les délégués ne sont pas mandatés pour se prononcer sur les nouvelles dispositions, dont les caractères exigent que la base ait d'abord la possibilité d'en discuter, demande que le dit projet de réorganisation soit mis à l'ordre du jour d'un prochain Congrès ou d'un prochain Congrès national convoquée cet effet.

Guy Mollet

Camarades, il n'y a donc d'observations que sur ce point du programme des travaux : l'examen du projet de réorganisation du Parti.
Il est très exact que les rapport sont arrivés trop tardivement dans les sections, mais en ce qui concerne le projet de réorganisation, un avant projet avait déjà été distribué au dernier Congrès national, que le Comité directeur ensuite a tenu à mettre au point et a simplifié pour qu'il en soit discuté aujourd'hui. Les observations de nos camarades vaudraient s'il s'agissait aujourd'hui, ou samedi, de prendre des décisions engageant définitivement le Parti, avec une structure définie et nouvelle. Il n'en a été ainsi dans l'esprit d'aucun des membres du Comité directeur, mais il a été précisé à ce comité que les modalités d'application seraient ensuite discutées soit par le Comité directeur, soit par le Conseil national, soit par le Congrès. C'est à lui à en décider. Mais il est nécessaire que samedi le Congrès ait un débat, non pas sur les détails de la réorganisation, mais sur les principes de cette réorganisation, de telle façon que le travail soit alors soumis aux sections et aux fédérations pour en décider définitivement quant aux détails, et que ce travail soit basé sur quelque chose de solide.
Je pense donc qu'il est facile de se mettre d'accord sur la proposition suivante : maintien à l'ordre du jour du débat sur la réorganisation pour que les grandes lignes du projet soient déterminées, pour que les principes en soient pesés, quitte ensuite à en faire fixer les détails d'application par un Conseil national spécialement désigné. Je crois que le camarade Prévost me donne son assentiment ; je demande aux autres camarades de se prononcer également, que l'on procède à un vote, ou s'ils veulent accepter ma proposition telle qu'elle est, il n'y aurait pas lieu de faire un vote.

Fondation Jean Jaurès

Victor Provo - Est-ce que nous allons voter sur les grandes lignes, pour donner une base qui aura force de loi ? Car c'est précisément sur les grandes lignes que peuvent survenir des discussions et des divergences entre nous ; je veux savoir à quoi nous nous engageons lorsque nous acceptons de discuter.

Guy Mollet - Je précise ma question. Je demande que le débat soit maintenu, que l'on discute les grandes lignes et les grands principes, mais que les modalités d'application, les décisions pratiques, soient renvoyées à la décision d'un Conseil national.

Victor Provo - Je demande s'il y aura un vote, car s'il y a un vote, le problème change d'aspect, car nous serons engagés et nous n'aurons plus qu'à appliquer les principes avec telle ou telle formule différente.

Guy Mollet - Je ne vois pas que ce débat nécessite un vote. Il est important ici que les camarades responsables des différentes fédérations viennent, les uns après les autres, faire les observations que l'on a pu faire dans certaines sections, ou qu'ils font eux-mêmes, de telle façon que nous sachions si les propositions qui, je le précise, sont faites au nom du Comité directeur unanime, sont retenues par l'ensemble de nos camarades. Ensuite un Conseil national serait convoqué et seul ce Conseil national serait appelé à voter sur les modalités l'application. Ce serait donc un débat que ne sanctionnerait pas un vote.

Le président - Je mets la proposition de Guy Mollet aux voix. La proposition est adoptée à la majorité.
L'ordre du jour étant adopté, le secrétariat vous propose de former la commission de vérification des mandats.

Delaporte - Voici les noms qui vous sont proposés :
Les camarades Leforestier, de l'Eure - Lecomte, du Nord - Delabre, du Pas-de-Calais - Spinetta, de la Seine-et-Oise - un camarade de la fédération du Tarn.

Le président - Pas d'opposition à la proposition du camarade Delaporte ? Les camarades nommés sont membres de la commission des mandats.
Nous allons procéder maintenant à la nomination de la commission chargée d'examiner les demandes de réintégration.

Delaporte - J'indique que cette commission chargée d'examiner les demandes de réintégration est également chargée d'examiner un certain nombre de cas d'indiscipline, et devra en rapporter devant le Congrès, ainsi qu'il avait été décidé à l'unanimité par le Comité directeur. Les camarades désignés pour faire partie de cette Commission sont :
Camarades Faulconnier de l'Allier. Rentier, des Alpes Maritimes, Abdelaziz, Finistère. Metayer, Seine-et-Oise, Boisson, Indre, Rodot, Jura, Massaud, Lot,

Fondation Jean-Jaurès

Fastome, Manche, Notebard, Nord, Piquet, Pas-de-Calais, Travail, Vaucluse. Piette, Seine-et-Marne.
Nous demandons au Congrès que, du fait que la Haute-Garonne n'est pas déléguée, que ses délégués assistent à la Commission.

Guy Mollet - Du fait justement que la fédération est une fédération intéressée, je demande que le délégué de la fédération de la Haute-Garonne soit entendu par la Commission mais qu'il n'en fasse pas partie comme membre actif.

Le président - Je mets la proposition de Guy Mollet aux voix. La proposition est adoptée à la majorité.
Pas d'opposition sur les noms proposés pour la Commission d'examen des cas de réintégration et d'indiscipline ? Adopté.
Nous allons maintenant procéder à la nomination d'une Commission chargée de l'examen des comptes du «Populaire» et des services annexes. Voici les noms proposés : camarades Lumpert, Bouches du Rhône. Claudel, Manche. Jean Boux, Loiret. Gaillard, Hautes-Pyrénées. Arandel, Drôme. Coûtant, Nord. Jacques Leblond, Pas-de-Calais. Rimbert, Seine. Mazurier, Seine-et-Oise.
Pas d'opposition ? Adopté.
Nomination du bureau de vote pour les élections du Comité directeur. Voici les noms proposés :
Camarades Robert Gustave, Pas-de-Calais. Notebard, Nord. Mazier, Côtes-du-Nord.
Pas d'opposition ? Adopté.

Guy Mollet - Camarades, demain matin à 9h, a lieu une manifestation à la mémoire de 26 de nos camarades de Lyon morts sous l'occupation. De nombreux camarades suggèrent qu'on interrompe pendant ce temps les travaux du Congrès, quelques autres préféreraient que tous ceux qui le peuvent, aillent à la manifestation et que pendant ce temps, le Congrès continue à étudier les rapports statutaires.
Personnellement, je pense que cette dernière solution serait préférable étant donné que les travaux du Congrès ont été minutieusement minutés. Tous ceux de nos camarades qui pourraient se rendre libres iraient à la manifestation, en s'assurant que chaque délégation fédérale est représentée au Congrès. Voilà la proposition que j'ai à vous présenter.
D'autre part, l'ordre du jour appelle le débat sur le rapport moral ; je demande que ce débat soit organisé et que tous les camarades qui ont l'intention d'intervenir se fassent dès maintenant inscrire et indiquant leur nom et la fédération qu'ils représentant.
Le camarade Provo dépose une motion préalable.

Victor Provo (Nord)

La fédération du Nord a examiné à nouveau cette question du rapport moral. Plus que jamais, elle estime qu'un débat sur le rapport moral est inutile ; elle

Fondation Jean Jaurès

considère le rapport moral comme une préface ou comme un préambule au rapport administratif. Organiser un débat sur cette question, c'est presque personnaliser ce débat et nous pensons que nous avons autre chose à faire que de discuter les questions politiques à l'occasion du rapport moral puisque les textes sont à l'ordre du jour.
Nous avons parlé de discussion sur les rapports ; il y en aura une sur le groupe parlementaire ; on discutera des questions qui ont été examinées par le Conseil national, et en fin de Congrès, nous aurons la discussion sur l'examen de la situation politique. Nous pensons donc que ce débat serait superflu et nous voudrions, pour notre part, que le Congrès très sagement, décide aujourd'hui, que l'année prochaine, il n'y aura plus de rapport moral particulier du Secrétaire général. C'est la raison pour laquelle nous demandons qu'on s'en tienne à la discussion des rapports administratifs à l'exclusion de la discussion du rapport moral,

Le président - Je suis saisi d'une proposition de la part du camarade Provo. Voulez-vous qu'on ouvre la discussion sur cette proposition.

Deschezelle

Camarades, j'estime que la proposition qui vient d'être faite par Provo est d'une gravité exceptionnelle. Je ne cache pas que chaque année, le rapport moral est examiné par le Congrès national et discuté ; c'est pourquoi la discussion d'un rapport moral n'est pas une simple formalité administrative. C'est un acte important. Le Congrès doit donner son appréciation sur la politique suivie par le Comité directeur.
Je voudrais rappeler au Congrès que l'année dernière, le rapport moral a été l'un des débats les plus importants du Congrès et que c'est à l'occasion du rapport moral précisément, qu'un certain nombre de camarades ont exprimé leurs critiques vis-à-vis de la politique qui avait été suivie par le Comité directeur.
La discussion sur le rapport moral ne fait pas double emploi avec la discussion de la politique générale, car à l'occasion de la discussion sur la politique générale, ce n'est pas la politique suivie jusqu'au jour du Congrès que l'on critique, ce sont les solutions de l'avenir qui sont envisagées. Et précisément, il n'y aurait rien de plus désastreux que de mêler la politique qui a été suivie jusqu'ici et les solutions que nous proposons pour l'avenir.
En réalité, ce qu'on demande au Congrès, c'est d'abandonner sa souveraineté quant à ce pouvoir d'appréciation sur la politique suivie par le Comité directeur.
Et, camarades, c'est une curieuse proposition qui vous est faite. En admettant cela, en demandant de supprimer la discussion sur le rapport moral, on demande de passer à l'examen des autres rapports statutaires. Mais il est évident que si la discussion sur le rapport moral est inutile, la discussion sur le rapport du groupe parlementaire, sur les jeunes, devient inutile également. En réalité, on met entre le Congrès et la politique suivie par le Comité directeur, et les autres organes du parti, un écran et on veut faire table rase de la politique qui a été suivie.
Camarades, je vous demande de ne pas suivre la proposition qui vous a été faite,

car en réalité, non seulement elle est contraire aux traditions socialistes, mais elle est contraire à la démocratie tout court.

Guy Mollet

Je demande personnellement au Congrès de ne pas retenir la proposition du Nord ; pas tout à fait pour la même raison que Deschezelle. Il a précisé que l'an dernier, le débat sur le rapport moral avait été le plus important. C'est exact. Il a été très important, mais ce n'était pas la volonté de certains d'entre nous. C'est parce que le débat sur la politique générale n'étant pas institué, c'était la seule façon que nous ayons d'approuver le débat sur la politique générale.
Si donc, il n'y avait que cet argument de discuter ou non le rapport moral, on pourrait s'en tenir là ; mais il y a d'autres raisons à maintenir chaque année un rapport moral. Ces raisons sont les suivantes, et c'est peut-être le fonds du débat de tout ce Congrès qui dès les premières heures se trouve ainsi posé.
Il y a un organisme qui devrait être chargé d'appliquer et d'interpréter les décisions du Parti entre deux Congrès ; cet organisme, c'est le Comité directeur, lequel a un exécutif, qui est le secrétariat du Parti. Si le Secrétariat était effectivement, comme j'espère qu'il le sera à la fin de ce Congrès, l'organisme chargé d'appliquer les décisions du Congrès entre deux Conseils nationaux, alors on concevrait que cet organisme responsable ne soit pas habilité et ne soit pas obligé de rendre des comptes.
Mais ici, il faut donc qu'il y ait un rapport moral et il faut que les camarades du Parti et des fédérations soient appelés chaque année à dire comment le Comité directeur et comment le secrétariat ont, au cours de l'année, appliqué les décisions prises au Congrès précédent. C'est pourquoi, je demande soit à la fédération du Nord de retirer sa proposition, soit aux camarades du Congrès de ne pas faire leur la proposition du Nord. Il est nécessaire que ceux qui ont à reprocher au Comité directeur ou au Secrétariat, ce qu'ils n'ont pas fait ou ce qu'ils ont fait au cours de l'année, aient ici l'occasion de le faire. Il est nécessaire que l'an prochain et les années qui suivront, le Comité directeur vienne rendre compte au Congrès, ainsi que le Secrétariat, de la façon dont ils ont travaillé, ou essayé de travailler pendant l'année écoulée.

Le président - Je demande au camarade Provo s'il maintient sa proposition.

Victor Provo - Non seulement je la maintiens, mais ce que je viens d'entendre le confirme ; il faut que le débat sur le rapport moral soit supprimé. Et je demande au Congrès, s'il ne veut pas chaque année, au début de ses travaux, entamer une discussion du caractère de politique générale, alors même que la question est posée dans les travaux, d'accepter la proposition de la fédération du Nord.
En tout cas, la tournure politique que prend la discussion à propos du débat sur le rapport moral, me donne une raison de plus d'exécuter le mandat que j'ai reçu de la fédération du Nord, de m'abstenir dans le débat.

Le président - Je mets aux voix la proposition de la fédération du Nord, c'est-à-

dire de ne pas discuter le rapport moral et qu'il n'y ait plus de rapport moral ; voulez-vous manifester votre avis en levant la main. Ceux qui sont pour lèvent la main.

Un congressiste - Il y a deux choses. Il peut y avoir acceptation de la discussion du rapport moral cette fois-ci et suppression du rapport moral pour les années à venir. Je demande au président de vouloir bien scinder les deux questions.

Guy Mollet - J'accepte la proposition qui vient d'être faite de deux votes successifs. Le Nord accepte également cette proposition. Le premier vote établira s'il faut supprimer ou non aujourd'hui la discussion sur le rapport moral. Le Congrès décide que la discussion doit avoir lieu.
Les camarades qui veulent participer aux débats sont priés de se faire inscrire immédiatement.

Thérèse Remée

La fédération des Alpes maritimes vote en majorité pour le rapport moral et voici quelles sont ses raisons.
L'année dernière, si vous vous souvenez, l'assemblée ici présente n'a pas voté pour le rapport moral et les résultats ont été d'abord une sorte de scandale dans la presse, ce qui a été extrêmement gênant pour notre Parti.
D'autre part, le Comité directeur a certainement été gêné dans son travail par le fait que le rapport moral n'avait pas été voté. Aussi, pour ces raisons, qui sont assez précises, une bonne majorité des Alpes-Maritimes vote pour le rapport moral. Mais il y a aussi une autre raison : étant données les circonstances terribles que traverse le pays et notre Parti, nous pensons que nous devons désigner la politique de cette année qui va suivre et commencer par un acte de confiance. Au fond, toutes les questions qui se trouvent indiquées dans le rapport moral seront développées dans les rapports qui successivement seront offerts à votre étude ; il est par conséquent inutile de repousser le rapport moral pour telle ou telle raison, car le rapport moral résume l'activité d'un an, de camarades qui ont fait ce qu'ils ont pu dans des circonstances extrêmement difficiles.
Nous devons préparer ici une année politique qui sera plus difficile encore que l'année qui s'est écoulée ; si nous ne démontrons pas par une sorte d'acte de foi que nous sommes tous liés, que nous sommes une même équipe, cela peut être extrêmement dangereux. Si nous ne sommes pas d'accord sur certains points, nous pourrons le montrer dans la suite des débats, mais ici, il s'agit de prouver que nous sommes une force cohérente, une force ordonnée.
Il y a d'autres raisons aussi, d'ordre plus pratique, qui font que nous adoptons le rapport moral. C'est qu'il y a dans le rapport établi par Guy Mollet et le Comité directeur, quelques indications un peu plus précises, un peu plus pratiques que celles que nous avions coutume de voir dans de tels rapports. Et nous souhaiterions que cette tendance qui semble ce faire jour ici se développât ; nous souhaiterions que les prochains rapports moraux qui seront soumis à nos votes,

Fondation Jean-Jaurès

indiquent exactement ce que nous voulons faire, quelle sera l'attitude du Parti en face de tel ou tel problème politique important, par exemple problème du ravitaillement, problème des salaires, etc. Nous déplorons d'ailleurs que la tendance indiquée dans ce rapport ne soit pas encore assez précisée.
Nous votons le rapport moral en grosse majorité, exactement par 28 mandats contre 5 abstentions et un avis contraire, mais cette majorité n'est tout de même pas une majorité complètement satisfaite. Nous voudrions qu'on puisse nous promettre implicitement que l'année qui va s'écouler sera de plus en plus solide pour le Parti.
Il ne s'agit plus cette fois de faire de l'exégèse sur des textes religieux, comme on a un peu trop coutume de faire dans le Congrès du Parti. Le déplacement d'une virgule a pour nous, une importance extraordinaire à l'intérieur d'un texte. La doctrine est quelque chose de parfait, c'est ce qui nous a fait venir au Socialisme en général, mais il faut que cette doctrine s'applique dans les faits. Il faut absolument que le rapport moral de l'année prochaine indique des résultats tangibles, des résultats pratiques que nous déplorons de ne pas trouver dans le rapport moral signé de Guy Mollet.
Je vous demande encore une fois mes camarades de voter le rapport moral précisément pour indiquer aux autres Partis, pour indiquer à la France entière qui nous a vu nous déchirer, qui pense que, nous ne savons pas exactement ce que nous voulons, que le Parti Socialiste est une force une et indivisible.

Guery (Alger)

Camarades, nous votons contre le rapport moral. Je ne veux pas vous énumérer les différentes raisons qui ont motivé notre vote, je vais vous en donner une seule, qui les résume toutes.
Nous considérons que le Comité directeur, qui est l'organisme secret du Parti, est, quoi qu'on dise, responsable de la politique du Parti durant l'année écoulée. En conséquence, si le Comité directeur s'est trouvé en butte à certaines difficultés avec d'autres organismes du Parti, si le comité directeur a eu des difficultés pour imposer la politique du Parti, il avait un moyen bien simple de montrer sa réprobation, c'était de démissionner et de venir devant un Congrès qui aurait décidé qui avait raison, du Comité directeur ou des autres. Or, le Comité directeur ne l'a pas fait.
Notre dernier Congrès national avait redressé la ligne politique de notre Parti. Ce redressement est resté sur le papier, aucun changement ne s'est produit. Nous en discuterons lors du débat sur la politique générale, je ne veux pas insister. Je voulais simplement vous donner cette raison. Considérant le Comité directeur comme responsable de la politique générale du Parti, c'est lui qui doit en supporter les conséquences et le rapport moral étant le résumé de ce qu'il a fait ou n'a pas fait, durant l'année écoulée, nous votons contre le rapport moral.

Barbier (Allier)

J'ai eu beaucoup de mal tout à l'heure à me faire inscrire dans un groupe pour

Collection Jean Rabaut

ou contre le rapport moral. Je veux développer devant vous de très nombreux arguments qui tendraient à faire voter contre le rapport moral et pourtant je veux conclure en vous demandant de l'approuver.
J'estime que les différentes tendances du Parti nous ont fait tant de mal avant la guerre, ont provoqué dans notre Parti tant de déchirements, que nous devons être opposés à leur renaissance à l'heure actuelle, or, à l'aube de ce Congrès, des symptômes nous indiquent qu'elles renaissent, que l'esprit critique disparait de notre Parti, que le sectarisme s'en empare.
Comment allons-nous voter ? Vous allez être très fiers tout à l'heure, d'apporter des mandats, et je suis persuadé, si je m'en réfère à ma propre délégation, que 90 % ignore tout de ce qui va être dit tout à l'heure. Je comprends camarades, qu'on se soit prononcé dans les fédérations pour ou contre Guy Mollet. Que peut signifier ce que nous allons voter tout à l'heure, étant donné que ce Congrès n'a pas été préparé, ou l'a été d'une façon lamentable. Le mal qui peut résulter de la cristallisation des tendances peut être sérieux, il est déjà sérieux; et si nous n'y prenons garde, il peut conduire le Parti, j'en ai la conviction formelle, à sa perte.
J'ai lu avec beaucoup de soin le rapport moral, et je voudrais vous soumettre quelques-uns de ses aspects. Je le trouve parfaitement insuffisant ; il ne contient que des généralités peu compromettantes ; les questions traitées ne sont qu'effleurées et les détails ne sont même pas abordés. Tel qu'il est pourtant, ce rapport moral laisse apparaitre que notre Secrétaire général et sa majorité, ont reçu au cours de l'année qui vient de s'écouler, une très sévère leçon de modestie. Si je pouvais faire quelques citations du rapport moral, vous vous en rendriez compte. Que d'aveux faits en toute humilité, et que d'excuses. Et pourtant, il y a un an, on nous avait promis le redressement du Parti. Nous sommes loin de la réalisation de cette promesse. Je ne voudrais pas en accuser notre Comité directeur, je ne voudrais pas lui dire que tout est difficile, nous le savons, mais il ne suffit pas de convoiter un mandat, de le détenir et de détenir des pouvoirs, il faut vouloir en toutes circonstances, exercer cette autorité et l'imposer lorsque c'est nécessaire, lorsque les événements sont contraires.
Dans son rapport moral, Guy Mollet s'est donné uniquement pour tâche de montrer que le Comité directeur avait respecté le mandat qui lui avait été confié par le Congrès de 1946. Pour ce faire, il a cité quelques extraits de la résolution de 1946. Je ne le chicanerai pas sur ce qui est passé, sur le plan de politique international, mais sur le plan intérieur, les représentants du Comité directeur, du secrétariat, ont sans cesse lutté pour faire accepter au préalable un programme de réalisations précises. L'expression même tend à faire voir qu'on n'a pas réussi à faire accepter ce programme de réalisations précises. Pourquoi ? Et bien, parce que, à mon sens, il me semble que notre Comité directeur a beaucoup plus été préoccupé de combattre l'attitude politique du gouvernement que de ce programme à réaliser. Nous voyons en effet que ces critiques ne s'adressent au gouvernement qu'à partir du 2 mai, c'est-à-dire à partir du moment ou les communistes se sont eux-mêmes exclus du gouvernement. Si je prenais le rapport administratif, je pourrais vous montrer qu'en ce débat du 2 mai, notre gouvernement et notre groupe parlementaire lui-même, n'ont eu droit

qu'à des félicitations. C'est bien, mais ce que je crains, c'est que chez un certain nombre de membres de notre Comité directeur, il y ait une espèce de complexe d'infériorité qui les fait trembler lorsqu'on les taxe de Communisme.
En effet, quantité d'entre nous s'imaginent que le Parti Socialiste ne sers plus le Parti Socialiste si on peut nous reprocher à un moment donné d'être anticommunistes, et voilà pourquoi, lorsque Guy Mollet voulait exiger que jamais les Socialistes ne soient dans un gouvernement dont les Communistes soient exclus, certains ont pris une position politique que j'aurais aimé que le Comité directeur ne prenne pas.
Qu'est-ce qui importe au peuple de ce pays. Ce qu'il veut, ce n'est pas un gouvernement constitué d'une manière déterminée, ce qu'il veut, c'est une amélioration de son sort, c'est une répartition efficace de ses charges ; et je demande au Comité directeur, à tous les organismes qu'il prêtent avoir créés pour aider les groupes parlementaires, où sont ses projets de loi sur le ravitaillement, où sont ses projets de loi sur la réorganisation de l'armée, où sont ses projets de loi sur la réforme artisanale, sur la réforme fiscale, etc.
Voilà camarades, ce que je demande au Comité directeur.
Le Congrès, nous avait surtout donné pour mission, dit Guy Mollet, de poursuivre… (lecture).
Toutes ces créations n'ont aucune espèce de répercussion sur les mandats et sur la formation de nos militants de la base. Le résultat est que je ne vois pas ici des faits. Une grande quantité de nos sections ne se sont pas réunies avant le Congrès fédéral. Je passais récemment dans une ville assez importante ; le chef de section n'a pas convoqué sa section avant le Congrès général et nous sommes certains que très peu de délégués connaissaient les textes sur lesquels se sont ouvertes les discussions. J'ai la certitude qu'il n'y a pas 10 % de nos militants qui connaissent aujourd'hui de quoi il s'agit. C'est là l'erreur du Comité directeur, de n'avoir pas préparé en temps voulu et avec soin un Congrès national qui est tous les ans l'acte le plus important de notre Parti. Dans ma propre section, j'ai eu la stupeur de constater que les thèses, les solutions Socialistes, sont ignorées ; j'ai eu la stupeur de constater que ce sont ceux qui mentent, ce sont ceux qui sont de mauvaise foi, ce sont ceux qui ne voient pas les intérêts de la classe ouvrière qui sont suivis par les masses. N'êtes-vous pas humiliés de constater qu'outillés comme vous l'êtes, pourvus des arguments qui sont les vôtres, ce soit les autres qui soient suivis ?
Nos militants ne croient plus que le Parti aie raison ; ils ne le croient pas et c'est là un signe désolant. Nos effectifs diminuent, se liquident pour ainsi dire à l'heure actuelle. Je m'excuse de parler ainsi, mais il faut que les vérités soient dites, qu'elles soient exprimées publiquement et je crois très sincèrement que la vie même de notre Parti, en ce moment, est menacée.
Pour être juste, il faut reconnaître que notre Comité directeur a connu des difficultés énormes ; il n'avait pas l'air de savoir que tout était difficile ; il s'en est aperçu au cours de cette année.
Quelles sont les raisons de nos défaillances, de la défaillance en particulier du Comité directeur ? Pour être un propagandiste et surtout pour être un

responsable de la propagande, il faut croire, il faut croire que le Parti a raison, il faut croire que ses solutions sont les meilleures. Or, nous avons eu la preuve qu'une partie tout au moins des responsables ne croit pas toujours que les solutions socialistes sont les meilleures. Notre presse est insuffisante. Il n'y a, dans le Populaire, que de très rares articles qui puissent être utilisés par les propagandistes et nous constatons avec stupeur que quantité de militants responsables et haut placés n'y écrivent jamais, que Guy Mollet y écrit très peu.
Tous les responsables du Comité directeur devraient avoir l'audace d'écrire dans l'organisme du Parti, qui devrait être utilisé pour la propagande.
La presse de province, si j'en juge par celle de ma région, est lamentable, et les parlementaires de l'Allier sont obligés de faire passer leurs articles dans les journaux gaullistes tels que "l'Espoir" tous ignorent la radio et si nous entendons défendre le point de vue Communiste par la CGT ou par le Parti Communiste, jamais nous n'entendons soutenir le point de vue Socialiste.
Insuffisance de l'autorité des organismes directeurs, insuffisance de l'intérêt porté aux jeunes, la question reviendra ; méconnaissance que la majorité du corps électoral est formée de femmes, et par-dessus tout, nos déchirements intérieurs.
Nous donnons comme argument qu'ici, nous donnons les preuves que nous sommes un Parti démocratique, et c'est jouer sur les mots et notre démocratie ressemble beaucoup plus à l'anarchie, au mauvais sens du terme, qu'à une démocratie véritable. Ceux qui se souviennent de la déclaration que j'ai faite au début, ne comprennent pas que j'ai fourni toute une série d'arguments contre le rapport moral, mais les arguments ne se comptent pas, ils se pèsent et la pesée nécessite une unité de mesure qui, à mon sens, est uniquement l'intérêt supérieur de notre Parti. C'est parce que j'estime que l'intérêt supérieur de notre Parti consiste à faire cesser ici l'esprit de discorde qui nous a envahis, parce que j'estime que les tendances doivent disparaître, tendances qui égarent nos camarades militants à l'intérieur du Parti et qui nous discréditent, je voudrais pouvoir vous faire quelques citations de journaux qui ne sont pas des nôtres pour vous donner l'avis du public et son opinion – que je désire que l'on vote le rapport moral, car de ce Congrès doit sortir la volonté unanime de donner quitus à ce pays et à ceux qui ont mission pendant un an de le conduire, et doit aussi sortir la volonté unanime de rechercher ensemble par quels moyens nous allons redresser enfin notre Parti, comment nous allons écarter notre pays de la catastrophe, comment nous allons sauvegarder nos institutions républicaines, et sortir notre peuple de la misère.

Guy Mollet

Nous vous rappelons que le délai d'inscription pour la candidature au Comité directeur, expire demain à 20h. Pour que nous ayons le temps de faire imprimer les listes qui doivent être distribuées dès samedi, les candidatures doivent être déposées au secrétariat, à la tribune.
À ce sujet, la fédération du Maine et Loire demande au Congrès que l'on indique, sur la liste des candidats, la profession de chacun de ces candidats. Il ne

me semble pas qu'il y ait opposition, mais ceci supposerait que les camarades qui ont déjà fait œuvre de candidature, fassent parvenir au secrétariat leur profession, faute de quoi, ils ne pourront être maintenus sur la liste.
De façon que la discussion que vous avez décidée d'avoir sur le projet de réorganisation du Parti se déroule dans un certain ordre, et qu'on ne discute vraiment que l'essentiel, il faut créer une commission, qui se réunirait demain vendredi vers 11h, et organiserait le débat. On vous propose les noms suivants, qui sont ceux de camarades qui vont pour la plupart, soit travailler à l'élaboration des projets, soit fournir des arguments contre le projet, soit qui se sont intéressés à d'autres projets de réorganisation.
On vous propose les noms suivants :
(Lecture)
On nous suggère d'adjoindre quelques camarades de l'Union française. Je vous demande donc de donner des noms.
Les noms suivants sont proposés : …

Le président - La séance de cet après-midi sera présidée par notre camarade Gazier et reprendra à 14h.
La séance est levée à 12h15.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
39ème Congrès national des 14 au 17 août 1947
Lyon

Séance du jeudi 14 août 1947 (après-midi)

La séance est reprise à 14h30 sous la présidence de M. Albert Gazier.

Charles Lussy
Le changement de secrétaire général, n'a pas produit ce qu'on pouvait attendre, nous qui avions l'illusion de comprendre quelque chose à l'opération dans la mesure où nous faisions parti de ses artisans, nous croyions qu'il sortirait de ce renouvellement un peu plus d'efficacité dans l'action du Parti, un peu de rajeunissement, que le Parti reprendrait une physionomie propre, indépendante et tout cela était lié, avant de commencer, à un redressement depuis la base.
Nous pensions, qu'en renonçant à se faire gouvernemental à tout prix, le Parti arriverait à recouvrer une indépendance qu'il avait peu à peu aliénée et nous sommes bien obligés aujourd'hui de convenir que ce changement ne s'est pas produit. Nous sommes d'accord avec la motion Lenard, qui au point de vue de l'efficacité, constate avec beaucoup de modération et beaucoup de pertinence, en dépit de quelques amélioration parlementaires, que l'appareil administratif du Parti est resté vain, sa presse veule, timorée et sans âme, sa propagande dérisoire, presque infirme au regard des nécessités de l'heure, et de la vertu des textes Socialistes. Le Parti Communiste arrive à tirer de thèmes mensongers et

Fondation Jean-Jaurès

d'arguments faux, des effets de propagande supérieurs à ceux que nous obtenons avec des vérités essentielles dont nous sommes dépositaires.
On pourrait naturellement tenir compte, pour être juste, au Comité directeur, de certaines réalisations ; pour ma part je regrette vivement que les travaux parlementaires ne m'aient pas permis d'assister aux assises de Meung-sur-Loire, mais dans l'ensemble il faut bien convenir que le jugement Lenard est parfaitement objectif au point de vue doctrinal.
Avons-nous repris notre indépendance par le gouvernement ? Pas le moins du monde. À mon avis, nous nous sommes déjà beaucoup trop pressés de tenter l'expérience Léon Blum, mais notre principale erreur, celle qui m'empêche de voter, pour ma part, le rapport moral, se situe lors de la constitution du gouvernement Ramadier. Nous avions-là une occasion exceptionnelle de décrocher. Blum nous répète, il vient de le faire encore, que le succès de son expérience est dû à une circonstance véritablement exceptionnelle, unique, qui ne peut pas se renouveler. Malgré tout, on a intronisé Ramadier, on l'a laissé se charger du gouvernement, d'un gouvernement qui, à l'occasion, était un gouvernement de coalition, dans les conditions les plus difficiles. À quoi Guy Mollet répond : «Évidemment, je ne suis pas intervenu au groupe parlementaire parce que je n'étais pas là !». Eh bien, qu'il me permette de lui dire, comme je l'ai écrit déjà, que c'est là une réponse qui est insuffisante. Je rappelle, cela est un fait historique et contrôlable, que je me suis trouvé seul à voter contre la constitution du gouvernement Ramadier Et j'estime que le secrétaire du Parti aurait pu, soit par la voix d'un message personnel, soit personnellement, mettre en garde le groupe parlementaire contre un événement qui est lourd de conséquences.
Voyez-vous, mes chers camarades, je crois que Guy Mollet a eu un peu peur de la victoire qu'il a remportée au dernier Congrès. Comme ce général carthaginois, il n'a pas su en profiter. Là encore, je veux bien reconnaître qu'il a des circonstances atténuantes ; par exemple, le Comité directeur ayant été élu de la façon que vous savez, il n'a pas eu les concours qu'il pouvait espérer. J'ai même entendu dire que lors de la passation du pouvoir, certaines pressions s'étaient exercées sur lui par la voie de démission de collaborateurs de l'ancien Secrétaire général. Tout cela ne lui a pas facilité la tâche et, il faut le reconnaître en toute objectivité, mais ceci dit, je crois qu'i1 y avait là deux attitudes possibles à prendre : ou bien s'insurger, faire appel de ces pression et de ces difficultés devant un Congrès extraordinaire souverain, que personne n'aurait refusé à Guy Mollet, et qui aurait confirmé sa victoire précédente, ou bien ruser avec ces difficultés, essayer d'apprivoiser les adversaires, faire une espèce de politique de juste milieu, de centre, bref exactement ce que Guy Mollet reproche à Ramadier, si je comprends bien, car c'était une chose assez paradoxale qu'on critique ce que fait Ramadier au gouvernement alors que soi-même on le fait au sein du Parti, du Comité directeur, toutes proportions gardées, Il s'agit d'une politique de transactions ; on doit faire une politique de principes sur lesquels nous nous étions prononcés.
Mes chers camarades, vous observerez que notre Secrétaire général n'a pas les

circonstances atténuantes que pourrait avoir Ramadier, car Ramadier s'est tout de même efforcé de former son gouvernement sur les bases définies par la constitution, constitution qui est réservée et gardée par un président de la République vigilant qui se révèle un peu sur le tard.
Alors, au sein du Parti, on se réveille tardivement, on vient nous présenter des motions qui peuvent servir d'alibi, mais qui, pour notre part, ne nous font pas oublier la carence du Comité directeur à une heure essentielle, car toutes les difficultés, toutes les insuffisances qu'on reproche à Ramadier, elles étaient parfaitement prévisibles dès l'origine. Il fallait avoir assez de sens politique et de clairvoyance pour les prévoir. Par conséquent, le Comité directeur et son secrétaire n'ont pas été garants et respectueux de la volonté certaine du Parti ; certains lui reprocheront peut-être d'être trop à gauche, pour notre part, nous estimons qu'au contraire, il n'a pas respecté ce qui était notre claire volonté, et la fédération du Tarn votera contre le rapport moral parce qu'elle veut sortir de l'équivoque.

Fédération du Vaucluse

Certains délégués m'ont mandaté pour venir en notre nom dire dans quel esprit et dans quelles conditions, ils ont essayé de discuter le rapport moral et leur décision rejoint un peu la proposition de notre camarade Provo.
Nous pensons, en effet, que c'est une mauvaise tactique que de faire de la discussion du rapport moral une sorte de débat politique préventif et je vais dire en leur nom et rapidement pourquoi nous pensons de la sorte.
S'il s'agissait de juger le passé, alors, votée contre le rapport moral voudrait dire que le Comité directeur n'a pat été fidèle aux décisions du Parti. Si ce sont les décisions du Parti au contraire contre lesquelles on veut voter, alors ce sont les Conseils nationaux qui se sont réunis depuis l'ouverture du Congrès que le Congrès d'aujourd'hui condamnerait. En fait, voter contre le rapport moral, c'est condamner des méthodes et des hommes.
S'il s'agit de politique, de tactique, de méthode, le Congrès du Parti a tout loisir et toute autorité pour se prononcer à ce sujet dans le débat de politique générale et surtout dans la rédaction et dans le vote de la motion de politique générale, qui clôturera ses travaux. S'il s'agit de personnes, le Congrès a toute latitude et toute autorité, au moment où il aura à renommer le Comité directeur, d'en changer. Ayant assisté aux séances du Comité directeur en qualité, et sachant que les décisions prises par le Comité directeur l'ont été presque toujours à la quasi unanimité, voter contre le rapport moral se serait voter à la fois contre tous les membres du Comité directeur.
Pour toutes ces raisons, et dans cette position, et sans avoir besoin d'utiliser le temps qui m'a été accordé, au nom de ces nombreux camarades, nous tenons à déclarer que nous considérons aussi bien pour le passé que pour le présent et pour l'avenir, la discussion et les votes qui s'instituent autour du rapport moral comme des discussions d'où ne peuvent sortir aucune clarté et aucun profit. Et c'est dans ces conditions, et dans ces conditions seulement, que nous refusant à voter contre le rapport moral, nous le voterons avec les rectifications exactes

qu'on vient de vous donner. C'est-à-dire, qu'un débat ouvert autour du rapport moral ne peut servir qu'à accentuer les tendances, ne peut servir en rien l'union du Parti, ne peut en rien augmenter ses forces d'action et notre but est précisément de mettre au service de nos idées le maximum d'unité parmi nous, le maximum de cordialité, et par avance de donner au Comité directeur de demain, le maximum d'autorité.
C'est dans ce but d'union que nous voterons le rapport moral.

Bercegeais (Loire-Inférieure)

Camarades, à l'égard du rapport moral présenté par le secrétariat général du Parti, sous la signature du camarade Guy Mollet, la Fédération de la Loire Inférieure a émis un vote à la quasi unanimité. Ce vote a été mûrement réfléchi, et je viens vous l'exprimer ici, avec le désir de le voir interprété avec toute la signification politique qu'il comporte.
Certains ont prétendu et écrit que le changement de direction du Parti intervenu l'an dernier, beaucoup moins radical que nous l'aurions voulu, ne correspondait pas à l'opinion de la majorité du Parti. Que la preuve en avait été faite lors du Conseil national de mai, puisque la politique défendue par le Secrétaire national avait été débattue dans des conditions dont je voudrais dire un mot et dont il faudra peut-être tenir compte lors de la réorganisation envisagée du Parti.
Personnellement, nous pensons que les résultats auraient été différents s'il n'y avait pas eu autant de Secrétaires fédéraux devenus parlementaires, eu autant de parlementaires chargés des mandats de leurs Secrétaires fédéraux empêchés et absents.
Aujourd'hui, ce n'est pas la même chose, la masse s'exprime directement, et c'est pourquoi le vote du rapport moral offre un aspect politique certain. Mais je veux attirer l'attention, tout particulièrement de ceux qui ont voté contre le rapport moral du Secrétaire général, en lui reprochant son manque d'énergie ou en le rendant responsable de la politique gouvernementale. Il ne faut pas déplacer les responsabilités. En voici quelques exemples :
Si le Comité directeur n'est pas intervenu dans le cas des parlementaires indisciplinés, lors de l'élection de Thorez à la présidence du conseil, ils n'en avaient pas les moyens, solitairement. Vous pouvez vérifier le règlement du Parti, qui le prouve. D'ailleurs, dans le cas de Thorez, Je n'aime pas beaucoup ce courage à retardement qui consiste à s'opposer à un homme alors que l'on a siégé à ses côtés au gouvernement pendant des mois. Si Thorez est un déserteur, ce qui est incontestable, il l'était autant en 1944 qu'en 1946, ou en janvier 1947, il ne fallait pas qu'au bout de dix-huit mois cette pudeur se manifestât.
Notre groupe parlementaire forme un état dans l'état. On s'en est aperçu lors de la formation du gouvernement Ramadier, ou le Secrétariat général, la majorité des groupes parlementaires dit oui, et où un Conseil national est nécessaire pour départager cette véritable majorité. Ce Conseil national donnera raison aux parlementaires dans des conditions sur lesquelles je ne veux pas revenir. Certains disent ; le secrétariat aurait dû démissionner, faire appel au Parti sous forme d'un Congrès extraordinaire». C'est ce que nous faisons aujourd'hui. Et

c’est pourquoi nous demandons qu’on abandonne, avant la fin de ce Congrès, la fameuse motion de synthèse afin qu’une majorité se dégage nettement, sur l’orientation future du Parti et la minorité suivra, ou se démettra.
(Applaudissements)
C’est pourquoi, rendant responsable, non le Secrétariat général, mais le groupe parlementaire dans sa majorité, de la déviation politique suivie par le Parti depuis un an, malgré la volonté nettement exprimée par le secrétaire Guy Mollet, nous approuvons ce rapport moral et nous demandons à tous les délégués de bien peser la responsabilité réelle de chacun, secrétariat ou groupe parlementaire, sans en excepter les ministres, dans le vote qu’ils vont émettre à l’issue de cette discussion, et aussi au sujet du vote que nous émettrons à l’égard du rapport présenté par le groupe parlementaire, lorsque la discussion en viendra.
(Applaudissements)

Lamarque (Landes)

Camarades, il apparaît très clairement que la discussion du rapport moral a perdu de sa valeur d’antan. Lussy en a donné quelques raisons, ainsi que le camarade qui m’a précédé à cette tribune.
La discussion du rapport moral n’avait de valeur véritable que si, à la lumière de l’action du passé, on pouvait mieux déterminer les règles d’une action future. Or, ce qui s’est passé l’année dernière au Congrès national nous a montré que l’on pouvait parfaitement refuser un rapport moral à une écrasante majorité et par la suite, ne tenir aucun compte de ce vote pour déterminer les lignes de l’action future, ou bien confier les responsabilités de cette gestion à tel ou tel camarade. Nous avons discuté de cette question-là et il est hors de doute que si nous en avons tenu compte en majorité, c’était sans illusion ; nous avons voté contre cependant, pour les mêmes raisons que l’année dernière.
Il nous est apparu que nous n’avions pas pu être tellement satisfaits de l’orientation nouvelle. Il y a en effet des confusions qu’il faut essayer de dissiper.
Lussy disait : nous ne pouvons pas voter contre le rapport moral parce que nous ne pouvons pas voter contre un certain nombre de camarades du Comité directeur ; il est évident que puisque le Comité directeur a approuvé le rapport moral dans son ensemble, il est difficile de se prononcer contre le rapport moral sans se prononcer contre le Comité directeur. Car l’incohérence du Comité directeur s’est accrue depuis le dernier Conseil national.
Au cours du dernier Conseil national, une équipe de camarades qui voulaient le redressement du Parti, s’étaient groupés. Maintenant, la division est encore plus évidente et il n’y a pas de cohésion réelle à l’intérieur du Comité directeur et on a raison de dire qu’il est extrêmement difficile de faire une politique cohérente dans ces conditions.
Nous ne sommes pas plus satisfaits que l’année dernière, mais je vais vous dire où se placent les responsabilités. Je dis très nettement que c’est de l’administration du Parti que nous ne sommes pas satisfaits, c’est-à-dire du

Contribution Jean-Jaurès

bureau du parti, Secrétariat général administratif à la propagande. Il nous avait promis le renouvellement du Parti et son redressement, et je n'ai pas l'impression qu'il ait été redressé. Nous pensions que peut-être il prendrait son élan avant les élections et vous avez vu que le résultat a été au contraire une claque retentissante aux élections suivantes. Il n'apparaît pas que le changement de personnel ait donné un résultat heureux.

De notre côté, il ne parait pas non plus que le recrutement ait augmenté ; dans le rapport moral on nous dit qu'il a au contraire fléchi et s'il y a eu redressement du prestige du Parti dans le pays, après ces élections qui semblaient l'avoir accablé, c'est que ce redressement n'est pas venu de l'administration du Parti, il est venu de ce qu'un homme pendant quelques semaines, a pu aller à la tête du gouvernement prendre des initiatives qui elles, ont provoqué un choc dans le pays. Cet homme s'appelle Léon Blum. Sans le passage de Léon Blum au gouvernement, nous serions encore accablés du même complexe d'infériorité, le Parti qui avait été battu trois fois aux élections ne se serait pas relevé, il n'aurait pas retrouvé confiance en lui-même. C'est Léon Blum qui a opéré le redressement. Ce que je regrette, c'est qu'il l'ait fait malgré l'administration du Parti. L'administration du Parti s'est désorganisée dès le retour de Léon Blum d'Allemagne et je me souviens que cette tendance avait commencé à battre en brèche Léon Blum lorsqu'il avait voulu réunir les éléments du Parti.

La pensée Socialiste, le seul organe qui exprime librement la pensée du Parti Socialiste, a dit, au moment où l'expérience Léon Blum avait tant de prestige dans la presse, et avant que Maurice Thorez ne change d'attitude : Après l'expérience Léon Blum, (pas entendu), Mais au-dessous de ce titre, on essayait déjà de déconsidérer l'action de Léon Blum. Alors, ne vous étonnez pas, que quelques mois après, lorsque Maurice Thorez a décidé qu'il fallait dire que l'expérience Léon Blum n'était plus valable, ne vous étonnez pas que les communistes soient allez chercher dans cet organe de tendance, «la Pensée Socialiste» les arguments dont ils se serviraient contre le Parti Socialiste, contre Léon Blum et vous avez vu Jacques Duclos se servir de ce même organe de tendances, «La Pensée Socialiste» à la tribune de l'Assemblée nationale et s'en servir encore une fois contre le Parti Socialiste.

Ce que je reproche à cette publication nouvelle, c'est d'avoir recristallisé une tendance. Nous étions pourtant tous d'accord, en 1944, lors de notre premier et magnifique Congrès, pour rejeter à tout jamais les tendances qui avaient fait tant de mal dans le passé. Et bien, cette tendance a pris en main le Parti, sur son bureau, profitant d'un mécontentement à exploiter, parce qu'il est plus facile d'exploiter le mécontentement que d'essayer de redonner du courage à des camarades ayant des responsabilités. Cette tendance a aussi, pourrait-on dire, son journal quotidien. Ce journal quotidien s'appelle «Franc-tireur» ; et on ne doit pas venir ici nous donner des leçons de discipline, lorsque certains membres du Comité directeur écrivent dans un journal, qui à certains moments, est insolant à l'égard de ceux que nous avons placés à la tête du gouvernement. Il est pénible de voir dans un journal les signatures de certains membres du Comité directeur, le jour où dans ce journal, en gros titre, en emploie des formules

insupportables à l'adresse de certains de nos meilleurs camarades. Et je pense aussi que si nous avons connu une mésaventure avec les Jeunesses Socialistes, c'est la faute de ces mêmes camarades, qui ont encouragé, au sein du Comité Socialiste, certaines positions et le drapeau rouge était devenu, à un certain moment, l'organe officiel d'une tendance à l'intérieur du Parti.

Je maintiens qu'à l'intérieur du parti on peut avoir toutes les positions que l'on voudra, c'est nécessaire même, mais je n'admets pas qu'à l'extérieur on puisse, comme on l'a fait dans certains journaux, à «Franc Tireur» en particulier, le procès de la politique du Parti et que ce soit des camarades qui le fassent. Comment voulez-vous que les Jeunesses, encouragées par ces camarades, n'aient pas commis les fautes qu'elles ont commises. Certes, les Jeunesses sont responsables, mais sont responsables aussi ceux du Comité directeur qui les ont trop longtemps encouragé dans cette voie et qui peuvent faire comme les apprentis sorciers, et elles se sont aperçues, à un certain moment, qu'elles avaient commis un véritable crime contre le Parti.

On a recours aux tendances jusque dans la rédaction de certains articles d'Arguments et Ripostes qui sont nettement tendancieux, qui manquent d'objectivité, et permettez-moi de dire qu'on approuve cette préoccupation de tendance jusque dans l'activité de certains propagandistes permanents du Parti Je suis sûr que Guy Mollet n'est pas responsable de cela. Je peux être en désaccord avec Guy Mollet sur l'orientation a donner au Parti, mais je suis d'accord avec tous ici pour dire que ni la loyauté de Guy Mollet, ni son désintéressement, ni son honnêteté ne sont en cause, et je suis sûr qu'il n'est pas responsable de ce que je vais dénoncer ici.

Des permanents du Parti se sont rendus dans certaines fédérations pour avoir l'accord du Secrétaire fédéral. Je comprendrais cela s'il s'agissait de secrétaires fédéraux qui ont déshonoré ou discrédité le parti Socialiste dans leur fédération, ce serait un devoir de les écarter s'ils étaient des obstacles à la progression du Parti Socialiste. Mais je crois pouvoir dire que ce n'est pas le cas quand il s'agit du secrétaire fédéral des Landes, car la fédération des Landes peut comparer les résultats qu'elle a obtenus avec ceux qui ont été obtenus par ailleurs. Nous sommes à l'heure actuelle la seule fédération de France qui ait la moitié de parlementaires Socialistes, et s'il en était de même dans toutes les fédérations de France, la question du gouvernement homogène spécialiste serait résolue, car nous aurions une majorité absolue dans les deux chambres. Nous sommes aussi la fédération de France qui a obtenu aux dernières élections, avec la Haute-Vienne, le plus grand pourcentage de vote, et je suis légèrement en tête par rapport à la fédération du Pas-de-Calais, la première fédération de France pour la proportion d'adhérents et de mandats, par rapport au nombre d'électeurs inscrits. Je voudrais bien que l'on en fit autant partout, le Parti Socialiste serait singulièrement plus puissant.

Mais je demande : est-ce que les résultats que nous avons obtenus à la fédération des Landes l'ont été parce que nous avons pratiqué un Socialisme de mauvais aloi, parce que nous avons fait des alliances louches ? Pas du tout. Il n'est pas beaucoup de fédération aussi intransigeante que la nôtre aussi bien à l'égard de

nos adversaires de droite qu'à l'égard de nos adversaires de gauche, et je dis que notre socialisme est de bon aloi, car nous avons le prolétariat avec nous.
Quelquefois, dans les Congrès, certaines disent qu'il ne faut pas se couper de la masse ouvrière, mais qu'on doit aller vers elle quand elle se trouve en difficulté.
Nous avons dans notre département un prolétariat composé d'ouvriers résiniers et de métayers. Ce prolétariat est avec les Socialistes et non avec les Communistes. Alors que dans une fédération voisine où on pratique une politique d'une autre tendance, on a perdu toute représentation parlementaire et le contact avec la classe ouvrière. Donc, notre Socialisme est de bon aloi et je ne comprends pas pourquoi on viendrait essayer d'avoir le vote du secrétaire général. Est-ce parce que sa tendance ne plait pas ? Ce serait véritablement lamentable et nous aurions une raison de plus de nous élever contre cette recristallisation des tendances qui fait que l'objectif pour certain de nos camarades, ne serait pas de se battre tous ensemble, mais de se battre les uns contre les autres. C'est ce que nous ne voulons pas voir par la suite, à aucun prix nous ne voulons voir renaître cette lutte de tendances, mais le mauvais exemple donné par l'administration fait que déjà une division s'est créée et que deux autres tendances sont nées.
Mais je crois que chez elle, on n'est plus tout à fait d'accord et qu'au gouvernement, une nouvelle tendance va naître. Et nous avons vu reparaître le Journal "La Bataille Socialiste". Il n'y manque plus que Ceconci (?) et nous savons à quel point cet homme-là était digne d'être le leader d'une tendance.
Nous en pourrions citer quelques autres aussi, si nous avions le temps, et nous essaierons d'avoir le temps d'écrire ce que nous ne pouvons pas dire.
Et je terminerai en disant que nous ne pouvons que condamner la situation dans laquelle la minorité parlementaire a mis le Parti, situation qui apparaît plus difficile aujourd'hui qu'elle ne l'était après la libération ou lors du dernier Congrès. On a accentué certaines divergences. On a affaibli l'unité morale du Parti. Et je pense qu'à une heure où la démocratie est menacée, où elle cherche un point de ralliement, à une heure où tous les démocrates de ce pays attendent de savoir qui va sonner le rassemblement, pour éviter à la fois, le danger du Communisme totalitaire et celui du pouvoir personnel, c'est-à-dire le RPF, je pense qu'il y a un homme, un seul homme, qui avait provoqué dans une grande majorité du peuple de ce pays un espoir, c'est Léon Blum. Le seul homme capable de faire ce rassemblement de démocrates. Et c'est un crime, de la part de certains camarades du Parti que de faire la critique de cet homme en laissant croire à l'extérieur que le Parti ne le suit pas.
C'est parce que je reproche à l'administration du Parti d'avoir toujours été à l'origine de ce qui a pu nuire à la fois au prestige de Léon Blum et au prestige du Parti, que je repousse le rapport moral et que je souhaite que notre décision serve à quelque chose. C'est-à-dire qu'on ne commette pas à nouveau les fautes qui ont condamné le Parti à l'impuissance et qu'après avoir mis le Parti dans un état de scission virtuelle, on ne le conduise pas à la scission de fait.

Duchesne (Aisne)

Camarades, je remercie le bureau du Congrès d'avoir bien voulu m'accorder quelques minutes. Je n'interviens pas sur la doctrine pure, mais sur le plan pratique, et c'est, non pas au nom de la fédération de l'Aisne que je viens à cette tribune mais au nom de la conférence des élus municipaux et cantonaux Socialistes qui s'est tenue hier à Bron, conférence à laquelle je regrette de n'avoir pas vu plus de camarades présents.

J'interviens sur le rapport moral pour regretter que le Secrétaire général du Parti, sans son énumération des différents organismes créés pour renouveler son secrétariat, c'est-à-dire : Bureau central de grève, Commission nationale des GCE, femmes Socialistes, etc., n'ait pas cru devoir mentionner la fédération nationale des élus municipaux et cantonaux Socialistes.

En tant que membre de la commission administrative de cette fédération, je n'ai pas cru devoir passer sous silence cet oubli. D'autant plus impardonnable que Guy Mollet appartient lui-même à cette commission administrative.

Impardonnable encore à la veille d'une consultation qui, vous le savez, après les divers échecs électoraux qu'a subi notre Parti, peut et doit revêtir pour celui-ci une importance capitale. Impardonnable aussi parce qu'elle m'autorise à dire, que le secrétariat du Parti n'a pas cru devoir apporter l'attention désirable à l'importance que doit revêtir pour nous cette fédération qui, sur le plan de la propagande, est appelée à revêtir une importance toute particulière, car c'est en effet dans ce domaine que nos camarades sont appelés à faire toucher du doigt les réalisations obtenues dans les diverses municipalités par nos camarades élus municipaux.

Je ne m'étendrai pas sur ces réalisations, nos camarades de la région lyonnaise connaissent Villeurbanne, nos camarades de la région parisienne connaissent Suresnes, réalisations à Villeurbanne de Goujon, réalisations à Suresnes de notre camarade Saunier. Mais je parle de ceux qui ont la naïveté de se faire sur le terrain pratique, comme celui de la propagande, l'idée d'une importance considérable des municipalités Socialistes, et c'est pourquoi j'ai cru devoir intervenir dans le débat.

Quelques camarades ont eu le tort peut-être de voir de la part des organismes directeurs un mépris, je ne veux y voir qu'une négligence, qu'un oubli, mais pour cette raison, je crois devoir m'abstenir sur le rapport moral.

Jullion (Seine-et-Marne)

Camarades, la fédération de la Seine et Marne s'est prononcée à la quasi unanimité pour le vote du rapport moral. Mandaté par elle pour parler dudit rapport, c'est en tant que militant de base, secrétaire de la section, que j'interviens.

Le rapport de notre Secrétaire général sur l'année écoulée, fait l'énumération des faits importants qui se sont produits parmi lesquels on peut citer :

1) l'élection de notre camarade Vincent Auriol à la présidence de la République

2) la constitution du gouvernement Socialiste homogène par Léon Blum, de

durée malheureusement éphémère
3) l'apparition du RPF sur le plan politique.
Sur le plan international, est fait mention de la conférence de Zurich. Sur le plan intérieur, en réclamant le renforcement de la démocratie interne, l'autorité et l'efficacité du Parti, il mentionne les cas d'indiscipline constatés tant dans les fédérations que chez les parlementaires et les Jeunesses socialistes.
Il attribue à l'insuffisance des moyens financiers la cause du rendement atténué du Parti. Il rappelle l'amélioration faite dans les divers moyens de propagande (bureau de documentation et d'information, bureau central de Presse, commission nationale d'étude). Enfin, il envisage une réforme de structure par une réorganisation du Parti sur des bases modernes pour nous permettre de lutter efficacement avec les partis voisins.
Pour répondre en partie aux allégations du, camarade, bien que je ne veuille pas anticiper sur ce que dira Guy Mollet, ce que je vais énumérer donnera quelques explications aux membres du Congrès.
Pour examiner le rapport moral 1947 avant de commencer la discussion en réunion de section, j'ai eu, comme tout bon Socialiste militant, la curiosité de reprendre les rapports des 37e et 38e Congrès, de 1945 et de 1946. Qu'y ai-je trouvé comme traits saillants ?
En 1945, l'annonce d'un Parti rénové, transformé, sorti de la clandestinité, la création de divers organismes de propagande, groupes d'entreprises ; le rappel de la participation aux organismes de résistance (dont on espérait beaucoup pour rajeunir l'esprit et la structure de nos organisations). Enfin un contrôle amical de l'activité du groupe Socialiste à l'assemblée consultative. Puis, en terminant, l'espoir d'un succès aux élections à l'assemblée constituante.
En 1946, il est fait rappel du projet de charte rédigé par Léon Blum en 1945, du nouveau projet de statuts voté en février 1946, de la création d'un Conseil national (assemblée permanente du Parti entre les Congrès) ; de décisions délicates, parfois impopulaires imposées par le résultat des élections et l'arithmétique parlementaire ; puis une formule qui nous a coûté cher sur le plan électoral : le Parti a souvent négligé ses intérêts. Il sait faire preuve de courage civique. Enfin un rappel au maintien de la cohésion et à l'unité du Parti.
Cet appel à la cohésion et à l'unité du Parti, je le reprends aujourd'hui et le lance aux fédérations qui ont émis des votes défavorables au rapport moral. Mais je veux l'accompagner d'une demande expresse, que je fais au nom des militants de base de notre fédération.
Donnez-nous davantage par la voix de la presse et du Populaire en particulier, des arguments force qui, sans démagogie, répondront aux insinuations peu bienveillantes de certains journaux.
Faites que les lois qui sortent actuellement portent nettement l'empreinte de notre Parti. Celles de 1936, des conventions collectives, office du blé, etc., peuvent être renouvelées demain, par exemple sur le problème vital des loyers, le statut des territoires d'Outremer, et surtout sur l'assainissement de nos finances. Car rien ne sera fait de bon tant que ce problème n'aura pas été réglé et que les droits des épargnants et des retraités n'auront pas été revalorisés. Vous

attirerez ainsi à vous des français moyens artisans, rentiers, dont la condition de vie est devenue plus prolétarienne que celle des travailleurs eux-mêmes,
Et maintenant, je vais conclure :
Les militants de la base, propagandistes, orateurs de réunions, vendeurs de journaux, ne sont pas effrayés par le départ momentané de certains de leurs camarades, se repliant sur eux-mêmes, débordés par les événements économiques, ou désabusés par une hausse toujours croissante du coût de la vie. Ils continuent et continueront à œuvrer dans le sens réclamé par le secrétaire fédéral qui, au cours de l'année écoulée, a ébauché le travail qui reste à accomplir avant de voir l'avènement du socialisme dans notre pays.

Just (Seine)

Camarades, il y a un an, je le répète après notre cama rade de la Seine et Marne, un Congrès tout semblable à celui-ci était tenu à Paris, si une lutte sans merci fut menée sur la question du rapport moral, par des camarades, contre le secrétariat du Parti sortant à l'époque. Une majorité conséquente a rejeté le rapport moral et à la commission des résolutions, une motion de synthèse est sortie. Cette motion de synthèse comportait des principes qui, s'ils avaient été observés, pouvaient dans la politique de notre parti, opérer un certain redressement, un an après, nous constatons que rien n'a été fait et si l'on veut être objectif, il faut en chercher les causes.
Combien de fois n'avons-nous pas entendu, dans la Seine, des membres du Comité directeur sortant, fulminer, tempêter, contre l'insubordination du groupe parlementaire et parfois aussi contre les délégations au gouvernement. Et ceux qui dénonçaient tout cela sont aujourd'hui signataires du rapport moral. Je m'étonne. Que s'est-il passé ?
Camarades, je n'aborderai pas la discussion de politique générale, c'est tout autre chose.
Il s'est passé que nous avons eu à la fête du Parti, des éléments composés de gens ne représentant pas la majorité du dernier Congrès d'abord, et un secrétariat qui peut être plein de bonnes intentions, je n'en doute pas, mais n'a pas eu l'énergie suffisante pour les appliquer. La colère n'est pas un indice d'énergie. Tout à l'heure, une personne disait, et je suis d'accord avec lui sur ce point, que le secrétariat avait différents moyens pour en sortir ; il pouvait avoir recours à un Congrès national qui est statutaire ; il avait également le moyen de la démission entière, collective, du secrétariat les camarades ont manqué d'énergie, ils ne peuvent plus avoir ma confiance pour diriger le parti et c'est pour cela que je vous demande de repousser le rapport moral.

Bonin (Haute-Loire)

Camarades, la fédération de la Haute Loire votera le rapport moral, dans la mesure où il est un bilan de ce qui a été fait l'an dernier. Les responsables du bureau national sont des hommes et rien d'humain n'est parfait ; cela n'implique pas que nous voterons dans le sens du maintien dans son état de la deuxième

Fondation Jean Jaurès

partie du rapport moral.
Car le rapport moral a deux parties, et celle qui traitera de l'orientation du politique du parti est la deuxième de ces deux parties. Nous voterons pourtant cette deuxième partie, mais c'est un point de procédure que la fédération de la Haute Loire m'a demandé d'intervenir.
Nous recevons le rapport moral et les motions trop tard ; aucun dirigeant n'est réellement informé et si vous demandez honnêtement le pourcentage de militants informés que vous représentez ici, vous avouerez que nous n'en représentons pas la moitié. J'ai vu beaucoup de délégués protester contre le retard avec lequel on a reçu les rapports et les propositions, mais personne n'a proposé les moyens d'éviter le retour, l'an prochain, de pareille chose.
Eh bien, nous voudrions que lorsque le Secrétariat général envoie le rapport moral, il le fasse suivre des différentes motions qui reflètent les mouvements à l'intérieur du Parti et que ce rapport, ayant paru dans les différentes fédérations, on ne tienne plus compte des motions qui viennent après. Rien n'est plus énervant et désorientant pour un Secrétaire général, lorsqu'il a terminé son Congrès fédéral, que de voir les motions arriver les unes après les autres.
Et pourquoi, ainsi que le demandent beaucoup de militants, le Populaire ne publierait-il pas les différentes motions de tendances quelques jours avant le congrès ? Je ne pense pas que le Populaire serait déshonoré où risquerait de compromettre sa vente si, organe du Parti, il publiait avant le Congrès, les différentes motions qui manifestent les tendances du Parti. Ainsi, vous auriez des militants informés, qui dans leur section et ensuite dans leur fédération, pourraient prendre position en connaissance de cause, vous auriez des délégués qui pourraient prendre des décisions à coup sûr, et il n'y aurait peut-être pas ces flottements dans la politique du Parti entre deux Congrès.

Lassagne (Gironde)

Mes chers camarades, la fédération de la Gironde a repoussé le rapport moral par 79 mandats contre 39, mais je crois que nous avons fait ce travail en restant exactement dans le cadre de ce qui nous était demandé. Il ne s'agissait pas pour nous d'un vote politique et cela est tellement vrai que certains camarades qui ont repoussé le rapport moral de notre ami Guy Mollet ont voté ensuite pour la motion qu'il présentait. Nous n'en faisons pas non plus des questions de personnes ou des questions de tendances, et je voudrais au contraire, au début de cette intervention, indiquer que la fédération de la Gironde entend conserver son droit de critique tout en conservant son amitié pour les militants qui sont à la tête du Parti.
Nous reconnaissons que certains efforts ont été faits, et nous manifesterons lorsque des rapports administratifs seront votés, mais nous avons voté contre le rapport moral, et nous sommes décidés à renouveler ce geste chaque fois que la situation sera semblable à celle d'aujourd'hui.
Nous avons voté contre pour les mêmes raisons qui ont déterminé notre vote l'an dernier. Nous aimons bien Daniel Mayer, mais nous avons voté contre son rapport moral, à l'appel de militants comme Guy Mollet, et cette année nous

voterons contre Guy Mollet, parce que nous avons l'impression que, comme on dit dans la chanson, ce n'était pas la peine d'en changer. Ce n'était, en effet pas la peine de changer de gouvernement cette année, par contre, ce n'est pas Daniel Mayer qui nous a demandé de voter contre Guy Mollet…

Nous sommes quelques-uns à avoir conservé cette position intransigeante et puis, nous avons voté contre pour une autre raison. On parle constamment de redressement du Parti, nous voudrions bien qu'une fois pour toutes, nous puissions nous mettre d'accord sur ce mot de redressement.

Le redressement, nous avons l'impression profonde que c'est une chose qui doit se faire dans le Parti ; mais ce n'est pas Guy Mollet qui va parler de ce redressement, et comment voulez-vous que nous puissions convenir de ce redressement, lorsque ce sont les camarades qui, au nom du redressement ont demandé la majorité, qui viennent nous indiquer maintenant qu'ils ont été incapables de le faire.

Il y a eu aussi et surtout le manque d'autorité et je suis absolument d'accord avec Guy Mollet et les autres camarades pour demander que le Comité directeur ait une autorité réelle.

Seulement, camarades, permettez-moi de vous dire une chose. Il faut que le Comité directeur, que le Secrétaire général, aient une autorité sérieuse, mais j'ajoute ceci : avec un grand nombre de nos camarades militants de la Gironde, nous avons constaté que l'autorité, cela se réclame en Congrès et ensuite, lorsqu'on a le poste de responsable, on doit être capable d'affirmer son autorité, mais ce n'est pas toujours le cas.

Camarades qui sont au comité directeur, votre autorité vous vient du Parti.

Lorsqu'un jour elle vient en discussion, lorsqu'on vous combat, lorsqu'on ne vous suit pas, vous qui êtes à la tête du parti retournez-vous vers le Parti et demandez-lui la force nécessaire pour continuer votre politique.

Une autre raison nous a fait voter contre le rapport moral, la réorganisation du Parti ne s'est pas faite et c'était là-dessus l'an dernier qu'on s'était battus ; je sais qu'il y a un projet, mais nous sommes de ceux qui croient que la réorganisation du Parti doit être placée au premier plan de nos préoccupations. Il ne faut plus se battre avec un appareil démodé, il ne faut plus se battre avec une arme émoussée, et antédiluvienne. Il faut adapter le Parti aux circonstances actuelles. Un an perdu en discussions, c'est beaucoup trop. Nous sommes d'accord avec Guy Mollet pour le faire le plus tôt possible.

Encore une raison supplémentaire de notre vote : nous voudrions que le Comité directeur comprenne qu'il est nécessaire qu'il y ait des courants de pensées dans notre Parti, mais que les querelles doctrinales sont absolument vaines.

Et si bous avions un exemple à donner, nous vous citerions les fédérations qui depuis 1919, perdent systématiquement à chaque élections, des représentations ; c'est là que se voient les dangers de la bataille de tendances.

Ce que nous voulons, c'est que le divorce perpétuel entre l'intelligence qui conçoit, qui crée, et la volonté d'exécution, n'existe plus au sein du Comité directeur. Ce que nous voudrions, c'est que l'on considère ce Comité directeur comme une véritable âme du Parti et il faut qu'il soit l'interprète de la volonté

du Parti, qu'il soit capable d'imposer cette volonté au groupe parlementaire, au ministre et même au président du conseil. Il faut que le Comité directeur ait, en même temps que le nom, l'autorité nécessaire pour diriger. Nous sommes persuadés, camarades, que nous sommes à l'heure actuelle, en train de jouer la chance de notre Parti et du Socialisme démocratique. Or, nous avons la sensation très nette que c'est vers nous que se dirige la classe ouvrière. Il y a quelques jours, j'ai entendu un vieux militant, dans un groupe Socialiste d'entreprise, me dire : nous ne savons plus quoi faire ; nous en avons assez des méthodes démagogiques du Parti Communiste ; il n'y a qu'en vous que nous avons foi ; faites quelque chose. Essayez de placer le Parti en tête partout. Soyez plus fort que votre programme. Vous avez un capital, surtout ne le gaspillez pas, Donnez nous la foi, une foi ardente et que nous puissions repartir à la bataille, et j'en suis persuadé, nous soulèverons les montagnes.

Élie Bloncourt (Seine)

Camarades, quand j'ai entendu ce matin Provo demander au Congrès qu'on ne discute pas le rapport moral, j'avoue que cette proposition m'a parue ahurissante. Enfin le bon sens l'a emporté et nous sommes en train, en ce moment, d'exprimer notre sentiment à propos de ce rapport moral, qui, en quelque sorte, est un bilan de l'action qu'a mené le Comité directeur au cours de l'année écoulée. Je vous dirai tout de suite qu'avec un certain nombre de délégués à ce Congrès, nous pensons que celui-ci doit exprimer nettement son sentiment et que la meilleure façon d'exprimer ce sentiment, c'est de s'abstenir de prendre position sur ce rapport moral.

S'abstenir, car en vérité, notre camarade Guy Mollet n'a pas pu faire la politique que le Congrès lui avait donné mission de faire ; il n'a pas pu faire cette politique parce que personnellement, il y était opposé. L'année dernière, j'ai été le cosignataire de la motion par laquelle nous exprimions notre volonté de voir se redresser la politique du Parti, de voir le Parti revenir sur la ligne droite de laquelle il n'aurait pas du dévier et nous avons été profondément déçus de constater que malgré une affirmation catégorique de notre volonté, malgré les promesses faites, le Parti au cours de l'année écoulée, n'a pas appliqué une politique sensiblement différente de celle de l'année précédente. Et c'est pourquoi nous sommes enclins à attribuer des circonstances atténuantes au Secrétaire général du Parti,

Mais il faut que le Congrès dise d'une façon définitive, qu'il n'est plus possible de laisser l'organisme chargé de la direction de la politique du Parti, se comporter comme il l'a fait au cours de l'année écoulée. Et c'est pourquoi avec nous, la majorité de la fédération Socialiste de la Seine a décidé de demander au Congrès une modification de l'article 18 des statuts, car c'est là que git le mal, un mal profond. Si nous ne modifions pas cet article 18, les années s'écouleront, et nous risquons d'assister au même spectacle décevant auquel nous avons assisté au cours de ces dernières années.

Ce congrès est composé de délégués qui, dans leurs fédérations respectives, ont été désignés à la représentation proportionnelle, ces délégués au Congrès

national expriment leur sentiment, leur volonté, dans une motion précise et nette et lorsqu'il s'agit de désigner l'organisme central chargé d'appliquer les décisions du Congrès, les camarades sont élus non pas d'après leur position politique, mais d'après la sympathie personnelle qu'ils peuvent susciter.
C'est là ce qu'il faut à tout prix éviter et c'est pourquoi, au nom de la majorité de la fédération de la Seine, nous déposons une motion précise, nette, demandant immédiatement la modification de l'article 18 des statuts de façon à modifier le mode d'élection des membres du Comité directeur, pour que ceux-ci soient l'émanation directe de la majorité du Parti. Nous sommes un Parti démocratique, connaissant la loi de la majorité. Il faut que la majorité puisse s'exprimer de façon précise.
Si le conseil était sage, il déciderait aujourd'hui, au cours de nos assises de 1947, la modification de cet article. C'est la motion que je dépose sur le bureau de la commission des résolutions, et nous sommes persuadés qu'une confortable majorité votera pour la modification de cet article 18.
C'est la seule garantie qu'ait le Parti, de la démocratie que nous devons appliquer et à laquelle nous devons rester fidèles.

Viala (Ariège)

Camarades, la fédération de l'Ariège n'est pas une de celles qui encombrent souvent la tribune des Congrès. Elle se fait entendre pour la première fois depuis le Congrès de reconstitution de notre Parti et n'abusera pas de vos instants. Elle s'excuse d'intervenir sur des faits d'un ordre particulier.
Le Congrès fédéral de l'Ariège, a adopté à l'unanimité le rapport moral du Secrétaire général, et cependant, a présenté à l'unanimité également, une motion contenant un certain nombre de critiques à l'égard des responsables ou personnalités du Parti. Je lirai cette motion après les courtes explications que je me permets de vous donner.
Nous avions, en Ariège, en 1939, trois députés Socialistes sur trois parlementaires représentant le département. Deux ont trahi le Parti, un seul était resté fidèle, c'était notre camarade François Camel. Il s'était lancé dans la résistance contre Vichy dès les premiers jours, et il a été peut-être la première victime Socialiste du régime de Pétain.
En mai 1941, François Camel en pleine action, est trouvé abattu sur un bord de route d'Ariège, en pleine forêt. La justice de l'époque conclut à un accident.
Mais toute la population ariégeoise sans distinction d'opinion, ou de parti est convaincue qu'il s'agit d'un crime.
Dès la libération, la famille, les amis de François Camel, la fédération Socialiste, la population, ont tous la certitude qu'une enquête sérieuse va faire le jour sur cette sombre et douloureuse affaire. Les jours passent. De toutes parts, on renouvelle les démarches. On s'occupe trop timidement de la recherche des coupables et des enquêtes, d'une légèreté déconcertante se succèdent. On tourne volontairement le dos aux preuves et trois ans après la libération, on marque toujours le pas.
La fédération envoie un ordre au jour de protestation au Comité directeur. Le

Fondation Jean-Jaurès

Secrétaire fédéral ne reçoit même pas une réponse. Va-t-on continuer ainsi et, si le crime existe, restera-t-il impuni ou veut-on franchement se lancer à la recherche des coupables ?
Pendant le même temps, le fils de François Camel, digne héritier du courage résistant du père, livre le combat clandestin pendant qu'il fait ses études de pharmacie à Toulouse. Puis il traverse les Pyrénées, connait les geôles de Franco, et peut rejoindre les forces françaises d'Afrique avec lesquelles il combattra. À son retour en France, il cherche à s'installer comme pharmacien. Sa mère, notre camarade Anna Camel, une militante chevronnée, connue de bien des anciens de ce congrès, viendra à cette tribune, malgré la peine angoissante qui l'étreint, pour y défendre les droits des jeunes à la vie.
Je me bornerai à signaler le peu d'empressement que les responsables de notre Parti ont mis à satisfaire les légitimes revendications de notre camarade Henry Camel, en lutte avec le trust de la pharmacie intégré aux rouages de l'État. Et je signalerai surtout ce que j'appellerai la résistance muette que le Secrétaire général et certains autres responsables, ministres ou députés, ont opposée aux lettres ou motions qui leur ont été adressées par Anna Camel ou par la fédération de l'Ariège, malgré les interventions renouvelées, écrites ou verbales, du député de l'Ariège, la camarade Durroux, qui ne peut être mis en cause dans ces critiques adressées aux seuls responsables des hautes sphères du Parti. Georges Brutelle me demandant dernièrement de lui fournir les raisons d'une certaine baisse d'effectifs dans notre fédération, je lui signalais le manque d'empressement mis à redresser certaines injustices.
La fédération de l'Ariège, mon cher Brutelle, pour répondre à ta dernière lettre, ne demande pas la pratique de la politique que du piston, trop connue sous la IIIe République, mais elle voudrait que des injustices connues, celle que je viens de signaler, soient combattues par le Parti, et que la vérité, toute la vérité, soit faite sur les crimes qui peuvent avoir été commis pendant la période de Vichy, avant même la présence des Allemands dans notre région.
Camarades, la fédération de l'Ariège a confiance que, lancé à cette tribune, son appel sera entendu.
Voici maintenant la motion déposée par notre fédération. La fédération de l'Ariège, indignée de l'attitude de certains responsables et élus de notre Parti dans l'affaire de Henry Camel (création de pharmacie à St Girons, Ariège) adresse un blâme sévère à ces élus. Dr Ségelle, Arnal, Guy Mollet, Ch. Lussy et demande :
1) que notre Parti, d'une façon générale, s'intéresse plus qu'il ne le fait, au sort des jeunes en bute à des difficultés inouïes pour faire reconnaître leur droit à la vie,
2) que le président Ramadier, nos ministres et le groupe parlementaire Socialiste, exigent du ministre de la Santé, M. Robert Prigent, qu'il règle dans les délais les plus brefs l'affaire Henry Camel, pour l'octroi de la dérogation prévue par l'article 37 de l'ordonnance du 23 mai 1945, pour la création de pharmacie envisagée.

Paulette Lacaze (Rhône)

Camarades, je voudrais pour ma part limiter mon intervention à ce fait qu'il nous est apparu que la démocratie, dans notre Parti, n'a pas été respectée véritablement et surtout, elle n'a pas été utilisée dans la voie que nous aurions souhaité. On va nous dire qu'en apparence, si l'on a fait appel aux militants, que l'on a réunis pour le Congrès national, c'est que ce Congrès est une manifestation même de la démocratie. Cependant, je dirai que tout ceci n'a été qu'apparence et je rappelle au Conseil national qui fut reculé et qui se déroula de telle manière que les militants étaient mis devant le fait accompli d'un vote de confiance au gouvernement, ce qui est particulièrement grave. Je n'insisterai pas non plus sur la préparation de ce Congrès, d'autres l'ont dit avant moi, mais il m'est apparu que cela est particulièrement grave parce que la véritable volonté de nos militants de base n'aura pas pu s'exprimer comme il l'aurait fallu.

Au moment où notre Parti subit une hémorragie qui risque de causer sa mort, je ne sais quel est votre sentiment, responsables de sections ouvrières, responsables de CGE, je vous dis, moi, que ce Parti est en train de perdre une portion de son contenu le meilleur ! Et il s'agit de fixer les responsabilités. On nous dira que ce Comité directeur n'était pas homogène dans sa volonté d'orientation et l'on nous dira même qu'une minorité s'y est battue et que le Secrétaire général lui-même n'a pas été entendu. Sans doute, mais, a-t-il vraiment fait connaître à l'ensemble du Parti ses antagonismes ? A-t-il réagit suffisamment ? Je dis non et c'est pour cela que j'interviens.

Il m'apparaît que c'est là que la démocratie d'un Parti peut être véritablement efficace. Qu'il y ait des conflits au sein d'un organisme directeur, soit. Mais il faut alors faire appel aux militants, et savoir ce qu'ils pensent. Il faut les réunir, il faut faire, lorsque c'est nécessaire, un Congrès extraordinaire. Il faut faire éclater, au-delà des organismes dirigeants, les dissensions. Il faut faire ce que j'appellerai une véritable mobilisation de l'opinion militante du Parti.

J'accuse la minorité du Comité directeur qui me dira peut-être qu'elle s'est battue. Je dis que le Secrétaire général n'a pas utilisé les possibilités qu'il avait. Que cette responsabilité est extrêmement grave. Qu'elle s'est manifestée sur le plan pratique par le résultat des Conseils nationaux que nous avons eus, et lorsqu'après ces Conseils nationaux nous sommes revenus dans nos sections, des militants, qui cependant avaient essayé de manifester leur volonté, nous ont dit : Mais c'est donc toujours la même chose, on reste donc toujours sur la même voie, sommes-nous donc isolés dans notre volonté de voir quelque chose de changé.

Ces résultats obtenus ont été faussés par le manque de mobilisation de l'opinion du Parti qui souhaite une orientation différente. Voilà quelle est la responsabilité du Comité directeur. Voilà quelle est la responsabilité du Secrétaire général, et c'est pourquoi nous, militants, avons signé cette motion de fidélité à la doctrine Socialiste.

Nous avons pensé que, rejetant toute question sentimentale, nous devions voter contre le rapport moral. Pour nous, l'important n'est pas que les organismes dirigeants mènent la lutte contre un groupe parlementaire, mais c'est qu'il se

trouve tourné vers la masse des militants, qu'il les appelle à son secours quand il veut lui-même cette orientation nouvelle du Parti. Pour nous, ce qui compte, c'est le recrutement de notre Parti, sans lequel nous ne pouvons pas avoir une orientation différente, puisque malgré les décisions de nos assises, l'action restera inchangée. Et c'est pour cela que nous avons voulu dégager les responsabilités. Et, je le répète, que nous ne pouvons donner son quitus à un Secrétariat et à un Comité directeur qui n'ont pas su utiliser la démocratie de notre Parti.

Diot (Rhône)

Un orateur nous disait tout à l'heure que condamner le rapport moral c'était condamner des méthodes ou bien des hommes. D'autres camarades ont déclaré qu'il ne s'agissait pas, au sujet du rapport moral, d'engager le débat sur les problèmes politiques, qu'il s'agissait simplement d'approuver l'attitude passée, ou de dire qu'elle n'avait pas été celle que nous attentions.

Je dis qu'il s'agit bien, à l'occasion de ce rapport moral, d'un problème politique. Et je dis, qu'il ne s'agit pas pour nous seulement de condamner des méthodes ou des homme – ce qui serait chose facile et bien peu efficace – mais qu'il s'agit surtout de condamner l'esprit même suivant lequel, une politique a été conduite, suivant lequel on a laissé cette politique s'épanouir sur la motion de notre Parti, esprit qui nous a conduits à la compromission avec les partis bourgeois, qui nous a conduits à apparaître comme un parti qui se souciait surtout de devenir un parti gouvernemental, de donner des places à ses hommes, et qui se souciait en fin de compte fort peu des intérêts mêmes de la classe ouvrière, pourvu qu'il ait sa place au gouvernement.

Envisageons, si vous le voulez bien, dans ses grandes lignes et simplement pour les énumérer, quelle a été l'action du Parti depuis août 1946.

Lors qu'une motion, votée à l'unanimité, avait donné des mandats précis au Comité directeur, qui est en somme l'organisme garant de l'application des ordres, alors que ces mots d'ordre vous avaient été donnés avec précision, nous avons constaté que de glissement en glissement, d'abandon en abandon, la politique suivie par notre Parti était loin de donner satisfaction à la classe ouvrière.

Quels résultats, camarades, devons nous présenter à cette classe ouvrière, d'un an de gestion à peu près continu de notre parti au gouvernement ? C'est là le problème sur lequel je me penche pour juger de l'action du Comité directeur.

Il ne s'agit pas de condamner des hommes, il s'agit de voir si ce Comité directeur a été le gardien vigilant que nous espérions qu'il serait de la doctrine de notre parti. Le gouvernement et parfois même l'un des membres du parti, et non des moindres, est allé jusqu'à envisager dans cette classe ouvrière, pour la sauvegarde de ses intérêts légitime, l'emploi de la réquisition.

Nous avons vu s'abattre les mesures financières qui ont eu pour but de diminuer encore le minimum vital de la classe ouvrière. Et quelle a été la conséquence pour notre parti ? Vous tous militants des sections, des fédérations, vous seriez, je pense nombreux à nous dire que, depuis un an, on a vu fondre les effectifs et

je constate que si nous avons envoyé le même nombre de cartes d'adhérents que l'année dernière, les deux tiers nous ont été retournés. Enfin, vous savez que si notre Parti n'a pas perdu un plus grand nombre d'adhérents, c'est que de certains côtés, on est venu le renforcer, ce qui ne donne plus au Parti Socialiste son véritable visage et c'est contre cela que nous avons voulu réagir en signant cette motion qui condamne le rapport moral.

Roos (Seine)

Je viens d'entendre de nombreuses critiques contre le Comité directeur, en particulier contre le Secrétaire du parti, à propos du rapport moral, et toutes ces critiques se résument en ceci : le Comité directeur a été faible, impuissant.

Or, je demande aux camarades qui font de telles critiques lorsque vous avez devant vous un organisme qui a été comme vous dîtes impuissant, quelle est la solution ? Ou bien l'affaiblir par une opposition systématique ou négative, ou bien au contraire le renforcer par une attitude plus ferme et plus cohérente. Telle est la motion que nous avons présentée.

Et à cet égard, je voudrais dire quelques mots. Oui, le Comité directeur a eu quelques faiblesses dont il faudrait analyser les causes qui ne sont pas, comme on l'a dit, toutes exclusivement personnelles, mais d'une part, il y a une politique gouvernementale que nous déplorons dans son ensemble, et d'autre part, il y a la politique voulue par le Parti. Et nous avons droit de dire que dans l'essentiel, le secrétariat du parti s'est efforcé d'être fidèle à la politique voulue par le Parti.

Je vais prendre rapidement trois exemples, puisque aussi bien, nous allons reprendre la discussion pour la politique générale.

Tout d'abord, il n'est pas contestable que le Parti dans son ensemble, et le Comité directeur avec lui, ont voulu que nous pratiquions une politique ouvrière et sociale hardie. Plus hardie même que celle des Communistes, et qu'à diverses reprises, cette volonté s'est affirmée par des votes et par des décisions. Mais dans le même temps, il est non moins contestable qu'au gouvernement, on s'est en fait dressé contre cette politique ouvrière et même parfois contre la classe ouvrière tout court, non pas contre les Communistes mais souvent contre des Socialistes agissant au sein des luttes ouvrières, agissant au sein de la GGT.

Nous votons, nous, le rapport moral. Parce que le Comité directeur a soutenu les Socialistes syndicalistes, les Socialistes fidèles à la politique ouvrière du Parti.

Quant à l'Union française, c'est la même question qui s'est posée. Nous avons tous, parfois à l'unanimité, parfois à la majorité, souhaités que l'on refasse enfin la paix en Indochine avec Ho Chi Min, ce qui est une aventure tragique et pour le Communisme et pour le Socialisme. Or, c'est un fait que des représentants du Parti au gouvernement ont donné l'impression que sur ce plan, ils étaient en opposition totale avec la volonté et avec la politique voulue par le Parti, et que le Comité directeur a essayé vainement de s'opposer à eux. Et dans ce cas nous renforçons le Comité directeur.

Il y a la question de l'Algérie, que nous reprendrons demain. Nous sommes devant la menace suivante : alors que le Comité directeur a souhaité un statut de

l'Algérie conforme aux désirs de nos camarades de ce pays, ratifiant en cela les décisions d'un Conseil national, le président du conseil Socialiste n'a-t-il pas, ces derniers jours, menacé, après 1e débat, de poser la question de confiance non pas contre la loi que nous lui avons demandé, mais contre certaines dispositions essentielles des amendements apportés.

Que nous reste-t-il à faire ? Réaffirmer et réaffirmer énergiquement la politique du Parti et la politique du Comité directeur•

Et maintenant, je voudrais examiner certaines questions qui ont été évoquées et je veux le faire avec le maximum de nuance et de prudence Je ne suis pas d'avis de ressusciter la politique des tendances au sens ancien du terme, d'autant plus qu'il est démontré que si nous voulions reconstituer les tendances, nous aboutirions à un fiasco complet Pourquoi ? Parce que le parti est abîmé par de grands courants d'opinion. Mais il n'y a pas à proprement parler de tendances organisées et s'il y en avait, nous le déplorerions» Mais nous avons le droit de nous demander si, lorsque nous voyons d'une manière systématique de la part de certains ministres, affirmer une politique hostile à la politique voulue par le Parti, voulue par l'Union française, et par les ouvriers, nous avons le droit de nous demander s'il n'y a pas là une tendance qui peut-être ne s'affirme pas dans le refus, mais qui d'une manière autrement cohérente qu'on ne peut le faire dans certains articles, s'affirme d'une manière pratique et cohérente contre la politique voulue par le Parti.

Nous sommes aussi en droit de nous demander qui fait le jeu. des Communistes et si vraiment c'est un argument sérieux que d'invoquer la malhonnêteté classique des Communistes, malhonnêteté qui consiste à se servir de certaines bribes d'articles pour justifier leur politique équivoque, mais qu'est-ce qui fait le jeu des communistes ? C'est précisément que les Communistes peuvent aller devant la classe ouvrière, ou devant les peuples de l'Union française et dire : bien que certains Socialistes ne l'aient pas voulu, voilà ce que les Socialistes font au gouvernement. Et c'est cette espèce de politique qui fait le jeu du Communisme, bien plus que le procédé qui consiste à aller prendre là ou ailleurs, l'essentiel des revendications et l'essentiel des principes et de la doctrine du Parti.

Cette politique, nous n'allons pas l'examiner ici sous l'angle de la politique générale, qui sera vu plus tard, mais pour rester dans le cadre de la discussion sur le rapport moral, nous allons envisager le remède à y apporter. Ce remède a déjà été indiqué par quelques camarades; il faut en finir avec l'équivoque dans nos discussions, équivoque qui nous trempe nous mêmes et qui finit même par ne plus nous tromper, mais qui, en tout cas, ne trompe personne à l'extérieur du Parti et qui consiste à se mettre plus ou moins d'accord

Et bien, il faut en finir; il faut que le Congrès se prononce sur la politique à suivre, que l'on applique la politique voulue par la majorité, et que, selon les règles de démocratie, la minorité se plie à la volonté de la majorité, sans essayer de faire au gouvernement une politique contraire à celle du Parti.

D'autre part, un problème est posé en conclusion de la motion Guy Mollet, c'est celui du renforcement de l'autorité du Comité directeur. Certes, il serait absurde

de vouloir revenir à je ne sais quelle proportionnelle rigoureuse, qui ferait du Comité directeur une sorte de mosaïque, qui le ferait aussi impuissant qu'il l'était après un vote fait dans une certaine confusion générale, ce qu'il faut - et pour cela il n'y a pas d'autre solution que de faire confiance aux militants -, c'est que l'on prenne conscience qu'il y a dans le Parti un certain nombre de grands courants d'opinion sur les problèmes essentiels, et que le Comité directeur, tout en associant toutes les compétences, toutes les bonnes volontés, toutes les minorités, soit l'image fidèle de ces courants d'opinion.
En conclusion, je vous dis camarades : pas de politique de division de Parti, pas de politique de tendances cristallisées, mais une politique authentiquement démocratique, pour que, lorsque des problèmes essentiels seront posés, à l'occasion de la politique générale, s'affirmeront sur un point précis non pas les tendances, mais un certain nombre de nuances.
Et le problème essentiel qui nous est posé actuellement, ce n'est pas d'être révolutionnaire, ce n'est pas de tomber dans une espère de démagogie pour répondre à un Communisme trop efficient. Il faut faire le bloc de tous les courants qui circulent actuellement, il faut répondre à la question : être ou ne pas être Socialiste. Et le Parti répondra s'il veut rester Socialiste dans les principes rationnels, et modernisé dans les méthodes.

Déchezelles (Seine)

Camarades, je voudrais d'abord répondre à un argument qui a été donné et peut être remis, à savoir que la discussion sur le rapport moral ne peut pas donner lieu à un échange de vues sur les problèmes politiques. J'affirme au contraire que la discussion du rapport moral est essentiellement une discussion des problèmes politiques. C'est qu'il s'agit d'apprécier une politique, celle qui a été suivie depuis un an depuis le dernier Congrès national. Cela est si vrai que la motion qu'un certain nombre de nos camarades et moi avions votée l'année dernière avait indiqué que la politique suivie jusqu'ici par le Parti ne nous satisfaisait pas, Aujourd'hui, devant quelle situation nous trouvons-nous ? Quel avait été le sens du dernier Congrès national ?
Le sens de ce Congrès national, c'était la volonté de l'immense majorité de nos militants d'assurer le redressement du Parti, et dans un sens bien déterminé, dans le sens non pas de lutte de classe, mais d'une politique progressive dans la métropole et dans les territoires d'Outremer.
Camarades, la résolution finale, résolution unanime qui avait été votée, reprenait, sur le point essentiel, les termes de la motion que nous avons votée. Je rappelle que la commission des résolutions avait délibéré près de quinze heures et un seul point n'avait pas permis de réaliser l'accord entre les divers membres de cette commission des résolutions; ce point concernait la suppression du comité d'entente. Cela avait l'air d'une proposition sans grande importance, mais en réalité, cette proposition a été interprétée par la suite par un certain nombre de dirigeants responsables du Parti, afin de militer la classe ouvrière.
Vous savez que nous critiquons très nettement, très fermement l'action du Parti Communiste et certaines méthodes Communistes, mais nous disons que si

actuellement nous voulons améliorer les conditions d'existence des masses laborieuses, si nous voulons écarter le danger du fascisme, n'est pas avec les bourgeois qu'il faut se rallier, mais avec l'ensemble de la classe ouvrière.
Ce n'est qu'en nous alignant sur le Parti Communiste, en discutant avec les travailleurs Communistes de certains mots d'ordre, que nous rallierons à nous la classe ouvrière. Lorsque les grèves se déroulent, il ne s'agit pas pour les militants Socialistes d'accepter purement et simplement certains mots d'ordres, tel que celui des salaires Il faut au contraire, que le Parti mène la lutte pour les salaires, et c'est dans cette unité d'action avec la classe ouvrière que nous reprendrons l'influence indispensable.
Je passe sur le problème du Populaire, où le Comité directeur fit un effort pour reprendre en main l'organe essentiel du Parti mais fut battu par la majorité de ce comité. Vous voyez donc la confusion qui règne au sein de ce comité.
Léon Blum à ce moment-là constitue un gouvernement Socialiste homogène ; ce n'était pas sa volonté, car s'il l'avait pu, il aurait constitué un gouvernement d'union nationale, à l'image de celui qui fut constitué par la suite. En réalité, si le gouvernement Socialiste homogène fut constitué, c'est grâce à l'effacement des autres Partis, y compris le Parti Communiste et le MRP.
Mais qu'allait faire le Comité directeur ? Un Conseil national s'était réuni qui avait posé des conditions précises et le devoir du Comité directeur semblait être de convoquer un nouveau Conseil national. Ce Conseil national ne fut pas convoqué, et finalement, à l'unanimité moins trois voix, le Comité directeur décida d'approuver la constitution du gouvernement Ramadier, allant des Communistes jusqu'aux indépendants de droite.
Aujourd'hui, camarades, un des problèmes fondamentaux qui va se poser devant notre Congrès sera le problème gouvernemental. Mais toutes les conséquences néfastes de la politique gouvernementale étaient en germe quand fut constitué ce gouvernement d'union nationale dont les dirigeants politiques perspicaces auraient dû prévoir l'impuissance et l'inefficacité ; c'est cette prévoyance qui a manqué. Par la suite, il y eut évidemment un certain nombre de problèmes sur lesquels nous ne fûmes par d'accord ; il y a en particulier le problème des Jeunesses Socialistes. Ce problème sera évoqué au cours des débats, je n'insiste pas. Mais il y eut surtout le problème gouvernemental après la démission d'office des communistes. Pour un certain nombre d'entre nous, il devenait clair que le gouvernement était désormais prisonnier de sa majorité et que cette majorité était à prédominance bourgeoise. À travers tous les problèmes qui se sont posés, pour le Vietnam ou ailleurs, il est certain que la responsabilité de nos ministres Socialistes est terriblement engagée. Devant un Conseil national, nous avons eu le spectacle d'un ministre de la France d'Outremer qui était démenti par le président du Conseil lorsque Marius Moutet a déclaré par exemple qu'aucune condition militaire n'avait été posée au Vietnam, et que par la suite, Ramadier a dit qu'en réalité, pour que les négociations puissent commencer on avait exigé que les armées Vietnamiennes remettent toutes leurs armes et que le territoire entier du Vietnam soit occupé.
Cette responsabilité était vraie pour tous les problèmes internationaux ou les

problèmes des territoires d'Outremer. Et je maintiens que nous assistons rapidement à la mutilation des territoires de l'Union française. Que ce soit sur le plan économique ou social, il apparaît clairement que ce gouvernement n'est pas un gouvernement Socialiste, mais un gouvernement à prédominance bourgeoise,
Camarades, devant une situation semblable, que pouvait faire le Comité directeur. Il avait reçu un mandat du Congrès national, il connaissait la volonté de la majorité des militants de notre Parti, il n'avait plus qu'une chose à faire, démissionner. Certes, je reconnais que Guy Mollet s'est battu devant les derniers Conseils nationaux, mais à mon avis, c'était insuffisant, car en réalité, l'opinion ouvrière, l'opinion publique ne distingue plus entre l'action des ministres Socialistes et l'action du Parti tout entier, et c'est à ce sujet que le Parti manque d'énergie, et le Comité directeur a été associé, qu'il le veuille ou non, à la politique suivie par les ministres et par la majorité des parlementaire Socialistes.
Par conséquent, il n'y avait devant ce problème très grave que deux solutions, ou faire appel immédiatement à un Congrès national qui aurait rétabli la situation, ou démissionner. Il n'y avait pas le choix en dehors de ces deux solutions.
Camarades, il est bien entendu que lorsque nous nous abstenons, que nous votons contre le rapport moral, nous ne le faisons pas dans l'esprit de certains camarades comme Lénard, qui, dans sa motion déclare que s'il vote contre le rapport moral, c'est parce que la politique du Parti n'a encore été suffisamment axée du côté du MRP ou de la bourgeoisie. Car il reproche à la politique du Parti Socialiste de n'avoir pas encore été suffisamment détachée du Parti Communiste. Mais cependant, je critique le Comité directeur qui n'a pas suffisamment assuré son autorité sur le groupe parlementaire et sur les ministres Socialistes, et ceci est véritablement une position paradoxale. Mais par ailleurs, nous disons aussi que votre but n'est pas bien entendu, de poser des conditions, c'est d'abord au Conseil national de décider. Sans voir les conséquences mêmes de l'opposition, il est clair que tout en nous opposant à certaine motion de synthèse, à certaine motion d'unanimité, qui prouvent que le Comité directeur resta impuissant, nous seront prêts demain, sur certains problèmes particuliers, tels que le problème gouvernemental, ou tels que le problème du Vietnam, à faire front avec tous ceux qui sont réellement fidèles à la doctrine Socialiste, tout en conservant notre position différentielle sur le reste des problèmes. Notre but, camarades c'est de faire appel à tous ceux qui sont restés fidèles à la doctrine Socialiste, afin de faire de notre Parti un Parti de défense des intérêts de la classe ouvrière, un Parti internationaliste et un Parti qui défendra aussi les intérêts des populations d'Outremer.

Guillet (Gironde)

Je supplie ceux qui vont voter contre le rapport moral de ne pas le faire pour des questions subalternes, de le faire encore moins pour des questions de personne, et enfin de ne pas le faire à la suite d'un jugement superficiel, en ce qui concerne les attributions et la compétence du Comité directeur.
Par question subalterne, j'entends dire par certains que le rapport moral n'est pas

arrivé assez tôt ; je crois qu'il ne s'agit pas là d'une raison suffisante. Le vote ne doit pas être non plus déterminé par des questions de doctrine. Nous ne votons pas non plus pour des questions de personnes, mais en raison des luttes que le parti va avoir à soutenir.
En ce qui concerne la compétence du Comité directeur, il a des attributions administratives et des attributions politiques ; je déclare que le Comité directeur n'a pas accompli son devoir au regard des compétences supposées.
Chaque fois qu'une question vitale s'est posée, il y avait la réunion commune du groupe parlementaire et du Comité directeur. Le groupe parlementaire a été habilité sur toutes les questions posées, et a pu donner son avis.
En ce qui concerne le rapport avec le gouvernement, je suis ici un témoin, puisqu'à la présidence, je suis chargé des fonctions consistant à établir une liaison entre le gouvernement, le groupe parlementaire et le Comité directeur. Et ici je voudrais m'adresser à certains camarades qui reprochent au Comité directeur exactement les mêmes choses qu'ils reprochent à Ramadier.
Certains reprochent à Guy Mollet, à la tête du Comité directeur, comme ils reprochent à Ramadier, à la tête du gouvernement, de ne pas avoir opéré une pression suffisante pour communiquer au Parti une efficience réelle. Je parle ici en témoin et je puis dire qu'à chaque occasion, lorsque Guy Mollet a reçu du Parti la mission de venir auprès du président du Conseil, auprès des ministres Socialistes, pour définir la position du Comité directeur, ou du Parti, il s'en est acquitté avec fidélité, avec loyauté, avec sérieux et sans démagogie. Ce témoignage, je me devais de l'apporter au Secrétaire général du Parti.
En quoi consiste la compétence du Comité directeur ? Certains se sont étonnés de voir Guy Mollet assumer à la fois les fonctions de secrétaire du Parti et de Ministre d'état, et que dans le temps pendant lequel Guy Mollet a été ministre d'état ont été créées des réformes et des mesures qui ont servi sa propagande.
En conclusion je demande à tout le Congrès de cesser cet espèce de jeu de massacre, de façon qu'au cours de la campagne prochaine, nous puissions assurer le succès de notre Parti aux élections.

Léon Boutbien

Camarades, je pense que Guy Mollet viendra tout à l'heure à cette tribune exposer le combat qui a été accompli cette année par le Comité directeur sortant. En effet, on ne souligne pas assez l'effort fait dans le sens de l'information par la création d'un bureau central de presse, par l'organisation d'un bureau de documentation et d'information, par l'édition d'Arguments, par le développement des conseils d'entreprise,
Je crois que le Congrès ne peut pas faire autrement que donner son approbation sur le travail accompli. Mais un Comité directeur est également chargé de faire exécuter les volontés du Parti dans l'intervalle des Congrès. Je voudrais faire remarquer, camarades, que si un Comité directeur doit s'inspirer d'une façon permanente des décisions prises au cours d'un Congrès national, au cours de l'année surgissent des problèmes politiques particuliers qu'il faut résoudre et qu'en définitive, pour résoudre ces difficulté, il ne suffit pas de prendre position,

d'affirmer les attitudes, encore faut-il savoir prendre ses responsabilités. Or, c'est précisément là que je situe le vrai problème.
J'ai lu dans une motion que le Comité directeur avait renoncé à diriger le Parti et à cette tribune beaucoup d'orateurs ont critiqué son manque d'autorité et en même temps on dit qu'il portait les responsabilités sur l'ensemble de la politique suivie.
Et bien, au lieu de parler d'une façon très générale de cette question, je vais moi aussi, vous signaler quelques faits et c'est sur ces faits que vous pourrez baser votre raisonnement.
Lorsque le gouvernement Socialiste homogène a été constitué, il a eu l'approbation unanime et enthousiaste de tous les Partis, car à ce moment-là, nous sentions que nous avions une responsabilité à assurer et que nous devions la prendre. Mais lorsqu'il s'est agit, à la suite de la démission de notre camarade Blum, de la composition du gouvernement actuel, la question s'est présentée de la manière suivante. Nous étions réunis à la Chambre des députés, Comité directeur, groupe parlementaire, et les uns et les autres nous discutions à la fois sur la formule du gouvernement à venir, sur son programme et sur les hommes que nous estimions capables de représenter le Parti. Il était six heures moins cinq au soir, notre camarade Léon Blum se tourne vers notre camarade Guy Mollet, qui était assis à côté de lui, et lui dit : À six heures j'aurais une déclaration à vous faire. Je ne peux pas la faire avant car ce n'est qu'à six heures que la déclaration pourra être faite officiellement. Et à 6 h, Guy MoIlet se tourne vers le camarade Léon Blum et Léon Blum lui dit, alors que nous continuions nous, à discuter la formule, la composition, le programme du futur gouvernement : … Vincent fait appeler Paul... (pas entendu).
Il est évident que dans ces conditions, l'autorité du Comité directeur se trouve toujours placée devant le fait accompli. Et nous avons convoqué les Conseils nationaux, mais ces Conseils nationaux ont mis précisément ceux qui avaient provoqué leur convocation en minorité ; nous ne pouvons pas alors reprocher aux organismes exécutifs du Parti de n'avoir pas convoqué les militants aussi souvent qu'il aurait fallu. Est-ce qu'une motion de synthèse équivoque a été votée ? Je ne le crois pas. Pour la première fois, le Parti s'est penché sur des positions nettes et claires, si bien que c'est un effort progressif dans la voie de redressement du Parti.
Nous ne voulons donc pas continuer ce jeu de massacre. Nous voulons que les hommes qui représentent le Parti au gouvernement, soient à la tête d'une politique conséquente et progressive, et démocratique.
Certaines questions se sont posées, sur lesquelles le Comité directeur a été unanime à élever une protestation.
J'ai eu, au Conseil national, communication de la composition de la commission qui, à la conférence de Moscou doit traiter des problèmes de l'Allemagne. La délégation était composée d'un certain nombre d'aristocrates dont je ne veux pas médire, mais qui, je crois, n'étaient pas tout à fait à l'image de la IVe République Française. Je vais vous donner communication de ces noms :
(Lecture)

Lorsque nous sommes allés trouver Ramadier, en lui demandant instamment d'envoyer une délégation qui exprime l'image de la France démocratique, et de la IVe République, nous n'avons pas pu obtenir satisfaction. Nous y sommes allés plusieurs fois et Grumbach lui-même a insisté mais sans succès.
Vous voyez donc que des questions précises se posent entre deux Congrès, et c'est pour cela que nous tirons des conclusions politiques précises. Mais il n'y avait pas que cette question de la conférence de Moscou. Il y a eu la question des entreprises de Pressel. Nous avons eu dans l'administration du Parti, des conflits extrêmement sérieux, au sujet des messageries de presse et nous ne voulions pas redonner un privilège à Hachette.
Lorsque vous faites une critique générale du Comité directeur, il faut voir les conditions dans lesquelles il travaille. Il y a certes une crise d'autorité profonde, qui résulte à la fois de la position du Parti, de ses méthodes, du travail ; mais c'est à vous de redresser la situation et de donner au Comité directeur sa tâche.
En conclusion, je veux vous dire que c'est une grosse responsabilité que de voter contre le rapport moral avec les arguments de certains camarades qui se groupent autour de la motion de fidélité. C'est une des grandes faiblesses du Parti Socialiste qui se traduit par une attitude sentimentale, ou par une attitude pseudo révolutionnaire, qui ne trouve pas sa concrétisation dans les faits.
Aujourd'hui, le véritable redressement du Parti est lié à un travail patient, persévérant et constant, qui le dégagera à la fois des organismes révolutionnaires et stériles, et qui en même temps éliminera le Communisme de nos rangs. C'est ainsi que je vous demande le vote favorable du rapport moral si vous voulez que le Parti reprenne sa vraie figure.

Guy Mollet - Un mot d'abord, pour dire à ceux qui ici ou ailleurs, dans une certaine presse, depuis quelques jours ont annoncé des déchirements internes possibles dans le Parti, qu'une fois encore ils seront déçus. Il n'y aura pas ici de drame.

Un congressiste - Je voudrais dire, non pas pour Guy Mollet qui le sait, non pas pour les camarades du Comité directeur qui en ont été les témoins, non pas pour les délégués du Congrès qui ne l'ignorent pas, mais pour la presse à laquelle vient de faire allusion Guy Mollet, dire ici que j'ai voté le rapport moral de Guy Mollet, que je l'ai fait voter à ma section que j'ai encouragé les camarades auteur de moi à le faire et que se trompent étrangement les factieux qui écrivent dans les journaux que ce Congrès sera un congrès de revanche.
Il n'y a pas de revanche à l'intérieur du Parti.
(Applaudissements)
De même que selon moi, un Congrès ou un Conseil national n'a pas à faire sans cesse appel à la décision du Congrès ou du Conseil national qui l'a précédé. De même, le Parti doit être uni fraternellement dans les tâches qui l'attendent.

Guy Mollet

Merci à Daniel pour m'avoir apporté cette approbation. Il n'y aura pas

davantage de scission, contrairement à ce que certains ont pu supposer et espérer.
Des camarades sont venus dire pourquoi ils étaient pour le rapport moral, certains sont venir dire qu'ils voteraient pour parce qu'au fond cela n'avait pas d'importance. Je les remercie de voter pour, mais je ne suis pas d'accord avec eux ; cela a de l'importance. Par contre, j'ai apprécié les arguments fournis par certains autres camarades. Mais je voudrais en venir tout de suite aux arguments des adversaires du rapport moral.
Tout d'abord, on a reproché un certain retard dans l'envoi du rapport. Paulette Lacaze en particulier a reproché et déploré ce retard. Ce retard est causé par le fait que peur faire imprimer les rapports, nous avons du attendre le dernier Conseil national. Nous ne pouvions pas envoyer ces rapports alors que la politique du Parti se trouvait modifiée par ce Conseil national.
Je ne puis que regretter, avec l'effort que nous avons fait depuis un an avec le Comité directeur pour intensifier les consultations - nous avons eu cette année cinq Conseils nationaux - que certaines dispositions des plus importantes ne puissent être adoptées du fait qu'elles ne sont pas arrivées assez tôt dans les sections.
J'en viens au deuxième argument. Nous n'avons, paraît-il, rien fait. C'est un argument qui est développé par Personne, Just, Duchesne, Paulette Lacaze, voire même par Barbier qui par une fantaisie que j'apprécie, nous a demandé ce matin à être inscrit parmi ceux qui étaient pour le rapport moral, et qui a expliqué pendant vingt minutes pourquoi il a voté contre dans sa propre section. Notre ami Tiala nous fait un grief personnel de ne pas avoir réussi à faire obtenir satisfaction à Henry Camel. Je ne suis pas d'accord avec lui lorsqu'il nous reproche de n'avoir rien fait. J'ai apporté le dossier des efforts qui ont été tentés par le secrétariat général et certains camarades. Ce dossier est à la disposition de la fédération de l'Ariège.
Notre ami Duchesne nous fait grief de ce que tout n'aille pas assez bien dans la fédération des élus socialistes. Je suis d'accord avec lui, mais c'est la faute des militants qui dans les fédérations, et même dans la fédération du Pas-de-Calais, ne font pas l'effort nécessaire pour que les élus Socialistes répondent à leurs organisateurs nationaux. Mais, en ce qui concerne le secrétariat général, il n'accepte pas la responsabilité qu'on voudrait lui faire endosser, car si des rapports ont été faits, c'est grâce au secrétariat général, si des brochures ont été imprimées, c'est grâce au secrétariat général. Si on a pu, dans les différents Conseils nationaux, faire entendre la voix des camarades de la fédération des élus Socialistes, faire distribuer leurs rapports, c'est grâce au Comité directeur.
Je ne voudrais pas faire allusion trop longtemps aux résultats de souscriptions dont ils ont bénéficié et à l'effort financier dont notre ami Provo va vous dire un mot.
Et j'en arrive à un troisième grief. On nous reproche que le Parti a une faiblesse, qu'il ne dispose pas des moyens de faire savoir ce qu'il fait. Financièrement, nous n'avons pas les moyens de répondre à tout ce qui nous est demandé au simple point de vue du personnel, il nous faudrait actuellement, à la direction du

Parti, le triple de personnel dont nous disposons. Nous avons intensifié autant que nous avons pu les rapports avec les camarades, mais je crois qu'on pourrait améliorer les rapports directs avec les camarades, c'est pourquoi nous sommes un certain nombre à vous demander de faire aboutir le plus vite possible le projet de réorganisation du Parti, aussi bien sur le plan financier que sur la plan appareil même. Cela devient une nécessité. Nous vivons avec un appareil qui date à peu près de cinquante ans pour répondre aux nécessités de l'heure présente.

Qu'on ne nous en fasse pas le grief.

La presse, nous n'en parlerons pas, nous en reparlerons dans le rapport sur le Populaire. Je m'associerai à pas mal de griefs qui ont été faits. Il m'est arrivé sur ce problème, comme sur pas mal d'autres, de ne pouvoir faire aboutir ce que ne croyais être la volonté du Parti. À vous de donner au Comité directeur et au secrétariat l'autorité suffisante.

L'éducation, la propagande ? Rien fait ? J'avais l'impression par exemple qu'on avait réussi à améliorer sérieusement le travail du BI. J'aurais voulu entendre une motion de félicitations au camarade qui l'anime. Ce n'est pas parce que certains d'entre nous prétendent l'ignorer, ne vont jamais le voir, ne consultent jamais la documentation, ce n'est pas parce que certains secrétaires de sections ne font pas lire à leurs militants les bulletins d'arguments et réponses, que les camarades doivent croire que ces bulletins n'existent pas.

Et il n'y a pas que cela comme réalisation. Il semblerait que pas mal d'entre nous ignorent qu'il existe une école du Socialisme, alors que nous avons la preuve que c'est un véritable succès. Je n'ose pas dire un triomphe, mais un véritable succès, et qui va aller s'amplifiant à la rentrée, grâce encore à un certain nombre de militants dont on parle peu, qu'on devrait féliciter au lieu de dire qu'ils n'ont rien fait.

Il y a autre chose. Je regrette que ce soit à moi d'en parler, alors que j'aurais tant voulu que cela vienne des militants qui y ont participé. J'aurais tant voulu que certains des militants qui étaient à Meung-sur-Loire viennent à cette tribune dire ce qui s'y était fait. J'aurais tant aimé que, sans tenir compte de ce que l'on vote pour ou contre le rapport moral, sans tenir compte de ce qu'on est pour ou contre telle position sur le problème de politique générale, l'on vienne dire un peu mieux que cela n'a été fait par notre presse, le travail qui fut fait à Meung-sur-Loire, et lorsque ce travail sera mis en forme, publié dans le numéro d'octobre de la revue Socialiste, à qui je dis merci pour l'aide qu'elle nous a apporté, envoyé à nos sections, qui en délibéreront, elles pourront en faire le programme à la fois sur le plan de la fédération Socialiste et sur le plan de la tactique, le programme de l'an prochain. J'aurais voulu qu'on ne vienne pas dire que nous n'avons rien fait, mais qu'on vienne dire au contraire merci à tous ceux qui ont été les animateurs de Meung-sur-Loire. Comme vous ne l'avez pas fait je le fais pour tous, parce que j'ai été témoin de l'effort fait et du succès remporté.

J'en arrive au grief le plus souvent entendu : le redressement du Parti n'a pas eu lieu, le Comité directeur a manqué d'autorité. J'aimerai bien qu'on ne déplace

pas trop les responsabilités, j'aimerais qu'on ne fasse pas endosser au Comité directeur la responsabilité de ce qui a été fait sur le plan de la politique générale par le président du Conseil et sur le plan du Parti par l'administration du Populaire. Je ne veux pas rappeler les multiples fois, où après nous être battus nous avons été battus, je ne veux pas vous rappeler par le détail toutes les fois que, je ne dis pas la majorité, mais l'unanimité du Comité directeur a pris des positions sur divers problèmes que le Comité directeur ne réussit pas ensuite à faire appliquer. Ce que je voudrais demander, c'est à qui est l'autorité réelle.

Je me souviens d'une réunion commune au Comité directeur, où l'un de ceux qui sont les plus sévères aujourd'hui pour le Comité directeur, disait, et se faisait, pour l'avoir dit, blâmer par tous les membres du Comité directeur.

Qu'est-ce que c'est que ces clients-là ? Qu'est-ce qu'ils représentant ? Nous, les élus du Parti, nous représentons quelque chose, mais qu'est-ce que c'est que ces inconnus qu'on n'a jamais vu et qui veulent venir militer au sein du Parti ?

Alors, je pose à ce Congrès la question essentielle à laquelle il devra répondre après-demain. À qui est l'autorité et à quoi sert effectivement le Comité directeur ? Je pose une autre question, qu'est-ce que c'est qu'un secrétaire général du Parti, à quoi cela sert-il ? Est-ce un fonctionnaire gratuit, est-ce un copain chargé de répondre à toutes vos lettres, de se faire disputer chaque fois qu'il n'a pas répondu assez vite, chargé d'être là en permanence, car il faudrait être là jour et nuit, et de se faire reprocher, comme on le faisait tout à l'heure à tort, de ne pas être présent en même temps que les parlementaires. Ou est-ce que ce devrait être un camarade chargé de l'exécutif du Comité directeur, le Comité directeur étant l'interprète de la pensée du Parti, de la volonté du Parti, entre deux Conseils, deux Congrès nationaux, avec une certaine autorité sur tous les hommes du Parti à quelque échelon que ce soit, c'est-à-dire aussi bien sur celui qu'on envoie à la présidence du Conseil, que sur ceux qui sont dans les ministères, que sur ceux qui sont dans le groupe parlementaire, que sur ceux qui sont dans les différents conseils de la République, économique, de l'Union française, ou dans toutes les assemblées autres que les assemblées politiques.

Quelque soit l'endroit où un homme du Parti est placé, dépend-il oui ou non de l'autorité du Comité directeur ? C'est au Congrès de se prononcer.

Mais alors, direz-vous avec Paulette Lacaze, s'il en est ainsi, vous avez failli à votre devoir. Il fallait faire connaître les difficultés rencontrées. Certes, on peut prétendre qu'il eut toujours fallu faire appel au parti. Je me suis demandé si, chaque fois, alors même où il me fallait risquer dans les heures très difficiles, de diminuer l'autorité des hommes que nous avions envoyés à ce poste de commandement, je me suis demandé si, dans les polémiques contre nous, on n'utilisait pas trop souvent nos propres arguments. Si j'ai eu tort, vous me le direz. J'ai vieilli en un an, j'ai pris conscience de mes responsabilités de Secrétaire général du Parti, et il n'y a pas mal d'heures ou certains ont dit : j'ai été Secrétaire général du Parti et pas Secrétaire général d'une tendance.

Seulement, un autre a dit tout à l'heure : vous auriez pu démissionner tous. Il y a bien des heures où j'y ai pensé, mais j'ai préféré attendre ce Congrès, parce que le problème dépasse le cadre des hommes que nous sommes.

Fondation Jean Jaurès

Le problème essentiel est celui qui consiste à faire que ce Congrès d'une part fixe la ligne politique générale du Parti pour un an, mais surtout dise à qui est l'autorité dans le Parti. Si, une fois pour toutes, il sera entendu, si les hommes qui sont aux postes de responsabilités gouvernementales, y sont pour faire la politique voulue par le Parti, interjetée par le Comité directeur, ou si au contraire, c'est au Parti de suivre la politique de ces hommes. Ne vaudrait-il pas mieux affirmer clairement à ceux qui peuvent entendre les vérités, que le Comité directeur est le gardien de la ligne de politique du Parti et chargé de la faire appliquer.
Et j'en arrive au dernier argument. Nous avons divisé le Parti, disent quelques uns, mais dès les premières heures du nouveau Comité directeur, lorsqu'il fut question d'élire l'appareil nouveau, qui ne s'est pas incliné devant la volonté de la majorité ? Pas nous. Lorsque le Secrétaire général demanda que le poste de secrétaire adjoint soit réservé au camarade qui l'avait aidé dans les minorités provisoires, il n'a pas été suivi... (pas entendu)
Puisque nous aurions été l'appareil d'une tendance, alors je vous pose une question, à vous tous, mes camarades du Congrès : de quelle tendance, de gauche ou de droite ? Il faudrait que vous vous mettiez d'accord. Ceux qui vont voter contre le rapport moral, et ceux qui le critiquent ne sont pas du même avis. Certains d'entre vous nous reprochent de n'avoir pas été des hommes de gauche et d'autres au contraire, d'avoir été des hommes d'ultra gauche du Parti ; et que nous avions été les représentants d'une tendance. C'est justement la conjonction de vos deux oppositions qui nous démontre que nous avons raison. Qui nous prouve que nous avons eu raison.
J'ai conscience d'avoir été le Secrétaire général du Parti. J'ai conscience que le Comité directeur, et je ne différencie pas les camarades du Comité directeur, a servi le Parti pendant un an, de toutes ses forces. Je sais, et nous savons tous ici ce qu'il reste à faire. C'est à vous de nous en donner les moyens. Je vous promets que si vous nous les donnez, nous ne ferons pas la révolution Socialiste, je ne crois pas qu'on fasse ainsi une révolution tous les matins, je laisse ce rêve à ceux qui s'imaginent, chaque matin en se levant, la faire dans la journée, mais je vous promets de faire un pas en avant, qui continuera à servir beaucoup mieux, car de cette façon nous aurons les moyens à notre disposition. Ce n'est pas avec du sentimentalisme que l'on fait des partis révolutionnaire, mais nous savons que nous représentons la volonté réelle du Parti, et c'est pour cela que je vous convie à voter le rapport moral.

Le président - Nous allons passer au vote du rapport moral. Je vais faire l'appel, mais cet appel ne peut se faire que dans le plus grand calme, aussi, je demande aux camarades de faire silence, et aux délégués de chaque fédération de répondre très distinctement s'ils sont pour ou contre.
(Appel des fédérations)
Une commission d'étude des comptes du Populaire devait se réunir ce matin.
Elle n'a pu le faire faute de salle. Je crois qu'il faudrait mieux reporter la discussion sur le Populaire à la fin des rapports statutaires, afin que cette

commission puisse nous présenter des conclusions.
Y a-t-il des objections à cette proposition ? Non.
Le rapport du Populaire est reporté à une autre séance.
L'ordre du jour appelle le rapport administratif. Y a-t-il des objections à l'adoption de ce rapport ? Pas d'objections. Adopté.
Rapport sur la propagande. Je donne la parole au premier orateur inscrit.

Un rapporteur

Camarades, si j'étais aussi susceptible que notre camarade de la fédération des élus Socialistes, je voterai contre le rapport moral parce que l'on n'a pas indiqué le rapport à la propagande. Cependant, je crois que cette question de la propagande est assez importante pour mériter un examen approfondi et surtout, je n'ose encore voir dans le détail tout ce qui a été entrepris par le secrétariat, et je me réserve d'ailleurs de répondre aux questions précises qui pourraient être posées.
Je voudrais d'abord vous dire quel a été notre esprit au cours de cette année, et pourquoi nous avons intitulé le rapport : Rapport sur la propagande et sur l'éducation. Nous avons en effet estimé qu'il y avait entre ces deux ordres de préoccupations, des rapports certains. La propagande peut aujourd'hui, présenter un aspect uniquement et seulement conventionnel, c'est-à-dire être entreprise sous forme d'affiches, de slogans, de propagande que je qualifierai de simpliste, mais qui a été utilisé avec succès par un grand nombre d'organisation, par certaines organisations politiques et par toutes les maisons commerciales. Or, nous n'avons pas pensé que la propagande que l'on pouvait faire pour le Parti Socialiste devait être semblable à celle que l'on devait entreprendre pour vendre et vanter les mérites de telle marchandise, de tel apéritif, etc. Nous avons pensé que nous devions mettre notre point d'honneur à faire une propagande de qualité et à exclure en même temps tout ce qui peut prêter à équivoque.
Voilà pourquoi les deux ordres de préoccupation étaient constamment liés dans notre esprit et voilà pourquoi nous avons tenté de les réaliser.
La première campagne électorale à laquelle nous avons été amenés à participer, est d'abord celle du référendum. De la fin de l'année dernière, et les élections législatives qui y ont fait suite. Vous vous souvenez que notre Congrès International s'était tenu à La Haye et qu'il n'était resté que quelques jours pour organiser cette propagande. Nous avons du faire un gros travail en ce qui concerne le choix des affiches dont certains peuvent penser - et je suis de ceux-là - que du point de vue artistique et moderne, en elles-mêmes, elles laissaient largement à désirer. Vous savez comment on avait procédé. Soit dans les escaliers quai Conti, soit au Congrès, on avait présenté une série d'affiches sur la valeur desquelles on demandait aux congressistes de se prononcer ? C'est ainsi qu'a été choisi le lot d'affiches qui ont servi à notre propagande en vue des élections législatives. Mais nous avons vu que ce matériel était insuffisant, et nous avons dû le renouveler. Et ce sont ces affiches qui étaient les affiches test, sur lesquelles une photographie essayait de mettre en relief l'idée qui avait été exposée sur l'affiche. Je ne soutiendrai pas que du point de vue technique, toutes

ces réalisations aient été excellentes. Et nous avons pensé qu'il fallait faire des tracts. Nous en avons fait quelques uns, pas assez, je le reconnais. Nous avons publié un certain nombre de fiches d'Arguments, permettant à nos orateurs de trouver les arguments nécessaires pour la propagande, et ensuite pour répondre aux attaques qui seraient faites aux membres du parti et enfin nous avons fait rédiger un certain nombre de discours types, qui permettaient aux orateurs novices de pouvoir tout de même se présenter sur une tribune de réunion publique.

Mais à l'occasion de cette campagne électorale, je dirai ce que j'ai déjà eu l'occasion de dire plusieurs fois, c'est que si l'on veut faire de la propagande, il faut des fonds. Voici quelles sont nos ressources.

Je vous demande, de considérer que ce sont-là véritablement des chiffres insignifiants, et qu'avec des sommes pareilles, il n'est pas possible d'entrevoir une propagande efficace, mais seulement une action ridiculement étroite. Et je vous dirai que le fait d'avoir obtenu cette somme de douze millions, après un certain nombre de jours d'effort, de ne pas avoir eu, au départ, le chiffre sur lequel je pouvais compter, m'interdisait évidemment de faire un plan de propagande correspondant aux besoins du Parti.

Et puis, nous avons essayé par la propagande écrite de donner également à nos camarades ces arguments qui font précisément que notre propagande ne doit pas être une propagande vulgaire, destinée à entraîner des gestes sentimentaux, mais surtout à frapper la raison et à déterminer le mouvement de la logique. Voilà pourquoi nous avons fait un effort considérable pour donner à Arguments et Ripostes l'allure qu'ils ont.

Lorsque j'entendais tout à l'heure notre camarade Lamarque soutenir que ces fiches Arguments et Ripostes avaient l'aspect parfois de l'organe de tendances, je ne peux m'empêcher de sourire et je veux lui dire bien franchement que l'on n'a jamais demandé à l'équipe qui a participé à la rédaction de ces fiches Arguments et Ripostes à quel courant d'opinion elle peut appartenir, car il s'agit de camarades bénévoles qui prenant sur leur temps et qui après des journées passées dans les ministères, venaient nous aider à assembler une documentation qui pouvait être utile aux militants du Parti, comme le disait tout à l'heure Guy Mollet, on surprendrait beaucoup d'entre vous si on leur disait les efforts que nous avons dû fournir et que certains camarades ont fourni dans le silence. Je profite également de l'occasion pour remercier Guy Mollet et son équipe de la voix et de 1a valeur qu'ils ont données à ces fiches de documentation.

Mais ce dont il faut se rendre compte, c'est que les fiches d'Arguments et Ripostes ne sont qu'un aspect de l'activité du bureau de documentation et d'information.

Qu'est-ce que le bureau de documentation et d'information, de quoi se compose-t-il ? Nous avons cru qu'il était inutile de rassembler un trop grand nombre de camarades pour traiter les questions précises, mais qu'il valait mieux former un certain nombre de bureaux, composés sans doute dans l'essentiel de camarades bénévoles, mais assez restreints pour faire un travail utile. C'est ainsi que nous avons le bureau de documentation, d'information, le bureau de presse,

Fondation Jean Jaurès

le bureau de propagande, le bureau de documentation et d'information a aujourd'hui son siège cité Malesherbes et je profite de l'occasion qui m'est donnée pour indiquer à nos camarades qu'ils trouveront-là désormais une documentation qui leur servira non seulement à faire ce numéro d'Arguments et Ripostes mais à obtenir des réponses à des questions précises qu'ils poseraient à ce bureau.
Mais avoir un bureau de documentation et d'information suppose que le matériel qui va servir à faire ce numéro d'Arguments et Ripostes, ou bien qui permettra de répondre à ces questions, est alimenté et par conséquent, il est nécessaire qu'il existe entre ce bureau d'information et de documentation et chaque fédération, et si possible chaque section, un lien constant. Il faut que chaque fois que vous avez un document intéressant, un renseignement dont le Parti doit faire son profit, vous lui fassiez prendre le chemin du bureau et plus vous enverrez de documentation, plus celle-ci sera variée et intéressante et plus Arguments et Ripostes et les renseignements que nous fournirons aux camarades seront intéressants et vivants.
Certains nous ont reproché, au sujet d'Arguments et Ripostes de ne pas nous être tenus à la formule que semblait indiquer le titre même de cette publication.
On nous a dit : vous avez fait davantage une brochure que des arguments et ripostes proprement dits. Et je dois reconnaître en effet, que notre effort a tendu à augmenter le volume des informations. Pourquoi ? Pour la même raison que je vous donnerai tout à l'heure lorsque je vous dirai que nous avons fait assez peu de brochures d'actualité, car l'actualité va très vite, va trop vite, et lorsqu'on imprime une brochure de ce genre, il arrive bien souvent qu'au moment où elle sort elle a perdu de son intérêt, parce que des événements nouveaux se sont déroulés, des problèmes nouveaux se sont posés.

Le président - Une nouvelle fois, je vous invite au silence. Il n'est pas possible de causer et d'écouter dans un tel brouhaha.
Je demande aux camarades du service d'ordre de circuler dans les travées pour faire asseoir et faire se taire ceux qui n'obéissent pas aux indications qui leur ont été données plusieurs fois.

L'orateur - Voilà quel a été dans le domaine de la propagande, l'effort du Secrétariat général à la propagande. Mais il ne s'est pas borné là. Il a fait dans un autre domaine de la propagande, celui de la propagande parlée, un effort certain, et un effort qui peut-être n'a pas été apprécié.
Pour la propagande parlée, nous avons d'abord eu recours à nos camarades délégués permanents à la propagande, et à leur organisation. Et là je me permettrais d'insister quelques minutes sur l'importance particulière que revêtent à nos yeux ces camarades dont bien souvent le rôle n'a pas été compris. Certains ont vu dans les propagandistes permanents, des camarades de second ordre, qui étaient chargés de jouer les utilités, de boucher les trous, de tenir les réunions que la fédération elle-même ne pouvait pas tenir. Je crois que c'est mal voir et mal comprendre le rôle qu'on peut tirer des délégués à l'organisation et à

la propagande. De tout temps, le Parti a attaché une importance toute particulière à ces militants qui font, je vous l'assure, un travail considérable. Dans le passé, c'étaient des hommes importants du Parti - je ne veux pas les juger - à qui on avait confié cette mission de la propagande et de l'organisation.
Certains ont pensé que les délégués permanents devaient servir à propager des tendances ou à les soutenir ; je vous ferai une déclaration que vous jugerez peut-être naïve : j'ignore quelle est l'opinion définie sur un certain nombre de problèmes de la plupart des délégués à la propagande, et lorsque nous nous rencontrons, c'est moins pour confronter nos opinions personnelles sur les différents problèmes politiques que pour voir de quelle façon nous pourrons être le plus utiles au Parti.
Je demande aux camarades de ne pas systématiquement considérer les gens qui viennent du Secrétariat général comme des gens de tendance, ou comme des éléments dangereux. Vous me permettrez de citer un exemple qui n'est pas à suivre, mais qui montre l'état d'esprit vraiment regrettable de certains camarades. Un camarade m'avait vanté les talents d'orateur d'un autre camarade, et je l'ai envoyé en Tunisie, en lui demandant d'entrer en rapport avec la fédération de Tunisie. Personnellement, je ne connaissais pas ce camarade, mais un collaborateur sûr m'avait dit qu'il fallait l'encourager et lui permettre de rendre service. Or, dans une lettre qu'il a écrite à Depreux et que Depreux m'a transmise, il lui déclare que lorsqu'on s'est douté qu'il venait de la part du Secrétariat général, on lui a fait grise mine. Mais quand il a dit qu'il était à cent pour cent contre le Secrétariat général, alors, toutes les portes se sont ouvertes et on l'a reçu comme un frère.
Camarades, je cite cet exemple pour montrer précisément ce qu'il ne faut pas faire. Soyons bien persuadés que lorsque nous envoyons un camarade dans une fédération, c'est pour vous aider, et non pas pour essayer de faire un travail souterrain, ce qui serait absolument stupide. Les délégués à la propagande ont fait cette année un gros effort et tout à l'heure, l'un d'entre eux, notre camarade… (blanc)… vous donnera quelques détails supplémentaires susceptibles de vous intéresser. Il faut que le délégué à la propagande soit, pour employer une expression commode, le lien vivant entre la fédération et le centre du Parti. Il faut qu'il nous indique les points sur lesquels il y a une action à entreprendre, ce qui ne va pas, qu'il nous indique ce que l'on ne peut pas toujours dire par lettre qu'il insiste sur certains détails particuliers. Tout cela est indispensable.
Je sais bien qu'on nous dira aussi qu'il ne passe pas assez souvent dans les fédérations. À cela je répondrai qu'ils ne sont pas assez nombreux. Chacun d'eux a huit ou neuf, et même quelque fois dix fédérations et vous comprenez bien que si ces camarades veulent faire ce travail sérieusement, et avec quelque utilité, il ne leur est pas possible de passer le temps nécessaire à chaque fédération.
De solution parfaite, il n'y en a pas, à part celle qui nous permettrait d'augmenter le nombre de ces permanents et de leur attribuer simplement quatre ou cinq départements, ce qui leur permettrait d'être entièrement utiles au Parti.

Et puis, il y a la propagande parlée. Et là, camarade, si je voulais trouver mon point de chute, je l'aurais trouvé, c'est la quinzaine de propagande. Je sais que la quinzaine de propagande, et je le dis à mon successeur éventuel, c'est certainement la chose qui est susceptible de lui entraîner le plus d'impopularité, du fait du nombre de volontés différentes de la sienne qui veulent entrer en jeu.
Il doit compter sur les orateurs, et il doit compter sur les fédérations. Je vous assure que c'est beaucoup à la fois. Et d'ailleurs, je dirai tout de suite que cette quinzaine de propagande n'a pas été extrêmement bien comprise. Il s'agissait essentiellement d'aider à la quinzaine de souscription du Parti. Il s'agissait de profiter de cette occasion pour remuer le pays par tous les moyens possibles.
J'avoue que l'idée ne m'est pas venue spontanément, et que c'est notre camarade, l'organisateur de la souscription, qui a eu l'idée de saisir cette occasion pour faire une quinzaine de propagande. Donc, il fallait laisser à chaque fédération le plus de liberté possible pour voir, selon les lieux, quel était le moyen de toucher le plus grand nombre possible de camarades.
Nous savons bien qu'il y a une certaine injustice à ce que ce soient les militants du Parti qui paient, mais les sympathisants qui nous aident aiment tout de même voir notre parti travailler, c'est la seule façon de les faire contribuer à notre effort, en faisant des souscriptions. Il fallait donc organiser des réunions publiques, des kermesses, des meetings. Les réunions publiques ont montré par l'expérience qu'elles ont souvent plus grand succès que le reste, mais il fallait là, donner la plus grande latitude aux fédérations. Je dois dire que nous n'avons pas toujours été compris. Parfois, on a utilisé cette campagne de propagande pour faire faire aux députés, aux conseillers de la République, ou au membres du Comité directeur venus de Paris, une réunion publique dans une petite ville, et il arrivait que nos camarades soient un peu déçus par un auditoire de 5 ou 600 personnes.
Et d'autre part, nous avions à compter sur le concours de nos camarades parlementaires, et je dois reconnaître qu'ils ont fait un gros effort puisque la plupart des réunions prévues ont pu être tenues, et que, le premier mouvement d'impatience passé, on arrive à constater que cette campagne a porté ses fruits.
Ce qu'il faut retenir de cela, c'est qu'il faut coordonner cette propagande au moyen d'un organisme qui soit vraiment un organisme au service du Parti.
Trop de camarades, lorsqu'ils veulent avoir un orateur, s'adressent soit à tel député, soit à tel parlementaire ; ce qui morcelle l'activité de ceux-ci et lorsqu'on veut organiser une réunion, on ne trouve pas, bien souvent, le camarade dont on aurait besoin. Il faut que les uns et les autres comprennent la nécessité d'un minimum de centralisation. Et puis, j'ajouterai que nos camarades sont bien souvent exigeants. Lorsqu'ils nous demandent un orateur, il s'agit presque toujours de l'un des cinq ou six grands orateurs du parti, Guy Mollet, Daniel Meyer, Jules Moch, Philip, et sorti de ces noms, tous les orateurs qu'on peut leur présenter sont jugés par eux insuffisants. C'est un peu décevant pour ces derniers, et vous pouvez être persuadés que les camarades qu'on vous envoie apportent leur flamme et leur dévouement de militants, et vous ne devez pas vous formaliser que ce ne soit pas toujours un ministre ou une personnalité

illustre qui se déplace vers vos départements.
Je voudrais en terminant, et très rapidement, vous signaler les efforts que nous avons pu faire pour l'organisation d'une école d'orateurs, une école Socialiste, qui a été un véritable succès, et dont on doit remercier à la fois les professeurs et les élèves et surtout le directeur, notre camarade Bourjon (?). Je dirai enfin qu'un effort de propagande et d'intensification de la diffusion a été un des aspects de l'activité du Secrétariat général à la propagande.
Et en terminant camarades, vous me permettrez de vous demander, même si vous voulez juger sévèrement le rapport à la propagande, de reconnaître le travail fait par une équipe de militants de la base. Je reconnais - et Daniel Mayer ne me démentira pas - que j'ai peut-être tendance à me fier un peu trop à mes collaborateurs, et si vous demandiez quel est l'ouvrage que j'ai le mieux assimilé dans la bibliothèque Socialiste, je vous dirai que c'est «Le Droit à ...» de Barrés ; et c'est pour cela que j'ai partagé le travail et que je me suis appuyé sur des camarades. Et si je prends toute la responsabilité, c'est à eux que revient tout le mérite, car ces camarades à tous moments m'ont apporté l'aide nécessaire pour faire ce travail que vous avez jugé parfois insuffisant, mais qui, avec les faibles moyens dont nous disposions, était souvent un miracle d'imagination et d'ingéniosité.
Voilà, camarades, les quelques mots que je voulais vous dire au sujet du rapport à la propagande. Ils se résument tous en ceci : effort de coordination, de collaboration de tous les camarades qui sont chargés de ces tâches. Ce n'est que dans la mesure où nous aurons centralisé notre Parti, où vous nous aurez permis d'avoir des finances assez fortes pour assurer une propagande sérieuse, que vous aurez donné à notre parti les armes nécessaires pour se défendre.

Le président - Voici les résultats du vote du rapport moral.
Je rappelle que tous les délégués présents doivent se rendre ce voir à 21h au meeting international qui se tiendra à la Bourse du travail, place Guichard, ou Guy Mollet et plusieurs représentants des délégations internationales prendront la parole.
Je donne la parole à notre camarade… (blanc)… et j'invite le Congrès à l'écouter dans le plus grand silence.

L'orateur

Camarades, le spectacle qu'offre depuis quelques instants le Congrès tendrait à faire croire que la majorité des délégués ici présents, mésestiment complètement l'importance de la propagande. Je veux croire qu'il n'en est rien car pour nous, les mauvais résultats que nous déplorons tous, obtenus par notre Parti depuis la Libération, sont dus presqu'autant à une politique insuffisante et mal axée qu'à une politique impopulaire auprès des masses ouvrières.
Certes, je reconnais impartialement qu'un effort a été fait depuis l'an dernier pour intensifier une propagande mieux comprise, mais je déclare que cet effort est loin d'avoir l'envergure qui serait nécessaire et que, surtout il est mal réparti.
La propagande revêt diverses formes. Je laisse pour ma part la propagande par

affiches, tracts, brochure, qui suppose une trésorerie florissante, ce qui n'est pas précisément le cas, et il ne faut pas se borner à le déplorer. Je ne veux parler que de la propagande parlée.

Pour répondre au désir unanime des camarades de la fédération de la Vienne, qui m'ont chargés d'exprimer leur profond mécontentement, je vous dirai que j'appartiens à une pauvre fédération, autant qu'à une fédération pauvre et cela probablement en raison de ceci. Pauvre, non seulement en moyens financiers, c'est là, hélas le cas de la majorité de nos fédérations, mais, et c'est beaucoup plus grave, pauvre en militants, et le fait que je sois aujourd'hui à cette tribune est une preuve suffisante que nos cadres sont des plus modestes.

Jusqu'ici nous avons néanmoins fait ce que nous avons pu, c'est-à-dire trop peu, livrés, ou à peu près, à nos seules forces qui sont faibles. Bien sûr, chaque fédération, chaque élection, chaque militant, doit compter d'abord sur soi, mais il n'est pas besoin d'insister sur le fait qu'un orateur venu de l'extérieur déplace toujours une affluence plus nombreuse que le délégué local, et qu'un parlementaire en vue, un ministre, permettent de faire le maximum. Dans ce dernier cas, la réunion n'a plus une importance seulement locale, elle domine pendant un certain temps la vie politique d'une région assez étendue.

Or, chaque semaine, le militant de ce département qu'on nomme la Vienne, écoutant la radio, ou lisant la presse, constate que tel membre du Comité directeur, le président du conseil Socialiste, tel de ses ministres socialistes, et cela même quand ils ont décidé de se taire, ont pris la parole au nord, au sud, à l'est ou à l'ouest de ses frontières fédérales. Il s'interroge : pourquoi dans son département ne voit-il jamais personne venir ? Ne serait-ce pas que dans l'ordre alphabétique, la Vienne vient en queue de liste, et que nos responsables nationaux, comme messieurs les académiciens, sont encore loin d'être arrivés à la lettre V ? Mais non, plus simplement depuis la reconstitution du Parti, nous n'intéressons personne. Les quelques faits suivant le prouvent assez, et l'on m'excusera de devoir remonter en arrière.

Au début de l'année 1945, à une demande de notre département, le Comité directeur répondit qu'en raison des difficultés de communication, il lui était impossible d'envoyer dans la Vienne un propagandiste, et il met le secrétaire de section en rapport avec un consultatif d'un département voisin, mais d'une grande ville, et président du DCL, lequel déclare que ses activités ne lui permettent pas de se rendre dans cette petite ville. Mais ces mêmes activités lui avaient permis, le dimanche précédent, de se rendre dans une ville très voisine, à la frontière des deux départements, à 17 km de Lunel exactement, mais qui n'est pas dans le département de la Vienne. Aux élections suivantes, les voix de Lunel ne pouvaient être d'aucune utilité pour le camarade en question.

Un an après, un de nos camarades, un de ces grands réalisateurs qui restèrent la fierté de notre Parti, devait venir à l'occasion d'un Congrès, à Vals. De tous les environs, une assistance nombreuse s'était déplacée, parfois par pleins cars, pour être déçu, car l'orateur fit défaut, et ce fut un camarade député qui le remplaça au pied levé. Et s'il enthousiasma son auditoire, il n'en reste pas moins qu'on put nous reprocher, malgré notre entière bonne foi, de spéculer sur un nom pour

assurer le succès de notre réunion. Le plus fort est que personne n'avait jugé utile de nous avertir.
Mais pourquoi, l'orateur, qui était une femme, était-il défaillant ? Il parait qu'elle partait à Londres le lendemain et que son état de santé ne lui permettait pas de supporter auparavant la fatigue d'un déplacement dans la Vienne. Mais dans ce cas, une question se posait : à quoi sert d'avoir un secrétariat à la propagande ?
Je m'excuse d'avoir cité en exemple ces deux faits déjà lointains, en voici quelques autres plus récents. Il y a le cas de ces deux camarades, tous les deux députés, qui après avoir successivement promis, se récusèrent parce que l'un devait assister à une partie de pêche ou quelque chose d'approchant, et l'autre, plus simplement parce que cela ne lui disait rien de venir dans la Vienne. Ils n'avertirent qu'au dernier moment et furent remplacés par un très obscure délégué à la propagande, suspendu quelques mois plus tard pour indiscipline. Il y a la simplicité de cet autre député qui, à ce qu'il parait du moins, venu de Paris à Poitiers, erra dans la ville sans trouver le responsable Socialiste et repartit bien vite par le prochain express. Il y a la défection de dernière heure de ce conseiller de la République qui en mai, lors de la campagne électorale, oublia non seulement de venir, mais de prévenir.
Arrêtons-nous. Il est trop évident, ainsi que je le disais en commençant, que nous n'intéressons vraiment personne. La raison est tout simplement que nous n'avons pas d'élus, que nous n'avons personne à Paris pour tirer par la manche et pour décider les meilleurs propagandistes et les autres, à nous rendre visite. Et nous assistons à ce fait stupéfiant, à savoir que les leaders du Comité directeur de l'Assemblée nationale et du conseil de la République, se rendent volontiers dans les fédérations prospères, et d'autant plus volontiers qu'elles ont plus d'élus, alors que les autres, traitées en parentes pauvres, en sont réduites à la portion congrue, aux miettes, quand il en reste. Ceux qui nous dédaignent savent pourtant qu'ils trouveraient chez nous des auditoires aussi enthousiastes que partout ailleurs, qu'ils se disent que leur passage serait infiniment plus utile pour le Socialisme dans nos campagnes que dans les grandes cités ouvrières dont ils connaissent bien le chemin.
Nous demandons donc, que dans l'avenir, la propagande soit organisée d'une façon plus rationnelle, nous demandons que la priorité soit donnée aux départements comme le nôtre, où tout est à faire pour démarrer un jour prochain.
Nous demandons que les élus soient à la disposition du Comité directeur, qu'ils n'oublient pas qu'ils tiennent leur mandat du Parti, et que, quoiqu'élus, ils se considèrent comme avant, des militants du Parti, au service d'autres militants.
Nous nous plaignons constamment que nous sommes en état d'infériorité par rapport au MRP, aux Communistes, mais ceux-ci ont envoyé à Poitiers, Jacques Duclos, Maurice Schumann, pour n'en pas citer d'autres.
Voyez-vous, camarades, notre département ne doit pas insister longuement. Il n'a pas d'élu, on va le lui faire sentir tout à l'heure. Je vais donc m'arrêter, mais nous aurions vraiment beaucoup trop à dire, car nous nous rappelons que lors de la première élection à l'Assemblée constituante il ne nous a manqué que

quelques voix pour avoir un élu. Si à ce moment-là, on avait joint quelques efforts à ceux que nous avons produits, nous sommes sûrs que nous eussions eu un élu et cet élu, il eut été plus facile de le garder qu'il ne sera pas facile de le conquérir demain.
Il arrive à chacun de commettre des erreurs, l'essentiel est de ne pas persévérer dans l'erreur.

Pleven - Je m'excuse de prendre la parole, mais j'ai été mis en cause personnellement tout à l'heure. Le camarade de la Vienne m'a reproché d'être passé à Poitiers, d'y avoir même passé la nuit, sans avoir pris contact avec le camarade responsable. Voici exactement ce qui s'est passé.
Je devais en effet me rendre à Bordeaux, où je devais présider les fêtes du cinquantenaire de l'université de cette ville. Au dernier moment, j'ai été appelé devant la commission de l'éducation nationale de l'assemblée nationale, qui m'a retenu jusque vers 5 heures de l'après-midi. Dans ces conditions, il m'était impossible d'arriver à Bordeaux avant la nuit, et j'ai décidé au dernier moment de passer la nuit à Poitiers. Je déclare qu'à 6 heures du soir je ne savais pas que je m'arrêterai à Poitiers. J'y suis arrivé tard dans la soirée et j'ai été reçu à la Préfecture où j'ai passé la nuit, et j'en suis reparti le lendemain matin à 7 heures pour arriver à Bordeaux à l'heure d'ouverture de la cérémonie. Il m'était donc impossible de prévenir les camarades de la section et de leur rendre visite.
J'ajoute que je ne suis, jusqu'à présent, passé dans aucune ville de France, dans aucun département, sans avoir pris contact avec les camarades de la fédération de la ville dans laquelle je me trouvais. Je regrette de ne pas pouvoir accepter le reproche qui m'est fait par le camarade de la Vienne. Je partage par ailleurs son opinion, j'estime que le devoir des militants du Parti, qui sont en vue, est de se rendre surtout dans les fédérations qui n'ont pas d'élu. Je suis à la disposition de ces fédérations, mais qu'on ne me fasse pas de reproche injustifié.

Le président - Je me permets d'ajouter que lorsqu'un camarade a l'intention d'en mettre un autre en cause, il devrait lui demander personnellement des explications avant de le faire, et nous pourrions passer à des échanges de vues plus généraux. Je donne la parole au camarade Schmidt du Doubs.

Schmidt

Camarades, la fédération du Doubs a aussi quelques reproches à faire à la commission de propagande du Parti. Je voudrais dire que nous avons été très satisfaits de l'effort qui a été fait, car il faut être juste, mais je voudrais y ajouter une suggestion. Nous désirerions que la commission de propagande envoie rapidement aux fédérations une documentation simple, sur les événements qui se produisent au jour le jour, car souvent nous sommes gênés, dans notre propagande, connaissant mal ou même ne connaissant pas la position du Parti sur des problèmes soulevés brusquement devant l'opinion publique.
En ce qui concerne la partie du rapport traitant des élections, nous avons un reproche à faire à la commission de propagande, qui, au mois d'octobre, nous a

inondés d'énormes paquets d'affiches, et lorsque nous avons eu ces affiches, un décret du ministre de l'intérieur à interdit de les apposer. Et nous étions très ennuyés, ne voulant pas désavouer le camarade Depreux, et ne voulant pas mettre les maires Socialistes des communes dans le cas de désavouer leur Parti.
Cette campagne d'affichage a donc représenté des milliers de francs perdus, qui auraient pu être utilisés autrement.
Et sur ces affiches, d'ailleurs, il y a aussi quelques réserves à faires, particulièrement sur les affiches humoristiques, dont certaines étaient d'un goût plutôt douteux, et, je l'ai dit d'ailleurs, indigne de notre Parti.
En ce qui concerne ensuite ce que l'on a appelé la tournée de propagande, je vais indiquer d'abord que sur ce nom de tournée nous avons des reproches à faire à la commission de propagande. On nous avait demandé de dresser un plan de réunions; sous avons, dans le Doubs, prévu une trentaine de réunions, nous avons écrit au Parti pour avoir des orateurs et le Parti nous en a envoyé un pour un dimanche après-midi, qui n'a pu faire que deux réunions. Nous avons pu faire quelques autres réunions quinze jours après, mais en passant sur le dos de la commission de propagande, car nous avons la chance d'avoir un député qui a pu réunir quelques orateurs de marque pour les autres réunions projetées.
Il y a une certaine incohérence à la commission de propagande et je vais vous citer un exemple. Minjoz avait deux notes de cette commission dans sa poche, une lui donnant la mission de tenir une réunion à Besançon, et l'autre lui donnant pour le même jour la mission de tenir une réunion à Valence.
Finalement il n'est allé ni dans l'une ni dans l'autre de ces deux villes, et a tenu une réunion à Dôle dans le Jura, pour dépanner les camarades. Il est évident que dans ces conditions on ne peut pas faire de la bonne propagande.
Notre camarade tout à l'heure a attiré avec juste raison l'attention du Congrès sur les permanents à l'organisation et à la propagande. Il a dit qu'ils pouvaient rendre de grands services. C'est vrai, nous nous en sommes aperçus mais pas dans les conditions où fonctionnent à l'heure actuelle ces permanents. Il existe un découpage de départements qui est pour le moins effarant, consultez la brochure qui vous a été remise, regardez la façon dont les départements sont groupés pour ces permanents et vous vous rendrez compte que cela ne peut pas marcher, Nous appartenons à une petite région, la Franche-Comté, qui groupe quatre fédérations. Cette région est écartelée entre trois permanents et naturellement, de cette façon, il ne peut y avoir dans la région une unité culturelle, une coordination de la propagande
C'est pourquoi nous demandons une réorganisation des méthodes de travail. Que l'on fasse une propagande vraiment régionale, et que l'on utilise pour cette propagande, dans la mesure du possible, des orateurs connaissant bien la région.
C'est ainsi qu'elle aura son efficience maximum. Ce ne sont pas des gens venant du dehors qui peuvent assurer la première propagande.
Dans notre région de Franche-Comté, sur quatre fédérations il y a un seul élu, et il y a actuellement énormément de travail à faire, nous demandons qu'on nous donne un de ces permanents de la région et que nous le voyons plus souvent que nous avons vu les autres jusqu'à présent.

Représentant de l'AOF

Camarades, je viens vous parler de la propagande dans l'Union française.

J'ai remarqué tout à l'heure que les camarades se désintéressaient de la propagande. Si on apprenait que dans d'autres colonies il y a des révoltes, qu'il y a du sang français qui coule avec du sang des autres peuples, vous feriez peut-être plus attention à la propagande. La France et Union française sont un tout, mais en ce moment une grande révolution s'opère dans l'Union française. Si vous voulez que cette révolution soit socialiste, si vous voulez que tous ces peuples puissent un jour être heureux, en faisant le bonheur de la France, il faut les aider. Le Parti n'a à peu près rien fait pour les territoires d'Outremer. Je ne critique pas le Parti pour ce qu'il a fait l'année dernière, mais je le critique dans ce qu'il a fait depuis le début, quand il a commencé à s'intéresser aux territoires d'Outremer.

On a considéré qu'il était suffisant de parler dans les territoires d'Outremer, des lois nouvelles, des institutions nouvelles, mais on a négligé complètement les propagandes.

Avant la guerre, Mussolini avait fort bien compris ce qu'il fallait faire ; il avait édité des tracts en arabe, en diverses langues des territoires d'Outremer, cela avait eu énormément de succès. Vous rencontrerez peut-être encore des photos dédicacées de Mussolini chez des chefs indigènes.

Il existe en ce moment plusieurs courants de propagande, la propagande panarabe, la propagande de l'Afrique du Sud, des Afrikanders, la propagande du Parti Communiste, et une espèce de propagande nationaliste du MRP. Car le MRP, dans les territoires d'Outremer, se livre à une propagande ultranationaliste soutenant les peuples indigènes dans leur campagne d'émancipation, en se détachant de la métropole.

Camarades, je vais ici demander qu'il y ait une liaison plus étroite entre les peuples d'Outremer et le Comité directeur. Nous voudrions qu'il existe une espèce de petit comité de gens de la France d'Outremer, parlementaires et militants, pouvant discuter de cette question de propagande. Avant la guerre, la commission coloniale du Parti avait créé des disques de propagande que nous avons utilisés au Sénégal. Je demanderai au comité de propagande de faire un gros effort pour faire enregistrer des disques adaptés aux territoires d'Outremer les moins évolués. Ces disques pourraient contenir des discours de nos camarades députés des territoires d'Outremer, ils pourraient être enregistrés en langue du pays, ou en arabe, et ainsi dans les coins les plus reculés de l'Afrique vous pourriez faire entendre la voix Socialiste, faire comprendre aux peuples d'Outremer ce qu'ils ne peuvent pas comprendre quelque fois, par les journaux et par les tracts que vous distribuez dans la métropole mais que là-bas on ne voit jamais.

Nous voudrions aussi que le Parti créât un organe de l'Union française, comme il a crée un organe pour les groupes d'entreprises et un journal sur lequel écriraient non seulement les parlementaires, mais les militants aussi bien d'Europe que des territoires d'Outremer. Il faut que cet organe soit crée

rapidement, car le Parti Communiste a créé dans les territoires d'Outremer des organes semblables, qui sont très vivants, et, il faut le reconnaître, nous, nous n'avons presque rien fait au Sénégal. Il nous faut des illustrations, des photographies et aussi des films Socialistes pour éduquer les masses indigènes.
Il faut que nous fassions un gros effort de propagande. Il faut comprendre que la France d'Outremer compte pour la métropole, et on en sentirait le poids si demain elle se détachait de la France.
Dans les territoires ou j'étais, en Oubangui-Chari, il n'y avait pas de matériel de propagande. J'étais seul militant du Parti, nous possédions seulement les petites brochures du Parti qui ne permettent pas de faire de la propagande dans les masses indigènes à peu près analphabètes. Il faut des disques, il faut des films, il faut un journal et il faut des militants du Parti pour faire la propagande orale.
Camarades, je voudrais que vous tous compreniez ce qu'est l'Union française, son importance pour la collectivité nationale, et alors, que l'on fasse l'effort nécessaire, que le Parti crée un titre spécial de l'Union française, et que l'on trouve les sommes nécessaires à l'agrandissement du Parti dans ces territoires d'Outremer.

Délégué du Gard

Camarades, je viens apporter à cette tribune un certain nombre de félicitations et de critiques pour l'organisation de la propagande. Je m'efforcerai d'apporter également un certain nombre de suggestions pour organiser ce qu'il me plairait d'appeler l'appareil et la machine publicitaire du Parti. Certains d'entre vous risquent peut-être d'être choqués par cette expression, mais elle traduit bien ma pensée à ce sujet.
Pour moi, propagande ne saurait être synonyme d'éducation ni de discussions doctrinales, mais plutôt de publicité, c'est-à-dire de tout ce que l'on peut faire et de tout ce que l'on peut mettre en œuvre pour répandre une opinion et pour faire connaître ses intentions et ses actes.
La situation actuelle semble exiger de nous qu'avant de vouloir former et réformer les esprits des individus, nous nous efforcions de nous sauver nous-mêmes, c'est-à-dire de sauver notre propre Parti, Pour cela, il convient à mon sens, de réorganiser et de révolutionner complètement notre propagande, d'accomplir une révolution en ce qui concerne le temps et d'accomplir une révolution également en ce qui concerne la marche de la machine, de telle sorte qu'on puisse améliorer le rendement de celle-ci.
Oh, je sais bien, depuis la Libération on a attribué à des causes multiples et nombreuses les raisons de nos insuccès. On a dit que le mal du Parti était profond, on a parlé de déviation doctrinale et on a parlé du rôle de charnière que nous avons joué. Il est possible qu'il y ait une part de vérité en cela, mais je vais vous poser une question.
«J'ai eu trop souvent l'occasion d'entendre comme vous des orateurs du MRP et du Parti Communiste ; j'ai eu l'occasion de lire leurs tracts et leurs journaux et je vous pose la question : combien de fois avez-vous eu l'occasion d'entendre les orateurs du Parti adverse vous exposer leur doctrine, ou vous parler de leur

programme ? Cela ne les a pas empêchés de recueillir plus de succès que nous aux élections.
Cela prouve qu'il y a une réforme à faire dans la propagande. Il faudrait qu'elle soit d'une manière générale, plus impulsive, il faudrait que le Parti soit plus offensif, plus combatif. Par notre timidité, par la faiblesse de notre voix, nous nous laissons usurper tous nos titres. Nous nous laissons usurper les meilleurs titres auxquels nous pouvons prétendre. On nous dit que nous faisons un glissement à gauche, à droite, constamment, nous laissons dire cela sans réagir.
Lors des dernières élections, le MRP et les Communistes ont perdu des voix.
Nous étions les mieux placés pour recueillir ces électeurs, et nous ne les avons pas recueillis parce que nous n'avons pas eu le courage de proclamer assez souvent la vérité.
Voilà en particulier ce que je reproche à notre Parti. Je lui reproche une trop grande timidité, d'avoir un ton trop bas et en ce qui concerne la marche de notre propagande, je crois qu'il y a des améliorations à y apporter, aussi je voudrais qu'il y ait un chef d'orchestre à la propagande qui centralise les diverses questions, qu'il ait une autorité, qu'il donne le ton général, qu'il donne l'impulsion nécessaire. Je voudrais qu'il y ait à la base, dans les régions, des commissions régionales qui traduiraient les thèmes généraux, qui les adapteraient aux exigences locales. Car la France est un pays très varié, et le mineur du Nord ne comprend pas les choses de la même manière que le viticulteur du Midi.
Et je conclurai camarade en demandant qu'on change le ton de notre propagande et nous pouvons faire cela tout de suite, parce que c'est uniquement une question d'audace, de courage, de volonté, changeons la marche de la machine, mettons en place les organismes plus nombreux, des permanents généraux plus nombreux, parce qu'ils font de l'excellent travail, en les dotant d'un statut pour qu'ils soient plus indépendants.
On me dira que les moyens matériels s'opposaient à cela. Je ne crois pas qu'un Parti aussi riche que le nôtre, qui a le plus grand nombre de conseillers municipaux, de maires, de conseillers généraux, le plus grand nombre de ministres et ses meilleurs Président du conseil et de la République, puisse s'arrêter à des questions comme celle-là.
Nous devons nous efforcer d'organiser le Parti au point de vue publicitaire, pour lui donner le maximum de force.

Un autre orateur

Camarades, c'est comme responsable du bureau de documentation et d'information du Parti, c'est comme responsable des fiches «Arguments et Ripostes» que je prends la parole pour la première fois au Congrès.
Si je me suis décidé à prendre la parole aujourd'hui, c'est pour parler d'un secteur que je connais bien, et sur lequel il convient de jeter quelque lumière. On est quelque fois trop porté à la critique, et il convient dans ce Congrès ou nous faisons le bilan de ce qui a été fait et n'a pas été fait, de donner quelques précisions.

Nous allons décider samedi après-midi d'une nouvelle organisation du Parti, ce parti que nous voulons fort, vigoureux, efficient, mais il convient d'abord de tirer les leçons de ce qui a été fait jusqu'à présent.

Avant d'aborder le fond du problème, je voudrais dire un mot à mon ami Lamarque, des Landes qui ce matin, avec sa véhémence habituelle, qui m'est d'ailleurs très sympathique puisque son tempérament est le même que le mien, a déclaré que les fiches «Arguments et Ripostes» étaient tendancieuses. Je suis allé voir notre ami Lamarque et je lui ai demandé de me préciser ce qui dans ces fiches ne lui avait pas plu. Il m'a précisé que c'était la fiche sur le Vietnam. J'ai recherché cette fiche et je vous demande quelques secondes d'attention, je vais vous lire la conclusion et je vous ferai juges ensuite de cette fiche. Voici ce que dit cette fiche en conclusion, le 17 décembre :

Léon Blum, président du gouvernement Socialiste homogène avait confié à nouveau à Marius Moutet le ministère de la France d'Outremer, poste qu'il occupe depuis janvier 1946, et où il a fait face à des difficultés de tous ordres, réussi à faire aboutir des réformes qui le placent parmi les réalisateurs actuels, parmi les libérateurs des hommes de couleur. C'est un sort injuste qui a mis ce gouvernement en présence des responsabilités de la situation d'Indochine.

Impliqué dans cette douloureuse question, il a été unanime pour n'envisager que trois objectifs : faire la paix, conclure un accord définitif, intégrer le Vietnam libre dans l'Union française.

Cette partialité nous amène peut-être à traiter par la bande de l'organisation du Parti, c'est-à-dire de la définition de la doctrine du Parti et de la définition du programme du Parti.

Lamarque me fait remarquer que ma fiche est en contradiction avec la motion votée au Conseil national. Tout le monde sait qu'au cours d'un Conseil national, comme à la fin d'un Congrès, l'on vote quelques principes généraux, et qu'on laisse le soin au Parti, dans le cadre de ces principes généraux, d'examiner les possibilités d'application. Or, les fiches «Arguments et Ripostes», et je suis le premier à le reconnaître, et à le déplorer, sont au même titre que le Populaire, chargées de donner au Parti son programme, alors que ce n'est pas leur rôle. Ce sont les fiches «Arguments et Ripostes» qui, dans leur numéro d'octobre 1946, ont donné au Parti son programme électoral, programme sur lequel aucune fédération n'a été consultée et je déclare en premier lieu que je déplore ce fonctionnement du Parti, mais au lieu de ne rien faire, je préfère quelquefois éditer des fiches qui, si elles ne sont pas dans le ton de l'ensemble des militants, représente malgré tout une synthèse des opinions de toutes les tendances du Parti.

Je voudrais d'ailleurs souligner qu'on a publié 350 fiches depuis la parution «d'Arguments et Ripostes» et qu'il est difficile, lorsqu'on a publié un tel nombre de documents, de ne pas faire des «loups» et je considère d'ailleurs que la fiche sur le Vietnam n'est pas à classer dans cette catégorie.

Guy Mollet et un autre camarade ont bien voulu citer mon nom dans leur intervention, je voudrais dire au Congrès que je ne suis pas à cette tribune en mon nom personnel, mais au nom d'une équipe anonyme qui travaille nuit et

jour bénévolement à mettre sur pied «Arguments et Ripostes» a faire fonctionner un bureau de documentation même contre le secrétariat du Parti, comme cela a été le cas jusqu'au dernier Congrès et il faut bien que je le déclare, car si je n'ai pas de tendance personnelle, si j'ai été démissionnaire lors du dernier Comité directeur, c'est parce que je suis au service du Parti, cela me suffit. Mais je n'accepte pas que l'on considère que dans un problème aussi difficile que celui de l'organisation des services techniques du Parti, les camarades de province critiquent toujours le centre, alors que nous devons leur retourner leurs critiques ; et nous pouvons leur dire : et vous correspondants du bureau de propagande et de documentation qui avez été désignés, que faites-vous ? Et vous Secrétaires généraux qui devez envoyer de la documentation au centre, sur le MRP, sur les Communistes, que faites-vous ? Et vous fédérations, qui manquez d'arguments, qui manquez de documentation, qu'attendez-vous pour demander des renseignements au bureau ? Ceux qui veulent avoir des précisions peuvent consulter le tableau que nous présentons dans le hall et où l'on voit la carte de France sur laquelle on peut constater que sur 90 fédérations, il y en a 4 qui depuis le premier janvier nous ont adressé plus de 20 lettres de demandes de renseignements, il y a dix fédérations qui sont tellement documentées qu'elles ne nous ont demandé aucun renseignement, et 70 en ont demandé quelques uns.
Voilà, chers camarades, la petite mise au point que je voulais faire.

Un autre orateur

Camarades, dans le rapport sur la propagande et la documentation, on a omis de parler du mouvement d'action culturelle de juin 1944. Notre camarade Arès-Laporte n'est pas responsable, car c'est nous qui avons omis de lui remettre en temps utile le bilan de notre activité.
Il faut amener la masse à une véritable prise de conscience de ses intérêts, de ses droits et l'éclairer sur ses devoirs. Et bien, cette phrase du rapport de la propagande montre que le Parti ne se désintéresse nullement du problème de l'éducation du peuple. Il a du reste maintes fois affirmé que le devoir d'une société démocratique était d'organiser méthodiquement la culture populaire, et de mettre l'éducation à la portée de tous. Léon Blum écrivait récemment :
"Jaurès croyait comme Platon à quelque affinité suprême entre la beauté, la vérité et la justice, et d'ailleurs, la libération du prolétariat ne pouvait être achevée sans son accession aux formes les plus élevées de la culture et de l'art".
Voilà notre rôle. Le Parti Socialiste ne doit pas apparaître seulement comme une puissance de combat en faveur de l'émancipation matérielle du prolétariat. Du jour ou nous prouverons notre volonté d'élever le niveau intellectuel ou moral essentiel de la collectivité, nous apparaîtrons comme les pionniers d'une civilisation nouvelle et nous aurons avec nous les penseurs, les écrivains et les artistes.
Depuis un demi-siècle, la cause de l'élévation du peuple a suscité bien des discussions, mais peu de réalisations jusqu'en 1944, qui n'est que l'embryon de cet instrument réalisateur. Nous croyons que nous n'avons pas encore compris

l'intérêt primordial pour le Parti de posséder un grand centre culturel ; en demandant à chaque fédération de créer en son sein un comité fédéral de Juin 1944, nous ne cherchons qu'à augmenter notre activité. Du jour où nous aurons partout de ces comités, nous pourrons véritablement remplir notre mission. Si nous en avions eu les moyens, nous aurions pu, comme en mai 1939, faire quelques grandes fêtes spectaculaires, mais cela reste stérile si ce n'est pas suivi d'un développement organique dans les fédérations et dans les sections. Nous avons fait appel à vous tous, nous y faisons encore appel, il n'y a encore que 25 fédérations qui nous ont répondu. Je pense que bientôt tout le monde viendra et que dans chaque fédération il y aura un comité de Juin 1944

Jusqu'alors, nous avons aidé nos camarades de l'organisation dans les fêtes, spectacles, manifestations récréatives et nous leur disons : nous voudrions que ces fêtes soient de grandes manifestations, avec le concours du peuple tout entier. Nous avons été dans les hôpitaux pour distraire ceux qui souffrent, mais nous avons surtout doté le Parti d'un instrument solide de propagande par les ondes. Les émissions du théâtre populaire et de Juin 1944 sont à l'heure actuelle les meilleures entre les productions dramatiques. Trente deux pièces ont été radiodiffusées, pièces d'Ibsen, de Bataille, etc.

Vous n'ignorez pas combien la radio est sensible aux influences de l'opinion publique ; et bien, qu'après chacune de nos émissions, qui sont des émissions du Parti, conçues pour les militants, que chaque section écrive à la radio et vous verrez l'importance que prendra dans le programme le théâtre, les émissions du Parti.

Mes chers camarades, je vous remercie pour votre attention. Sans avoir des sentiments démagogiques, j'ai essayé de vous montrer et de vous dire toutes nos espérances pour le développement de Juin 1944. Nous devons nous maintenir ; nous avons foi en vous et n'oubliez pas que toujours les hommes éprouvent le désir de se réunir pour s'entretenir d'autre chose que de leurs intérêts immédiats, pour se confirmer dans les pensées morales et dans les espérances. C'est à vous, c'est à nous de guider leur esprit, comme le voulait Platon, vers la beauté, vers la justice et vers la vérité.

Fédération du Cher

La fédération du Cher nous a donné mandat de vous informer que nous voterons contre le rapport sur la propagande. Je veux simplement apporter quelques précisions aux critiques qui ont déjà été formulées à cette tribune.

Première critique : il s'agit des affiches qui ont été envoyées à la veille des dernières élections générales. Vous savez que ces affiches étaient inutilisables. Nous aurions aimé que les camarades Depreux et Arès-Laporte, tous deux membres du Parti Socialiste, se mettent d'accord au préalable pour que les affiches envoyées par le Parti, et qui coûtaient très cher, ne soient pas inutilisées.

Deuxième critique : le camarade de la Vienne a dit que dans son département, il n'y avait eu aucun délégué de Paris, et il a pensé que c'était parce que son département n'avait pas de député ou bien parce qu'il était classé parmi les derniers au point de vue de l'ordre alphabétique. Chez nous, nous avons un

député, nous sommes parmi les premiers dans l'ordre alphabétique et pourtant, Si nous n'avions pas eu le dévouement du camarade Daniel Meyer, à qui je veux rendre hommage, nous n'aurions eu, durant toute l'année, aucun camarade venu de Paris. J'ajoute que Daniel Meyer est venu à titre absolument individuel.
Il y a mieux. Non seulement nous n'avons eu aucun délégué de Paris pour la propagande, alors que pendant le même temps le Parti Communiste envoyait chez nous Jacques Duclos et Maurice Thorez, mais je lis avec stupeur à la page 54 du rapport que dans le Cher nous avons eu le camarade Chantereau, délégué régional à la propagande, qui aurait participé à de nombreuses réunions publiques et manifestations. Or, le camarade Chantereau n'a participé à aucune manifestation et aucune réunion publique dans le département du Cher depuis un an. Je précise tout de suite que le camarade Chantereau n'est pas en cause, je l'ai vu tout à l'heure et je sais qu'il n'est pour rien dans cet état de choses.
Nous lisons avec non moins de stupeur, à la page 59 que dans le Cher, le 31 mai et le 1er juin, nous avons eu une réunion faite par un conseiller de la République et une autre faite par un membre du Comité directeur. Or, ni le 31 mai ni le 1er juin n'ont eu lieu de réunions faites par ces camarades. De deux choses l'une, ou bien le secrétariat à la propagande ignore ces faits, et c'est grave, ou bien il ne les ignore pas et fait cela pour avoir un rapport qui plaise. Et c'est encore plus grave.
Voilà pourquoi, camarades, nous voterons contre le rapport à la propagande.

Un autre orateur

Camarades, j'interviens à la tribune du Congrès pour remplir le mandat que m'ont confiés les plus obscurs de nos militants, qui après avoir fourni de leur activité un des rares rapports chiffrés, où on peut suivre leur tâche point par point, dans le temps comme dans l'espace, j'allais dire même quelles erreurs ils ont pu faire, presque jour par jour, ces délégués à la propagande qui m'ont chargé de parler en leur nom s'étonnent avec un vif regret que l'on ait pu écrire dans une motion que la propagande du Parti manque de techniciens, et il s'étonnent davantage encore d'avoir reçu ce matin une sorte de rappel à l'ordre, par certain congressiste qui dit que si l'on veut être vraiment un propagandiste du Parti, il faut d'abord croire ce que l'on dit.
À cela, les délégués à la propagande répondent avec fierté : certes, nous voudrions bien avoir à la propagande un technicien qui nous apprenne cette technique, car notre technique, nous l'avons acquise et elle est insuffisante, nous le savons et le déplorons tous les jours. Nous l'avons acquise sous le pire des dangers, car nous avons été formés pendant la clandestinité, et à ce moment-là on ne risquait pas la critique, mais sa vie. Nous l'avons acquise sous le commandement d'un homme comme Daniel Meyer et sous l'empire de la nécessité. Depuis, le poids de la reconstruction du Parti à pesé sur notre tâche.
Alors, si on vient nous dire que nous manquons de foi, nous citerons un nom, que vous n'ignorez pas et qui honore notre Parti, celui de Marianne Roche, qui depuis trente années milite pour le Parti. C'est peut-être cette ignorance qui fait qu'un délégué a pu ici accuser notre activité de ne pas s'être manifestée dans

Confédération Jean Jaurès

son département, alors que dans ce département, trois membres du Comité directeur ont tenu des réunions et que les femmes, représentées par Alice Cagne (?) ont fait une tournée dans les villes du département, à Poitiers et ailleurs. Pour nous accuser, il faudrait le faire avec des griefs qui tiennent et nous nous défendons fièrement parce que nous savons que nous avons fait tout ce que nous avons pu, qu'on peut contrôler notre activité, et nous répondons : certes, nous améliorons notre travail avec lenteur, mais qu'on ne nous dise pas que nous ne croyons pas ce que nous disons, parce que nous ne sommes pas des hommes de tendance ; pour la diffusion, nous avons servi avec le même zèle, avec la même fidélité, aussi bien Daniel Meyer que Guy Mollet, nous n'avions en vue que le Parti.
Nous sommes un lien, peut-être faible, qui manque de personnel, car nous sommes quinze, y compris ceux qui sont en Afrique du Nord, et nous n'avons pas pu envoyer quelqu'un prospecter et visiter tout le territoire y compris le territoire d'Outremer, mais nous sommes le lien naturel entre le secrétariat dont nous diffusons les mots d'ordre, la pensée et les fédérations dont nous faisons connaître les besoins. Nous ne sommes pas les hommes d'une tendance pas plus que les hommes d'un secrétariat, et par l'exemple que nous avons donné, aussi bien sur le plan professionnel que sur le plan de militant, vous pouvez être assurés que nous ferons notre métier, conscients que nous sommes de pouvoir apporter à la propagande une aide efficace. Vous pouvez nous faire confiance parce que chacun de nous, modeste, obscur, formé à l'école du danger, de la nécessité, sait très bien que partout où il passe, que ce soit dans une modeste étable ou dans une grande salle, il porte avec lui l'évidente vérité de tout le Parti Socialiste.

Le président - Je mets aux voix le rapport à la propagande.
Le rapport est adopté à la majorité.
L'ordre du jour appelle le rapport sur la trésorerie, la parole est au camarade Provo.

Victor Provo

Ce n'est pas pour faire un rapport sur la trésorerie que je suis monté à la tribune, c'est pour attirer l'attention des congressistes sur les conclusions auxquelles nous sommes arrivés. Il apparaît en effet très nettement que le Parti, s'il veut maintenir sa forme d'organisation actuelle, doit réviser le prix de ses fournitures. Il est matériellement impossible de continuer à livrer aux fédérations des timbres à 5 francs et des feuilles de cotisations annuelles à 4 francs.
Cette proposition d'augmentation du prix des fournitures n'a rien à voir avec celles qui sont contenues dans le projet de réorganisation du Parti, mais il s'agit ici d'équilibrer les dépenses avec les recettes et les recettes avec les dépenses et permettre au Parti de vivre et de s'administrer.
C'est généralement quelque chose qui ne passionne pas les congressistes, cependant, croyez-le, nous n'aurions rien de solide, nous n'aurions rien de durable, nous ne permettrions pas à ce Parti d'avoir une audience réelle dans le

pays, si nous ne le dotions pas de finances raisonnables.
C'est la raison pour laquelle, avant même que vous votiez le rapport, j'ai cru nécessaire d'attirer votre attention sur le fait que nous vous proposons de porter le prix du timbre mensuel de 5 à 8 frs et celui de la feuille de cotisation de 4 à 10 frs.

Un autre orateur (Novina)

Camarades, le sujet dont j'ai à vous entretenir ne concerne pas directement la trésorerie, mais c'est le seul moyen de venir devant vous et c'est d'accord avec le bureau, que je viens, à l'occasion de la trésorerie, remplir un double mandat. D'abord au nom de plusieurs centaines de fédérés du Parti, ensuite au nom de différentes fédérations, qui m'ont donné le même mandat, et en particulier au nom de l'unanimité de la fédération de la Seine. Et cela je crois, mérite d'être souligné, car la fédération de la Seine, vous le savez, n'est pas souvent unanime, et c'est parce qu'elle fut unanime hier que j'ai l'occasion de venir devant vous vous demander une chose que, j'en suis persuadé, les fédérations de notre Parti seront unanimes à nous accorder. Vous savez, camarades, qu'il existe un groupe dit d'anciens du Parti, ou se retrouvent actuellement tous ceux qui ont semé jadis le Socialisme dans le pays, tous ceux qui l'ont semé, il est bon de le rappeler, à une heure où c'était moins facile qu'aujourd'hui, à une heure héroïque, ou, lorsqu'on parlait de Socialisme, on risquait sa place et sa liberté quelquefois. Parmi ceux-là, il s'en rencontre encore qui se conduisent d'une façon admirable, et pour vous montrer ce que sont ces hommes, je me permettrai d'intercaler dans mon intervention, avec l'accord du président, les quelques lignes d'un camarade de 79 ans, que j'ai reçues il y a quarante huit heures. Ce camarade m'écrit : «En réponse à votre circulaire, je regrette de ne pouvoir être à vos côtés, je suis trop éloigné de Paris… tout ce qui touche le Socialisme m'enchante. Vous me trouverez toujours d'un dévouement absolu. J'ai 79 ans, depuis mon enfance, mes idées, mes sentiments, se sont nourris de cette pure et noble doctrine qu'offre notre Parti Socialiste.
… Ma vie militante cesse, mais j'ose espérer que vous me tiendrez au courant de tout ce qui intéresse notre groupe. Je répondrais toujours à vos appels, même encore aujourd'hui à vos appels de fonds.
Ce sont des hommes comme celui-ci auxquels j'ai le regret de le dire, le Parti jusqu'à présent n'a pas encore pensé. Rien n'a été fait pour ces hommes, sans faire de reproche à qui que ce soit, depuis plus de quarante ans que notre Parti existe. Beaucoup sont dans la gêne, vous le savez, plus que jamais. D'autres, qui ne sont pas dans la gêne, sont abandonnés dans une solitude dure. Si je voulais m'étendre je pourrais citer, parmi d'autres, le nom d'un militant que vous connaissez tous, qui a à son actif des milliers et des milliers de réunions à travers le pays, et qui aujourd'hui, âgé de 86 ans, il y a quelques semaines encore était obligé vivant seul, parce qu'il n'a plus de femme, parce qu'il n'a pas d'enfant et parce qu'il ne trouve pas de femme de ménage, de laver lui-même son linge, de faire ses propres commissions, d'aller chercher son charbon à la cave. Lorsque nous avons appris cela, nous avons pu le placer dans une

maison départementale.
Or à ces hommes, je tiens à le dire ici, leur place serait dans une maison de repos du Parti Socialiste. Ce genre d'œuvre, vous le savez, les syndicats l'ont créé, les associations d'anciens combattants l'ont crée, de multiples associations l'ont créé et seu1, il faut le dire, le Parti Socialiste, jusqu'à ce jour, n'a pas pensé à le faire pour des hommes qui lui ont quelquefois, comme certains, consacré quarante cinq et même soixante ans de leur existence.
Le groupe d'anciens du Parti, qui compte plusieurs centaines de membres, a décidé de réaliser cela depuis des années déjà. Il y a deux ans, ils ont obtenu un vote unanime sur cette question, mais à ce vote unanime, le Comité directeur n'a pas donné suite. Nous revenons devant vous pour vous demander de confirmer ce vote, avec la volonté de la voir mis en application.
Comment sera-t-il mis en application ? Je vous expliquerai très rapidement que nous vous demandons purement et simplement de décider qu'avec la carte 1948, chaque militant Socialiste donnera une fois pour toutes vingt francs supplémentaires, ce qui, avec 300 000 adhérents, nous procurera une somme de 6 millions, permettant la mise en route de l'œuvre. Nous pourrons ainsi avoir une maison de repos où seront accueillis les vieux du Parti, les uns adressés par les fédérations, les autres payant eux-mêmes leur pension, mais tous ces vieux camarades seront ainsi groupés entre eux pour finir leurs vieux jours.

Le président - Je mets le rapport financier aux voix.
Le rapport est adopté à l'unanimité moins trois voix.
L'ordre du jour appelle le rapport sur les conflits.
La parole est à Suzanne Posty d'Alger.

Suzanne Posty

Camarades, je vous demanderai un peu de silence, bien que je m'aperçoive que les rapports statutaires sont accueillis dans le brouhaha général, je voudrais vous présenter non pas des critiques sur le rapport de la Commission nationale, mais des conclusions, des observations pratiques sur le fonctionnement de nos commissions fédérales des conflits.
Je crois que tous les camarades sont d'accord avec moi pour penser que nos commissions fédérale et notre commission nationale des conflits doivent accorder à nos militants le respect de la justice totale et le respect de leur loi Et c'est dans cet esprit que je me propose de vous apporter des conclusions.
Nous avons présenté, dans les statuts du parti, un chapitre VII, ayant rapport aux conflits, mais qui n'est pas très explicite, quant au fonctionnement des commissions fédérales et à l'action de ces commissions fédérales. Ce chapitre est si peu explicite que le Comité directeur s'est vu obliger d'adresser aux fédérations et aux commissions des conflits, des notes supplémentaires concernant leur action ; mais ces notes n'apportent pas elles non plus, toutes les précisions nécessaires. Et c'est ainsi que l'on se trouve en face de cas assez difficiles à trancher, et sans entrer dans les détails, je veux vous faire voir que du fait de ces difficultés, certaines sentences sont inapplicables, en particuliers

lorsqu'on se trouve en présence de deux sentences conjointes, peut-on dire, se rapportant à des actions de deux militants l'un contre l'autre.
Il s'ensuit que parfois un cas soit résolu en faveur d'un militant contre un autre militant expulsé du Parti ; mais le premier n'en continue pas moins à avoir un blâme pour l'action entreprise contre le militant expulsé. Je crois qu'il y a là quelque chose d'injuste, car si l'on admet que le militant contre lequel on est entré en action doit être expulsé du Parti, c'est que le motif présenté était justifié. Et il s'ensuit que la première sentence qui rentre dans l'article 55 de nos statuts ne devrait plus exister. Or, la Commission nationale des conflits est obligée de maintenir cette sentence, parce qu'il existe dans nos statuts un article déclarant que les sentences qui ne sont que des blâmes sont inapplicables aux Commissions nationales des conflits.
Nous demandons donc qu'on précise beaucoup plus nettement les conditions dans lesquelles doivent travailler nos commissions fédérales de conflits et de plus, que l'on introduise dans notre procédure ce qui existe tout simplement dans la justice tout court, c'est-à-dire la procédure d'appel pour vice de forme.
Dans le cas que je vous ai cité, il y avait précisément un vice de forme qui aurait pu être invoqué, mais qui n'a pu être appliqué.
Je demande donc à la Commission nationale des conflits et au Comité directeur de vouloir bien étudier dans leur ensemble, toutes les dispositions de fonctionnement nécessaire pour les commissions fédérales et la Commission nationale des conflits en vue de sauvegarder toujours et en toutes occasions, les droits des militants.

Laganche (Marne)

Camarades, ce qui motive l'intervention de la fédération de la Marne à cette tribune sur le rapport de la Commission des conflits, est une affaire particulière qui nous a semblé dépasser le cadre de notre fédération et devoir être porté à la connaissance du Congrès.
Nous lisons sur le rapport qui a été diffusé, que la commission a sévi quelques fois avec vigueur pour un cas dont nous n'avons eu connaissance qu'à la dernière minute, et sur lequel nous aurions aimé, ainsi que nos sections, être renseignés. Tel est le cas Agnès Masson et qui a eu un certain retentissement sur le plan national. Nous savons qu'Agnès Masson a été responsable des Femmes Socialistes et des Jeunesses Socialistes et nous pensons que la commission des conflits a manqué de sévérité en prenant la décision de blâmer simplement la camarade Masson, qui avait fait appel, sur le plan national, à une décision fédéral, l'excluant du Parti ; et le blâme qui lui a été décerné lui permet de se représenter devant une autre section.
Nos sections n'ont pas été averties en temps utile de ce cas Masson qui a provoqué chez elles une véritable stupeur, et les a divisées. C'est pourquoi le congrès fédéral de dimanche dernier a adopté la motion suivante à l'unanimité : «Le congrès fédéral, tenant compte des résultats du vote des sections sur le rapport de la commission des conflits, ne peut en prendre acte, mais en décidant à l'unanimité d'exprimer ses plus formelles réserves relatives aux conséquences

résultant de la décision concernant Agnès Masson, décision étant parvenue trop tard à la fédération pour que les sections soient informées, nous avons voulu porter ce cas à la connaissance du Congrès pour espérer qu'il statuera une fois pour toutes au mieux des intérêts du Parti et non pas au mieux des intérêts d'Agnès Masson».

Le président - Je mets aux voix le rapport de la commission des conflits.
Le rapport est adopté à l'unanimité.
Rapport de la commission de contrôle - Pas d'objection. Adopté.
Camarades, je vous donne à nouveau rendez-vous à la Bourse du Travail à 21h.
La séance est levée à 19h30

Séance du vendredi 15 août (matin)

Nous vous proposons pour présider la séance notre camarade Naegelen… (applaudissements)… assisté de Odette Tellier, Gustave Robert, Okala et les délégations étrangères qui seront représentées par Marianne Pollak pour l'Autriche et par Basso pour l'Italie.
Je me permets, avant de laisser la présidence de cette réunion à Naegelen de vous dire que notre camarade Bourdet est retenu à Paris par la maladie. En effet, il ne pourra pas assister à notre Congrès et je pense être l'interprète du Congrès unanime en vous demandant de lui adresser nos vœux de prompt rétablissement. (Applaudissements)

Le président - Je déclare ouverte la 3ème séance du 39ème Congrès national.
L'ordre du jour appelle l'examen des rapports statutaires. Nous allons commencer par le rapport de la Commission nationale d'études. Le rapporteur est-il là ? Oui. Je lui donne la parole. C'est Monsieur Desplands.

Le rapporteur de la Commission nationale d'études

Mes chers camarades, si en tant que rapporteur, j'interviens dans le débat, c'est à la demande des camarades de la Commission nationale d'études présents, à des titres divers, dans ce Congrès et, surtout, parce qu'il est trop visible que la Commission internationale d'études est dans le Parti un organisme ignoré.
Hier matin, un délégué reprochait au Secrétariat de ne pas avoir fait étudier le projet de loi. Or, la Commission nationale d'études en a étudié et rédigé un certain nombre qui sont énumérés dans le rapport d'activités et qui ont trait au travail de cette année.
Il y en a eu quelques uns qui ont été étudiés parce qu'on avait demandé de les étudier ; d'autres parce que les camarades de la Commission nationale d'études les ont mis à leur ordre du jour, pensant qu'ils avaient une valeur d'actualité.
Le nombre des projets étudiés par la Commission nationale d'études, j'ose dire qu'il est considérable, non pas seulement pour cette année, mais déjà pour les années précédentes, car sous le nom de Comité technique, la Commission nationale d'études existe depuis 1944, aussitôt la Libération. Elle a fonctionné

Fondation Jean Jaurès

d'abord sous la direction de Jules Moch, puis ensuite sous la direction de son frère François auquel, au nom des camarades de la Commission nationale d'études, je tiens à rendre hommage et à présenter nos remerciements.
Depuis, elle fonctionne directement en liaison avec le Secrétaire général. Dès qu'il a fait appel à nous, même dans les cas d'extrême urgence, les camarades de la CNE n'ont jamais marchandé leur concours. Je pourrais citer des cas où ils en ont même oublié de dîner. Je peux dire, en tout cas, qu'au moment du cabinet homogène, la Commission nationale d'études a siégé, non pas en permanence, mais presque tous les soirs, quelquefois 6 heures, quelquefois 9 heures mais presque toujours jusqu'au dernier métro et, chaque soir. Si son travail n'est pas mieux connu du Parti, c'est pour des raisons qui tiennent davantage à l'organisation même du Parti qu'aux hommes.
Le groupe parlementaire vit à part, sauf certaines commissions et je tiens ici à renouveler l'hommage que j'ai mis dans le rapport, à notre ami Lénard, président de la commission économique qui, lui, fait appel à nous régulièrement et nous tient au courant de toutes les délibérations parlementaires et de sa commission. Les ministres vivent en dehors, pour des maisons que je n'ai d'ailleurs pas à examiner et sur lesquelles j'aurai peut-être à revenir lorsqu'il sera question de la réorganisation du Parti. J'espère que de vos délibérations sortiront des remèdes à cette situation.
Au nom des camarades, j'ajouterai également que si nous devons réformer le Parti, il serait bon également que le groupe parlementaire étudie une réforme de sa propre machine qui fonctionne beaucoup on pourrait même dire qu'elle fonctionne jour et nuit - mais qui ne fonctionne pas toujours très bien, ou tout au moins pas en parfaite coordination avec les organismes du Parti.
Les études que nous avons faites sont à la disposition des élus, même des élus municipaux et cantonaux. À ce sujet, à la réunion de mercredi - à laquelle je n'assistais pas, n'étant élue ni cantonale, ni municipale mais où mes camarades de la Commission nationale d'études se trouvaient -, il a été visible que les travaux que nous avons faits étaient ignorés des élus cantonaux et municipaux.
C'est ainsi qu'il a été présenté sur le logement, un rapport parfaitement étudié de notre camarade Cordonnier Merioli qui ferait double emploi, mais cependant est assez différent du nôtre.
Il y a quelque chose comme 60 articles étudiés par la Commission de la reconstruction qui imposent d'abord les nécessités de cette reconstruction, des réparations du point de vue des propriétaires qui est un point de vue à retenir pour une part - et également du point de vue des locataires.
Ce projet, nous l'adressons au camarade Cordonnier et j'en avise tous les élus municipaux. Je le tiens à leur disposition pour qu'ils en discutent et nous fassent part de leurs remarques.
Il a été également question, incidemment, des finances locales, sur lesquelles tout le monde est d'accord. D'importantes modifications sont obligatoires et nécessaires. Or, là encore, nous avons un projet avec l'exposé des motifs et article par article, donnant le point de vue qui, jusqu'à preuve du contraire, est celui du Comité directeur. Là, tout de suite, je voudrais répondre à une objection

qui est celle faite la plupart du temps. C'est le projet qu'il y a lieu de modifier les trois quarts du temps. Je proteste. Lorsque l'on emploie le mot, on voit immédiatement les techniciens délirants pris par une idée fixe, qui pondent des projets insoutenables. Je dois dire que la Commission nationale d'études est assez bien organisée et que les projets des techniciens d'un secteur sont examinés ensuite par tous les techniciens des autres secteurs.
Je ne sais pas si je vous apprendrai quelque chose, mais les techniciens, sont-ils de droite, sont-ils de gauche, sont rarement d'accord entre eux, ce qui fait que nos projets ne sont pas simplement une codification d'idées fixes, mais une synthèse des besoins et des nécessités de chaque secteur.
Bien entendu, nous n'avons aucun pouvoir de décision et nos études sont transmises purement et simplement au Secrétariat général, qui donne la plupart du temps l'ordre de les transmettre au groupe parlementaire, ce que nous faisons. Ce sont donc en fin de compte les politiques qui ont pouvoir de décision ce qui est normal. Je leur demande de faire appel, tant qu'ils le pourront, à la bonne volonté de la Commission nationale d'études, de façon que leurs décisions ne soient pas des décisions purement politiques, mais mûrement réfléchies, qui tiennent compte des nécessités, non pas d'un secteur connu, mais des nécessités économiques de l'ensemble des secteurs de la Nation. Là s'arrête le rôle de la Commission nationale d'études.
Je crois pouvoir dire qu'elle a bien rempli son rôle. À ce sujet, avant de quitter cette tribune, je voudrais demander aux délégués de bien vouloir considérer que, comme eux, les camarades de la CNE sont des bénévoles. Leur journée terminée, ils consentent à la prolonger une heure, deux heures, quelquefois trois, quelquefois quatre, pour le Parti. Les camarades sont tellement discrets que jusqu'à maintenant on a semblé les ignorer.
Mais pour être discrets, ils n'en sont pas moins des hommes et ils aimeraient bien que de temps en temps on leur dise un petit merci.
Je vous demanderai donc d'approuver le rapport de la Commission nationale d'études, à l'unanimité, afin de pouvoir dire aux camarades de cette Commission que si, jusqu'à maintenant, il n'a pas été tenu compte comme nous l'aurions souhaité souvent, des travaux qu'ils ont faits, il leur a été donné, au moins au Congrès, les remerciements unanimes et qui je crois, sont mérités.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie le rapporteur. Quelqu'un demande-t-il la parole ? Quelqu'un a-t-il une objection à présenter à ce rapport ? Non ? Le rapport est adopté.
Nous pouvons maintenant discuter le rapport sur l'organisation des femmes. Je donne la parole au rapporteur.

Rapporteur sur l'organisation des femmes

Camarades, j'ai l'infortune d'avoir à défendre devant vous un rapport qui, traditionnellement dans les Congrès du Parti, ou bien se place à des débuts de séance alors que les délégués ne sont encore que partiellement présents, ou bien

qui a pour effet de provoquer dans la salle un bourdonnement de ruche ou encore de dessécher immédiatement le gosier des auditeurs et de les faire se précipiter à la buvette.
(Applaudissements)
Je n'oublie pas cependant que le courage d'un militant et spécialement d'une militante, n'est pas seulement de chercher la vérité et de la dire, mais aussi de faire face quand il le faut, à l'incompréhension - et ce qui est pire - à l'indifférence.
Il m'est revenu que dans certaines fédérations, on n'avait connu notre rapport d'activités que par ouï-dire, d'après des informations de seconde main et que parfois on avait donné cause sans même l'avoir lu, dans des Congrès fédéraux où des délégués étaient déjà partis ou bien où ils étaient, comme pas hasard ? Encore à la buvette. C'est pourquoi nous désirons en appeler à des Fédérations mal informées, à un Congrès qui, nous l'espérons, sera mieux renseigné.
Je dois dire tout d'abord pour préciser, que non intervention se limitera strictement à l'activité propre du Comité national provisoire du Secrétariat féminin, À l'exclusion de l'œuvre de solidarité accomplie cette année par les femmes, ou plus exactement par une femme : Irène Laure.
(Applaudissements)
À qui nous laisserons le soin de dire elle-même ce qu'elle a fait. Mais vos applaudissements ont déjà répondu d'avance à ce que j'allais dire, car je tenais à souligner, car je sais qu'elle ne le dira pas elle-même, avec quel dévouement incomparable Irène Laure a réalisé cette œuvre, dans des conditions que nul autre militant n'aurait acceptées.
"J'ai coutume de dire, moi qui l'ai vu travailler jour par jour, qui l'ai vu chaque semaine arriver de Marseille après une nuit généralement passée debout clans le train, se mettre immédiatement au travail sans prendre un instant de repos. Je l'ai vue accablée de graves soucis pour la santé de certains membres de sa famille et penser tout d'abord à son devoir de militante et à la tâche qu'elle avait entreprise.
Je tiens d'abord à dire, au nom de toutes les femmes Socialistes et je crois pouvoir dire au nom de tout le Parti Socialiste, dans quelle estime, quelle affection nous tenons tous Irène Laure et combien nous sommes fiers de la compter dans nos rangs, elle, dont je dis fréquemment qu'elle est un St Vincent de Paul habillé en femme Socialiste, animé par l'esprit Socialiste.
(Applaudissements)
En ce qui concerne l'activité propre du Secrétariat et du Comité national des femmes, je veux rappeler tout d'abord que l'organisation encore trop embryonnaire à notre gré qui a fonctionné cette année, a été instituée par le Comité directeur actuellement en fonction pour répondre au désir qui avait été exprimé par le Congrès de 1946 et tout spécialement par les militantes qui avaient cristallisé leurs vœux dans un rapport soumis à la Commission des résolutions et envoyé au Comité directeur avec avis favorable.
Tous les efforts que nous avons tentés, les initiatives que nous avons prises, ne l'ont jamais été qu'après que nous nous étions assurées l'accord du Secrétariat

général. Par conséquent, nous avons le droit de dire que lorsqu'il a été raconté que nous étions un organisme autonome, on a été véritablement aveugle ou l'on n'a pas formulé son opinion avec toute la bonne foi qui serait toujours désirable entre militants.

De cette activité, je rappeler ai seulement quelques points essentiels :

Nos premiers efforts ont tendu à rendre effectives les décisions qui avaient été prises par le Congrès de novembre 1944, c'est-à-dire de veiller à ce que dans chaque fédération il y eût une responsable fédérale aux questions féminines. Nous avons en grande partie réussi en ce sens, car à la veille du Congrès, il ne restait que trois fédérations qui ne nous avaient pas fait connaître quelles étaient leurs responsables fédérales.

Nous nous sommes efforcées de donner à ces responsables fédérales le sentiment qu'elles n'étaient plus isolées dans leur fédération, qu'elles avaient au sommet du Parti des camarades qui se préoccupaient de leurs besoins et de leurs désirs.

Nous avons d'autre part essayé de montrer à nos adversaires politiques - qui avaient le droit d'en perdre l'habitude - nous avons essayé, dis-je, de leur rappeler qu'il existait des Femmes Socialistes. C'est à cet effet que nous avons organisé quelques manifestations spectaculaires dont je ne citerai que la représentation au Cirque d'hiver à Paris, présidée par Guy Mollet, la Journée internationale des femmes, si brillamment illustrée par la présence de Léon Blum qui y a prononcé un discours mémorable.

Nous avons voulu montrer que nous n'ignorions pas les méthodes de propagande en installant à la Foire de Paris, un stand dont on a bien voulu nous dire qu'il était le mieux réussi parmi les stands analogues organisés par des femmes autres que les Femmes Socialistes.

Mais toute notre activité s'est en quelque sorte synthétisée, cristallisée dans la conférence des Femmes Socialistes dont notre rapport parlait nécessairement au futur mais qui est, maintenant, fait accompli, à laquelle un certain nombre de militants ont assisté. Je crois ne pas déformer leur pensée en disant qu'ils l'ont trouvée parfaitement réussie et qu'ils ont été impressionnés autant que nos camarades femmes, par le travail important et utile qui avait été fait, notamment par nos deux rapporteurs principaux : Simone Bélier qui nous a présenté un travail remarquable sur la situation juridique de la femme française et notre camarade Paulette Raquin qui a entrepris une enquête infiniment intéressante et infiniment urgente, sur les conditions actuelles du travail féminin.

Ceux et celles qui ont assisté à cette conférence n'ont pas été moins impressionnés par ce que nous avons appelé notre "séance internationale". Nous avons eu la joie d'accueillir des camarades de 9 pays différents. L'intervention de ces camarades, non seulement nous a donné le sentiment réconfortant de la solidarité qui nous unissait, de la fraternité qui nous unissait nous toutes, Femmes Socialistes, mais ces interventions ont en même temps apporté aux militantes françaises des renseignements infiniment précieux, des conseils dont elles ont tiré partie et qui, j'en suis sûre, leur ont ouvert des horizons nouveaux et donne des directives pour leur travail futur.

Fondation Jean-Jaurès

N'eussions-nous fait que cela cette année, je crois, camarades, que notre effort n'eût pas été inutile. Si donc vous estimez que nous avons servi de notre mieux le Parti, le Socialisme - et c'est là notre seule ambition - vous voterez notre rapport moral, mais votre vote aura aussi un sens, c'est que vous entendez que l'effort que nous avons commencé et qui est loin d'être achevé, doit être poursuivi et intensifié avec les moyens matériels et un soutien moral du Parti qui nous permettent de donner à cet effort sa pleine efficacité.
Vous allez entendre, d'ailleurs, de la bouche d'autres camarades, les vœux que cette conférence tient à vous exprimer, en espérant que vous les adopterez pour que nous puissions travailler, comme nous y a invités Léon Blum, à préparer cette société Socialiste dont il nous a dit, avec son éloquence habituelle, qu'elle serait précaire dans sa durée et certainement atteinte dans son essence, si les femmes ne préparaient pas, à côté de la révolution sociale proprement dite, la révolution des institutions juridiques et plus encore, peut-être, cette révolution dans les mœurs et dans les relations humaines sans lesquelles cette révolution resterait un vain mot.
Camarades, nous avons voulu travailler, non seulement pour l'avenir mais aussi pour, dès à présent, essayer d'améliorer le sort véritablement douloureux de toutes les travailleuses et nous voulons attirer votre attention sur l'intérêt immédiat qu'il y a pour le Parti, à captiver la masse des citoyens et à l'attirer, faute de quoi nous risquerions d'essuyer dans les prochaines consultations électorales des refus que personne d'entre nous ne souhaite, alors qu'au contraire nous désirons tous et toutes que le Parti reprenne dans le pays la place qui était et qui doit être la sienne, c'est-à-dire la première.
(Applaudissements)

Le président - J'ai dix orateurs inscrits sur le rapport qui vient de vous être présenté. Je donne la parole à Irène Laure.
(Applaudissements)

Irène Laure

Camarades, depuis octobre 1946, date à laquelle j'ai pris mon poste, voici ce qui a été fait au point de vue de la solidarité :
En octobre, la Suisse nous ayant envoyé quelques caisses de produits alimentaires, nous les avons distribués immédiatement aux familles victimes de la guerre que nous connaissons par le fichier existant.
Un comité de solidarité Américain, dirigé par des Socialistes nous a fait un gros envoi de colis contenant diverses boîtes de conserves, sucre, biscuits, etc., colis que nous avons partagés pour multiplier le nombre des heureux bénéficiaires. Ce comité vient d'ailleurs en aide régulièrement à quelques-uns de nos camarades.
Lorsque l'on nous a indiqué une famille nécessiteuse, nous l'avons dépannée par un envoi immédiat d'une petite somme d'argent et nous continuons à lui venir en aide de temps à autre, suivant nos possibilités.
Ainsi, nous nous occupons aussi de camarades ayant seules la charge de plusieurs enfants, par suite de la disparition du père en camp de concentration ou

fusillé par les Allemands. Sous suivons fidèlement aussi les vieilles mamans qui restent absolument sans ressources, leur seul soutien ayant été victime de la barbarie nazie.
Les colonies de vacances nous ont vivement préoccupées, désirant envoyer au grand air le plus grand nombre possible d'enfants déficients, souffrant du manque de nourriture dans les villes. À fin juin, 41 enfants sont partis pour le Luxembourg où ils sont hébergés pendant deux mois dans des familles Socialistes choisies par nos camarades et nous sommes assurées de très bons soins pour les enfants. Ce sont des petits parisiens qui ont été réclamés dans cette région.
Vers le 15 juillet, 80 enfants sont partis pour la Forêt Noire. Nous avons pu former une colonie dans un cadre magnifique et dans un hôtel confortable. Ils resteront là sept semaines, sous la surveillance de moniteurs que nous avons choisis, vivant dans une atmosphère aussi familiale que possible et pouvant s'ébattre dans un bois de sapins voisin de l'hôtel. Le personnel engagé pour cette colonie se compose d'un directeur, de huit moniteurs et monitrices et d'une infirmière. Il y a donc tout pour que cette colonie marche merveilleusement, nous avons envoyé en Forêt Noire des enfants des régions sinistrées. Nous ne pouvons malheureusement aider tous les déshérités. Nous nous sommes occupées des départements suivants : Manche, Seine Inférieur et Loire Inférieure.
La Suisse a également accueilli des enfants du Parti. Le séjour en Suisse est de trois mois. Les camarades avec qui nous sommes en rapport, en Suisse, nous signalent qu'ils mettent à notre disposition des places dans une région de repos, dans le Tessin où quatre camarades du Tessin peuvent prendre un séjour réconfortant et se refaire une santé qu'elles ont perdue dans l'année.
La Belgique nous a pris un grand nombre d'enfants. Plus de 700 enfants du Parti sont en Belgique.
(Applaudissements)
Le départ pour la Belgique s'est effectué en une semaine. Nous savons, par des lettres que nous avons reçues des enfants qui sont là-bas, qu'ils sont admirablement bien soignés. Cela crée une amitié qui restera durable.
Mais nous avons également pensé, du point de vue solidarité internationale, à prendre en France une centaine d'enfants de la ville de Vienne. Vous n'ignorez pas dans quelle situation alimentaire se trouve Vienne et le Parti Socialiste Français se devait de faire quelque chose pour les enfants du Parti à Vienne. Ces enfants vont arriver à la fin du mois et seront hébergés dans la Sarthe. D'autres seront reçus dans le département d'Eure et Loir. Ceux de la Sarthe seront organisés en colonie et ceux d'Eure-et-Loir seront reçus dans des familles.
Le Comité directeur avait été alerté de la détresse immense qui régnait en Roumanie par suite de la sécheresse invraisemblable et de la fameuse tactique de guerre de la «terre brûlée». C'est pourquoi le Comité directeur avait chargé Charles Dumas et moi-même d'organiser le secours Socialiste à la Roumanie. Nous avons fait des appels dans toutes les fédérations pour obtenir des dons de toutes sortes : conserves, chaussures, argent, etc., en vue d'un envoi massif en

Roumanie. Après avoir réitéré ces appels dans la presse et par radio, nous sommes arrivés à un très beau résultat ; très beau résultat, je le dis tout de suite parce que la situation en France n'était pas merveilleuse : un chargement de plus de 1 000 kg de produis alimentaires. Il y avait aussi plusieurs colis de vêtements usagés, mais en bon état, des lainages pour enfants, etc. Sur les sommes qui nous furent remises, nous avons acheté des pains d'épices, des biscuits, des biscottes des farines pour bébés, etc. Nous avons remis une somme de 50 000 francs au Comité Roumain en vue d'achat de vivres qui vont s'adjoindre à nos envois,

Je veux ici dire au Congrès quelques gestes magnifiques de certains de nos camarades militants de la base Je vous signale le cas d'une grand'mère qui a une très petite pension pour vivre et qui est venue au Secrétariat de la rue Malesherbes nous remettre une petite somme de 20 frs pour la Roumanie.

L'aide qui a été envoyée à la Roumanie est une aide de militants vraiment de la base qui se sont privés du nécessaire quelquefois, comme ce jeune étudiant de notre Parti qui est venu par deux fois apporter quelques grammes : une première fois 200 gr et une seconde fois 150 gr de tickets de pain qui étaient sa ration journalière. Il m'a remis une tablette de chocolat de sa ration également.

Et bien, voyez-vous, ces gestes-là sont peut-être plus importants que de donner des gros billets de mille.

(Applaudissements)

Je sais bien, camarades, que dans un grand Congrès comme celui de notre Parti il y a des questions très importantes à discuter, mais tout de même nous voulions vous donner quelques détails sur ce qui avait été fait dans ce domaine-là.

Je remercie au nom de tout le Parti, les camarades qui ont voulu nous aider pour les secours a la Roumanie.

Nous avons également pensé à l'éducation des enfants sous une forme nouvelle et que nous voudrions étendre de plus en plus.

La section d'Asnières avait un camarade âgé de 70 ans, et qui était professeur de danse et de gymnastique lorsqu'il était jeune. Il avait à la section d'Asnières un certain nombre d'enfants, fillettes et garçonnets, pour leur apprendre la danse.

Ce camarade était absolument désespéré parce qu'il ne pouvait pas habiller ces enfants. Quand j'ai su sa détresse, je suis allée moi-même voir travailler ces enfants et admirer le travail fait par ce militant pour arriver à ce beau résultat.

Mais pour que ces enfants se produisent en public, il leur fallait des costumes de danse. Le Secrétariat général, vivement intéressé par cette forme d'éducation a bien voulu l'aider, ne pouvant admettre qu'une aussi belle œuvre qui avait toute tant d'efforts puisse s'anéantir. Depuis que ce cercle artistique est ouvert, la section d'Asnières a pu enregistrer plusieurs adhésions nouvelles. Nous pensons qu'il y a là un moyen de propagande extrêmement intéressant qu'il ne fallait pas laisser échapper.

Maintenant ce groupe fonctionne très bien et les camarades qui font appel à eux pour des fêtes ne peuvent que s'en féliciter.

Nous avons eu également connaissance, par une lettre, de la détresse de nos camarades malades dans un sana. Un camarade a réussi à grouper autour de lui

une section de 26 membres. Vous savez, ces camarades dans les sanas de tuberculeux restent des journées et des nuits et encore des journées complètement allongés. Il a fait lui-même un très gros effort pour amener à lui les camarades Socialistes. Nous avons pu envoyer des colis à ces camarades desquels nous avons reçu des lettres touchantes. Nous avons pu également leur envoyer des livres et nous continuons nos secours afin de leur aider matériellement et moralement.

Nous y avons pensé sur le plan international aussi, nous n'avons pas oublié notre voisine l'Autriche. Nous avions su, au dernier Congrès des Jeunesses, que la détresse là-bas, pour les layettes, était immense et nous avons pu grouper un assez grand nombre d'objets de layettes que nous avons envoyés à nos camarades autrichiens, ainsi que des médications. Nous avons multiplié au maximum notre action sociale et nous nous sommes toujours efforcés de rendre le plus de services possibles à nos camarades. Tous ceux qui sont venus vers nous ont trouvé un accueil cordial et hospitalier.

Je signale également le geste de solidarité qui a eu lieu ces jours-ci, au moment de la Conférence nationale des femmes. Plusieurs fédérations de nos camarades avaient exprimé le vœu que nous fassions une collecte pour nos camarades espagnols si éprouvés et que nous puissions remettre cette somme à la camarade qui représenterait l'Espagne. Nous avons partagé cette somme entre la Palestine et l'Espagne.

Si vous aviez pu voir le regard chargé d'affection de notre camarade espagnole quand elle a remercié le Congrès des femmes, pour ce geste, et bien il y aurait moins de conversations dans cette salle.

(Applaudissements)

Camarades, le Secrétariat actuel a fait un gros effort financier pour aider la solidarité. Il faut le signaler parce que c'est la vérité. Nous lui devons des remerciements et tous ceux qui ont profité de cette solidarité peuvent remercier le Secrétariat. Seulement, il faut continuer car, voyez-vous, les femmes sont sensibles surtout quand on s'occupe de leurs enfants et elles viendront à nous dans la mesure où nous pourrons leur aider par des choses, non pas de charité, non pas des moyens qui les diminuent, mais en leur donnant pas exemple la possibilité d'avoir une colonie permanente du Parti où les enfants auraient une éducation nouvelle, sous les formes de la société Socialiste. Mais pour cela il faut de l'argent.

Je demande au Congrès s'il veut suivre le Secrétariat féminin - et le Secrétariat du Parti aussi, je crois tout entier – dans une telle solidarité. Trouver ces maisons de repos qui sont nécessaires pour nos jeunes enfants, créer une colonie une à la montagne, une à la nier, organiser dans toutes nos grandes villes de France et même dans les petites villes un foyer où l'atmosphère Socialiste régnerait, où l'amitié Socialiste se retrouverait.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Odette Tellier. Je propose de donner 5 minutes à chaque oratrice.

Odette Tellier

Camarades, la fédération de la Somme a repoussé à l'unanimité le rapport d'activités présenté par le Comité national provisoire féminin. Et si les critiques que j'apporte ici s'adressent au rapport d'activités, je tiens à dire tout de suite qu'elles n'altèrent en rien les relations d'amitié, de camaraderie que nous avions avec nos camarades du bureau du Comité national.

Dès novembre 44, les camarades qui ont assisté au premier Congrès après la Libération, se rappellent que le Comité national provisoire féminin avait été choisi et non pas élu démocratiquement.

Depuis cette date, la fédération de la Somme renouvelle à chaque Congrès ses vœux pour que le Comité féminin soit élu par le Congrès et que les camarades qui en font partie soient déléguées et mandatées par leur fédération.

(Applaudissements)

Jamais encore cette chose n'était arrivée et chaque année, ce Comité était reconduit sans grand changement. L'année dernière, il nous avait été dit qu'il y aurait une conférence des responsables féminines. On nous a donné comme raison que cette conférence ne pouvait avoir lieu parce qu'il y avait eu les élections d'octobre et novembre. Mais depuis janvier de cette année, jamais une seule fois les responsables féminines n'ont été convoquées et n'ont même été alertées.

La propagande du Comité national provisoire s'est manifestée seulement dans la région parisienne par trois représentations très spectaculaires, mais jamais les propagandistes de province n'ont reçu de ligne de propagande et, mon Dieu, à 130 kms de Paris nous avons dû assurer seules la propagande. Nous avons remarqué un manque total de coordination entre les comités de province et le Comité national féminin, à telle preuve que le rapport juridique de notre camarade Simone Verdi, qui est une merveille pour les femmes, est inconnu des camarades de nos sections et que dans la Somme, lorsque nous avons organisé notre conférence départementale féminine, n'ayant été avisées qu'un rapport juridique allait être fait, nous nous sommes occupées de l'enfance malheureuse et de la délinquance juvénile et mon Dieu, le travail est perdu à la fois pour les camarades de la Somme et pour les camarades de la France.

Dans la plupart des fédérations, je le sais, il n'a pas été envoyé de propagandistes et c'est cela que je reproche au Comité national provisoire.

J'avais demandé l'envoi de topos, j'avais même proposé l'année dernière de faire de fédération en fédération limitrophe des échanges de propagandistes, ce qui aérerait notre propagande, ce qui permettrait de planter plus profondément au sein des milieux ruraux et ouvriers et de créer entre nous des liens plus resserrés d'amitié Socialiste.

Les œuvres sociales du Parti.

La Fédération de la Somme a le douloureux privilège d'avoir à sa charge depuis la Libération, 48 orphelins de camarades morts en déportation ou fusillés pendant la résistance.

Je tiens à vous dire camarades, que la fédération de la Somme, en circuit fermé

parce que toujours manque de coordination, verse chaque année à ses orphelins et à ses veuves de nos camarades, la somme de 400 000 frs environ qui est l'apport de cotisations volontaires des camarades de la Somme.
J'aurais voulu que le Comité national provisoire à qui j'avais demandé de s'intéresser à notre œuvre, noue demande d'envoyer des petits orphelins de la Somme dans les colonies de vacances, mais cela n'a pas été fait.
On nous a envoyé le bulletin intérieur et je dois vous dire que j'ai diffusé 200 bulletins intérieurs aux camarades de la Somme susceptibles de s'abonner. Il faut dire que nous sommes dans un département où les salaires ne sont pas très élevés. La femme qui adhère au Parti Socialiste verse sa cotisation comme l'homme. Elle lit «le Populaire» et les 15 frs que l'on demandait pour la Revue Socialiste grevaient son budget. Beaucoup de femmes ne peuvent lire la presse Socialiste parce que le porte-monnaie du ménage n'est pas assez gonflé.
Si nous avons apporté des critiques, nous avons légalement des suggestions. Une résolution va vous être présentée par la camarade du Pas-de-Calais.
Je demande donc que vous fassiez un effort pour qu'une propagande active nous permette de pénétrer dans les milieux ruraux et ouvriers, de toucher les femmes, parce que si l'avenir du Socialisme est entre les mains du Parti, il sera beaucoup plus fécond si le Socialisme des hommes et des femmes se rencontre et si nous travaillons tous et toutes à l'avenir du Parti.

Le président - La parole est à Georgette Eboué. Ensuite, Suzanne Charpy.
(Applaudissements)
Camarades, je voudrais tout d'abord signaler que si les questions féminines à l'ordre du jour n'intéressent pas toujours certains de nos camarades, j'ose espérer que celles de l'Union française retiendront leur attention. Ce sera là soit un exemple, soit surtout la meilleure propagande pour l'Union française, l'attention que vous allez me prêter pendant les quelques minutes où je vais parler.
Vous avez entendu des suggestions, des critiques quant à la façon dont le Comité national féminin a géré ce qu'il avait pour mission d'entreprendre pendant une année. Je veux pour ma part retenir une chose : c'est qu'en Union française nous voudrions pouvoir appliquer notre façon d'agir, notre action, nous voudrions la calquer sur ce qui se fait à la métropole, jetant ainsi un certain sang nouveau dans ce qui est le Socialisme dans les territoires d'Outremer. Les femmes Socialistes dans l'Union française, ne demandent qu'une chose, c'est de s'inscrire, mais pour cela faut-il du moins qu'on leur apporte la documentation nécessaire, non pas seulement sous forme de brochures, non pas seulement à la radio, mais par des voix féminines, des voix qui viennent de France, de la Métropole. Il n'en faut pas énormément, quelques-unes suffiraient. Il faudrait que toutes vous vous associez à nous de manière à demander au ministre de la France d'Outremer - surtout quand ce ministre de la France d'Outremer est un Socialiste comme nous - de permettre à des femmes Socialistes d'aller, avec des ordres de mission bien entendu, porter là-bas la bonne parole Socialiste.
(Applaudissements)

Il arrive trop souvent, en effet, que noue voyions arriver chez nous des gens affublés d'ordres de mission et ce n'est que lorsqu'ils commencent à prendre la parole que nous nous apercevons qu'ils sont totalement Communistes. Cela ne doit plus se produire.
Le Comité national des femmes doit être, sous une forme ou sous une autre - cela dépendra de vous - mais il doit être maintenu parce qu'il faut que là-bas nous sachions qu'en France, les femmes qui œuvrent pour le Socialisme se mettent en rapport avec nous et ensemble, que nous puissions fonder quelque chose qui soit une réalité. Quelque chose de tangible et qu'enfin l'on puisse avoir espoir.
On vous a dit ce que quelques-unes de nos camarades ont fait. Je ne reviendrai pas sur l'œuvre admirable. Elle est unique en son genre. Mais il y en a d'autres qui ne demandent qu'à travailler pour cela. Il faudrait que tous les hommes nous accordent certains crédits et comprennent que les femmes ne sont pas seulement «bonnes à rester au foyer» ne sont pas seulement «bonnes à faire quelques campagnes électorales», mais sont aussi des cerveaux puissants pouvant assurer à une population la manne intellectuelle Socialiste qui s'impose à tout peuple civilisé.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Suzanne Charpy.

Suzanne Charpy

Camarades, je suis un peu étonnée de voir que l'ensemble du Congrès ne s'intéresse pas essentiellement à la propagande auprès des femmes. Si cela avait été le cas, il y aurait eu des camarades hommes qui se seraient inscrits sur cette question et je me permets d'autant plus de faire ce reproche que je n'ai pas tout à fait la même position que mes camarades femmes.
Je pense en effet, que s'il est nécessaire de faire un travail de propagande auprès des femmes, il ne faut pas pour cela former une organisation qui soit purement féminine.
(Applaudissements)
Je pense que ce que nous devons faire, c'est surtout discuter à l'intérieur du Parti et réaliser pratiquement ce que nous désirons.
Sur ce point, je rends hommage à notre camarade Irène Laure qui a fait un travail formidable. Mais cela ne m'empêche pas de dire que le meilleur moyen de réaliser pratiquement quelque chose, c'est de travailler en commun, au sein des sections, avec nos camarades masculins. Nous devons être en réalité des groupes de travail à l'intérieur du Parti.
Les questions qui intéressent essentiellement les femmes sont, bien sûr, les œuvres sociales, la solidarité, l'enfance. Mais ces questions peuvent également intéresser les camarades hommes et ils doivent entrer dans les Commissions, travailler avec nous.
Il est d'autres problèmes qui peuvent intéresser les camarades femmes. Ce sont les problèmes d'ordre économique, philosophique. Dans le programme de

Fondation Jean Jaurès

réorganisation du Parti, nous traitons justement des problèmes de l'organisation en groupes de travail. Je pense que c'est là, le meilleur moyen de réaliser quelque chose.
Je pense en effet que si nous nous contenions de faire des rapports - et je ne dis pas cela parce qu'il y a eu quand même certaines réalisations de faites - si nous nous contentons de faire des rapports, si nous ne cherchons pas dans des groupes de travail à réaliser pratiquement ce qu'il y a à l'intérieur des rapports - et cela nous ne pourrons le faire que si nous avons une collaboration effective de nos camarades masculins - nous ne réussirons à rien.
Je sais qu'il y a des camarades qui pensent que certains doivent élaborer les textes et les autres les idéaliser. Et bien, je sais camarades qu'il faut, avant tout, lorsqu'on a élaboré un texte, être les animateurs ou les animatrices du travail pratique qu'exige la réalisation de ce qu'il y a dans ce texte.
(Applaudissements)
Je termine donc en disant qu'il y a eu tout de même dans le rapport proposé par nos camarades femmes, une certaine amélioration avec l'année dernière. C'est que nos camarades ont compris que nous de devions pas être élues seulement par des camarades femmes, mais j'insiste encore auprès d'elles pour qu'elles comprennent que le meilleur moyen d'intéresser les camarades hommes à la vie de ces groupements de travail féminins, à la propagande auprès des femmes, c'est d'insister auprès d'eux, dans les sections et de les faire participer aux travaux. Il faut voir avec eux le problème de la réorganisation du Parti.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Madeleine Lessac de l'Héraut puis Marcelle Laurent.

Madeleine Lessac

Camarades. On a quelquefois dit qu'il ne fallait pas prêter confiance aux paroles prononcées par les hommes. Voulez-vous me permettre de vous dire que vous justifiez un peu aujourd'hui cette accusation, puisque tout au long des jours vous affirmez qu'il faut s'intéresser au recrutement féminin, tout au long du jour vous dites "mais il faut attirer les femmes" et lorsqu'à la tribune d'un Congrès on traite de ces questions-là, vous écoutez d'une oreille plutôt distraite et vous ne faites aucune attention à ce qui se dit.
Je ne peux tout de même pas supposer que vous n'avez pas été émus par le rapport d'activité sur le plan social, présenté par notre camarade Irène Laure. Ce serait croire que vous n'avez jamais approché des enfants malheureux, ce serait croire que vous n'êtes pas heureux d'apprendre que l'on en soulage un grand nombre.
Si je prends la parole aujourd'hui, c'est au nom d'une fédération qui a donné aux femmes la place qu'elles doivent occuper dans notre Parti, une fédération où non seulement il y a une Secrétaire fédérale adjointe, mais où une réunion ne se fait jamais sans qu'une femme prenne la parole, une fédération où les sections elles-mêmes, les Secrétaires de sections eux-mêmes, s'adressent bien souvent à

Fondation Jean Jaurès

une femme.
Pour faire, soit des réunions publiques, soit des réunions de sections élargies, cette méthode de travail a donné ses preuves puisque dans notre fédération qui comptait autrefois très peu de femme s, nous pouvons nous réjouir aujourd'hui puisque nous en avons 600 environ. Ce travail en commun est devenu fructueux.
C'est certes ce que nous demandons toutes, au Comité national des femmes. Nous n'avons jamais eu l'intention de nous ériger en section ou en Parti autonome, Nous demandons toujours de travailler en commun avec nos camarades masculins. C'est certainement la méthode de travail la plus efficace.
Mais nous, femmes de l'Hérault qui refusons de nous laisser enfermer dans une tendance quelconque, qui avons la prétention de travailler uniquement dans l'intérêt du Parti et pour assurer le triomphe du Socialisme, nous vous demandons, à vous tous et à vous toutes qui avez formulé des critiques contre ce qui a déjà été fait, nous vous posons la question que je vous avais posée déjà l'an dernier : vous qui savez si bien critiquer, vous qui savez si bien reprocher aux autres de ne pas avoir fait leur devoir, êtes-vous entièrement conscients, et êtes-vous entièrement conscientes d'avoir rempli le votre ? Je crois que si nous faisions notre examen de conscience nous serions peut-être un peu plus indulgents pour ceux qui ont une part de responsabilité. Combien y en a-t-il parmi vous, mes camarades hommes qui, depuis l'année dernière avez réussi à entraîner dans le Parti vos femmes qui, jusqu'à maintenant n'avaient pas donné leur adhésion ?
(Applaudissements)
Lorsque vous aurez accompli ce geste, lorsque vous serez arrivés à convaincre vos femmes, vous aurez le droit de protester et de critiquer. Ce n'est que lorsque vous aurez compris, vous militants de base, intégralement votre devoir, que nous pourrons alors marcher en avant, que nous pourrons être certains du triomphe du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Marcelle Laurent.

Marcelle Laurent

Camarades, la Fédération de la Nièvre a adopté à l'unanimité le rapport du Secrétariat des femmes Socialistes. Pour relever la réflexion de ma camarade Paulette Lacaze, je dirai que ce vote n'a pas été emporté dans un Congrès devant lequel il ne restait personne. J'ai fait passer le rapport du Secrétariat féminin derrière le rapport moral, alors que les camarades - c'est le cas de le dire - étaient en pleine action. C'est donc un vote qui reflète l'esprit du Congrès fédéral.
J'ai dit à mes camarades : pour la première fois vous vous trouvez devant un rapport qui est un reflet de l'activité de certaines femmes qui ont reçu une mission, de n'importe quelle façon, mais qui l'ont su et qui vous présentent des résultats. Ces résultats ont été obtenus, cette activité a été déployée dans des conditions particulièrement défavorables.

Si le rapport fait état des conditions qu'elles ont rencontrées dès qu'elles sont arrivées au Secrétariat, il ne parle pas des difficultés qu'elles ont trouvées au cours de leur tâche.
Moi qui vais souvent au 12 de la Cité Malesherbes, je dois dire - selon le mot de notre camarade Guy Mollet - que notre appareil de propagande, d'administration est tout à fait insuffisant, mal adapté aux exigences de l'heure, Et bien, cet appareil était complètement inexistant pour les femmes jusqu'au mois de janvier 1947.
Il a fallu que nos camarades, indépendamment de leur tâche de propagande, de prospection, se livrent à ce travail dissolvant de rechercher un local, une dactylo, une machine à écrire. C'est peu de chose direz-vous, mais cela prend du temps et use les nerfs.
J'ai dit à mes camarades : votre vote je l'interpréterai. Le Parti doit faire une propagande particulière vis-à-vis des femmes. Vous apprécierez l'activité et les résultats de nos camarades et alors vous accepteras le rapport moral. Si, au contraire, vous estimez que les femmes doivent s'incorporer dans les masses politiques où elles recevront la même propagande que les hommes, où, par l'exercice de leurs droits elles atteindront ce minimum de connaissances et de discernement absolument indispensable à un citoyen, alors vous direz ce rapport morale ne nous intéresse pas et je le rejette comme une chose qui ne n'intéresse pas. La fédération de la Nièvre a accepté à l'unanimité ce rapport.
Est-ce à dire qu'il ne suscite pas quelques observations ? Si. D'abord, il y a la date de la conférence et je dois dire que je suis bien placée pour en parler car dès le mois de janvier, lorsque j'ai su qu'une conférence était prévue, j'ai écrit à Susanne Colette, lui demandant que cette conférence ait lieu dès le début du printemps, au mois de mars, en conférence fermée, où les responsables fédérales auraient dit la situation de leur fédération. Je ne dis pas l'hostilité, ni même l'indifférence, mais cette espèce de routine qui fait que lorsque l'on parle de propagande, de propagandistes, l'on ne parle pas beaucoup des femmes. Et nous en serions arrivées à cette déduction : le Parti s'intéresse-t-il vraiment à une propagande auprès des femmes ? Et nous aurions demandé à nos camarades d'insister auprès du Comité directeur pour qu'il porte à l'ordre au jour au Congrès national cette question féminine si vous voulez, d'une part, ou cet aspect de la propagande du Parti, si vous vou1ez, d'autre part.
Là, nous aurions eu une solution : ou le Parti aurait dit "Nous voulons avoir une propagande particulière" mais il aurait doté les organismes d'une commission ample pourvue de moyens ; ou il aurait dit : "le Parti n'en veut pas" et nous aurions réduit notre Commission jusqu'à la structure d'une petite commission d'études dont parlait ce matin notre camarade rapporteur des commissions techniques, qui aurait étudié, par exemple, la façon de réaliser l'égalité des droits de la femme et de l'homme. Nous aurions demandé au Parti d'intensifier une propagande - notoirement insuffisante et nous lui aurions dit de libérer ces femmes qui sont dans des organismes à qui on refuse tout subside, tout moyen matériel, et de les récupérer pour la propagande générale. Car ces militants, s'ils ne sont pas meilleurs que les meilleurs des militants, ils sont assurément bien

au-dessus de la moyenne.
J'aurais voulu, chers camarades, voua dire également ce qui influe sur votre décision et j'aurais voulu dire qu'étant donné que les femmes n'ont pas la connaissance de la liberté, elles se laisseront attirer pour alléger leurs charges, vers ceux qui leur feront le plus de promesses.
En Allemagne, s'il est vrai que le Führer est né de la misère, il est également vrai que les femmes ont été les personnes qui se sont le plus passionnément attachées à lui, parce qu'il leur a assuré une espèce de stabilité dans la médiocrité, mais de stabilité tout de même. Je juge que ce n'est pas notre idéal qui est compromis, c'est notre formation politique qui est la seule démocratique. Et c'est la Démocratie elle-même qui est en péril.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Alice Lavarte. Ensuite, Victoire Lanpin.

Alice Lavarte

Camarades, Je vais vous donner lecture d'un vœu adopte à l'unanimité par la Conférence des responsables fédérales des femmes Socialistes.
La Conférence des déléguées fédérales réunie les 12 et 13 août 1947, exprime le vœu qu'il est d'un intérêt capital pour notre Parti de poser le plus grand nombre de candidatures féminines aux prochaines élections municipales et de les présenter de telle sorte qu'elles aient des chances de réussir.
Les administrations de la commune soumettant un certain nombre de problèmes qui sont d'une échelle plus vaste, de même nature que ceux que ceux des femmes ont à se préoccuper journellement comme ménagères et comme mères de famille. Elles ont donc, par définition, une aptitude particulière à les résoudre. Leur expérience personnelle leur permet de connaître, mieux que quiconque les besoins essentiels de la population et par conséquent, de gagner la confiance du corps électoral.
Le terrain municipal est celui sur lequel notre Parti a les plus grandes chances d'attirer les femmes, étant donné que les femmes représentent 52 % du corps électoral.
La Conférence des déléguées fédérales insiste particulièrement pour que dans chaque commune de France, les candidatures féminines soient présentées en bonne place.
Camarades, c'est en en qualité d'élue municipale que je viens à cette tribune soutenir ce vœu, à l'élaboration duquel j'ai participé.
Mon expérience affirme que les femmes ont aussi bien place au sein des Conseils municipaux que les hommes et même, y affirme également qu'elles sont aptes à siéger dans toutes les Commissions et non seulement dans les Commissions qui concernent les questions purement sociales ou féminines : services de budget, de voirie, de reconstruction, d'urbanisme. Les femmes peuvent faire œuvre utile. Elles comprennent mieux les femmes et elles les comprennent mieux que les hommes. Elles sont au courant de toutes les difficultés de la vie actuelle, elles peuvent par leur action concertée, si elles sont

Fondation Jean-Jaurès

nombreuses, accomplir une action Socialiste visant au mieux-être et à la santé de leurs administrés. C'est pourquoi je vous demande de prendre ce vœu en considération et d'agir pour qu'il ait une réalisation en octobre.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Victoire Lampin.

Victoire Lampin

Camarades, avant d'être à cette tribune le rapporteur de la commission qui a étudié un moyen nouveau d'organiser la Commission nationale féminine. Je considère corne un devoir de vous dire quelle a été la position de ma fédération - c'est celle du Pas-de-Calais - qui a voté à l'unanimité contre le rapport des femmes.
Si nous l'avons fait, pour tout ce que la camarade a dit tout à l'heure, je dois tout de même ajouter quelques mots. C'est que nous voulons faire échec à cette idée que notre mouvement était quelque chose à côté du Parti et de notre réunion sort un projet qui donne toute confiance à nos camarades hommes.
Il y a aussi autre chose, c'est que dans le Pas-de-Calais nous avons considéré qu'il n'y a pas de questions féminines, spécifiquement féminines, mais qu'il y avait des conditions Socialistes à étudier et que nous voulions essayer, dans cette réunion de femmes, de faire prévaloir si c'était vraiment le bon sens de notre point de vue, qui était d'instaurer une Commission nationale mixte d'études pour les questions Socialistes.
Je vais maintenant, en tant que rapporteur du travail de cette commission, vous relire au micro notre projet et je vous apporterai les quelques éclaircissements que vous jugerez nécessaires.
La Conférence nationale des femmes Socialistes demande que soit conservée une organisation technique des femmes Socialistes et elle vous propose les modalités suivantes.
Toutes les questions féminines sont du ressort d'une Commission nationale mixte composée comme suit : 25 femmes dont 1 représentant les territoires d'Outremer ; 9 dans la région parisienne, cette région parisienne comprenant, la Seine, la Seine-et-Oise, l'Oise et la Seine-et-Marne ; et 15 appartenant aux fédérations de province. Ces 25 membres seront élus pratiquement par le Congrès annuel et toutes les candidatures seront acceptées, sous réserve que la candidate montre une carte d'au moins 5 ans du Parti.
Le Comité directeur sera invité à déléguer à cette Commission 5 militants particulièrement compétents. Cette Commission aura pour tâche de coordonner l'activité des responsables de sections et de fédérations et de veiller à l'application des directives fournies par la Conférence nationale des déléguées fédérales. Elle présente une proposition étant adoptée par le Congrès.
Le bureau de cette Commission sera choisi par elle-même et sera composé d'une Secrétaire générale, d'une secrétaire administrative et de 5 autres membres. Il sera habilité à représenter les femmes Socialistes dans les relations avec les sections féminines de l'Internationale.

La Conférence nationale des responsables fédérales demande à l'unanimité qu'une conférence des femmes Socialistes soit tenue annuellement pour examiner les problèmes concernant particulièrement la femme et l'enfant et tracer à la Commission sa tâche annuelle.
Je crois que dans ce projet il y a quelques mots qui seuls, ont une énorme importance et qui doivent vous apporter toute confiance.
Il y a d'abord ce mot de "Commission nationale mixte" qui va donner à nos camarades hommes de toutes les fédérations, la certitude que notre mouvement n'est pas un mouvement à côté du mouvement masculin.
Le second mot est que nous voulons des camarades hommes compétents, c'est-à-dire qu'il n'existe pas de problèmes féminins. Nous verrions plus volontiers à la Commission, des féminines venir en tant que délégué, un camarade médecin ou représentant un assistant à l'enfance ou un camarade directeur de l'Assistance sociale par exemple. Et je crois que là, même des camarades hommes vont se rallier à notre point de vue.
Maintenant et cela n'est pas nouveau puisque déjà dans le projet de l'an passé qui avait été soumis à la Commission des résolutions nous le demandions, nous voulons que nos représentantes soient élues démocratiquement par le Congrès.
Déjà l'an passé, dans le rapport qui avait été fourni au Comité directeur et qui avait mis son avis favorable, nous posions exactement le problème sous le même angle et nous demandions que nos camarades ne soient plus choisies par ce Comité directeur et que nous soyons élus par nos camarades hommes et femmes
Il peut paraître anormal peut-être, que nous n'ayons pas parlé, dans notre texte, des camarades parlementaires. C'est que pour nous, ces camarades parlementaires entreront d'office, si je peux dire, dans notre bureau et dans notre Commission pour assurer la liaison avec le Parlement et faire réaliser dans la pratique les décisions que nous aurions prises en commun.
(Applaudissements)
De plus je me permets, malgré la sonnette du président, d'insister en tant que rapporteur. Notre motion est en accord avec celle du camarade Guy Mollet qui demande que soient constitués des groupes de travail. Nous ne demandons rien d'autre.
Il me reste donc maintenant a souhaiter que dès maintenant, cette motion présentée par la Conférence nationale des femmes ait votre assentiment et espérer même l'unanimité du Congrès pour que, dès demain matin, la Commission de réorganisation du Parti devant siéger pour vous présenter ses projets de réorganisation, nous puissions mettre immédiatement sur pied la Commission nationale féminine, telle que nous venons de vous la présenter.
Si nous avons votre assentiment, je vous dirai tout de suite qu'à la Commission nationale des femmes, nous avons déjà sollicité des candidatures ce qui était indispensable, puisque des camarades étaient déléguées à cette réunion mais ne l'étaient pas au Congrès national. La liste des candidatures reste ouverte et nous en sollicitons le plus grand nombre possible.

Le président - La parole est à Mlle Sengla.

Sengla

Camarades, je joindrai mon insistance à celle de la camarade Lampin qui vous a présenté le vœu élaboré à la Conférence nationale des femmes.

Ce n'est pas au moment où d'autres partis font auprès des femmes une propagande intense et récoltent très souvent les fruits de cette propagande, que le nôtre doit s'en détourner et ne pas vouloir organiser vraiment tout ce qu'il y a à faire.

Mon rôle est de vous dire comment cette Commission mixte d'études aux questions féminines compte organiser son travail. Je dois dire plutôt continuer ce qui déjà a été élaboré cette année.

On vous en a déjà dit deux mots. J'ajouterai des compléments à tout cela.

Pour nous, cette Commission mixte d'études doit se pencher sur un ensemble de problèmes, et sur l'aspect féminin de ces problèmes qui sont un tout, et un tout dans le Parti, mais qu'il conviendrait de traiter d'une manière un peu spéciale correspondant à la psychologie féminine, de façon que notre propagande porte et que nous recueillions les fruits de notre action.

C'est donc au sein de sous-commissions de travail que la Commission nationale aux questions féminines va effectuer cette recherche et ensuite fournir des directives ainsi que recueillir des suggestions.

Je voudrais, très brièvement dans le temps qui m'est imparti, vous dire quels sont les problèmes qui nous paraissent intéressants particulièrement et feront l'objet du travail des sous-commissions : questions juridiques sur la situation de la femme. Je crois que Simone Bélier a fait là déjà un travail considérable et qu'il mérite d'être continué par un groupe de camarades. Nous devons également nous pencher sur les problèmes de la solidarité qui feront l'objet du travail d'une autre sous-commission. Nous aurons également à voir les problèmes de la reconstruction et du logement. Il y aurait-là tout un chapitre à ouvrir - je m'en garderai bien - mais dans lequel les femmes ont leur mot à dire si nous voulons enfin atteindre un résultat pratique.

Il y a également le problème du travail féminin et la manière dont nous, femmes Socialistes, devons aider nos camarades des groupes Socialistes d'entreprise et surtout dans les secteurs où les femmes sont employées nombreuses. Ce sera là encore l'objet du travail d'une autre sous-commission.

Nous aurons aussi une sous-commission qui s'occupera plus particulièrement des problèmes de la femme à la campagne qui ne se présentent pas identiques aux autres.

Nous aurons également une sous-commission qui verra l'aspect de la propagande auprès des femmes et qui devra dire comment elle la conçoit.

Tout ceci constitue un réseau à travers lequel il nous sera possible de découvrir les aspirations de nos camarades femmes en général et la manière d'y répondre le mieux. Tous ces travaux seront en quelque sorte regroupés au sein de la Commission nationale qui, elle, sera chargée de répartir le fruit de ces recherches à un autre responsable régional, à leur responsable fédéral et à leur responsable de section.

Fondation Jean Jaurès

Mais ce ne sera pas un échange à sens unique, car s'il est exact et s'il est bon que des sous-commissions de recherches apportent à leurs camarades de la base le fruit de leur travail, nous savons aussi qu'il est absolument indispensable que nos camarades de la base nous fournissent elles-mêmes leurs suggestions. C'est donc dans les deux sens que ce travail s'effectuera de la manière la plus profitable.
Je voudrais réserver pour la fin une autre sous-commission extrêmement importante et qui me fournira un argument pour amener votre vote sur le vœu que nous avons déposé : une sous-commission des communications et des relations internationales s'occupera de nos rapports avec les femmes Socialistes des différents pays. Au moment même où l'Internationale va se reconstruire, au moment même où les femmes Socialistes souhaitent voir se reconstituer la section féminine de l'Internationale, je pense qu'il serait de mauvais aloi, que ce serait une énorme faute que nous, Socialistes de France, nous décrétions que nous voulons supprimer tout cela.
Nous les femmes Socialistes du monde, nous pensons que nous avons notre mot à dire et que nous avons quelque chose à faire pour édifier la Paix et le Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Marie Nogaro (Ille-et-Vilaine).

Marie Nogaro

Camarades, à la fédération d'Ille-et-Vilaine, en tant que responsable fédérale, j'avais soutenu le principe suivant, concernant l'organisation des femmes : pas de Comité national féminin, un Comité directeur avec une large représentation de femmes, des commissions mixtes pour étudier les questions féminines.
J'avais été approuvée à l'unanimité par ma fédération et c'est ce point de vue que j'aurais aimé voir triompher. Après de nombreuses interventions à la Conférence des femmes, il m'a semblé que les femmes ne désiraient pas voir disparaître ce Comité féminin et Paulette Lacaze a présenté une motion de conciliation en insistant sur l'intérêt du travail accompli par ce Comité pendant un an et aussi l'action qu'il a représentée sur les sections féminines de l'Internationale Ouvrière.
Elle a demandé de faire des Commissions techniques mixtes.
Si j'ai accepté de me rallier à cette proposition, en accord avec d'autres fédérations comme les Côtes-du-Nord, le Var, la Somme, les Deux-Sèvres, c'est en espérant que cette Commission technique mixte ne ressemblerait en rien à un Comité féminin cantonné dans des questions strictement féminines. Il ne s'agit pas ici de porter un jugement défavorable sur le Bureau national des femmes.
Toutes nous leur rendons justice pour le travail qui a été accompli et, personnellement, j'adresserai à ce bureau l'expression de ma sympathie pour avoir permis, pour la première fois, que les femmes viennent en aussi grand nombre à un Congrès national du Parti.
Je suis sûre que je suis l'interprète de beaucoup de femmes de province qui

n’ont pu venir comme déléguées au Congrès, parce que pour la première fois, on avait pensé à les convoquer à une Conférence Nationale féminine.
(Applaudissements)
Si même ce bureau n’avait fait que cela, nous devrions lui en garder une reconnaissance affectueuse. N’ayant jamais combattu que sur le plan des idées, je me sens très à l’aise pour demander à la nouvelle Commission qui sera élue, de faire en sorte que le travail qui sera fait ne soit pas spécifiquement consacré aux femmes. J’insiste aussi pour que tout le travail soit particulièrement Socialiste. Je voudrais voir les femmes prendre enfin, dans le Parti, des initiatives courageuses, soutenir et aider les camarades hommes qui vont surtout prendre leur mot d’ordre au sein de la classe ouvrière. Je voudrais aussi qu’elles sachent apporter un souffle nouveau basé sur la compréhension intelligente des événements qui vont décider du sort de notre Parti.
(Applaudissements)

Un autre rapporteur

Camarades, je voudrais à mon tour dissiper quelques préventions qui se sont manifestées dans les fédérations, à l’égard du Comité national des femmes Socialistes.
Quelques fédérations ont voté contre le rapport moral pour signifier que cet organisme n’avait aucune raison d’être et devait disparaître. Nous avons déjà connu avant-guerre cet état d’esprit et ce courant contre cet organisme féminin qui, cependant, avait fait ses preuves en étant un agent essentiel de regroupement du Parti.
Il y a des camarades qui ne semblent pas connaître exactement la structure de leur Parti, car le Comité national n’a jamais été un organisme autonome indépendant à l’intérieur du Parti. Cet organisme n’a été jusqu’à maintenant qu’un groupement technique de travail et d’éducation. Nous avons toujours milité exclusivement dans les cadres de la discipline et des décisions politiques du Parti.
Lorsque nous avons attiré les femmes au Parti, celles-ci n’ont pas reçu une carte spéciale. Elles n’ont pas été soumises à une cotisation spéciale. Elles ont adhéré dans les sections et Suzanne Charpy sait bien que, dans les sections, elles ont les mêmes droits, les mêmes devoirs, les mêmes responsabilités que les hommes.
C’est dans les sections que les femmes font de l’éducation politique. Dans les sections, elles ont, tout comme les hommes, à s’occuper des grands problèmes de politique générale, de politique socialiste qui nous intéressent tous et toutes. Mais vous savez bien qu’il y a des problèmes qui tout en étant des problèmes sociaux restent cependant des problèmes féminins. Il y a des problèmes de l’enfance, de la femme au travail. Ce dernier problème si important, qui pose tant d’incidences sur le plan familial et sur le plan social. Il y a le problème de l’aménagement du foyer domestique, de l’aménagement scientifique.
L’égalité politique des femmes est un fait, mais l’égalité juridique n’est pas encore réalisée. L’égalité économique n’est encore qu’un vain mot.
Je suis persuadée que si les camarades qui ont voté pour le rapport moral avaient

Fondation Jean-Jaurès

entendu les rapports si intéressants et si documentés que nous ont faits nos camarades Paulette Lacaze et Simone Beller, ils ne douteraient plus de l'utilité de cet organisme féminin.
Vous savez bien qu'il faut un organisme viable pour étudier ces problèmes, pour en chercher les solutions et pour faire, au sein de ces Commissions, toute la propagande indispensable dans les milieux féminins. Il faut une spécialisation des tâches et cet organisme mixte que l'on vous présentera demain sera spécialisé. Il faut absolument que nous ayons en vue, dans l'intérêt de la propagande du Parti, ce que tous les autres partis ont compris parfaitement : la nécessité d'organismes féminins destinés à organiser les femmes, à faire de la propagande autour d'elles.
Le Parti Communiste a une organisation, non pas spécifiquement féminine à l'intérieur du Parti, mais il a une organisation Communiste qui s'attache à dévoiler la propagande.
Il faut donc qu'un organisme féminin anime la propagande autour des femmes.
Et puis, regardons un peu ce qui se passe dans les Partis frères. Il y a le parti anglais, il y a le parti belge, il y a le parti autrichien. Notre camarade Marianne Pollak, qui est l'animatrice magnifique de l'organisme féminin en Autriche, nous disait que les femmes autrichiennes étaient au nombre de près de 200 000 dans le Parti, et cela est dû certainement aux efforts permanents de la Commission féminine.
Il faut que nous nous placions maintenant sur le terrain international.
Vous savez que l'on est en train de constituer le Comité international des femmes Socialistes, chargé spécialement d'étudier les problèmes qui sont commun à toutes les femmes de l'Internationale. Et bien, je vous assure que la disparition de ce Comité et le fait que nous ne soyons pas représentées au sein du Comité international seraient extrêmement fâcheux pour L'Internationale elle-même.
Je pense que le Parti convaincu de la nécessité au point de vue national et international de cet organisme de propagande et d'éducation, est loin de décider sa disparition. Il s'attachera à lui donner les moyens propres, afin que cet organisme fasse pénétrer l'influence Socialiste parmi les femmes ; regroupe à un moment où il est si nécessaire, si indispensable de s'appuyer sur la masse, les femmes autour de la doctrine du Parti et fasse enfin que ce Comité œuvre pour que le Parti Socialiste ne soit pas uniquement le parti des Travailleurs, mais aussi le parti des Travailleuses.
(Applaudissements)

Le président - Je vais mettre aux voix le rapport moral. Le rapport est adopté. Le débat est clos.
Camarades, je vais avoir le très grand plaisir de donner la parole à des camarades représentant les partis étrangers frères.
Tout d'abord à notre camarade Arpad Szelpal, délégué du Parti Socialiste Hongrois.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Arpad Szelpal

Camarades. Au nom du Parti Socialiste Démocrate Hongrois, je suis heureux de saluer le 39ème Congrès du Parti Socialiste français.

Nous sommes maintenant en Hongrie, à la veille des élections générales et nous espérons sortir de celles-ci en augmentant nos forces. Nous menons en Hongrie une bataille dure pour poser la base d'une démocratie forte et efficace. En même temps, nous faisons tout notre mieux pour transformer notre pays malheureux, victime du fascisme, en un pays socialiste démocrate. Ce travail n'est pas facile, les forces fascistes ne sont pas mortes chez nous. Au contraire, elles ont des racines internationales très puissantes. Hélas, l'internationale des Ouvriers de tous les pays n'existe pas encore, mais l'Internationale des fascistes existe et travaille efficacement. Mais nous ne nous laisserons pas décourager. Nous connaissons et nos forces et nos devoirs. Tous, savons bien que pour nous autres, Socialistes de l'Europe centrale, il n'y a qu'un chemin, un seul, c'est le chemin de la démocratie Socialiste, le seul chemin qui puisse nous transformer, qui peut nous relever et faire revivre notre pays de ses malheurs. C'est le seul qui peut lui assurer sa place dans la collectivité européenne et en même temps, c'est le seul chemin qui puisse assurer notre vie. Je veux dire, notre vie quotidienne.

Il y a plus de mille ans que la Hongrie a assuré sa place dans une Europe médiévale, en dictant ses mœurs anciennes.

Nous pensons que nous sommes, en Hongrie, aussi importants que la civilisation mondiale.

Le Socialisme de la collectivité européenne se forme. Oui. La Hongrie veut assurer sa place dans cette Europe Socialiste et nous sommes fiers de la route que nous avons déjà parcourue. Nous avons aboli le féodalisme millénaire et nous avons partagé la terre des aristocrates hongrois. Nous avons fait sortir notre pays d'une inflation terrible et nous avons senti la valeur de notre monnaie. La classe ouvrière recommence avec un travail héroïque et s'acharne à reconstruire son pays. Je dis bien son pays, parce que c'est la première fois dans notre histoire, que la classe ouvrière hongroise participe à la direction de son pays.

Oui, les ouvriers hongrois s'acharnent à un travail héroïque et déjà avec sa récolte actuelle, la Hongrie se suffira. Nous sommes satisfaits des résultats obtenus, grâce à leur collaboration étroite.

Nous sommes fiers de notre Parti qui a plus d'un million de membres inscrits. Certes, ce ne sont pas encore tous des Socialistes convaincus, mais ils le seront grâce à notre organisation qui considère comme le premier devoir l'éducation des masses.

Il faut que vous sachiez tout cela. Il faut que vous y pensiez ensemble. Les camarades étrangers demandent avec angoisse : Que se passe-t-il en Hongrie ? Voilà notre réponse :

Nous travaillons pour la reconstruction de notre pays. Nous travaillons pour le Socialisme, pour le Socialisme démocratique. Nous menons bien là une bataille qui n'est pas facile, parce que la pieuvre fasciste est vivante, mais nous

comptons accroître nos forces de jour en jour et nous essaierons de transformer la Hongrie féodale en une nouvelle patrie de la liberté et de la démocratie progressiste en Europe.
On parle aussi de danger de dictature Communiste en Hongrie. Il n'y a pas de danger de la dictature. Il y en a un seul : c'est celui de la réaction fasciste hongroise, c'est-à-dire la section hongroise du fascisme international. Mais nous les aurons. Pour mener ce combat, nous comptons sur vous camarades Français. Nous demandons la compréhension du Parti Socialiste Français qui nous a donne toujours de grands exemples.
Du plus profond de notre cœur, nous, formulons le vœu que ce Congrès accomplisse dans une atmosphère de solidarité internationale le travail le plus utile et le plus satisfaisant. Nous savons dans quelle immense mesure le développement démocratique social, ainsi que le renforcement de la classe ouvrière de France et dans le monde entier allégeront le poids de ce travail.
Vive la section française de l'Internationale Ouvrière".
(Applaudissements)

Le président - La parole est au représentant du Parti Socialiste Bulgare, Popoff.

Popoff

Camarades, au nom du Parti Socialiste Bulgare, je vous apporte le salut fraternel et lointain de mon pays. Mon Pays se trouve derrière l'horizon des mers. En effet, cette frontière existait pendant vingt ans, jusqu'à notre libération. Pendant ces vingt ans, la démocratie chez nous était complètement inexistante.
Aujourd'hui, mon pays est vraiment libre et travaille pour la démocratie et pour le Socialisme. Notre parti compte 60 000 adhérents et notre Union des jeunesses Socialistes 30 000. Le Parti Socialiste Bulgare est maintenant quatre fois plus fort qu'avant la guerre. Nous participons au gouvernement avec le Parti Paysan, les Communistes et le Parti Républicain.
Je suis également chargé de demander d'inviter une délégation importante au Congrès de votre Parti en octobre prochain.
Les Socialistes Bulgares ont un grand espoir dans le Parti Socialiste Français, Nous espérons que les camarades Français tiendront encore plus haut le drapeau du Socialisme pour servir d'exemple aux Partis Socialistes des autres Pays.
Vive le Parti Socialiste Français. Vive la solidarité internationale de tous les peuples.
(Applaudissements)

Le président - La parole est au secrétaire du Bund, Riba.

Riba

Je suis particulièrement heureux d'apporter à ce Congrès du Parti Socialiste le salut des populations socialistes qui mènent le combat côte à côte.
Le salut que je vous apporte vient d'un Parti, qui ayant subi la plus douloureuse

Fondation Jean-Jaurès

épreuve a payé un tribut qui dépasse l'imagination. Aussi pour nous, le Socialisme représente non seulement l'espoir d'une amélioration de la condition de la vie, mais également représente la garantie la plus sûre pour notre existence même. Il est donc possible de se représenter avec quel intérêt nous suivons la vie des mouvements Socialistes et tout particulièrement celui de la SFIO, de ces grands partis qui sont appelés à jouer un rôle prédominant en Europe et même dans le monde.
Camarades, vous avez évoqué tout à l'heure un problème très important pour la France et pour le Socialisme International. Un témoin à cette tribune a attiré votre attention sur un problème qui est très douloureux et qui doit être à l'ordre du jour du Parti Socialiste : c'est la question des milliers de juifs dans les camps. Oui, il y a encore des centaines de milliers de juifs dans des camps en Allemagne, en Autriche et en Italie. Leur situation est lamentable et même tragique. Il faut trouver très vite des solutions à ce douloureux problème et cette solution qui est possible à l'heure actuelle consiste à donner immédiatement à ces malheureux l'accès aux différents pays de l'Europe Occidentale.
(Applaudissements)
La sympathie pour les malheureux de l'Exodus 47 restera stérile tant que tous les efforts ne seront pas faits pour organiser l'admission de ces juifs dans les différents pays.
Puisque j'ai touché cette question, je me permettrai aussi d'exposer très brièvement quelles sont nos vues sur le problème juif.
Nous n'appartenons pas à ceux qui lient la solution de la question juive à la question palestinienne. Nous ne sommes pas des juifs. Pour nous, les juifs ne sont pas des «sans patrie». Leur patrie ? Mais ce sont les pays dans lesquels ils vivent, que ce soit l'Europe, l'Amérique ou autres points continentaux. Oui, certes, les masses juives souffrent, mais nous savons remonter dans la lutte contre le fléau. Nous avons un allié naturel et ce sont les Socialistes de la démocratie. Nous considérons que le sort des juifs est lié à celui de toute l'Humanité et se trouve en dépendance étroite avec les pays dans lesquels ils vivent.
Nous saluons chaque camarade et nous vous souhaitons la réussite dans vos travaux.
Vive le Socialisme International - Vive la SFIO.
(Applaudissements)

Le président - La parole est au délégué du Parti Socialiste Roumain Voinea.

Voinea

Camarades, je vous transmets le salut fraternel du Parti Social démocrate Roumain.
Je voudrais commencer par exprimer la reconnaissance de tout notre parti pour l'aide que le Parti Socialiste Français nous a apportée pendant les terribles mois au cours desquels nous avons traversé une période difficile à cause de la famine.
Je voudrais souligner tout spécialement le rôle qu'ont joué dans cette action de

Confédération Jean Jaurès

l'aide à la Roumanie, les femmes Socialistes de France. Camarades, nous ne sommes pas reconnaissants à la France seulement pour l'aide matérielle qu'elle vient de nous envoyer dans un moment difficile, nous sommes redevables aussi au Socialisme Français d'une aide intellectuelle qu'il nous a apportée depuis le début même du Socialisme Roumain.

On retrouve parmi nos précurseurs les amis et les adeptes des grands Socialistes utopistes Français. Et il n'est peut-être pas sans intérêt pour vous si je vous dis que le premier phalanstère du monde a été créé sous l'influence directe d'un adepte de Fourrier, sur le sol de la vieille province de Valachie. Nous avons gardé avec le mouvement Socialiste français des liens très étroits au cours de toute l'histoire de notre Parti.

Un grand nombre de nos militants et tout spécialement des intellectuels du Parti Socialiste Roumain ont subi au cours de leurs études à Paris, l'influence directe et personnelle des militants Socialistes français.

Nous avons parmi nous des adeptes des grandes figures Socialistes françaises, qui ont connu personnellement Jules Guesde, Longuet, Sembat et Vaillant. Je ne voudrais pas clore la liste des grands noms français qui ont exercé une puissante influence sur le Socialisme Roumain sans nommer Jaurès et Léon Blum, dans lequel nous voyons non seulement un grand Socialiste Français, mais une des plus nobles figures du Socialisme International… applaudissements …

Camarades, au meeting international d'hier, le camarade de Brouckère a souligné le grand rôle que le Socialisme français était appelé à jouer à l'avenir.

Permettez-moi de vous dire que mes camarades de Roumanie considèrent que ce mouvement, qui a influencé les premiers pas du Socialisme Roumain : le Socialisme Français veut acquérir dans les conditions actuelles, dans les phases de réalisations actuelles, un rôle identique à celui qu'il a joué à l'aube de la naissance du Socialisme, avec la richesse de la pensée Socialiste et de la pensée Socialiste française. Nous voudrions qu'en puisant dans le trésor d'idées souvent géniales de nos grands utopistes et en tenant compte de l'expérience du siècle qui vient de s'écouler depuis la parution du manifeste Communiste, nous entrions dans la période de réalisations Socialistes en Europe, en s'inspirant à la grande source du Socialisme qui est le Socialisme français que vous représentez aujourd'hui.

Camarades, laissez-moi vous dire qu'en Roumanie, nous sommes un Parti qui n'a pas toujours connu une situation facile ; que notre propagande a été poursuivie ; que notre activité pratique et théorique a été soumise à des persécutions et que nous n'avons, durant les générations qui nous ont précédés, souvent pas pu créer les éléments nécessaires d'une politique pratique, puisque les seules écoles que nos militants aient connues étaient celles des prisons. Nous n'avons pas pu participer pendant la dernière génération, ni aux travaux des Parlements, ni pénétrer dans les communes, ni créer un grand mouvement coopératif que nous considérons comme des institutions académiques où la classe ouvrière fait son éducation. Aussi, notre mouvement a dû avoir une vie plutôt clandestine, souterraine et ce n'est qu'au moment de la chute du fascisme et de la grande victoire militaire alliée en 1944 que nous avons recouvré les

libertés d'action et que l'œuvre de nos prédécesseurs et de cinquante années de propagande active a donné pour la première fois des résultats tangibles. Parce que nous avons réussi au cours des deux premières années à réunir autour du Parti Social Démocrate de Roumanie plus de 50 000 membres actifs, (Applaudissements)
Malgré cette grande puissance de nos organisations, malgré les puissances syndicales que nous avons réussi à créer sur une base unitaire, nous ne pouvons pas déclarer, comme le faisait avec orgueil la camarade autrichienne, que nous avons pu organiser l'unité de la classe ouvrière sous notre drapeau Social-démocrate. Il existe en Roumanie un second parti ouvrier puissant - aussi puissant que le nôtre - et nous avons considéré que devant le danger de réaction, devant le danger d'un retour offensif de toutes ses forces (nous aurons épuisé nos efforts durant une génération) qu'il était utile d'unir nos forces pour combattre la réaction.
Nous pouvons constater que jamais nos organisations ouvrières n'ont joui d'une liberté semblable à celle que nous connaissons aujourd'hui. Aussi, un des points cardinaux de la politique que nous avons préconisée et pratiquée est celui de l'unité la plus complète au sein de notre Parti et de la collaboration avec les organisations ouvrières du Parti Communiste et de celles d'un autre groupe.
Camarades, je pense que cette action qui a été inspirée par nos traditions locales, mais aussi par l'expérience internationale n'est pas encore close. Je suis convaincu que nous aurons encore pendant longtemps à subir une grande influence du Socialisme français, non seulement en Roumanie, mais en Europe.
Je crois qu'en souhaitant à vos travaux le meilleur succès j'exprime le désir que nous avons tous de retrouver au plus tôt dans le Socialisme Français, le flambeau que nous avons connu depuis si longtemps.
Vive le Parti Socialiste Français. Vive l'Internationale Européenne".
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Noul du Conseil administratif de la ville de Genève, au nom du Parti Socialiste Suisse.

Noul

Camarades, j'ai l'honneur de vous apporter le salut fraternel du peuple travailleur suisse au peuple travailleur français et du Parti Socialiste Suisse au Parti Socialiste Français.
Non seulement nous apportons ce salut, mais encore et surtout l'expression de notre chaude sympathie, car nous n'ignorons pas les difficultés dans lesquelles vous vous débattez et surtout la vaillance avec laquelle vous les affrontez.
Nous n'ignorons pas et nous ne pouvons pas oublier le rôle héroïque et glorieux des camarades de la Résistance, alors que vous avez mis hors de France les hordes fascistes. Car, par cette victoire, en vous sauvant vous-mêmes, vous nous sauviez également et les démocraties en même temps.
Aujourd'hui, camarades Français, vos efforts tendent à réparer le mal qui a été fait et à panser les blessures qui ont été subies. Vos travaux, bien sûr, préparent

l'avenir de la France, mais ils préludent à l'avènement d'un monde nouveau.
Toutes les forces ouvrières doivent tendre vers ce but unique et notre idéal à nous, camarades, nous est commun. Il tient en peu de mots, mais quels grands mots. La justice et la liberté, dans le respect de la dignité humaine, dans le respect de l'individu.
Je ne veux pas abuser de vos instants, camarades, et je termine en souhaitant la plus complète réussite aux travaux de ce Congrès. Je forme les vœux les plus ardents pour votre pays, la France et qu'aux pages de gloire que celle-ci a déjà recueillies, les Socialistes Français en ajoutent de nouvelles, en maintenant dans le monde un pays de lumière, de justice et de liberté.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à notre camarade Kleyn, représentant le Parti Socialiste Hollandais.

Kleyn

Chers camarades, ce n'est pas seulement un grand plaisir pour moi, mais aussi un grand honneur de pouvoir assister à votre Congrès. Le Comité directeur du Parti Socialiste Hollandais m'a demandé de l'excuser auprès de vous. Il n'a pas eu les moyens d'envoyer comme d'habitude une délégation de deux ou trois personnes à votre Congrès.
Je ne sais pas, chers camarades, quel est le sort des décisions de ce Congrès extraordinaire, je ne sais pas quelles seront les décisions de ce Congrès, mais je peux vous assurer que dès le moment où l'on tenterait de rétablir l'ancien système colonial en Indonésie, le Parti Socialiste Hollandais quitterait immédiatement le Gouvernement. … applaudissements…
Pour conclure, camarades, je peux vous dire que je suis fortement sous l'impression de ce que j'ai vu. J'ai sous les yeux les mots de votre grand Jaurès : "L'humanité est maudite si, pour faire preuve de courage, elle est condamnée à tuer éternellement". Camarades, je n'oublierai pas ces mots et je puis vous assurer que je les porterai à l'humanité et au monde. Je vous souhaite un très bon Congrès.
(Applaudissements)

Le président - Je donne maintenant la parole à notre camarade Marianne Pollak, députée autrichienne.
(Applaudissements)

Marianne Pollae

Citoyens, citoyennes, chers camarades. C'est avec une profonde émotion que je monte à cette tribune. Je considère, comme ainsi dire, le couronnement de ma longue vie de militante, qu'il me soit permis de représenter auprès d'un Congrès du Parti Socialiste Français, le mouvement socialiste de l'Autriche. Ceux parmi vous qui sont de ma génération savent bien que des liens intimes lient nos deux

Fondation Jean-Jaurès

mouvements : liens d'ordre idéologique et liens personnels. Liens personnels ? Et bien oui, Léon Blum, votre chef spirituel, cet homme en même temps si délicat et si fort, cette personnalité si fine et si intrépide, nourrit en nous une amitié qui date d'un quart de siècle. Nous l'aimons, nous l'admirons comme s'il était l'un des nôtres. Nous le considérons comme tel, d'autant plus que nous nous rendons vite compte de l'amitié qui l'unissait à notre Gauleiter.
Personne du reste, qui assistait au dernier Congrès de notre Parti avant l'usurpation du pouvoir par le dictateur Dollfus en 33 et qui écoutait le grand discours que fit alors, à la veille même du fascisme autrichien, Léon Blum pour éveiller la conscience du monde et pour s'opposer aux créatures qui s'apprêtaient à dresser contre nous la force des mitrailleuses ; personne, dis-je, ne saurait oublier le service que ce grand ami de l'Autriche et de la classe ouvrière est venu nous rendre.
Mais plus importante encore que toutes liaisons personnelles est la communauté des idées et là, sur ce terrain, nous autres Socialistes Autrichiens et vous, membres de la SFIO, nous étions les parents les plus proches au sein de l'Internationale Socialiste. Notre amour ardent de la liberté, notre conviction profonde, farouche que seule la démocratie qui respecte l'être humain... (applaudissements)... soit capable de nous apporter cette société nouvelle, libre, fraternelle et égalitaire que nous appelons Socialisme, notre foi profonde dans les racines internationales, nos idées, tout cela fait que nos deux mouvements sont idéologiquement si proches l'un de l'autre. C'est pour cela que je me sens ici, dans une salle française, au sein du Parti Français comme chez moi... (applaudissements)… et c'est pour cela que je suivrai avec une attention passionnée les débats de ce Congrès si important pour votre Parti et pour votre pays, parce que je me rends compte que le sort de la France décidera du sort de l'Europe,
(Applaudissements)
Ce qui se passera chez vous au cours des prochains mois sera, ou le point de départ d'un rajeunissement de l'Europe ou bien, hélas, son éclipse. C'est pour cette raison que nous suivrons attentivement vos luttes, vos problèmes, vos expériences, vos responsabilités et hélas, vos difficultés. Il y a pas mal de problèmes qui sont les mêmes chez vous que chez nous, bien que l'Autriche soit si petite et si pauvre, telles les relations entre les travailleurs et les paysans, les deux grandes classes de la population dont l'une ne peut pas - dans le cadre de la Démocratie - gouverner le pays sans l'autre. Mais nous, en Autriche, nous avons d'autres problèmes qui, ceux-là, permettez-moi de le dire, sont presque uniques.
C'est la situation qui résulte, je dirai, de la Libération, la permanence de l'occupation, les rapports compliqués entre les puissances quadripartites et la semi-liberté. Tout cela rend la situation de l'heure et la tâche de mon pays extrêmement dures.
Permettez-moi de dire, à ce propos, un mot sur l'élément français du Conseil International en Autriche. En Socialistes, vous me comprenez lorsque je vous dis que toute occupation porte en elle, met en relief les éléments, mettons conservateurs.

Fondation Léon Blum

C'est l'institution même de ce système, c'est par la faute de Français individuels, souvent animés des meilleures intentions mais soumis à un régime de dogme militaire et démocratique à la fois et exposés aussi aux tentations par les biens de la vie privilégiée qui attend tout élément étranger en pays étranger, camarades, vous me comprendrez bien si je vous dis en mots mesurés, le problème devant lequel nous autres, Socialistes Autrichiens, nous nous trouvons placés jour par jour.
Nous sommes fiers de la tradition internationaliste de notre mouvement autrichien. Nous savons mieux que jamais que le sort de notre pays dépend de ce qu'il retrouve le chemin du monde, qu'il puisse enfin s'intégrer dans les solutions internationales et démocratiques. Cela, nous le disons tous les jours à nos camarades, aux travailleurs d'Autriche.
Et voilà donc devant leurs yeux, dans leur vie quotidienne, se déroulant un spectacle que j'appellerai la négation de l'Internationalisme, par la force de l'occupation de quatre puissances étrangères. En effet, camarades, figurez-vous que nous voyons ternis dans les réalités de l'occupation, le haut prestige du pays de la liberté qui est l'Amérique ; les promesses si pleines d'espoir qui se lient pour nous tous à la victoire de nos camarades travaillistes en Angleterre ; la gloire qui s'attache en nos cœurs au nom de la France, berceau de la liberté sur le continent de l'Europe - et aussi et surtout, les souvenirs libérateurs de la révolution russe.
Hélas, camarades, comprenez-vous ce que signifie pour des Socialistes Internationalistes cette confrontation de nos idées internationales avec une réalité présentée par quatre puissances dont la présence chez nous se traduit par un vague appareil de quatre armées, quatre équipes de militaires ? Comprenez-vous ce que j'appellerai la tragédie quadripartite dans laquelle nous nous trouvons ? C'est en effet le triste sort de notre petit pays d'être situé à un point central, à un des points les plus névralgiques de l'Europe. Il est tragique à un tel point, camarades, qu'il est vrai à l'avenir comme dans le passé, que celui qui à lui seul occuperait Vienne pourrait déclencher la guerre nouvelle.
Rappelez-vous un instant cette Autriche à la fin de la guerre, non seulement ravagée, mais occupée. Il serait d'un intérêt brûlant d'examiner les raisons pour lesquelles pendant ces jours historiques, il n'y a pas eu de révolution dans notre pays. Nous retenons qu'il n'y avait, au début, que l'armée russe, que les trois autres occupants ne vinrent que plus tard. Nous retenons aussi que cela donnait au Parti Communiste qui n'était jamais en Autriche plus qu'une petite secte, une chance unique. Il jouissait du support ouvrier de la force occupante. Il avait en cela un avantage énorme sur les deux autres partis. Et pourtant, camarades, nous parvînmes à réunir sur nos listes, six mois plus tard, les 9/10èmes des voix de la classe ouvrière, 45% du total des électeurs.
Fort de ce témoignage de la confiance populaire, le Parti Socialiste suit une politique totalement indépendante et sans liaison spéciale avec le Parti Communiste.
(Applaudissements)
Nous sommes d'avis, et cela avec une conviction profonde, que le Socialisme

démocratique est la seule force en Europe contemporaine qui puisse réaliser le rêve de l'humanité épuisée et par la guerre et par les dictatures. Nous croyons que seul un mouvement Socialiste, complètement indépendant des grandes puissances... (applaudissements)... et de leur politique expansionniste à l'Occident comme à l'Orient, une politique qui ne se laisse pousser ou traîner vers aucun bloc, vers aucune puissance extrême, peut nous sauver. C'est l'indépendance du mouvement Socialiste Autrichien qui sauvegardera l'indépendance de l'Autriche… (applaudissements)… Camarades, n'en est-il pas de même pour les autres pays ? N'en est-il pas de même pour l'Europe ? pour le monde tout entier ? Et ce que l'on est arrivé à désigner par le non de la Troisième Force, entre les extrêmes, cette troisième force pourrait devenir une puissance mondiale. Elle pourrait devenir irrésistible dans le monde si elle parvenir à unir toutes ses influences dans les différents pays, sous une condition, il est vrai, en aucun cas il ne faut pas oublier que la réaction nous guette. En aucun cas nous ne devons nous laisser attirer dans une coalition avec la réaction contre les Communistes.

Ce qui importe, dans ce moment historique, c'est d'avoir confiance dans notre propre force, à nous. Je ne cesse de répéter, chez nous, en Autriche : «Soyons courageux, camarades, ne nous laissons pas troubler par un langage politique camouflé qui embrouille au lieu de nous faire voir et agir en socialistes».

Il se trouve dans votre Marseillaise, dans ce chant cher à nous tous, deux lignes qui expriment tout ce que j'ai voulu dire aujourd'hui dans cette salle : «Liberté, liberté chérie, combats avec tes défenseurs».

(Applaudissements)

Le président

Camarades, le Congrès vient de témoigner par ses applaudissements, comme l'avait fait la réunion publique d'hier soir, que le Socialisme Français n'a pas perdu le souvenir des pages de gloire que le Socialisme Autrichien a écrites dans l'histoire de l'Internationale Socialiste.

J'ajouterai qu'aux heures mauvaises que nous avons passées, c'est parfois le souvenir de la résistance héroïque de «Vienne la Rouge» en 1934... (applaudissements)... qui a exalté notre courage et confirmé nos espérances qu'aucun sacrifice Socialiste n'a jamais été complètement perdu.... (applaudissements)... À ces victimes d'hier, notre camarade député de Vienne avait exprimé les idées analogues à celles que vient de témoigner notre camarade Marianne Pollak.

Je me plais à constater que, de quelque horizon qu'ils viennent, de quelque pays qu'ils soient les interprètes, qu'ils s'appellent Llopis, représentant le Parti Socialiste Espagnol... (applaudissements)..., qu'ils s'appellent, président de la Commission des affaires étrangères du Parlement Polonais… (applaudissements)..., qu'ils s'appellent Forêt, qu'ils s'appellent Frasso, Secrétaire général du Parti Socialiste Italien, qu'ils s'appellent Morgan Philips que vous applaudirez de nouveau tout à l'heure, ce sont les mêmes paroles, ce sont les mêmes sentiments, ce sont les mêmes résonances Socialistes. Il y a

Fondation Jean Jaurès

vraiment une Internationale Socialiste… (applaudissements)…
La parole est à notre camarade Anne Poyakova, membre du Comité directeur du Parti Socialiste Tchèque.

Anne Poyakova

Mes chers camarades. Le Parti Social-démocrate Tchécoslovaque adresse à votre Congrès ses salutations fraternelles et les vœux du meilleur succès.
Avec un intérêt sincère et vivant, les camarades tchécoslovaques suivent les combats de la classe ouvrière en France et tous ses efforts pour surmonter le chaos et la désolation dans lesquels se trouvaient tous les pays occupés pendant la guerre.
La situation, après la Libération, dans tous les pays était partout la même : des ménages ruinés, des foyers en misère, la jeunesse et les enfants dans un état de sous-alimentation, et la fleur des Socialistes morts ou avec une santé diminuée.
Le résultat de la reconstruction dépendait complètement de la capacité, de la force de la classe ouvrière
En Tchécoslovaquie la classe ouvrière, avant la guerre, avait un haut standard de vie grâce à la puissance du Parti Social-démocrate qui, par sa politique gouvernementale, avait élevé le niveau social du pays.
Il est bien connu que le bastion de la Démocratie était la Tchécoslovaquie, mais il est aussi bien connu qu'elle a été une victime d'une politique conciliante avec le fascisme, une politique qui a favorisé les forces anti Socialistes… (applaudissements)... tandis que les différents Partis ouvriers étaient affaiblis par des luttes fratricides.
La classe ouvrière tchécoslovaque a pris une bonne leçon des causes qui produisaient la tragédie d'Espagne, la défaite des Ouvrières Socialistes d'Autriche et de l'agonie des pays occupés pendant la guerre.
C'est pourquoi, déjà pendant la guerre, avec le mouvement de la Résistance, un mouvement de la mobilisation de toutes les forces démocratiques pour une reconstruction Socialiste, économique et sociale s'est développé, une mobilisation guidée par la classe ouvrière.
Le Parti Social-démocrate Tchécoslovaque a fourni la plus grande contribution, non seulement dans la nouvelle conception au régime administratif, mais aussi dans le domaine économique.
Suivant le plan qui était organisé d'après toutes les expériences, nous avons socialisé les industries-clés, la propriété agraire, les banques, les mines, les services publics. Nous avons appliqué la loi d'assurances sociales et de la santé par laquelle la classe ouvrière est complètement protégée. Tous ces grands changements étaient réalisés en respectant les principes fondamentaux de la démocratie.
On pouvait réaliser ces réformes grâce à la majorité des Partis Socialistes, grâce au procédé unique dans les décisions les plus importantes. C'est uniquement par cette méthode qu'il a été possible aux Socialistes Tchécoslovaques de rompre avec le capitalisme et avec toutes les forces adverses au Socialisme et à la démocratie.

Le Parti des Sociaux-démocrates Tchécoslovaques sait bien mériter de cette décision de socialisation et c'est le parti Social-démocrate Tchécoslovaque qui donne la plus grande garantie que les principes fondamentaux de la Démocratie seront respectés. Jadis on a parlé du «rideau de fer». Je pense que cette notion est bien surpassée parce que la Tchécoslovaquie est aujourd'hui, non seulement le centre unique de toute la coopération internationale, mais le pays d'une initiative active.

Durant le mois écoulé, le Parti Social-démocrate a organisé des écoles ouvrières avec le TUR c'est-à-dire avec l'Université Populaire de la Pologne et avec l'école ouvrière du Labour Party Britannique. Cinquante ouvriers d'Angleterre étaient chez nous, le mois passé, dans une école ouvrière anglo-tchécoslovaque.

Ceci constitue le début d'un échange d'étudiants Socialistes ouvriers des différents pays et nous espérons que la France Socialiste participera prochainement à cet échange.

On parle aussi souvent de bloc. Rien n'est plus loin pour les Socialistes Tchécoslovaques que se serrer dans un bloc. C'est tout à fait contraire au caractère d'un petit pays qui a toujours été conscient de sa petitesse territoriale et de sa dépendance des forces extérieures qui ont décidé de nous sans nous consulter, rompant ainsi la solidarité ouvrière. C'est pourquoi nous suivons avec un tel intérêt le procès politique et économique dans les autres pays, parce que du progrès du Socialisme en France, en Grande-Bretagne et en d'autres pays, dépendra le progrès du Socialisme et la coopération Socialiste internationale.

Le Parti Social-démocrate Tchécoslovaque est heureux d'avoir eu le temps de réaliser le Socialisme et de faire ainsi le premier pas vers la réalisation de vos idéaux Socialistes. Et nous ne souhaitons rien de plus que de nous rencontrer, en cette route vers le Socialisme, avec les autres partis socialistes.

Nous sommes conscients que la tâche des Socialistes ne consiste pas seulement en discussions, mais en une participation active et créatrice à la vie économique et sociale du pays.

Le Socialisme est en voie de réalisation et le grand principe Socialiste d'évolution par étapes de la coopération avec toutes les forces vraiment démocratiques fait grandir notre Parti Social-démocrate en Tchécoslovaquie.

Les Socialistes Tchécoslovaques présentent une force décisive grâce à leur fidélité aux principes Socialistes et démocratiques et grâce à leur activité positive et créatrice en tous les domaines de la socialisation.

Nous nous rendons compte de la gravité de la situation mondiale et des problèmes qui nous attendent. Nous sommes conscients que des résultats obtenus à votre Congrès dépendront, pour une grande part, le succès du Socialisme et la possibilité d'empêcher le danger d'une nouvelle résurrection du fascisme et de la réaction. C'est-à-dire, nous les Socialistes Tchécoslovaques et tous les Socialistes du monde, nous avons toute la possibilité et tous les moyens pour surmonter le danger d'une nouvelle rupture. C'est à nous, au moment critique, de ne rien oublier des expériences tragiques pour la classe ouvrière, de tirer toutes les conséquences pour que nous puissions accomplir notre tâche historique.

Et c'est dans cette tâche que les socialistes tchécoslovaques vous offrent toute leur solidarité, toute leur coopération, leur sincère sympathie et leur appui fraternel.
Vive la solidarité de la classe ouvrière.
Vive la fraternité des Socialistes Français et Tchécoslovaques.
(applaudissements).

Le président - Je donne la parole à notre camarade Locker de Palestine

Locker - (allocution prononcée en hébreu).

Le président

Camarades, je me permets de vous donner la traduction des paroles prononcées par le camarade Locker de Palestine.
Camarades, je m'excuse de ne pas pouvoir parler dans votre langue et vais prononcer les quelques mots à vous dire en hébreu, notre langue nationale.
Je tiens, au nom du Parti Ouvrier Palestinien à vous saluer et à vous dire que toutes les forces constructives et ouvrières en Palestine vous saluent, ainsi que les juifs qui se trouvent dans des camps. Je vous salue au nom d'un groupe qui se trouve en Palestine. J'ai eu hier l'occasion de rencontrer des juifs de France, des anciens membres des maquis français et aujourd'hui je vous dis ceci : ceux-ci sont en train de construire une existence nouvelle.
Au nom d'une partie du peuple juif, je vous salue, cette partie qui se trouve en Palestine. Nous ne sommes pas très nombreux là-bas, un peu moins de 700 000 ; mais nous représentons quand même la moitié des juifs de l'Europe. Et particulièrement nous sommes fiers de l'œuvre que nous avons accomplie, de notre œuvre constructive, de notre activité agricole, de nos travaux industriels.
Mais nous ne pouvons pas être satisfait de cette activité aussi longtemps qu'il y aura des Juifs enfermés dans des camps, nous sommes reconnaissants pour tout ce qui vient d'être dit, lorsque l'on réclamait que les portes des pays de l'Europe Occidentale soient ouvertes. Mais ceci ne nous suffit pas parce que nous sommes prêts, en Palestine, à accorder toutes les possibilités d'existence à ceux qui viendraient de l'Europe en Palestine. Nous ne demandons que cela, que les portes de la Palestine soient ouvertes afin que les nouveaux venus puissent se créer une existence nouvelle, dans une vie productive pleine d'avenir.
Nous sommes reconnaissants, nous exprimons sincèrement notre reconnaissance au peuple de France et au gouvernement français pour son attitude admirable, pour son sens de la justice et de l'humanité, au sujet des dramatiques incidents qui se sont produits par la tragique arrivée de l'Exodus. Nous sommes reconnaissants à la France pour cette affaire où elle a su montrer que la justice n'était pas un vain mot. Nous sommes sûrs que de même, que les membres Socialistes du gouvernement, de même que le peuple Français et de même surtout que votre grand Léon Blum, qui est un peu un des nôtres, vous continuerez à nous aider, vous continuerez à soutenir l'œuvre accomplie en Palestine et à soutenir également l'action entreprise par le gouvernement en ce

Fondation Jean Jaurès

qui concerne les émigrants.
Nous désirons ardemment une Internationale Socialiste forte et c'est ainsi que je vais terminer en souhaitant un Congrès réussi.
Vive l'Internationale Socialiste.
Vive la France Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Rodriguez du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol.
(Applaudissements)

Rodriguez

Camarades, le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, que nous représentons ici, est heureux de saisir l'occasion qui lui est offerte pour saluer le 39ème Congrès du Parti Socialiste SFIO.
Je n'abuserai pas de votre patience. Nous n'avons aucunement besoin de demander aux Socialistes Français de ne pas oublier le drame espagnol. Nous savons bien que votre fidélité à notre cause est acquise d'avance. Nous nous bornerons donc à vous donner, en retour, l'assurance que le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol demeurera inébranlablement fidèle à la cause, à la seule cause de la république Espagnole.
Camarades. Vive le Parti Socialiste SFIO. Vive l'Internationale Socialiste,
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Tsirimokos du Parti Socialiste grec.

Tsirimokos

Camarades, je vous apporte le salut fraternel des Socialistes de Grèce. C'est le salut d'un Parti qui, s'il est relativement neuf, relativement jeune, s'il n'a pas vos traditions parce que ce Parti est presque né, et en tout cas, a développé au cours d'une lutte très dure contre l'occupant nazi et contre le régime monarcho-fasciste qui est instauré en Grèce, son attachement à la démocratie est un attachement agissant qui ne pourra pas prendre fin après le rétablissement des libertés en Grèce.
J'ai aussi mandat pour vous exprimer la gratitude du Parti Socialiste Grec pour la sympathie que les Socialistes Français ont toujours montrée à la cause grecque.
Je sais bien qu'à l'étranger la propagande de la réaction internationale, poursuivant je ne sais quel but a taché de représenter la lutte du peuple grec pour sa liberté comme la lutte du Parti Communiste pour prendre le pouvoir. C'est méconnaître le fond de tout le problème. C'est en particulier méconnaître la lutte et le sacrifice de ce petit Parti Socialiste Grec qui est depuis le commencement, encore au-devant et toujours à la tête de la bataille politique et dont plusieurs membres sont en déportation et en prison pour s'être battus pour cette liberté de la Grèce… (applaudissements)…

Fondation Jean Jaurès

J'ai applaudi avec vous tout à l'heure le souvenir de «Vienne la Rouge», et je peux vous dire que les Socialistes Grecs sont attachés à cette tradition et à ce souvenir de «Vienne la Rouge», à ces souvenirs, à ces traditions révolutionnaires du Socialisme Français. Ils n'entendent pas montrer au peuple grec que le Socialisme est le Parti du compromis éternel. Ils entendent leur montrer que le Socialisme est le Parti de la lutte de la classe ouvrière et le Parti de la lutte des peuples pour leur liberté.
Nous ne voulons laisser, ni cette gloire, ni cette mission à d'autres, parce que si nous la laissions vraiment, alors, le Parti Socialiste n'aurait pas de raisons d'exister... (applaudissements)... Et nous savons aussi que le jour où les libertés seront rétablies en Grèce, ce sera le commencement d'un développement rapide et gigantesque du Socialisme grec, parce que le peuple Grec, s'il a la haine de la réaction grecque et internationale, a en même temps l'amour de la liberté. Et cette haine et cet amour, il ne veut les confier qu'au Parti Socialiste à qui il donnera certainement la majorité.
(Applaudissements)
J'ai à vous exprimer, comme je l'ai, dit, la gratitude des Socialistes Grecs. Je dois noter tout particulièrement que cette gratitude va vers le Comité directeur de votre Parti dont la résolution qui a été publiée, il y a quelques semaines, pose le problème grec d'une façon nette et précise et prend position d'une façon aussi nette et précise.
Nous considérons que cette résolution est un commencement pour une action encore plus efficace pour le problème grec.
Je dois noter que cette résolution, avec les articles que Léon Blum a écrits dans «le Populaire», ont eu un retentissement énorme, ont fait beaucoup plus de bien que vous-mêmes le croyez, pour la liberté du peuple grec. L'initiative que le Parti Socialiste Français a prise pour former un Comité de Défense des libertés du Peuple Grec a eu aussi un immense retentissement et nous avons confiance qu'après ces initiatives, le Socialisme Français et à sa suite, tout le peuple français mènera l'œuvre de défense des libertés du Peuple Grec avec encore plus de force et encore plus d'efficacité qu'avant.
Nous jugeons, nous, Socialistes Grecs que cette masse d'Internationalistes agissants sont les meilleures pour mettre les fondements solides à l'œuvre de la reconstruction de l'Internationale Socialiste, parce que ce sera une reconstruction faite dans une atmosphère de solidarité internationale agissante.
Vive la section française de l'Internationale Ouvrière. Vive l'Internationale.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Morgan Philips, représentant le Parti Socialiste de Grande-Bretagne
(Applaudissements)
Morgan Philips prend la parole en anglais. La traduction de son discours est donnée par Guy Mollet.
Morgan Philips m'avait prêté lui-même les notes de son allocution. Je ne traduirai donc pas ce qu'il peut avoir dit, j'exprimerai les idées qu'il avait lui-

même notées.
Il nous a d'abord apporté le salut fraternel du Labour Party. Ensuite, il nous a dit avec quel intérêt, quelle sympathie le Labour Party suivait le rôle immense que le Parti Socialiste Français de la SFIO, avait joué après la guerre et depuis la Libération, à la reconstruction de la France.
En Grande-Bretagne, nous a-t-il dit - ou avait-il l'intention de nous dire - nous étions déterminés à jouer nous aussi un rôle dirigeant dans la révolution industrielle du XX^{ème} siècle, pour que cette révolution ait lieu dans un sens démocratique et socialiste.
Au cours de la dernière guerre, il a rendu visite à Staline dans une mission qu'il appelle d'une formule anglaise mission où la bonne volonté réciproque devait s'affirmer. Et Staline lui disait qu'il était du devoir de chacun, pour bâtir la révolution - celle plus rapide de la guerre civile, celle plus longue des changements démocratiques - de travailler sous la conduite des mouvements ouvriers.
En insistant, il disait cette seconde fois, qu'actuellement en Angleterre nous essayons de prendre et de faire une réalité vivante. En effet, nous avons déjà socialisé le charbon, l'électricité, les transports, la radio. Et le Parlement même s'engage à nationaliser le gaz et l'acier. Nous contrôlons les industries capitalistes ou les investissements des capitaux dans tous les intérêts de la nation.
Nous avons pris tous les pouvoirs qu'il était possible de prendre pour organiser l'utilisation des ressources de l'État, pour en faire un État Socialiste démocratique prospère.
Cependant, au milieu de ces difficultés nous n'avons jamais oublié la tâche immédiate, le devoir incessant d'améliorer tous les services sociaux. Notre rôle n'a pas été facile : de nombreuses difficultés nous restent encore opposées que nous avons à affronter, mais nous sommes sûrs d'en triompher.
Enfin, quand la presse de l'opposition vous affirme que nous sommes divisés, n'en croyez rien. Malgré des différences, nous sommes aujourd'hui plus forts dans l'opinion publique anglaise que jamais nous ne l'avons été.
Morgan Philips doit avoir terminé par des paroles de sympathie pour notre Congrès et qu'il a dû improviser parce qu'elles ne figurent pas sur ses notes.
(Applaudissements)

Guy Mollet - Je n'ajouterai qu'un mot : c'est qu'au cours d'un voyage récent en Angleterre, j'ai pu comme beaucoup d'entre vous, ne rendre compte combien les transformations de l'Angleterre, pour être sages et lentes, sont profondes.

Le président - Je donne la parole à Louis de Brouckère.

Louis de Brouckère

Mes chers amis, que pourrais-je vous dire à la fin de cette longue et brillante série de discours ? Vous n'attendez certainement pas de moi un discours de plus. Il me semble que tous ceux qui ont été prononcés peuvent se résumer en un très

petit nombre de paroles.
Et d'abord, comme tous les orateurs précédents, je voudrais vous apporter et mes vœux personnels et ceux, très ardents, de mon Parti pour le bon succès de vos travaux, ainsi que notre admiration pour un Parti qui, à travers toutes les vicissitudes de la fortune, depuis si longtemps, a tenu à affirmer jusque dans son titre, et l'existence de l'Internationale ouvrière et sa volonté de la maintenir.
(Applaudissements)
Camarades, en ce moment même n'êtes-vous pas en train de nous donner une leçon d'internationalisme pratique au moment où votre Pays est engagé dans cette grande, difficile et remarquable expérience de chercher la méthode qui permettra de remplacer les vieux liens par une libre association entre les peuples divers répartis sur la surface entière du monde et qui se réclament également du nom français ? Vous êtes en train de créer une Internationale. Vous la créez dans des conditions particulièrement difficiles et vous rappelez aux autres que si le rétablissement organique, administratif de la grande Internationale existe, il est cependant possible et doit être réalisé.
Rappelez-vous ce que vous ont dit les orateurs de tous les pays qui vous ont exprimé, malgré les différences de situation locale, deux idées fondamentales identiques : tout d'abord leur volonté d'être libres, chez eux et de régler démocratiquement leurs propres affaires... applaudissements... Ensuite, leur anxiété de trouver la méthode qui leur permettra d'unir leurs efforts à ceux de toutes les autres nations pour construire le monde auquel nous aspirons, et, tout d'abord, pour réaliser la condition primordiale de cette reconstruction : que la paix soit assurée définitivement.
Voilà, camarades. Quand je me demande ce que je pourrais bien vous dire, il me semble que tout ce qui peut, en ce moment, être dit d'utile, peut se résumer en une seule phrase qui traduira pour moi les aspirations profondes de ma vie entière - qui traduira l'idéal de trois générations de lutteurs Socialistes - qui rappellera la permanence du mot que Karl Marx prononça, il y aura en février un siècle : Vive la démocratie Socialiste, Vive l'Internationale.
(Applaudissements)
La salle tout entière debout, chante l'Internationale.

Le président

Camarades, nous avons reçu des télégrammes de félicitations et de sympathie du Parti Socialiste Vietnamien, de la fédération et du groupe Socialistes étrangers en France, du Parti Socialiste Géorgien et du Parti Socialiste Arménien.
Mes Chers Camarades, j'essaie de me faire votre interprète, de me faire l'interprète de ce Congrès pour remercier tous nos camarades Socialistes étrangers qui viennent de se succéder à la tribune, des sentiments qu'ils nous ont exprimés. Dans leurs rapports retentissaient à tout moment ces mots de «Liberté», de «Démocratie» et de «Socialisme» qui sont pour tous les Socialistes dignes de ce nom, inséparables.
Ceci était pour nous la preuve - pour nous Socialistes Français qui n'avons jamais séparé la république du Socialisme et le Socialisme de la publique et qui

ne pouvons concevoir le triomphe du Socialisme que dans la liberté et par la liberté, c'est-à-dire dans les institutions démocratiques et par les institutions démocratiques - ceci était pour nous la preuve que nos cœurs battaient à l'unisson et que nos pensées étaient communes.
Je demande à nos camarades de retourner chez eux le cœur et l'esprit persuadés que le Parti Socialiste Français restera digne des grandes tâches qui s'offrent à lui.
Retournez chez vous camarades, et dites là-bas que vous avez trouvé ici l'atmosphère Socialiste, dites là-bas que le Socialisme International peut compter sur le Socialisme Français. Déjà aujourd'hui nous avons eu, en cette matinée, une première image de ce que sera demain l'Internationale ouvrière reconstituée.
C'est par le cri de «Vive le Socialisme» et de «Vive l'Internationale» que nous lèverons cette séance d'aujourd'hui.
(Applaudissements)
La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
39ème Congrès national des 14, 15, 16 et 17 août 1947
Lyon

Séance du vendredi 15 août 1947 (après-midi)

Séance ouverte à 15 heures sous la présidence de Malacrida (Bouches du Rhône)
Assesseurs : Roger Perrin (Brest), Yvonne Fournout (Seine), Silvandre (Soudan), Gaston Petit (Indre), Marthe Compan (Gard).

Le président (Malacrida)
Camarades, je déclare ouverte la séance de cet après-midi. Je vous demande de témoigner votre affection au représentant qui figure à ma gauche de la Ville de Brest, qui vient de subir un horrible sinistre.
(Applaudissements)
Camarades, je dois vous signaler que cette séance s'ouvre déjà avec cinq minutes de retard, mais ce qui est plus grave nous avons sur le temps général du Congrès sept rapports statutaires en retard à discuter et voter, ce qui aurait dû être fait à la séance précédente et cela nous vaut un supplément de trente-six orateurs déjà inscrits sur ces 7 rapports.
Pour ne pas perdre de temps davantage, j'appelle la discussion du premier rapport, celui des élus municipaux et cantonaux. Rapporteur Marzauk.
Deux orateurs sont inscrits pour ce rapport.

Marzauk
Rapport des élus municipaux et cantonaux.

Collection Jean-Jaurès

Mes chers camarades, je désire commenter brièvement ; vous avez lu dans les rapports du Congrès celui de la fédération des élus municipaux et cantonaux, je désire commencer brièvement ce rapport et vous faire part des résolutions qui ont été adoptées par notre conférence nationale qui s'est tenue mercredi à Bron.
Vous savez que nous avons retranché de notre fédération il y a environ deux ans, et j'ai le désir de vous entretenir de ce qui a été fait, particulièrement surtout de ce qui n'a pas été fait. Notre fédération a rencontré de grandes difficultés dans ses travaux de reconstitution et cela tient, je vous le dis tout de suite, à ce que nous n'avons pas pu trouver dans tous les départements les concours que nous espérions afin d'arriver à constituer partout les unions départementales des élus, qui sont cependant obligatoires d'après les statuts du Parti, nous n'avons pas, particulièrement, et c'est extrêmement grave, encore à la date où je vous parle ; connaître tous les recensements des élus municipaux de notre Parti et cela est d'autant plus fâcheux qu'un effort considérable est fait par ailleurs; il est bon que vous le sachiez, il est bon que vous sachiez ce que les autres partis ont fait en ce qui concerne le rassemblement dans les mairies de partis politiques respectifs ; nous apprenions tout récemment que le MRP avait constitué sa fédération nationale des élus municipaux, que le Parti Communiste a fait un gros effort pour son amicale des élus Communistes, et notre parti qui avait pu prendre une certaine avance entendait la garder dans cette organisation, mais il ne peut le faire que si nous rencontrons le concours de tous les camarades du Parti. Nous n'avons donc pas pu arriver à constituer, comme nous nous y étions engagés l'année dernière, en dépit de nos efforts les unions départementales dans les départements français. Vous avez lu dans notre rapport qu'un tiers des départements n'avait pas encore compris la nécessité de cette organisation. Nous avons demandé dans notre rapport que le Comité directeur veuille bien intervenir et fasse comprendre aux responsables des fédérations qu'il est indispensable de mettre fin à cette situation. Nous insistons particulièrement en cette année 1947, alors que nous sommes à deux mois des élections municipales, aucun parti n'a comme le nôtre 2 500 mairies et près de 50 000 élus municipaux, ce qui représente une force considérable dont nous ne tirons pas parti ; il est certain que nous pourrions tirer parti e cette puissante force municipale et nous ne nous en servons pas. Je vous demande, camarades, puisque je vous tiens tous là, de tous les départements, une nouvelle fois je fais appel à votre compréhension pour que vous saisissiez la nécessité de cette organisation.
Notre commission administrative a fonctionné dans les meilleures conditions possibles, et cependant c'était assez difficile, puisque nous réunissions des camarades appartenant aux divers points du pays, auxquels nous demandions bénévolement de venir une fois par mois se réunir à leurs frais et cependant notre commission a travaillé dans les meilleures conditions d'homogénéité ; tous les travaux que le Parti nous a demandés ont été faits, tous les rapports nécessaires ont été faits en temps utile. Nous avons pu arriver à donner à nos camarades de France et d'Outremer les renseignements qui leur étaient nécessaires et les dépanner en de multiples circonstances et les orienter ; nous avons eu à batailler contre certaines manœuvres faites sur le plan communal,

dans d'autres partis, notamment en ce qui concerne la question de l'indemnité des maires, ainsi qu'en ce qui concerne le mode de scrutin municipal, etc.
Nous avons fait un effort en ce qui concerne les organes de liaison entre nos élus ; nous avons essayé d'amplifier la diffusion de notre journal national «L'élu Socialiste» ; nous avons - et je suis heureux de le signaler - pu arriver à ce que ce journal compte parmi les principaux organes municipaux du pays, par son tirage, bien que cependant beaucoup de nos camarades maires et conseillers généraux l'ignorent encore. Nous avons pu établir le programme municipal du Parti, nous avons fait paraître diverses brochures. Je profite de la circonstance pour vous informer que nous avons sorti hier une brochure sur le programme municipal sportif du Parti Socialiste, brochure en vente à la librairie et qu'une nouvelle brochure va sortir sur le problème du logement, celle-ci due à notre ami Cordonnier.
Les grosses difficultés surtout que nous rencontrons sont dues à ce que nous n'avons pas de trésorerie. Nous avons débattu longuement à notre Conférence nationale cette question et des moyens d'assurer une trésorerie à notre fédération qui soit en rapport avec l'importance du rôle qu'elle doit jouer. Je vous signale, mes chers camarades, pour situer la question qui est grave, que les sommes que nous percevions que nous avons perdues au cours de l'année 1947 à titre de cotisation n'atteignent pas les sommes que recueillait la fédération des municipalités Socialistes d'Henri Sellier. Vous entendez bien : nous ne recevons pas plus que ce que recevait Henri Sellier en tant que cotisations il y a dix ans, alors qu'à l'époque le Parti ne possédait que 800 mairies et 9 000 élus municipaux et alors qu'il y a maintenant 2 500 mairies et plus de 50 000 élus municipaux. I1 y a là une négligence de la part de nos camarades à laquelle il faut mettre fin. Et nous vous soumettrons tout à l'heure des propositions précises. Si nous voulons arriver à ce que notre fédération des élus municipaux puisse avoir les instruments de propagande qui lui sont nécessaires, puisse se livrer à l'effort de documentation auprès de tous les maires du pays et auprès de tous les maires Socialistes du pays comme on nous le demande, il faut absolument que nous ayons quelques disponibilités et former la masse des élus Socialistes municipaux, cela ne doit pas être difficile.
Il faut également qu'une liaison plus efficace soit assurée entre les élus Socialistes et les groupes parlementaires. On a déjà souligné la question au cours de notre rapport. Il est anormal que nos camarades officiels dans telle commission du Parlement étudient une question qui a déjà été étudiée par notre fédération après consultation de nos élus, sans qu'il y ait aucune liaison. Ce matin, notre camarade rapporteur de la Commission nationale d'étude nous disait ceci, qui m'a beaucoup étonné. Il était surpris que notre fédération se soit livrée à des travaux concernant la réforme des finances locales, question qui est étudiée par ailleurs par la Commission nationale d'études et transmis au Parti sans qu'il y ait eu de liaison. Je me permettrai de faire observer à ce camarade que ce qui m'étonne étant donné qu'il y a plus de deux ans que notre fédération s'est penchée sur ces questions, c'est que la Commission nationale d'études se saisissant d'un problème particulièrement d'ordre municipal n'ait pas

commencé à se mettre en rapport avec la fédération des élus municipaux Socialistes et je suis tout à fait d'accord avec lui, il est inutile que nous nous mettions chacun de notre côté à travailler des questions sans qu'il y ait aucune liaison. Tout ceci fait partie de la réorganisation générale dont on a parlé et qui s'impose absolument.

Mes chers camarades, je vais vous donner lecture des résolutions adoptées par la Conférence nationale des élus Socialistes.

La conférence des élus Socialistes, tout en reconnaissant l'aide matérielle de la fédération a trouvée auprès de la direction du Parti, demande que le secrétariat du Parti s'intéresse de plus près à l'activité et aux conditions de développement d'un organisme vital appelé à jouer un rôle de tout premier plan pour la propagande du Parti. Elle affirme la nécessité qui s'impose à tous les échelons de compléter et transformer son organisation ainsi que les liaisons avec la direction du Parti. Elle demande au Congrès d'adopter les propositions suivantes :

1) En matière d'organisation. Que le Secrétariat général rappelle aux fédérations l'article 46 des statuts qui fait une obligation à chaque élu municipal et cantonal d'adhérer à notre fédération par le canal de son Union départementale… (Lecture)… là où elle n'existe pas encore.

La conférence demande que les fédérations admettent dans nos commissions exécutives le Secrétaire de l'Union départementale des élus.

Ensuite, elle estime indispensable que la Commission ainsi constituée par les membres Socialistes des diverses Commissions parlementaires quand se posent les problèmes concernant l'administration municipale ou cantonale, de même pour les Commissions d'études du Parti.

2) En matière financière. Considérant que la fédération nationale des élus ne pourra mener une action efficace que si elle dispose de ressources suffisantes, considérant d'autre part que les fonctions dont ils sont investis créent aux élus des obligations spéciales, la conférence estime nécessaire que tous les élus Socialistes participent à l'activité de la fédération et propose au Congrès de leur demander le versement effectif d'une cotisation établie d'après les modalités suivantes.

Maires, adjoints et conseillers municipaux indemnisés :

2% sur l'ensemble des indemnités jusqu'à 168 000,

3% de 168 000 à 240 000,

5% au-dessus de 240 000.

Conseillers municipaux non rétribués, cotisation annuelle de 100 francs

Conseillers généraux recevant une indemnité mensuelle fixe, même taux que les maires et adjoints.

Pour les autres cotisations annuelles, de 200 francs

Pour tous, la cotisation comprend l'abonnement à «l'élu socialiste».

25% des sommes ci-dessus seront versés aux unions départementales.

Voilà, mes chers camarades, les propositions précises que vous fait la fédération des élus Socialistes et que nous vous demandons d'adopter.

Je voudrais dire encore un mot sur le plan général. C'est pour m'étonner de

Contribution Jean-Jaurès

l'état d'esprit que j'ai rencontré et je vous parle ici au nom de toute notre commission administrative, pour m'étonner de l'état d'esprit fâcheux qui est celui de beaucoup de camarades, que j'ai constaté au cours de mes déplacements dans les fédérations. Nous avons dans deux mois les élections municipales. Il n'y a pas un point sur lequel le Parti est plus solide que le terrain de l'administration municipale et cantonale. Il n'y a pas un autre Parti qui possède des positions aussi fortes et où il y ait autant d'élus. Or, j'ai été surpris de rencontrer beaucoup de camarades, j'ai le devoir de vous dire dans notre Fédération, que vos inquiétudes sont injustifiées. J'ai le devoir d'appeler votre attention d'une façon pressante sur la nécessité qu'il y a, à ce que vous marchiez au combat avec confiance, j'ai le devoir de vous rappeler que vous appartenez à un parti qui a derrière lui le plus beau passé municipal. Vous n'avez pas le droit de vous abandonner à un certain pessimisme parce que notre Parti a pu subir en certains endroits l'année dernière un recul. Notre parti a pu perdre des voix au suffrage dans tel ou tel endroit, mais si vous voulez bien nous ne devons pas croire à un insuccès. Vous pouvez être fiers de votre passé, et je parle au Parti, camarades, les mairies Socialistes, les administrations municipales de notre Parti ont toujours été au-dessus de tous éloges, partout où nos camarades ont eu les mairies, ils ont rencontré l'assentiment des électeurs, on a apprécié ce qu'ils ont fait. Si on a eu un reproche à leur adresser, c'est d'avoir trop souvent péché par excès de modestie, de n'avoir pas assez fait connaître ce qu'ils ont réalisé partout. Je vous demande, camarades, de faire connaître vos réalisations, de rappeler partout où ont été prises des initiatives sociales, ce sont les Socialistes qui en ont été les initiateurs. C'est vous, camarades, qui avez fait cela. Mais vous ne le faites pas assez connaître. Je vous demande de parler de tout cela, d'être confiants, de vous rappeler que toutes les élections partielles qu'il y a eu depuis le début de l'année ne vous donnent pas le droit par les résultats obtenus d'estimer que nous sommes battus. Camarades vous devez nous aider à en conquérir d'autres. C'est le vœu que notre Commission administrative formule, le Secrétaire général des élus Socialistes avec toute sa foi, sa confiance et permettez-moi de vous le dire, avec toute notre fraternelle affection.

Le président - Tous venez d'entendre le responsable des élus cantonaux et municipaux.

Cordonnier (Nord)

Je dois recommander de ne plus donner par vos conversations, vos allées et venues, un spectacle qui n'est pas digne du Parti, soit aux visiteurs, soit à la presse. Est-ce que nous sommes oui ou non des travailleurs conscients et organisés ?

Camarades, la fédération nationale des élus cantonaux et municipaux Socialistes m'a mandaté pour parler pendant quelques minutes au Congrès d'un problème qui certainement, aux prochaines élections municipales, prendra la première place. Un problème pour lequel se battront de nombreux maires sortants et ceux qui sont candidats aux prochaines élections municipales. Le problème important

du logement. Ce sera très certainement avec le ravitaillement, les deux questions autour desquelles graviteront les problèmes des élections municipales et c'est la raison pour laquelle la fédération des élus cantonaux et municipaux m'a demandé de vous exposer cette question durant quelques instants.

Nous sommes à un tournant extrêmement grave, qui se pose avec acuité. N'hésitons pas à déclarer que la situation que nous avons trouvée et que nous trouvons maintenant en 1947, n'est que le résultat des politiques paresseuses de tous ceux qui se sont occupés de l'habitation depuis un demi-siècle. N'hésitons pas à déclarer que, si quelques lois, comme la loi Loucheur ou la loi Rifrot, ont timidement tenté d'essayer d'apporter un élément à la construction française, n'hésitons pas à dire que la France se trouve à l'heure actuelle être le pays du monde où il y a le moins de constructions neuves et que nous sommes les héritiers d'une situation dont nous ne sommes pas responsables.

Le nombre de maisons en France, camarades, ne fait que diminuer depuis un demi-siècle et certainement, si nous comparons notre situation à celle des autres pays d'Europe, et en particulier même la situation actuelle de l'Allemagne, nous sommes au-dessous du niveau d'habitation de l'Allemagne même avec ses destructions. Et bien, camarades, seules, les habitations à bon marché municipales qui ont été l'œuvre de presque toutes les grandes municipalités Socialistes, ou seules habitations à bon marché départementales qui ont été l'œuvre des conseils départementaux et généraux à direction Socialiste, ont apporté une solution partielle à cette crise effroyable de la construction. Mais les guerres, les deux guerres que nous avons subies, amenant en définitive près de deux millions d'habitations à une destruction totale ou partielle ont encore aggravé ce mal. Le problème du logement est donc posé d'une manière très simple devant nous. Utilisons d'abord ce qui existe. En second lieu, envisageons de la manière la plus hardie possible le problème de reconstruction sous l'angle Socialiste.

Pour sauver ce qui existe, camarades, il faut d'abord sauver la propriété bâtie qui est en train de se détruire chaque jour. On a dit, et c'est fort exact, que l'habitation comme l'homme naissait, vivait et mourait. En un siècle les habitations deviennent rapidement inhabitables et par conséquent le problème important qui se pose devant nous est le problème des loyers. La solution courageuse consiste à dire au pays : Il est absolument inadmissible dans les conditions présentes que le Français consacre moins de 2% à son habitation. Et camarades, qu'il y ait des villes de France où ceux qui habitent des appartements payent plus cher pour leurs journaux que pour leur habitation. Ceci est intolérable. Il est encore des villes de France où l'on paye 1,2% de son avoir, de son traitement, de son salaire, pour le loyer. Il faut avoir le courage Socialiste de le dire, cela n'est pas possible. Envisagez ce qui se passe dans d'autres pays d'Europe aussi évolués que le notre, envisagez ce qui se passe en Belgique, au Danemark, en Suède, en Norvège, ce qui se passe en Amérique, au Canada et vous verrez que dans ces pays, l'ouvrier sait mettre 15 et 20 % de son salaire pour son habitation et ceci est normal, car ce n'est que commue cela, camarades, que nous combattrons la crise du logement.

(Applaudissements)
Et bien, s'il faut utiliser ce qui existe, utilisons d'abord au maximum ce qui nous reste de logements et commençons par mettre à la porte tous les services de l'armée, tous les services de la police qui occupent... (Vifs applaudissements)... indûment des logements qui pourraient être réservés aux sans-logis. Ceci ne regarde pas le maire d'une grande commune ou d'une petite commune, ceci regarde les préfets. Ayons le courage de dire au gouvernement que nous en avons assez de ces occupations illicites de l'armée qui occupent encore actuellement ces appartements.
(Applaudissements)
Il y a un deuxième point, camarades, qui est extrêmement important. Voici les maires des grandes et petites communes, pour le reclassement des logements, il est inadmissible, de voir ce que nous voyons tous les jours, des familles de cinq, six ou sept enfants logées dans deux ou trois pièces, alors que certains capitalistes logent encore maintenant dans des maisons de 15 et 20 pièces.
(Applaudissements)
Par une redistribution logique des logements, il faut savoir que les offices municipaux de logements ont été créés à cet effet, ont pour but précisément de redistribuer d'une manière logique, ces différents logements, en particulier, nous Socialistes, sommes opposés au système de la réquisition qui nous rappelle trop Vichy et les boches.
(Applaudissements)
Il est indispensable de ne revenir à la réquisition qu'en dernière analyse. Il faut considérer que l'office municipal de logements a un rôle consultatif. Il doit essayer, par n'importe quel moyen, la conciliation entre propriétaires et locataires. Il n'y a que par ce moyen que nous obtiendrons des mesures logiques et loyales. C'est pour cela, camarades, qu'il faut avoir à faire à un service municipal de logements actionné par le maire lui-même, sous son contrôle direct et non sous le contrôle du préfet. Si le maire a la responsabilité du mauvais logement dans ces conditions encore faut-il qu'il ait une autorité nécessaire pour porter un remède à la situation qui existe. Or, dans les conditions présentes les maires étant dépourvus de tout pouvoir de police n'ont pas la possibilité de pouvoir agir activement.
Mes chers camarades, avec notre camarade Vergnolles, nous allons diviser en deux l'exposé que nous allons vous faire. Le camarade Vergnolles exposera à l'occasion de la politique générale, l'important problème de la bataille de la reconstruction, bataille de la reconstruction qui pose des problèmes à la fois de matériaux, de financement et surtout les grandes solutions Socialistes, la création d'une caisse nationale de l'habitation pour la reconstruction française.
Comment faire, camarades ? Et bien, il ne faut pas hésiter. Je déclare, et c'est le devoir de nous Socialistes, de déclarer que les loyers, dans les conditions actuelles, doivent être majorés progressivement pour obtenir une majoration de 100 % ; que sur cette majoration nous devons en donner la moitié au moins au propriétaire pour lui permettre d'entretenir ce qui existe déjà, et que l'autre moitié doit constituer le fond national de la caisse nationale de l'habitation qui

servira à engager les grands emprunts 200 milliards, pendant plusieurs années destinés à reconstruire en France. Ce qu'a pu faire Hitler, camarades de 1938 à 1939, on est parfaitement capable de le faire en France si on a la volonté de le faire.
(Applaudissements)
D'autre part, qui construira ? Camarades, sont-ce les particuliers ? Dans les conditions présentes, certainement non. Et bien, si ce ne sont pas les particuliers, ce seront peut-être les grandes exploitations minières industrielles et se seront surtout les offices municipaux d'habitations à bon marché, à qui, après Henri Sellier, nous devons donner une vigueur nouvelle. Le financement nécessaire pour opérer plus rapidement possible et non pas des constructions provisoires, qui doublent le prix de la construction française, mais la construction définitive que dès à présent nous devons envisager avec les offices nationaux de l'habitation.
Mes chers camarades, j'aborde devant vous le problème qui certainement fera l'objet de tous les programmes aux prochaines élections municipales. Il n'est pas douteux que dans toutes les réunions électorales que nous allons tenir, il y aura certainement des contradicteurs qui viendront apporter des critiques contre la gestion des offices municipaux d'habitations. Camarades, je vous ai mis en garde contre la première partie de cet exposé. Je suis persuadé que les Socialistes peuvent trouver une solution, que nous pouvons faire en sorte que les Français soient dignement logés et ainsi nous aurons rendu à la famille française ce que le MRP déclare avoir accaparé à lui seul.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Dubois de la fédération du Nord sur le rapport de la fédération des élus municipaux et cantonaux Socialistes.

Dubois

En ce qui concerne le rapport présenté par Marzauk pour la fédération des élus Socialistes municipaux et cantonaux, j'ai fait partie de la commission qui l'a rédigé, mais j'ai fait deux réserves sur deux points. Ces deux points, je voulais les signaler particulièrement à l'attention du Congrès pour lui demander d'abord les modifications que je souhaite.
En effet, s'il est juste et normal de réclamer aux élus une participation sur la rémunération qu'ils touchent en raison de leurs fonctions, s'il est juste et normal de réclamer aux maires et aux adjoints qui perçoivent des indemnités de fonction, une cotisation spéciale pour le Parti, je ne pense pas qu'il soit opportun de réclamer une cotisation supplémentaire de 200 francs aux conseillers municipaux non rémunérés.
(Applaudissements)
C'est toujours aux maires que l'on fait appel. On parle à la fin de ce Congrès de l'organisation du Parti et d'une double cotisation dans les communes où nos élus municipaux sont des ouvriers de condition modeste à qui on réclamera déjà deux cotisations pour le Parti, la cotisation syndicale, on fera encore appel à eux pour

la presse du Parti, la propagande la section. Je ne pense pas qu'il soit encore utile de leur réclamer une cotisation supplémentaire de 100 francs, et d'ailleurs, je pense qu'il y a à cela un danger. Je pense que dans une petite commune rurale où les sections sont chargées de difficultés, ce n'est pas dans toutes les communes qu'il y a quelqu'un pour la candidature. On est quelquefois obligé de faire pression auprès de certains camarades pour qu'ils acceptent de figurer sur une liste. Si dans ces sections, en même temps qu'on insistera auprès du camarade pour l'inscrire comme candidat, on met sur ses épaules des charges supplémentaires et qu'en même temps on réclame une cotisation supplémentaire de cent francs, je ne pense pas que ce soit quelque chose qui puisse aider le Parti. Je ne pente pas que ce soit souhaitable.
Le deuxième point concerne la répartition des cotisations entre la fédération nationale et les Unions départementales des élus. Je sais bien qu'il faut des ressources à l'Union nationale des élus Socialistes, ces ressources sont nécessaires à son activité. Je sais aussi que, dans certains départements, les Unions départementales ne sont pas encore constituées et que dans certains autres, elles ne fonctionnent pas comme nous le souhaiterions. Mais je sais également que dans d'autres fédérations où les élus municipaux sont nombreux, il y a des Unions départementales qui fonctionnent normalement avec un bureau, une presse, un organe de documentation et quand, avant-hier, la conférence a réglé cette répartition de la cotisation entre la fédération nationale et les Unions départementales, je pense que la répartition n'a pas été effectuée d'une manière judicieuse. J'estime qu'on peut faire un travail sérieux, utile et pratique sur le plan départemental et que par conséquent, il faut aussi donner les moyens aux Unions départementales et c'est pourquoi j'avais proposé avant-hier de donner 33 %, c'est-à-dire le tiers aux Unions départementales et de donner à la fédération nationale les deux tiers. Ce sont donc ces deux propositions : d'une part, exonération de la cotisation pour les élus municipaux non rémunérés et d'autre part, une rémunération plus juste entre la fédération nationale et les Unions départementales que je demande au Congrès d'adopter.
(Applaudissements)

Le président donne communication de Depreux, ministre de l'Intérieur, qui recevra les délégués de préfectures samedi 16 août à 9 heures 30 au bureau du ministère de l'Intérieur, dans le hall. Tous les délégués de préfectures présents au Congrès sont priés de se rendre à cette réunion.

Fatome (Manche)

Camarades, j'ai été mandaté au nom de la fédération Socialiste de la Manche pour intervenir sur le rapport ainsi que vient de le faire notre camarade, et protester contre la cotisation demandée aux élus. Je n'insisterai donc pas sur cette question qui vient d'être défendue à l'instant à la tribune.
J'ajouterai simplement une observation en ce qui concerne l'intervention de notre camarade Cordonnier, cette déclaration qui porte sur le problème de l'habitation et qui indique que dans notre pays, nous sommes en retard, que les

Fondation Jean Jaurès

masses laborieuses ne consacrent que très peu au problème de leur habitation, mais je pourrais dire également que devant les difficultés que rencontre la classe ouvrière dans ses moyens d'existence, pour lui permettre de laisser un pourcentage plus important à son logement, il faudrait d'abord lui assurer les moyens d'existence normaux pour lui et sa famille.
(Quelques applaudissements)

Le président
Il n'y a plus d'orateurs inscrits, sur le rapport des élus municipaux et cantonaux.
Le rapport est mis aux voix.
(Discussion)
Après avoir entendu les orateurs, on passe au vote. Le rapport statutaire des élus cantonaux et municipaux Socialistes est adopté (une voix contre).

Tast (Haute Garonne)

Chers camarades, je regrette que le rapport des groupes Socialistes d'entreprises ne vous ait pas été présenté, mais j'estime que ce rapport n'avait aucune observation particulière de votre part. Nous dirigeons depuis la libération les groupes S.E. Nous avons eu des résultats tangibles, autant qu'on le peut.
Comme l'a fait remarquer le Secrétaire général du Parti, il apparait qu'il y a une anomalie singulière dans le fait que l'on constate que notre groupe a avantageusement défendu la politique du Parti Socialiste dans les milieux ouvriers, la position prise dans le programme de réorganisation du Parti, il arrive en ce moment-ci que ces organisations qui ont fait la preuve, qui ont réussi à régénérer dans les milieux ouvriers une doctrine Socialiste qui nous attache autant que possible à la défense des intérêts immédiats des travailleurs, il arrive que ces organismes en ce moment-ci paraissent être appelés à être subventionnés et dirigés par des autorités supérieures, peut-être, mais qui manquent à notre avis des connaissances nécessaires pour les bien gérer. Nous estimons entre nous que l'organisation des GSE doit être maintenue. Nous estimons également que ce qu'on a à faire sur les GSE est une expérience en quelque sorte d'amélioration immédiate. On doit essentiellement la faire dans le but de permettre à ces groupes d'être non seulement des éléments d'éducation Socialiste dans les milieux ouvriers, mais aussi des organismes de renseignements pour le Parti. Ce que nous voudrions c'est que les GSE soient à la base d'une politique ouvrière du Parti Socialiste, que l'on définisse exactement dans les Congrès nationaux la position même que doit prendre le Parti vis-à-vis des problèmes les plus importants, de ceux qui touchent vraiment à la vie des travailleurs du pays.
Il est à l'heure actuelle une certitude, c'est que dans le monde ouvrier, la question des salaires, le ravitaillement et l'unité ouvrière réelle, le ravitaillement et l'unité ouvrière réelle des travailleurs sont les trois points cruciaux. Trois points qui auraient nécessité un débat à cette tribune. Nous avons demandé par une motion préjudicielle qu'il soit réservé dans le Congrès du Parti deux à trois heures de discussion sur une politique ouvrière. Nous voulions ainsi amener l'ensemble de nos militants de la masse à bien concevoir le Parti Socialiste, qui

Fondation Jean-Jaurès

n’est pas un parti d’abandon de la classe ouvrière mais essentiellement un parti de défense des intérêts de la classe ouvrière.
(Applaudissements)
Nous reprochons, nous regrettons fortement que notre suggestion n’ait pas été retenue, c’étaient les directives au Congrès que nous avons tenu à Toulon où l’on a reconnu à l’unanimité que cette politique ouvrière devait se faire dans le Parti. Il serait grand temps de penser dans le Parti, qu’après avoir regardé le Parti sous un angle administratif et peut-être imparfait, cela demeure évident, il faudrait définir sa doctrine vis-à-vis des travailleurs français. Il serait aussi nécessaire, je crois, que cela se fit dans une assemblée nationale solennellement reconnue comme susceptible d’être souveraine dans ses décisions, de façon à ce que le gouvernement applique une politique ouvrière qui soit vraiment une politique Socialiste et non une politique de Parti étranger
Nous sommes de ceux qui considérons que dans la proposition de réorganisation des groupes d’entreprises, le rejet des sympathisants de nos groupes est une chose que nous n’accepterons jamais. En tant que responsables de ces groupes, nous avons voulu et nous avons su créer entre eux un ensemble dans lequel 70 % d’ouvriers sont des sympathisants Socialistes agglomérés autour de quelques militants Socialistes. Nous nous refusons absolument à l’heure actuelle à leur dire : vous n’êtes plus Socialistes parce qu’on l’a décidé. Nous sommes de ceux qui estimons qu’on est toujours Socialiste quand on porte dans son cœur l’amour de l’humanité, le désir surtout d’améliorer son existence.
(Applaudissements)
Nous sommes également prêts à faire tout l’effort qui sera nécessaire pour développer, pour agrandir, pour en quelque sorte devancer le prestige de notre Parti vis-à-vis des travailleurs, mais nous demandons essentiellement au Comité directeur de se pencher sur cette question non pas avec la crainte et la peur de voir un côté ouvrier Socialiste plus fort que d’autres éléments du Parti, mais essentiellement que le Parti Socialiste soit uniquement un groupement de travailleurs français.
(Applaudissements)

Georges Lierre

Camarades, je voudrais évoquer devant vous des questions, qui certainement appelleront des souvenirs qui sont présents dans votre mémoire, relatives à des questions de propagande, d’organisation au Parti, qui sont l’avenir du Parti.
Vous connaissez tous les articles 6 et 12 de nos statuts qui font un devoir à tous les membres de notre Parti de participer aux syndicats de leur profession, à la coopérative de leur localité, au groupe syndical Socialiste de l’entreprise et d’organiser des sympathisants en tout lieu et sur tous autres terrains, au moins en ce qui concerne le devoir d’être membre de son syndicat et de sa coopérative.
On peut bien dire que dans bien des cas la chose reste lettre morte. Il y a malheureusement des Secrétaires de sections qui ne pensent pas à demander aux membres de notre Parti s’ils sont syndiqués, s’ils sont membres de leur coopérative. Tous n’ignorez certainement pas qu’actuellement le mouvement’

syndical subit une crise très grave. Je n'insisterai pas sur les raisons que vous connaissez aussi bien que moi. Je voudrais attirer votre attention sur la gravité de l'attitude que prennent de trop nombreux membres de notre Parti qui croient par esprit de protestation avoir le droit de refuser des responsabilités sur le terrain syndical, le droit même de ne pas acquitter leur cotisation et pire, d'abandonner leur activité syndicale. Nous pensons que le Socialiste ne peut pas assister indifférent à la transformation, à la décomposition lente qui conduirait peut-être à la disparition du monde syndical sur le plan national, comme sur le plan international. Nous pensons en effet que la bataille des travailleurs sur le plan du travail pour l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie a pour résultat évident d'affaiblir le capitalisme, c'est-à-dire de préparer la besogne du Socialisme. C'est pourquoi nous pensons qu'il est nécessaire de transformer ce devoir qui est resté trop souvent jusqu'ici lettre morte en une obligation formelle. Nous pensons qu'il faut demander aux organismes qualifiés d'exercer un contrôle sur les militants du Parti pour savoir si réellement ils vont obéir aux clauses de l'article 6 et de l'article 12. Nous pensons qu'il faut que cela devienne une obligation formelle et que même, des sanctions soient prises contre ces manquements à la discipline, préjudiciables à la propagande de notre Parti, nous pensons que le Parti Socialiste respectueux évidemment de l'indépendance du syndicalisme, de la démocratie à l'intérieur du syndicalisme qui permet de grouper le maximum de travailleurs dans la lutte qui est la préparation des organismes, nous pensons que le Parti Socialiste, s'il ne doit pas se mêler à la vie de la grande centrale syndicale, doit cependant avoir une politique syndicale, qu'il doit entamer une campagne pour redonner à notre mouvement syndical sur le plan national et international la figure que nous lui connaissions jadis. Nous pourrions proposer, sans crainte de gêner qui que ce soit parmi les travailleurs, les mots d'ordre qui jadis ont fait de la CGT une centrale puissante et redoutée à savoir : abolition du salariat et du patronat, bien-être et liberté ; que chacun selon ses moyens, chacun selon ses devoirs, c'est-à-dire prennent à cœur de refaire du syndicalisme un organisme de lutte contre le capitalisme. C'est pourquoi nous déposerons une résolution à la Commission de réorganisation du parti en vue de l'application de cette obligation formelle d'une tâche essentielle pour les Socialistes à l'intérieur de leur section.
(Rappel à la limite de temps de cinq minutes de parole aux orateurs inscrits).

Faigt (Hérault)

Camarades, il fallait montrer l'importance des GSE dans le Parti, nous montrons l'importance ainsi dans le projet de réorganisation du Parti sans lequel les groupes Socialistes d'entreprises sont appelés à jouer un rôle essentiel. Et si nous voulons un autre argument, nous le trouvons dans le fait que dans toutes les motions distribuées depuis le début du Congrès, vous trouverez dans toutes ces motions, un appel en faveur des GSE, un appel pour donner aux groupes SE le plus de possibilités. Il semble par conséquent que notre Parti ait enfin compris le rôle et l'importance du GSE. Il semble qu'il l'a compris et il semble également que depuis le dernier Congrès, un effort sérieux a été fait dans ce sens. C'est

pour cela que les camarades des GSE du département de l'Hérault m'ont mandaté pour voter le rapport présenté.
Néanmoins, sur ce rapport ils désirent présenter quelques remarques :
1) Nous voudrions, parce que nous avons une connaissance des difficultés qui nous sont présentées dans ce domaine, nous voudrions que la liaison entre les GSE et les divers ministères Socialistes soit assurée au maximum. Pour notre cas, dans l'Hérault, nous n'avons qu'à nous louer du ministre que nous avons, et bien, souvent dans les renseignements qui nous ont été communiqués, nous avons pu annuler une certaine propagande faite contre lui dans les autres partis.
Nous voudrions que les GSE et particulièrement ceux qui militent dans les ministères, soient en contact étroit avec les ministres intéressés. Nous sommes persuadés que ce contact ne peut être que le bien même pour tout le Parti Socialiste.
Nous devons également demander que la liaison entre les GSE soit établie au maximum. Il n'y a pas seulement des GSE dans la région parisienne et les départements limitrophes, il y ait aussi des GSE dans toute la France. Il faut donc que lorsque les GSE de province écrivent à Paris, ils aient une réponse à leur demande. Il faut essayer de réaliser pour nous ce qui a été réalisé dans le domaine de la SNCF. Il faut créer cette union nationale par corporations, il faut y arriver, c'est essentiel et cela ne peut que servir à la propagande du Parti.
Et puis nous voulions également signaler le fait lorsqu'il parlera du «Populaire», nous nous étonnons que dans les colonnes de l'organe officiel du Parti, il n'y ait pas une chronique spéciale au moins une fois par semaine, réservée aux GSE (Applaudissements)
Cela est anormal.
Et puis, nous voudrions aussi que l'élection du Bureau national des GSE qui est la Commission administrative des GSE se fasse - et le problème est déjà posé - non pas par le Comité directeur mais par les militants du Congrès sur proposition. C'est une forme à étudier, par les dirigeants des GSE eux-mêmes. Il faut que dans notre Parti démocratique, tous les organismes soient élus et non pas nommés.
Il y a donc, je crois, nécessité, et ce sera là notre dernière remarque, pour le Parti de centraliser en un avenir prochain, un Congrès national des GSE de grouper les délégués de provinces, pour étudier en commun le problème des GSE qui ne peuvent pas être débattus en Congrès comme celui-ci. Ce sont les délégués des GSE qui pourront dire quelle doit être l'organisation des GSE, leur participation dans le Parti, les moyens pour arriver à une amélioration entre tous les organes du Parti et améliorer les liaisons. Il y a car conséquent là, un grand problème à traiter en ce qui concerne les GSE. Il semble, à la lecture du projet de réorganisation au Parti, et là je suis d'accord avec les camarades qui m'ont précédé, que l'on demande beaucoup aux GSE mais qu'on les traites comme des membres mineurs du Parti Socialiste. Cela ne doit pas être parce que, camarades, ce sont les camarades des GSE qui, j'en ai l'impression, donnent le plus au Parti Socialiste. Lorsqu'on fait appel, dans les sections, à des militants, pour vendre des journaux, ou assurer un service d'ordre, et bien c'est souvent

dans les GSE qu'on trouve ces camarades qui sont cependant quelquefois simplement des sympathisants.
On fait appel à eux et ils fournissent davantage que les membres du Parti. C'est pour cela qu'il ne faudrait pas les diminuer. Nous nous élevons, contre la proposition faite de prendre simplement dans les GSE les membres du Parti, régulièrement membres du Parti. Je pourrais citer des exemples. J'appartiens au GSE et bien, le militant de ce groupe qui donnera le plus au Parti, il n'est même pas membre du Parti, il est simplement sympathisant, et vous voudriez que nous nous séparions de ce camarade comme cela ? Et bien, jamais nous ne le ferons.
Il y a, je le répète, un grand problème à traiter en ce qui concerne les GSE.
Je voudrais terminer en disant que les camarades qui seront dans les GSE, sympathisants ou membres du parti, qui sont en contact avec la classe ouvrière fassent confiance au Socialisme, mais il faut que le Parti leur fasse confiance lui aussi.
(Applaudissements)

Tessier (Gard)

Camarades, je crois que l'essentiel de ce qui devait être dit sur les GSE l'a été. Mais je voudrais faire un appel au Parti pour demander au maximum que pour les GSE, on fournisse aux principaux militants du Parti, une documentation un peu exceptionnelle à la direction du GSE. On nous envoie des journaux de toutes les corporations, cela est très beau. Mais nous sommes quelques militants chargés du travail, malheureusement nous n'avons pas le temps de lire toute cette documentation essentielle et nous désirerions que l'on condense dans un numéro spécial et aussi rapproché que possible, les principaux faits, les principaux événements derniers que nous venons de traverser démontrent que nous avons raison et je voudrais ici rappeler en quelques mots la période de grève que nous avons connue. On parlait de la grève des cheminots, et bien, camarades, je dirai que la grosse majorité des ouvriers ignore ce qu'a été la grève des cheminots parce beaucoup plus de la moitié - je dirai même les deux tiers - des cheminots ne savent pas ce qu'a été la grève des cheminots. On ne sait pas que les quelques améliorations que nous avons obtenues ne sont pas l'œuvre de la fédération des cheminots mais l'œuvre du ministre des Travaux publics qui appartient à notre Parti. Tout ce que nous pouvons obtenir, tous les avantages que nous avons eux, n'ont pas été demandés par les fédérations, ou alors, ils ont été demandés par les membres minoritaires de notre fédération, ils ont été offerts par le ministre lui-même. Camarades, il est assez curieux lorsqu'un petit militant va trouver les cheminots et qu'il leur démontre de quelle manière les avantages ou la victoire, que les cheminots ont obtenue montre aux militants ce que rapportent les augmentations que vous avez eues, et bien ils ne s'imaginent pas lorsque vous dites dans une réunion où il y a quelques cheminots, lorsque je leur dit que l'augmentation, que le Chef de gare principal a obtenue égale non pas le salaire mensuel, mais est plus élevée que le salaire mensuel du manœuvre.
Voilà ce que nous demanderons aux GSE, de diffuser parmi toutes les corporations, parce qu'il n'y a pas que ce fait et même s'il n'y avait que ce fait

Fondation Jean-Jaurès

là, ce serait déjà très important mais pourrait être un cas isolé. J'ai lu dans un journal que vous pourrez trouver en ce qui concerne le gaz et l'électricité, une anomalie… (Bruits dans la salle, conversations particulières, on n'entend rien..) se trouve ces derniers temps non pas au service des travailleurs, mais au service de ceux qui nous dirigent ; cela, camarades, c'est grave. Et je vous prie d'écouter quelques minutes… (Lecture)...

Camarades, je sais, tous les ouvriers savent que la hiérarchie des salaires existe mais il est tout de même des exceptions que nous ne devrons pas permettre aux GSE, telle par exemple qu'une augmentation puisse atteindre le salaire minimum de l'ouvrier.

(Applaudissements)

Actuellement, nous pouvons dire, lorsque nous faisons une réunion parmi les militants, parmi les membres du GSE et même ceux qui n'en sont pas, que nous commençons à avoir l'oreille de la classe ouvrière, de quelques ouvriers, ceux qui veulent penser, réfléchir, de ne pas faire de politique, de démagogie, c'est auprès de nous qu'ils pourront faire le meilleur travail.

(Applaudissements)

Le président - Je salue dans cette salle la présence du camarade Ramadier.

(Applaudissements)

Spinetta (Seine-et-Oise)

Camarades, au nom de la fédération de Seine-et-Oise, je viens à cette tribune présenter quelques observations sur l'action des GSE telle que nous la concevons.

L'action des GSE doit se développer à un moment où dans l'organisation syndicale se manifeste un véritable réveil de la conscience ouvrière, à un moment où se produit une réaction salutaire contre une entreprise systématique de prolétarisation syndicale. Cela est de nature à rendre plus importante encore l'action des GSE et la première de leurs tâches est de resserrer, de maintenir et de développer ce contact encore avec les masses ouvrières, contact que nous avons peut-être un peu trop négligé et sans lequel un Parti Socialiste ne serait pas un Parti de lutte de classes et de révolution.

(Applaudissements)

Bien entendu, l'action des GSE doit animer et se concerter avec les Comités d'entreprise, mais par les textes qui régissent ces derniers nous savons que le champ d'exploitation économique a été limité, mais nous savons aussi qu'il reste aux travailleurs des possibilités qu'ils doivent savoir employer. Ce sera précisément l'un des rôles essentiels de ces groupes Socialistes d'entreprises, d'appeler l'attention des travailleurs de l'usine ou des bureaux sur ces possibilités d'amélioration de la loi des Comités d'entreprises.

Les GSE doivent donc être les animateurs des Comités d'entreprises. Ils doivent faire de ces Comités, des instruments de combat Socialiste et éviter en particulier que par erreur fondamentale, les travailleurs le laissent entraîner à une défense des intérêts égoïstes de leurs patrons

Fondation Jean Jaurès

(Quelques applaudissements)
Je voudrais maintenant dire un mot de l'action des Comités d'entreprises sur le plan du travail. Elle doit se différencier nettement du comportement du Parti Communiste. Le Parti Communiste entend, en effet, limiter l'action des Comités d'entreprises à la seule gestion des autres œuvres sociales. Les Communistes entendent s'opposer à l'instauration d'une véritable démocratie économique qui n'irait pas, certes, sans menacer sérieusement pour l'avenir le centralisme totalitaire du pouvoir qu'il rêve d'instaurer sur ce pays.
(Applaudissements)
Depuis des mois l'attitude du Parti Communiste a été constante à cet égard. On l'a bien vu récemment à propos des problèmes miniers, lorsque il a été question de définir la nature des liens de rattachement des bassins houillers nationalisés à l'organisme central de coordination des Charbonnages de France, les Communistes entendirent et entendent encore subordonner étroitement l'autonomie nécessaire à l'organisme central des charbonnages, qui est, non pas un organisme de gestion, mais un organisme de contrôle et de coopération.
Ils ont enfin un autre rôle, non moins important, que les GSE. Je voudrais sur ce point insister un peu plus. Il fut un temps où les Communistes entonnaient l'hymne à la production, il fut un temps où jour après jour nous étions informés de la montée ascendante de la production charbonnière. C'était le temps où un ministre Communiste était chargé des questions minières. Mais les temps ont changé. C'est maintenant, l'un des nôtres qui est responsable du secteur de la production industrielle et c'est précisément l'occasion qu'on choisit pour préconiser sournoisement un relâchement de l'effort de production. Les conséquences ne se font pas attendre, en quelques mois le rendement de l'ouvrier mineur tombe dans le Pas-de-Calais de 900 à 630 kg. Ce qui est grave, ce n'est peut-être pas seulement que les hommes puissent propager de tels mots d'ordre, mais c'est qu'il y ait des ouvriers pour les suivre et les appliquer. Et c'est là 1e signe inquiétant d'un affaiblissement de la conscience de la clsse ouvrière.
(Applaudissements)
Et par une telle politique, ce n'est cas seulement le gouvernement que l'on met en difficulté, mais c'est la France elle-même que l'on frappe et que l'on frappe au cœur, c'est sa renaissance qui est ainsi mise en péril et c'est la mission de la classe ouvrière qui est compromise.
(Applaudissements)
Et bien, sur ce terrain là, les GSE ont un rôle important à jouer, rôle de clarification, rôle d'affranchissement des préjugés néfastes. L'action des GSE doit également avoir son prolongement sur le plan syndical. Il peut et doit permettre d'affranchir l'organisation syndicale d'une entreprise organisée de prolétarisation, en restaurant l'autonomie et l'indépendance du mouvement syndical. Je voudrais, puisque le président me rappelle à l'ordre, terminer sur cette conclusion importante. Les GSE doivent d'autre part, amener une démocratie économique dont le Parti souhaite l'instauration.
Être sur le plan politique, dans le cadre des décisions souveraines du Parti, des

instruments de travail aidant à refaire au Parti l'influence qu'il a partiellement perdue auprès des masses ouvrières. Ils doivent être sur le plan syndical des instruments de ces communications en vue de faire retrouver à l'organisation syndicale l'autonomie et l'indépendance sans lesquelles elle ne devient plus qu'un mouvement au service d'un Parti politique. Sur le plan économique, travailler à l'instauration d'une démocratie économique, par l'accession toujours plus large des travailleurs à la gestion des entreprises, gestion qui redonnera aux travailleurs la maîtrise du pouvoir économique, et leur ouvrira la porte du pouvoir politique.
(Applaudissements)

Suzanne Charpy (Seine), toujours sur le rapport des GSE

Camarades, je crois qu'il n'est pas inutile de préciser devant les délégués du Congrès national de notre Parti, les conceptions qui doivent présider, selon nous, à l'activité des GSE : grouper les camarades sur le lieu du travail, leur délivrer des cartes et des timbres, conférer à ces groupes un minimum d'organisation est chose excellente. Mais il faut encore que ces groupes sachent ce qu'ils ont à faire, dans une période déterminée, qu'ils reçoivent par conséquent des directives précises, s'inscrivent dans le cadre des réalités et dans celui de leur mouvement.
À ce sujet, deux conceptions s'affrontent. Et il me semble nécessaire de les dégager. Pour certain camarades ces GSE ont pour tâche de transmettre sur le lieu du travail la propagande fédérale du Parti et la traduire à l'échelle du domicile et au chantier. C'est ainsi que l'on assigne aux groupes un rôle de commandement dans tel cas, ou de conseiller dans tel autre cas, de la lutte sociale. Pour nous au contraire, et nous le précisons nettement, le rôle des groupes est de s'insérer dans le combat social, d'y prendre vigoureusement leur responsabilité, de démontrer que la politique au Parti est juste en prêchant par l'exemple, non pas seulement en commandant le combat, mais en y participant.
(Quelques applaudissements)
Cela, c'est la seule voie qui nous permettra d'acquérir l'estime de nos camarades de travail et d'accroître l'autorité du Parti à la condition toutefois que sa politique soit conforme dans l'essentiel aux intérêts des masses laborieuses.
Or, cela a été la volonté au Congrès de 1946, et nous devons tous le constater, ce n'est pas celle du gouvernement actuel qui est malheureusement à direction Socialiste.
(Applaudissements)
Nous pensons, nous, que l'activité de nos groupes doit se conformer aux volontés souveraines du Congrès de notre Parti et non pas à celles du gouvernement.
(Vifs applaudissements)
C'est-à-dire, que pas plus que nous ne voulons voir les Comités d'entreprises transformés en instruments de l'État, pas davantage nous ne voulons voir les GSE transformés en instruments du gouvernement.
(Applaudissements)

Cahiers Fondation Jean Jaurès

Je ne peux exposer dans un court rapport, la multiplicité des aspects de la vie économique qui conditionnent cependant l'activité de nos groupes. Je me contenterai simplement d'attirer votre attention sur un phénomène très important, c'est la dispersion croissante des masses ouvrières et leur désaffection à l'égard des organisations syndicales politiques. Ce phénomène est né de leur échec relatif, de leur impuissance à être les animatrices d'une organisation économique que ne peut plus assurer le monde capitaliste et aussi de l'incapacité de l'État à gérer les entreprises nationalisées d'une manière rentable.

(Applaudissements)

C'est de ces réalités qu'est née une tendance à la constitution de Comités d'entreprises embrassant l'ensemble des travailleurs sans distinction d'appartenance politique ou syndicale. Leur rôle historique est d'être l'élément primaire de la réorganisation économique. C'est pourquoi nous pensons qu'il est juste que dans la loi sur les Comités qui sera remaniée dans l'année en cours, on ne devra pas continuer à consacrer la tutelle de l'appareil syndical qui est en fait celle du Parti Communiste, ou des organisations syndicales chrétiennes. En face de ce phénomène de dispersion les GSE sont les ponts de recoupement possibles des mécontents, des syndicalistes demeurés fidèles à la démocratie ouvrière, de ceux qui veulent se libérer de la tutelle stalinienne. Cela veut dire, qu'ils soient socialistes, ou qu'ils le deviennent, cela dépend nécessairement de notre effort, de notre participation chaque jour plus profonde à la vie syndicale, et surtout de la nature de notre politique générale. Car il serait aussi trop simpliste de croire que l'on pourra recruter les meilleurs éléments du Parti, les travailleurs en pratiquant une politique diamétralement opposée à leurs intérêts.

(Applaudissements)

En conclusion, l'avenir de nos groupes dépend des décisions que vous allez prendre sur le plan des revendications des travailleurs, ainsi que sur celui de l'organisation économique à laquelle les travailleurs doivent participer chaque jour plus profondément. Si nous réaffirmons dans ce domaine, ce que nous disions l'an passé, nos groupes se redresseront, s'enrichiront d'éléments nouveaux, préciseront leur caractère politique en renforçant leur Parti, à la condition bien entendu que les militants Socialistes se décident enfin tous à militer dans leurs groupes, dans leur syndicat ainsi que dans les Comités d'entreprises. C'est dans cette voie que s'est engagé le Secrétariat au Parti et des efforts importants ont été faits dans le domaine de la presse ainsi que dans l'organisation plus systématique du travail dans les Comités d'entreprises. C'est dans le même esprit qu'il a été envisagé l'organisation d'une semaine d'études destinée aux responsables des GSE. Je dois dire qu'un camarade m'a fait à ce sujet une remarque très juste. Il m'a dit : vous demandez de faire une semaine d'études des GSE, mais il est extrêmement difficile de réunir le nombre de camarades travaillant dans les entreprises, ayant des responsabilités dans les Comités étant donné que ce sont des travailleurs et qu'ils n'ont pas la possibilité de faire certains frais. Peut-être serait-il plus juste de faire sur le plan de chaque fédération, non pas une semaine, mais des réunions d'un jour, une étude assez

approfondie à faire au sein des Comités. Je retiens cette demande, je la trouve excellente, mais cela ne peut pas empêcher nos camarades de faire une semaine d'études de manière à donner à nos camarades du Parti, la possibilité d'agir efficacement au sein des Comités d'entreprises, de profiter de cette loi qui a été faite par les camarades du Parti. Et c'est justement pour cela que j'insiste, parce que malheureusement, pour des raisons, pour certaines raisons, les gens représentant les intérêts de droite ne tiennent pas du tout à voir les Comités d'entreprises fonctionner normalement pas plus d'ailleurs que les camarades du Parti Communiste et je l'ai dit assez souvent, parce que eux, ne tiennent pas à ce que la classe ouvrière s'éduque et fasse la gestion nécessaire qui lui permettra d'obtenir la transformation. Comme le disait Jaurès, combattre et penser c'est être un homme complet. On ne démontre pas seulement que l'on a raison par des discussions mais on administre la preuve dans l'activité pratique. Et cela je dois en féliciter les camarades des GSE qui malgré toutes les difficultés qu'ils ont eue, ont réussi à faire entendre la voix du Parti Socialiste, et grâce à leur activité saurons donner à notre Parti l'exemple du travail pratique nécessaire pour pouvoir obtenir des résultats positifs.

Brixy

Les représentants des GSE qui ont pris la parole sur le rapport n'ont pas fait entendre de critiques contre lui, c'est donc que dans l'ensemble ce rapport a répondu à ce qu'il avait pu faire pour le Parti durant l'année écoulée. Néanmoins, je suis heureux que quelques camarades aient apporté leurs suggestions à ce sujet. Un camarade de l'Hérault nous a dit tout à l'heure qu'il faudrait qu'une élection de la Commission administrative nationale des GSE et des responsables soit faite régulièrement, élus par les membres et ratifiés par le Comité directeur. Je répondrai à ce camarade que le projet de réorganisation des statuts étant en cours. Il faut attendre les résultats de la Commission de réorganisation

D'autre part, notre camarade a demandé qu'une meilleure liaison soit assurée entre les GSE et les ministères. Sans dire que cela marche d'une façon parfaite, nous pouvons quand même dire qu'une nette amélioration est faite et qu'actuellement nos camarades aux ministères reçoivent maintenant des groupes de nos membres des GSE lorsque ceux-ci en font la demande par les organismes intéressés.

Nos camarades ont posé des questions pour un Congrès des GSE. Là aussi, il faut attendre la réorganisation des statuts.

Un de nos camarades demande que l'on donne aux groupes de provinces plus de documentation. Vous avez pu voir dans le stand réservé à cet effet que les GSE ont fait le maximum pour la question de la documentation, brochures, journaux... Nous avons actuellement sept journaux nationaux qui tirent à 30 000 exemplaires : Le bénéfice Socialiste, Le métallurgiste Socialiste pour les métaux, Le journal du cheminot, L'université Socialiste, Le fonctionnaire Socialiste, le journal Énergie pour le gaz et l'électricité. Et en plus de ce travail de journaux, sur le plan national, nous avons une multitude de journaux

d'entreprises et de journaux d'unions professionnelles. Je pense que nous avons fait un très gros effort. De plus, nous avons commencé à envoyer à nos camarades responsables des fédérations, de groupes d'entreprises, ainsi qu'aux secrétaires fédéraux des bulletins, des documents économiques et sociaux, qui peuvent être compris par tous les ouvriers.
Maintenant, je fais appel, sur ce qu'a dit le délégué de l'Hérault ; chez nous, parmi les ouvriers, nous n'avons pas besoin de longs rapports pour exprimer ce que nous pensons, les chiffres parlent pour nous et on dit parmi les ouvriers que ce ne sont pas des paroles qu'il faut, mais des actes. Or les membres des GSE étaient en août 1946 de 59 000. Actuellement, à la date du 1er août les GSE comptent 54 000 adhérents soit près de 40% d'augmentation des effectifs. Donc une situation financière qui est saine. Au 1er juin nous avions constaté une rentrée de cotisations de 264 000 frs. Pour, la propagande, 57 fédérations avaient reçu à cette date, la visite de nos permanents. Vous voyez donc qu'un très gros effort a été fait dans ce sens.
De plus, là, je poserai une question plus délicate, avec les mouvements de grève qui se sont passés dans la région parisienne, principalement, et dans toute la France durant ces derniers mois, les GSE ont donné la preuve le leur docilité et de leur homogénéité parmi cette épreuve que nous avons traversée, parce que d'autres mouvements parmi ces grèves auraient pu tomber ou être en désaccord avec le Parti sur la structure même des Groupes. Ils ont donné là une preuve.
Puis vous avez pu constater, sur le plan syndical, une reprise qui pour beaucoup est d'une part l'œuvre de nos camarades qui militent au sein des entreprises.
Nous avons vu à l'occasion de la grève Renault obtenir pour la première fois dans l'histoire du syndicalisme, le vote à bulletin secret qui permet maintenant, camarades, au sein des entreprises de pouvoir se déterminer librement et d'obtenir partout maintenant ce vote à bulletin secret.
Et j'en terminerai en disant qu'un gros effort pourrait se concevoir dans ce sens, car le Groupe sera le principal recrutement de la classe ouvrière pour le parti. Pour cela, en plus de ce que va décider la Commission de réorganisation, il faudra que nous exigions l'application totale de l'article 12 des statuts, une organisation des unions professionnelles sur le plan fédéral et national, organisations para Socialiste des petits commerçants, travailleurs indépendants, etc.
Il faut que nous arrivions à faire une organisation complète par la base et là je veux terminer par cette parole de Jaurès : «S'il faut dans le Parti toujours être des idéalistes, il faut avant tout être des réalistes.»
(Applaudissements)
Rapport des GSE mis aux voix.
Adoption à l'unanimité.

Guy Mollet

Camarades je vous invite pour l'instant à reprendre chacun dans vos dossiers le programme des séances. Nous avons à l'heure actuelle une séance et demie de retard dans notre travail. Il ne s'agit pas de continuer à cette cadence. Il s'agit

dès maintenant de prendre ensemble des décisions, même si elles doivent être désagréables pour certains. Il est évident qu'étant donné les rapports qui restent encore à discuter, leur importance, je cite : Amis de l'enfance ouvrière, - pour ce rapport j'ose espérer qu'il peut aller assez vite - rapport du groupe parlementaire, rapport sur le Populaire, rapport sur les Jeunesses Socialistes, rapport sur l'International, il est évident qu'il est déjà très optimiste d'espérer que l'on puisse en terminer ce soir dans la séance de l'après-midi. Il faut donc accepter que nous organisions dès maintenant, au Bureau, ces rapports et que nous disions, que vous disiez ensemble, que s'il reste quatre heures entre 16 heures 30 et 20 heures 30, ou 21 heures maximum pour la fin de la séance, de l'après-midi, cela suppose qu'un maximum d'une heure sera attribué à chacun des quatre rapports principaux : Groupe parlementaire, Populaire, Jeunesses Socialistes, International. Êtes-vous d'accord ? Il faudra donc apporter une limite aux orateurs sur chaque rapport.
Ce soir nous devrons donc avoir en retard : Programme et tactique des élections municipales, et les débats sur la politique générale. Or, il y a ce soir de prévu pour nos amis de Lyon et pour les congressistes et éventuellement leurs amis ou leurs familles, une fête de variétés aux Célestins. C'est une proposition que je vais faire, je m'en excuse auprès d'eux. Je demande que ce soir le Congrès siège en séance de soirée et de nuit et qu'il mette à son ordre du jour : Programme et tactique des élections municipales. Il n'y a pas d'opposition ?
Il y aura donc une séance de soirée.
Nous consacrerons toute la journée de demain, les trois séances de la journée de demain à la politique générale : séance de la matinée, de l'après-midi et de nuit.
La commission des résolutions, selon une coutume peut-être regrettable, mais déjà vieille, siégerait toute la nuit et la matinée du dimanche. Dans la matinée du dimanche, le Congrès ne s'amuserait pas, mais pendant que la Commission des résolutions continuerait, le Congrès siégerait pour entendre les rapporteurs sur le projet de réorganisation du Parti, ce qui nous permettrait de maintenir à dimanche après-midi et dimanche en soirée les rapports des Commissions et divers votes, faute de quoi il nous faudrait prévoir la prolongation du Congrès pendant toute la journée du lundi. Ce que je n'ose pas vous proposer. Si vous acceptez la proposition que je viens de vous faire, on pourrait terminer dans la nuit de dimanche. Adoption. Il en est ainsi décidé.
Le rapport suivant. Seize orateurs sont inscrits, plus le rapporteur. Aussi en raison du nombre des orateurs, je prie ces orateurs de se réunir dans la salle, derrière la tribune, pour organiser leurs débats et se répartir le temps. Pendant que ces camarades s'entendent, nous allons écouter le rapporteur de la Commission agricole et l'unique orateur inscrit sur le rapport.

Jacques Urvoy

Camarades, il m'est particulièrement agréable de présenter cette année un rapport sur la Commission agricole qui suive immédiatement le rapport sur les GSE. En effet, camarades, le Parti Socialiste, le Socialisme n'a jamais séparé dans le prolétariat, dans sa conception, les classes laborieuses aussi bien les

ouvriers de l'industrie et du commerce, et aussi les ouvriers fonctionnaires que les ouvriers de l'agriculture, qu'ils soient salariés, ou qu'ils soient même paysans exploitants.
Mais il ne s'agit pas, camarades, de parler ici, ni de la politique générale du Parti, ni même de la doctrine elle-même du Parti, ni même de la politique agricole du Parti, - encore que ces deux questions mériteraient un très long exposé - il s'agit tout simplement de vous exposer par quels moyens la Commission agricole du Parti a tenté et parfois réussi, la pénétration du Parti dans les milieux ruraux. Et quand je dis pénétration, il ne s'agit pas seulement de glaner les voix d'électeurs qui sont loin du Socialisme, mais essentiellement de faire pénétrer dans un milieu qui est souvent très favorable à les accepter, les idées Socialistes, les conceptions Socialistes de la société. Et je voudrais vous exposer par quels moyens la Commission agricole a mené cette action.
Il n'y a pas de progression dans un corps social qui revient au Socialisme sans bonne politique. Cela a été dit à l'occasion de rapports précédents. Je le répète pour la Commission agricole et je voudrais qu'en ce qui la concerne, ses efforts, c'est de s'efforcer de faire cadrer la politique agricole du Parti en fonction des décisions de pénétration du Parti dans les milieux ruraux, et la lutte, l'initiative d'une force mûre, qui a été retenue par d'autres positions du Parti, permettant précisément de faire cadrer cette politique avec les désirs des masses paysannes qui reviennent au Socialisme. Et cela, non pas en prononçant des exégèses sur la résolution d'un précédent Congrès, mais en étudiant au jour le jour, semaine par semaine l'évolution de la politique, en consultant le plus souvent possible tous les militants qui se trouvent en contact avec la réalité, en contact avec les réalités terriennes, par la Commission non seulement nationale du Parti, où se trouvaient représentés tous les camarades qui se trouvent à des postes d'observation ou d'action, la politique agricole du Parti a permis une pénétration dans les milieux ruraux qui est certainement très favorable.
Mais il ne suffit pas de mettre au point une politique agricole, pour assurer sa pénétration, il faut encore des moyens de pénétration, il faut armer les militants qui ont pris cette charge de pénétration. Ces moyens, ce sont d'abord des moyens d'organisation et c'est pourquoi, la Commission agricole a pris cette année, une extension dans de nombreuses fédérations où de nombreux camarades se sont regroupés pour prolonger l'action jusque dans les campagnes les plus reculées. Les autres moyens : documentation. Cette documentation a été fournie à la plus grande partie des camarades. Soit par le canal ordinaire du Parti, quand les délais étaient possibles, soit par la Moisson, soit par les circulaires plus spécialisées. Enfin, camarades, un moyen de pénétration dans les milieux ruraux que nous avons essayé, c'est d'utiliser au maximum notre hebdomadaire national agricole la Moisson. Et je profite de cette occasion où un grand nombre de militants, les meilleurs du Parti, se trouvent réunis pour leur lancer à nouveau l'appel qui a été prononcé au dernier Conseil national pour qu'ils consacrent tous leurs efforts à la diffusion de la Moisson.
Je ne veux pas prolonger ce rapport. Je voudrais conclure. La conclusion sera pour souhaiter un développement de l'action qui a été menée par la Commission

agricole pendant l'année passée sur les bases de la fédération. Camarades, puisque les fédérations ont été favorables au rapport de la Commission agricole sur les bases que j'ai tracées tout à l'heure et aussi, et j'insiste là-dessus - je me réserve d'ailleurs d'intervenir à nouveau sur le projet de réorganisation du Parti - par une reconnaissance officielle du Parti de cette action dans les masses paysannes, dans les milieux ruraux, par la reconnaissance de statuts à ces Commissions agricoles qui finalement, ne sont rien autre chose que des groupes Socialistes analogues aux GSE. Des groupes de travail qui n'ont de différence avec les GSE que dans la majorité du territoire français l'entreprise agricole ne peut pas constituer le cadre de l'action des militants mais que ce cadre doit nécessairement rester un cadre géographique : le village, le canton…
J'invite donc les camarades à trouver cette conclusion du rapport et à approuver et adopter avec le projet de réorganisation du Parti, le projet de statuts de ce qui pourraient être les groupes Socialistes d'action agricole, absolument analogues aux GSE avec cette simple réserve que je répète : le cadre n'est pas l'entreprise mais le village ou le canton.
(Applaudissements)
Enfin, camarades, je me permets d'insister après cette intervention pour que le Congrès veuille bien consacrer non seulement de l'attention, mais quelque temps, malgré le pessimisme qu'a traduit Guy Mollet sur l'horaire, à l'étude de ce qui n'est pas une politique agricole, qui n'est pas la politique qui intéresse seulement les agriculteurs, mais une politique des problèmes concrets, des problèmes qui conditionnent plus encore que toutes les doctrines du monde le salut du Parti Socialiste, le salut de la démocratie, les problèmes alimentaires, les problèmes du pain, de la viande, ce sont les problèmes du blé. Ce sont ces problèmes précis, et je supplie le Congrès de bien vouloir, dans le cadre de la politique générale, réserver à ces questions concrètes, à ces questions brûlantes, une étude approfondie et constructive.
(Applaudissements)

Felouzat (Allier)

Camarades, nous pouvons nous féliciter que pour la première fois depuis la libération, un rapport de la Commission agricole soit inclus dans les rapports statutaires du Parti.
Nous regrettons cependant qu'un débat plus large n'ait pas été institué et prévu sur les questions agricoles, au moment où la situation politique semble autant dépendre des problèmes alimentaires. J'approuve personnellement et je vous demande de l'approuver, le rapport de la Commission agricole du Parti.
Un travail important a déjà été fait sur le plan paysan. Il n'en reste pas moins qu'un énorme effort reste encore à accomplir pour faire pénétrer davantage le Socialisme dans les milieux ruraux.
La France est un pays aussi riche que varié au point de vue agricole. Les diverses variétés de cultures, la nature du sol, provoquent de grandes variations dans l'existence, la mentalité et la psychologie paysannes.
C'est pourquoi, là plus qu'ailleurs, il faut davantage de moyens pour pouvoir

adapter les divers thèmes de propagande aux exigences locales ou régionales.
Pour cela, il est nécessaire de doter la Commission nationale agricole des moyens matériels nécessaires pour qu'elle puisse disposer de permanents spécialisés selon les diverses régions et cultures de notre pays.
Il faudrait également une place plus large dans les quotidiens du Parti, pour les chroniques agricoles qui devraient être hebdomadaires. Certes, la Moisson s'est heureusement améliorée et est devenue un hebdomadaire qui plaît et pour qu'une diffusion plus large en soit faite, il serait nécessaire que l'on puisse souvent faire des envois gratuits aux sections afin de la faire mieux connaître.
L'expérience a prouvé que cela donne des résultats satisfaisants.
Enfin, il est nécessaire que l'on se penche plus sérieusement sur les véritables problèmes humains de la paysannerie et ne pas oublier le véritable prolétariat agricole, les ouvriers, les salariés de l'agriculture.
Je veux, en terminant, formuler le souhait que les problèmes agricoles trouvent une plus large audience auprès des sphères dirigeantes du Parti et au groupe parlementaire.
(Applaudissements)
Rapport statutaire de la commission agricole adopté à l'unanimité.

Lucien Kahane

Responsable national des Amis de l'enfance ouvrière, des Faucons rouges.
Camarades, je vous apporte ici le salut, les amitiés des mille Faucons rouges qui ont installé leur république dans les Pyrénées Orientales, dans les montagnes, à 1 600 mètres d'altitude.
C'est la première fois, camarades, qu'un délégué des Faucons Rouges peut venir devant vous, devant le Congrès du Parti Socialiste, qui patronne officiellement le Mouvement de l'enfance ouvrière.
Et je suis heureux de cette occasion qui est donnée à notre mouvement, alors que l'on a entendu dire tellement de bêtises sur notre politique ou notre affiliation, alors qu'il est absurde de parler de politique pour un mouvement d'enfants de 6 à 16 ans.
Que l'on sache seulement que nos aides appartiennent tous au Parti et que nos groupes s'appuient tous sur des sections Socialistes.
À la libération, quelques camarades, quelques anciens des Faucons, ont repris l'héritage de l'occupation. C'est-à-dire, un mouvement absolument inexistant, une documentation entièrement détruite, un matériel complètement anéanti, dispersé, et distribué aux organistes pétainistes du genre du RNP.
Il nous a fallu reconstruire de toutes pièces les principes suivant lesquels vivent les Faucons Rouges et les méthodes de travail qui nous différencient de tous les autres mouvements d'enfants, qui ne sont autres que les principes et les méthodes Socialistes. Et nous avons fait paraître notre bulletin pédagogique mensuel, l'Aide, qui est réclamé par tous les mouvements de Faucons Rouges existant dans les autres pays.
Nous avons été reconnus par le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de l'Intérieur. Nous avons recréé, petit à petit, tout notre matériel et

Fondation Jean Jaurès

des groupes de Faucons Rouges se développent un peu partout en France.
Nous avons organisé de nombreux «Foyers d'aides». C'est ainsi que nous appelons les week-ends et les soirées d'études de notre mouvement, et quelques «Étapes d'Aides», d'une durée de 8 à 15 jours.
En 1945, nous avons réalisé la République des Ormeaux, en Seine-e-Oise, où se trouvaient 300 participants, qui a été en quelque sorte le point de départ de notre mouvement après la Libération et qui a été consacrée, presque entièrement, à l'éducation des Aides.
En 1946, en raison des faibles moyens matériels, nous avons organisé cinq petites Républiques et quelques délégations à l'étranger, auxquelles ont participé 5 à 600 Faucons Rouges.
Cette année, camarades, nous avons réalisé quelque chose dont chaque membre du Parti peut se montrer fier, et qui je l'espère servira aussi le Parti dans l'opinion publique. C'est la République Internationale de Montlouis qui a lieu dans les Pyrénées-Orientales, à 1 600 mètres d'altitude, dans le cadre splendide d'une clairière de 3 à 400 mètres de diamètre, traversée par une rivière tranquille et à peine fraîche où nos Faucons peuvent s'ébattre sans aucun danger, au milieu des pins, des hautes collines boisées et de sommets souvent encore neigeux.
À ce propos, je tiens à remercier - n'en déplaise à leur amour-propre - tous les camarades qui nous ont aidés à mettre notre République sur pied, qu'ils appartiennent au Secrétariat du Parti ou aux ministères de l'Éducation nationale, de la Production industrielle, de l'Intérieur ou de l'Agriculture et en particulier mon camarade Métayer, député et Secrétaire fédéral de Seine-et-Oise qui nous a mis en relation avec les services officiels et tous ceux, qui soutiennent effectivement les différents groupes de France.
Cette assistance, camarades, nous en avons besoin partout, particulièrement dans les organismes officiels et aussi partout où existe un groupe. Il faut que vous vous rendiez compte du travail effectué par nos Aides qui passent chaque dimanche, chaque jeudi et au moins deux soirées par semaine avec leur groupe, et qui pour tout repos n'ont que le surcroît de travail de la République où ils sont pris à chaque instant par leur équipe. Les Aides n'ont pas le temps et souvent pas le poids et l'autorité qu'il faut pour obtenir toutes les facilités matérielles et administratives. C'est aux militants du Parti, et surtout à vous, délégués et responsables du Parti, d'assurer cette tâche.
Pour assurer la bonne marche de notre République, nous avons touché 30 000 francs du ministère et nous avons acheté pour plus de deux millions de matériel, tentes, tables, matériels de cuisine, d'infirmerie, etc. Nous avons demandé aux familles 2 500 francs par participant, et, sans les avoir tous touchés, nous avons dû payer sur ces 2 500 francs, une moyenne de 1 400 à 1 500 francs de voyage.
Toutes ces difficultés d'ordre financier et matériel ne nous ont pas empêchés de mener à bien notre tâche. Et nos Faucons ont eu régulièrement par jour au moins un demi-litre de lait, 100 grammes de viande, des tomates, des fruits, et du pain à volonté, ce qui s'est traduit par une moyenne quotidienne qui dépasse 600 grammes et qui a atteint 800 grammes.
Parmi nos Faucons, ceux qui ont plus de 14 ans, et que nous appelons les

Pionniers, au nombre de 3 500 sont partis en camps volants de 4, 5 et 6 jours à plusieurs reprises, en équipes de 12 à 15, avec des rations quotidiennes de 10 morceaux de sucre et des suppléments de viande. Partis dans toutes les directions possibles, et elles sont nombreuses en montagne, ils ont été approvisionnés tous les jours, ou tous les deux jours, par une voiture qui les déchargeait ainsi du transport et les ravitaillait en nourriture fraiche.
Lorsque nous avons organisé notre République, depuis Pâques, nous nous sommes heurtés à l'incompréhension quasi-générale et trop souvent même de la part de camarades Socialistes. On nous a parlé de bagnes d'enfants et de nuées de sauterelles s'abattant sur la région. Ces deux formules sont notées dans le compte rendu du Comité interdépartemental des colonies de vacances de la Pentecôte à Perpignan.
Et la suite, logique, de ces assertions lancées en l'air, sans fondement, cela a été l'impression très favorable de tous les militants qui nous ont visités, la très bonne opinion que l'on a de nous dans la région et les rapports élogieux faits à notre sujet par l'Inspecteur départemental des colonies de vacances et des Mouvements de Jeunesse, qui est Communiste, par l'Inspecteur régional qui n'est pas Socialiste et par un Inspecteur du ministère qui «a été Socialiste».
Mais malgré toutes ces difficultés, nous sommes fiers de la tâche que nous nous sommes donné.
C'est-à-dire, d'assurer une véritable vie Socialiste aux enfants, qui nous sont confiés en leur donnant conscience de leurs libertés et le sens de leurs responsabilités, de les préparer à une vie saine pour la construction du Socialisme
(Applaudissements)

Le président - Il n'y a pas d'orateur inscrit, je mets aux voix. Adopté à l'unanimité.
Maintenant, rapport statutaire des Jeunesses Socialistes.
Un débat a été organisé, plusieurs camarades se sont entièrement sacrifiés, il n'y a plus que 14 orateurs, chacun se contentera de 4 minutes, sauf trois qui useront de 5 ou 6 minutes.
Avant de donner la parole aux camarades, je crois de mon devoir de vous faire un appel. Avec le rapport des Jeunesses Socialistes, nous entamons la discussion de plusieurs rapports où les passions vont s'exercer et se heurter. Ce matin, j'ai participé à une cérémonie du souvenir dans une petite rue de Lyon. Nous avons commémoré le nom de ceux qui partis de cette ville pour activité clandestine ont consommé le sacrifice total. Je suis sûr que le Congrès adoptera ma proposition. Je voudrais que nous nous souvenions toujours, au moment de développer la valeur de nos arguments, que c'est au prix du silence auquel nos morts Socialistes se sont condamnés que nous avons maintenant le droit de parler.

Augard (Seine-et-Loire)

Camarades, c'est au nom de la totalité, sans distinction de tendances, de la fédération de Saône-et-Loire, que je viens à cette tribune puisque j'y viens en

même temps au nom de la fédération de la Vendée qui se rallie à notre position, et j'y viens non pas pour défendre l'une ou l'autre des parties, mais pour apporter quelques précisions. Nous avons lu, surtout en province, les différents articles de journaux, les différentes brochures concernant les Jeunesse Socialistes. Un antagonisme se manifeste à travers ces publications, certaines affirmations nous ont beaucoup surpris. J'ai déclaré qu'il ne s'agit pas pour nous de prendre position, qu'il me soit permis tout de même de nous étonner que l'on puisse dire que tous les membres du bureau des Jeunesses Socialistes ne soient pas Socialistes. Je ne citerai qu'un exemple, parce qu'en Seine-et-Loire, nous nous connaissons bien, et je pense qu'il en est de même pour tous. Cet exemple est celui de la Saône-et-Loire de Marcel Rousseau.

En Saône-et-Loire, nous avons eu le triste avantage d'avoir à la Libération cinq députés Socialistes sur six qui soient avec Paul Faure et le Parti Socialiste démocratique. Nous avons eu aussi l'avantage de voir partir de chez nous Théo Bretin. Les difficultés rencontrées pour reconstituer le Parti furent nombreuses.

Devant de telles difficultés, une poignée d'hommes a réalisé cette chose que tout le monde connait dans la région : le travail de reconstruction du Parti réalisé par Rousseau.

Nous ne voulons pas discuter sur le fond du conflit actuel, de ce moment, mais pour une question si grave, question qui risque, si nous laissions le statu quo, d'être le prélude du débat de la politique générale, et risquerait de nous couper de la jeunesse des travailleurs. Nous estimons que la procédure fut trop rapide et nous demandons pour ne pas mésestimer la Commission des conflits, et en même temps pour permettre aux deux parties en présence de s'expliquer, de les réunir devant une Commission spéciale d'exception désignée par le Congrès souverain.

Nous demandons au Congrès national de s'arrêter sur cette solution en votant la motion dont voici les termes : La Fédération de Seine-et-Loire, sans prendre position sur le sujet, est vivement émue de la situation créée par la prise de position du Bureau national des Jeunesses Socialistes et du Comité directeur.

Considérant que jeunes et adultes auraient à gagner d'un rapprochement, ne voulant pas, d'autre part, mésestimer de la Commission nationale des conflits la fédération Socialiste de Seine-et-Loire propose que tous les membres exclus soient renvoyés devant la juridiction suprême du Congrès national pour être entendus et qu'il soit statué sur le fond.

Beguin (Var)

Camarades, je ne parlerai pas au Congrès des événements qui se sont succédés. Aujourd'hui un drame se déroule au sein de nos Jeunesses Socialistes et au sein de notre Parti, puisque les Jeunesses sont partie intégrante de notre Parti. Les orateurs qui sont pour le rapport des Jeunesses Socialistes, ou ceux qui sont contre le rapport des Jeunesses Socialistes aborderont ce problème. Je voudrais simplement attirer l'attention du Congrès sur le fait que dans le rapport présenté, la principale raison invoquée pour l'indiscipline pour la situation actuelle des Jeunesses, et bien, c'est un grief qui est fait à la structure de notre mouvement.

Je crois que c'est là un argument un peu facile. Il y a des raisons plus fortes que celle-ci, des raisons qu'il nous appartient de dégager. Quelles sont-elles ? Je les résumerai en trois. La première, c'est parce que le Parti, surtout à l'échelon section et à l'échelon fédération, se désintéresse du problème des Jeunesses.
(Applaudissements)
C'est parce qu'on ne sait pas pourquoi, il y a une sorte de froideur qui répond à l'enthousiasme latent de nos Jeunesses Socialistes. Et enfin, la troisième raison, il faut bien le dire, il faut bien l'avouer dans ce Congrès, les Jeunesses Socialistes ont eu une attitude conforme aux décisions du Parti dans son dernier Congrès national qui affirmait avoir… (vifs applaudissements)… un redressement à opérer.
Et par conséquent, on peut dégager les véritables raisons qui ont déterminé la majorité de nos Jeunesses à suivre les dirigeants qui aujourd'hui sont exclus pour avoir suppléé à la facilité coupable des adultes, pour avoir répondu à l'enthousiasme de nos jeunes, le Bureau national exclu a réussi à immobiliser l'élite de notre jeunesse. Et si une fraction importante des Jeunesses s'est désolidarisée, exclue, c'est parce que la majorité des Jeunesses Socialistes se refuse à suivre des indisciplinés. C'est là, la seule raison pour laquelle aujourd'hui on dit que 80 % des Jeunesses Socialistes se refusent à suivre le Bureau exclu.
Et si la jeunesse Socialiste se refuse à l'indiscipline, elle ne condamne pas pour autant l'élan psychologique, l'emballement suscité l'activité des membres du Bureau national tel que Marcel Rousseau ou Francis Suvel, et si aujourd'hui le Parti ne comprend pas que la jeunesse attend du Parti la concrétisation, non pas dans des paroles, mais des actes, qu'il réponde à l'enthousiasme de nos jeunes, et bien peut-être que demain il sera trop tard, et que quelques-uns qui ont signé le papier de fidélité au Comité directeur seront peut-être demain, des indisciplinés ou tout au moins seront-ils malheureusement des déserteurs, car ils se refuseront à accepter la froideur et la passivité de leur Parti. Et c'est pourquoi il nous faut aujourd'hui réfléchir et comprendre qu'il est temps de répondre à cet enthousiasme lorsqu'il se manifeste, qui s'est manifesté au Congrès de Montrouge ; car nous devons l'avouer, même si nous ne sommes pas d'accord, le Congrès de Montrouge a été un succès de notre jeunesse Socialiste.
(Applaudissements)
Et il serait un crime de vouloir organiser aujourd'hui une structure du mouvement qui ne soit pas autre chose qu'une structure de défiance à l'égard des Jeunesses Socialistes C'est pourquoi si j'avais le temps j'essaierais de dégager quelles doivent être les idées générales de notre mouvement, de la structure. Mais il est une idée sur laquelle il faut revenir, la première, le Parti ne doit pas être un tuteur mais un père de famille, un père qui soit heureux du succès de ses fils et non pas un père qui s'ombrage du succès et de la vitalité de ses enfants. La deuxième idée, c'est que la seule activité des Jeunesses Socialistes n'est pas seulement l'éducation, les sports et les loisirs, elle a un travail de propagande, de pénétration dans les jeunes travailleurs, dans les groupes de jeunes et que ce travail, il faudra le faire en mobilisant tous nos

jeunes derrière les mots d'ordre de notre Parti. C'est au parti à comprendre aujourd'hui que les jeunesses ont hâte de mettre leur enthousiasme au service du Parti et non contre le Parti. Ce Congrès doit être le Congrès de la renaissance des jeunesses du Parti, sinon ce Congrès, s'il frappe nos jeunesses, frappera définitivement la vitalité de notre Parti.
(Applaudissements)

Le président - Après examen de l'article 56 des statuts, le rapport préjudiciel de Saône-et-Loire est irrecevable et ne peut être votée.

Mazier (Côtes du Nord)

Camarades, j'apporte ici le point de vue des camarades des Côtes du Nord et aussi le point de vue de la fédération du Morbihan. Je parle avec quelque émotion, parce que je trouve que le problème des Jeunesses est un des problèmes qui doit dominer vos préoccupations, les préoccupations de ce Congrès, avec quelque émotion aussi, parce que je crois qu'auprès des Jeunesses, nous avons quelquefois des leçons à prendre et qu'un Congrès de Jeunesses n'aurait peut-être pas toujours donné le spectacle qu'à donné ce Congrès jusqu'à présent.
Notre fédération croit que le Comité directeur a peut-être bien agi vis-à-vis du Bureau national des Jeunesses Socialistes, mais il croit aussi que certains membres au Bureau national mériteraient que soit révisée la sanction prise contre certains membres du Bureau national, en effet, pour ma part, depuis la dissolution du Bureau national, je vis en contact permanent avec nos jeunes, je vis en contact permanent avec eux parce que j'ai vu qu'ils allaient nous échapper, j'ai vu qu'ils n'avaient plus confiance en nous, leurs aînés, et je trouve que laisser nos jeunes partir, c'est condamner notre Parti. Nos jeunes des Côtes-du-Nord étaient minoritaires au Congrès de Montrouge ; nous pensions qu'ils approuveraient la décision du Comité directeur à l'unanimité. Pas du tout, par un esprit de camaraderie, de générosité spontanée, de justice, et aussi avec un sérieux dont je ne me doutais pas, ils se sont rangés, non pas du côté du Bureau national, ils sont restés avec nous, mais de cœur, il faut le dire, ils sont avec le Bureau national. Mais nous avons peur, en considérant les problèmes que nous n'arrivions pas à garder, non seulement les membres du Bureau, mais ceux de la fédération et souvent les meilleurs.
C'est pourquoi je vous supplie, camarades, de reconsidérer le problème. En effet, les jeunes ont commis des fautes, nous savons pourquoi, au Comité, ils ont oublié trop souvent qu'ils étaient à l'école du Parti. Mais est-ce que nous militants, nous avons toujours la conscience tranquille ? Est-ce que dans le passé, il n'y a pas eu pas mal d'indisciplines qui n'ont jamais été sanctionnées ?
(Applaudissements)
Est-ce que surtout il n'y a pas eu comme le disait notre camarade qui m'a précédé à la tribune, est-ce que surtout il n'y a pas eu carence absolue des adultes vis-à-vis des jeunes ? Et je ne parle pas seulement du Comité directeur.
Je sais la tâche du Comité directeur, je sais toute la tâche qu'il accomplit, je

Fondation Jean Jaurès

parle de nous tous, militants, j'accuse les militants, je m'accuse comme les autres, en réalité je ne me suis occupé des jeunes que le jour où j'ai vu qu'ils allaient nous abandonner ? J'accuse les militants de n'avoir pas su faire ce qu'ils avaient à faire vis-à-vis des jeunes, ils n'ont pas su s'occuper des jeunes dans les fédérations, s'occuper des jeunés dans les sections ; ils sont restés tout à leur tâche d'adultes, leur tâche électorale, Or, ce n'est pas cela la tâche du Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Il aurait suffi que soient respectés les statuts de Perpignan pour que ce drame ne se produise pas. C'est une tâche dont il s'agit, les adultes auraient dû aider partout, protéger les jeunes, il y aurait comme cela une confiance mutuelle, un sens plus exact pour 1es jeunes de leur rôle dans le Parti, nous aurions été là pour leur apporter des informations plus exactes. Chacun de nous est donc responsable dans la mesure où il ne s'est pas intéressé aux jeunes. Nous avions le devoir de leur montrer comment nous restons fidèles à nous-mêmes, nous avions le devoir de leur faire voir que dans l'action il y a des cas communs, des difficultés mais que nous restons attachés au même idéal. Évidemment la plupart des adultes ont été jeunes, mais alors il était plus facile d'être des Jeunesses Socialistes que maintenant. On se battait pour une doctrine, seulement pour des idées, on ne s'était pas encore heurté à la politique gouvernementale qui semblait souvent en contradiction avec la doctrine du Parti. Et puis, voyez-vous, camarades, nous les adultes, nous avons bien vieilli, et il ne faut jamais vieillir.
Il faut toujours se rappeler qu'on a eu vingt ans. Il faut comprendre les jeunes de 20 ans et le tort que nous avons, c'est de ne pas assez comprendre les jeunes, de ne pas assez comprendre les élans de la jeunesse, de ne pas assez comprendre leur générosité, de ne pas comprendre même leur intransigeance. J'ai lu ici cette phrase de Léon Blum : «la jeunesse est l'enthousiasme systématique, elle est intransigeante, elle sait condamner comme elle sait admirer. C'est à nous, adultes, de lui apprendre quelquefois à nous admirer si souvent elle nous condamne et nous avons besoin de la jeunesse pour rénover notre Parti.
Camarades, si nous avions un fils à nous, dont nous n'aurions pas pu nous occuper dans sa jeunesse, le jour où nous découvririons ses fautes, nous saurions le ramener à nous. Nous trouverions les mots qui lui ferraient comprendre. Nous saurions avec plus de tendresse qu'auparavant lui dire qu'il faut revenir dans la droite ligne. C'est ce que nous devons faire avec la jeunesse. Faire comme un père avec un enfant. Un parti ne peut pas se passer de jeunesse. Vous savez ce que font les Jocistes de notre département, nous nous en apercevons tous les jours, vous savez que les enfants suivent les parents, c'est pour cela que nous vous supplions de reconsidérer, dans un large esprit de compréhension et que tous les jeunes, avec leur générosité de cœur, leur foi Socialiste, reviennent avec nous reconstituer le Parti. Faire de notre Parti, le plus fort Parti.
(Applaudissements)

Roison (Loire)

Camarades, je voudrais en quelques mots, vous faire connaître le sentiment de la

fédération de la Loire à l'égard du mouvement des Jeunesses Socialistes. Nous avons regardé dans le passé pour puiser quelques enseignements ; nous avons fait cette constatation que ce conflit qui éclate aujourd'hui, n'est pas un conflit nouveau. Avant c'était la querelle, ou des conflits éclataient également à Roubaix, Lille, qui avaient vraisemblablement les mêmes causes qu'aujourd'hui. Des sanctions ont été prises, des exclusions ont eu lieu, et aujourd'hui nous nous trouvons devant un conflit nouveau. Qu'est-ce à dire ? C'est qu'il y a une question de structure profonde qui se pose et si nous ne tranchons pas, les mêmes causes produiront les mêmes effets. Et demain, nous assisterons encore à de nouveaux conflits. La fédération Socialiste de la Loire pense que dans les sections Socialistes qui groupent les adultes, les jeunes ont leur place et qu'il ne devrait pas y avoir dans le Parti de mouvement distinct, les jeunes ont leur place au sein de nos sections, en y prenant toutes les responsabilités qu'y prennent les adultes, et nous avons l'expérience des mouvements de jeunesse qui sont à côté de nous, dans les amicales par exemple, tout cela fonctionne très bien, mais nous pensons au divorce qui existe aujourd'hui entre le Parti et les jeunes. Nous ne pouvons pas moins faire que d'approuver les sanctions qu'a prises le Comité directeur à l'égard du Bureau national des Jeunesses Socialistes, mais nous pensons, si nous approuvons cette attitude, que des mesures de clémence et de conciliation interviennent en faveur des jeunes de la base qui par manque d'informations objective, se sont ralliés au Bureau de la dissidence. Je demande qu'il soit fait appel aux jeunes dissidents pour qu'ils regagnent les rangs du Parti Socialiste afin de tenir la ligne révolutionnaire qui doit être la sienne.
(Applaudissements)

Jean Minjoz (Doubs)

Camarades, au nom de ma fédération et de la fédération d'Ille-et-Vilaine, je viens demander au Congrès national de prendre, à l'égard des Jeunesses Socialistes, des mesures d'apaisement. Ce qui veut dire, par conséquent, que nous ne condamnons pas l'attitude qu'a prise le Comité directeur, mais qu'au contraire, après avoir sanctionné l'indiscipline, nous lui demandons, dans l'intérêt général du mouvement Socialiste en France, de prendre les mesures d'apaisement qui s'imposent à l'égard des jeunes.
Ceux qui m'ont déjà précédé à cette tribune, ont indiqué quel était l'état d'esprit des jeunes et quel que soient les fautes qu'ils ont pu commettre, nous ne devons pas oublier que ce qui anime la jeunesse, c'est un idéal de combat, un idéal révolutionnaire, un idéal quelquefois exalté, et que, par conséquent, nous pouvons leur pardonner les mouvements de mauvaise humeur ou même d'indiscipline qu'ils ont pu commettre. Et voici pourquoi la fédération du Doubs, à l'unanimité, après avoir sanctionné comme il convenait le mouvement d'indiscipline a voté la résolution suivante.
Le Congrès de la fédération Socialiste du Doubs, après avoir reconnu l'indiscipline commise par les responsables nationaux des Jeunesses Socialistes, demande au Congrès national de tenir compte de l'idéal combattif et révolutionnaire... (Lecture…)

En conséquence, il lui demande, après avoir assuré la discipline nécessaire à n'importe quelle organisation, de faire confiance aux jeunes et de prendre toutes mesures d'apaisement qui leur permettront de garder leur place au sein de la grande famille Socialiste et d'éviter ainsi tout geste de mauvaise division.
Et quelles peuvent être, camarades, ces mesures d'apaisement ? Et bien, ce sont nos amis d'Ille-et-Vilaine, avec lesquels nous ne nous étions point concertés, lorsqu'ils demandent que les jeunes, après que le Congrès ait en quelque sorte usé à leur égard de ce que je me permettrai d'appeler, peut-être, par déformation professionnelle, l'amnistie ou la grâce amnistiante, qu'il leur demande d'affirmer qu'ils n'appartiennent à aucune autre organisation politique que celles contrôlées par le Parti, qu'ensuite, ces jeunesses s'engagent à rester dans la ligne politique déterminée par le Congrès national souverain. Il faut, par conséquent, camarades, faire ce geste d'apaisement, parce que nous ne pouvons pas oublier tout le dévouement qu'ont apporté à notre Parti les Jeunesses Socialistes. Ce sont elles qui souvent font les tâches les plus hardies de la propagande Socialiste ils sont sur la brèche nuit et jour. Et bien, ils ont commis des fautes, nous devons les sanctionner, mais après les fautes, le pardon c'est le devoir de tout socialiste et ce sera, j'en suis convaincu, la tâche, la mission du Congrès, une fois qu'il aura sanctionné leur erreur.
(Applaudissements)

Chassin (Allier)

Camarades, je ne veux pas revenir sur toute une série d'incidents qui se sont développés depuis le Congrès national des Jeunesses Socialistes de Montrouge jusqu'à la dissolution adoptée par le Comité directeur et à mon avis bien inutile.
On a invoqué la discipline du Parti, le droit de contrôle, on a dressé une Commission des conflits. Mais ce différend était et est encore un différend politique que seul aujourd'hui le Congrès peut régler parce qu'il n'est pas possible que ceux qui expriment la volonté de la base manifestée dans les Congrès, soient frappés par ceux qui bafouent cette volonté, sont installés et maintenus au gouvernement.
(Applaudissements)
Je suis donc en droit de m'étonner que, quels que soient les courants d'opinions qui sont venus s'exprimer à cette tribune, on reproche généralement la faiblesse du Comité directeur vis-à-vis du groupe parlementaire alors que Guy Mollet retrouve toute son autorité, toute se force, toute son autarcie pour dissoudre et exclure des milliers de nos Jeunesses Socialistes qui, il faut le dire, représentaient la force vive du Parti.
(Applaudissements)
Et aujourd'hui il est pénible pour moi, qui suis de près la question des jeunesses, de constater qu'un camarade a eu l'audace de signer un rapport d'activité alors qu'il a toujours condamné, entravé au cours des différentes assises des Jeunesses. Courtois est à la tête des Jeunesses de la Seine, il reste seul, ou presque seul car tous les jeunes ont déserté le Parti.
(Dans la salle, Non, Brouhaha)

Voilà ce que j'appelle une maladresse du Comité directeur d'avoir voté la dissolution. Quelle va être la solution de ce conflit ? Nombreux sont, au sein de notre Parti, les mécontents. Les jeunes ne sont pas seuls. Nous sommes à notre fédération de l'Allier, un certain nombre d'adultes, qui pensons que le Parti. Socialiste, aussi bien sur le plan international que sur le plan national, doit redevenir le Parti de la démocratie Socialiste révolutionnaire. Pour cela, les jeunes ont leur place dans nos rangs et c'est leur rôle principal, comme l'a dit si bien Karl Liebnech : «La jeunesse, c'est la flamme de la révolution». Soyons justes. En s'élevant les premiers contre le glissement à droite, nos jeunesses, même si certaines indisciplines ont été commises, ont prouvé leur fidélité à la doctrine Socialiste. Aujourd'hui nous constatons d'ailleurs que la majorité du Congrès national fait le même reproche. Nous souhaitons que ce Congrès national marque, dans un redressement doctrinal et tactique du Parti, la réconciliation des jeunes avec leurs aînés en votant contre le rapport général des Jeunesses de Courtois, vous refuserez de condamner, sans l'entendre, d'une façon peut-être arbitraire, une jeunesse qui comme l'a dit Léon Blum - et c'est également écrit dans cette salle : «Une jeunesse qui est enthousiaste mais intransigeante est une jeunesse qui sait condamné - et c'est encore Léon Blum qui parle – comme elle sait admirer».

Le président - Camarades, j'interviens pour rappeler au règlement. Sans doute le Congrès est très heureux d'accueillir, de voir un nombre important de militants et de visiteurs assister aux travaux des congressistes qui exercent là un mandat. Mais je rappelle qu'aucune marque d'approbation ou de désapprobation ne doit partir des tribunes. Seuls les congressistes ont un mandat ici.
(Applaudissements des tribunes)

Capoun (Nord)

Camarades, la fédération du Nord ne fut pas surprise, elle, de la position scandaleuse prise par le Bureau national que dut dissoudre ensuite le Comité directeur, car déjà, dans le Nord, nous avons dû exclure un membre responsable de notre mouvement, membre du Bureau fédéral à la tête duquel se trouvait Bazin comme Secrétaire du bureau fédéral nous avons dû exclure le citoyen Couzau, pris par notre Secrétaire général en train de coller des affiches du PCI lors de la campagne électorale pour les élections générales. À la suite de cela, notre Comité national mixte se réunit le 8 mai et dans un ordre du jour dénonça l'attitude par 23 voix contre 3, malgré la présence de Marcel... membre du bureau national vota un blâme au bureau les Jeunesses Socialistes. La fédération du Nord a dû, dès ce moment, intervenir auprès du Comité directeur pour attirer sur cette importante question, ce grave problème, toute l'attention nécessaire.
Par la suite, la dissolution - et si l'on peut dire qu'il y a cependant des fédérations où l'action de ce Bureau national a échoué, c'est bien dans le Nord qu'il a échoué, car à la fédération du Nord, malgré quatre de nos membres du Bureau de la fédération dont Massin, membre du Bureau national, secrétaire de notre fédération, Dupré membre du Bureau national, furent exclus, mais malgré

cela, nous n'avons dans le Nord enregistré aucune défection, camarades.
(Vifs applaudissements)
Tous les jeunes Socialistes du Nord approuvent les décisions du Comité directeur et sont avec le Parti ; et si la preuve devait être faite, elle a été faite dimanche 3 août à Phalempin, où des dizaines de milliers de jeunes hommes et de jeunes filles étaient derrière notre drapeau clamant leur confiance en notre grand Parti toujours plus vivant. Et voyez-vous, nous disons que nous sommes prêts, nous, Jeunesses Socialistes, à perpétuer le Parti, mais non pas à le rénover comme on l'a dit à cette tribune. Notre rôle est de continuer à porter le flambeau du Socialisme mais non pas à bouleverser le Parti. Pour le Nord, voyez-vous, nous votons des félicitations au Comité directeur pour cette action. Nous le félicitons car dans le Nord, les jeunes étaient outrés de la politique suivie par le Bureau national et dès maintenant nos équipes sont en train de montrer que le recrutement se manifeste tous les jours par une augmentation du nombre d'adhérents. Cependant, nous regrettons la non traduction, avec les responsables jeunes, devant la Commission des conflits, des responsables adultes qui ont engagé dans une mauvaise voie, les dirigeants du Bureau national. Même si ces responsables adultes avaient de graves responsabilités dans le Parti, il aurait été souhaitable, à la fois pour le mouvement des jeunes et pour le Parti lui-même, que ces adultes soient aussi traduits devant la Commission des conflits. Pour les militants du Nord, on ne doit pas défendre ces citoyens et cela apparait inconcevable. Les jeunes du Nord sont avec le Parti et décidés avec lui, à lutter pour le triomphe du Socialisme.
(Vifs applaudissements)

Fatome (Manche)

Camarades, militant depuis plus de dix ans au sein du mouvement des Jeunesses Socialistes, je n'ai jusqu'alors dans l'action journalière au service du Parti subi de reproche d'indiscipline, car j'ai toujours, en effet, considéré que l'indiscipline tolérée c'est l'anarchie instaurée. Mais, camarades, un problème douloureux vient de se poser en la personne même d'un des plus importants mouvements de notre Parti, le plus important même, le mouvement des Jeunesses Socialistes.
Ancien secrétaire fédéral des Jeunesses Socialistes de la Manche, ayant donc participé intimement à sa vie et à son action, je considère le problème de la jeunesse comme le problème de l'avenir même du Socialisme. Je regrette donc très sincèrement, avec peine, que ce nouveau conflit, qui vient de se terminer par l'exclusion d'ardents et jeunes pionniers du Socialisme, dont le dynamisme avait fait de la jeunesse Socialiste de France, l'avant garde de la jeunesse ouvrière. Ce n'est pas le premier conflit que nous enregistrons. Notre fédération est à l'aise pour prendre la parole en la matière, nous avons été dans le passé assez touchés par les mouvements scissionnistes. À l'époque, soutenus par un camarade qui depuis a sérieusement changé et condamne l'indiscipline actuelle, je veux dire Marceau Pivert de la fédération de la Seine, nous avons été, nous également, et moi personnellement, je m'excuse d'employer la première personne, délégué par la fédération de la Manche pour demander l'exclusion de René Format Carnot et

de Daniel Perrin. À une époque où notre Parti était en pleine action, il était permis d'utiliser l'union des Jeunesses Socialistes, mais aujourd'hui camarades, il faut rechercher dans ce conflit des jeunesses, il faut remonter à l'origine, elle remonte parait-il avant Montrouge. Il y a longtemps, parait-il, qu'il y a collusion de certains, saisissez la nuance, de certains membres du Bureau national avec le PCI et il parait enfin, que la situation n'étant plus tenable, le Comité directeur a dissout puis exclu le Bureau national. Mais n'est-il pas vrai que des pressions furent maintes fois exercées, en sourdine, pour freiner le dynamisme révolutionnaire du Bureau national des Jeunesses Socialistes et lui faire abandonner certains mots d'ordre jusqu'alors tolérés, tels que l'échelle mobile des salaires, la suppression de la formation préliminaire obligatoire, etc. Collusion avec le PCI, qu'on la prouve avec autre chose…
(Voix dans la salle : c'est prouvé !)
… avec autre chose que des documents venus des officines de la police bourgeoise et supposer des éléments coupables.
Que l'on ne cherche pas à faire admettre que, le ver étant dans le fruit, il doit être complètement pourri et condamné comme tel. Est-il sûr qu'on ne veuille pas aller encore plus avant dans cette voie établie envers la jeunesse Socialiste, en étendant la sanction à tous les membres adultes. Comme vient de la déclarer précédemment un camarade solidaire ou simplement conciliateur dans leur volonté de sauver les jeunes de la classe ouvrière, régénératrice, dans l'avenir de notre Parti. Lorsqu'on apporte des affirmations à cette tribune, lorsqu'on jette le soupçon sur certains militants, qu'ils soient responsables ou simplement de la base, qu'on apporte donc des noms pour permettre à ces camarades de venir à la tribune, répondre. Et on dit, en parlant aussi de l'appétit manifesté par les jeunes, ambition de scissionnistes rêvant de faire de la jeunesse Socialiste, un mouvement indépendant du Parti socialiste. C'est une ironie qui veut qu'un mouvement, trop souvent insuffisamment soutenu par les sections et les fédérations des adultes et qui ne peut vivre qu'avec l'appui financier du Parti et sa foi socialiste, veuille se suicider en se déclarant autonome.
Parlant du Congrès de Montrouge, un rédacteur avait écrit le lendemain de ce Congrès, que les Jeunesses Socialistes savaient ce qu'elles voulaient, que les délégués des Jeunesses Socialistes affirmaient leur foi dans la démocratie et la révolution sociale. Qui a donc tort ? le Comité directeur aujourd'hui ou le Populaire le lendemain du Congrès de Montrouge ?
(Le président rappelle à l'ordre)
Je vais conclure. Faire appliquer les disciplines, oui. La discipline du Parti, aussi bien avec les Jeunesses Socialistes qu'avec les camarades du groupe parlementaire, qu'avec les ministres Socialistes. Faire appliquer la discipline à tous les organismes administratifs du Parti et ne pas vouloir faire, par exemple, supporter le handicap créé au camarade Ramadier dans la grève Renault, uniquement par les Jeunesses Socialistes alors qu'un mouvement qui devrait être l'espoir du Parti retrouverait son vrai visage dans les GSE, dans la lutte de la classe ouvrière, pour son émancipation. Je suis convaincu que, si aujourd'hui, le Congrès condamne les jeunes parce qu'ils sont jeunes, demain il sera amené à

condamner de même le mouvement des GSE ou tout autre mouvement gênant l'action gouvernementale dans un sauvetage du régime décadent. Camarades, sauvez la jeunesse Socialiste au lieu de la condamner et dans un soutien amical, affectueux, elle vous apportera un sang nouveau qui, remplaçant les aînés disparus, assurera la pérennité du régime Socialiste.

Le président - J'attire l'attention du Congrès sur la communication qui me parvient de la fédération espagnole restant en France. La fédération du Rhône des Espagnols résidant en France salue le 39ème Congrès du Parti Socialiste Français. Elle attend des résolutions qui feront bénéficier la démocratie et promet son aide à la France. Son aide totale pour son relèvement et sa reconstruction. Comité départemental.

Beaumont (Pas-de-Calais)

Mes chers camarades, au risque de paraître chauvin, je voudrais apporter ici à la tribune de ce Congrès, les résultats de la fédération du Pas-de-Calais, et c'est au nom des trois mille membres de jeunes de cette fédération que j'apporte les félicitations au Comité directeur pour son action dans l'exclusion du Bureau national des Jeunesses Socialistes.
(Vifs applaudissements)
Mais c'est un peu de votre faute, camarades, si vous avez des avatars ou si vous avez des conflits avec les Jeunesses Socialistes. Je voudrais vous donner en exemple ce que nous faisons chez nous, dans notre fédération, car dans chaque section, nous avons conscience des statuts du Parti, et nous appliquons à la lettre les statuts du Parti, c'est-à-dire, qu'à côté de chaque Bureau des Jeunesses Socialistes, il y a obligatoirement deux membres du Parti Socialiste qui, à l'échelle fédération, - il y a un Comité fédéral mixte et qu'il y a une véritable fraternité entre le secrétaire fédéral adulte et le secrétaire fédéral jeune, qu'il y à une aide efficace de la part des adultes et les adultes de notre fédération se penchent sur les problèmes de la jeunesse. C'est parce que nous avons une pareille structure, que nous réussissons ainsi à capter la confiance des jeunes travailleurs et je crois que vous ne pourrez pas nous faire l'injure de parler au nom d'une jeunesse quelconque. Vous savez que dans le Pas-de-Calais, la plupart des jeunes qui sont des ouvriers mineurs, c'est en leur nom que je parle, aujourd'hui
(Vifs applaudissements)
Cela ne nous empêche pas, voyez-vous, malgré que nous ayons une structure assez sévère et que tous les actes des Jeunesses Socialistes sont contrôlés par le Parti, de faire notre propagande, de faire des réunions publiques et contradictoires de jeunes, de faire des rassemblements de jeunes, où il y a véritablement de la jeunesse. Je voudrais pour conclure, comme l'a fait tout à l'heure mon camarade Cadoun, de la fédération du Nord et je fais appel aussi au témoignage de Guy Mollet lorsque le 3 août à Phalempin, nous avons réussi, la fédération des Jeunesses Socialistes du Nord et la fédération des Jeunesses Socialistes du Pas-de-Calais à réunir 50 000 manifestants, 50 000 travailleurs.

(Vifs applaudissements)
Voyez-vous, je préférerais beaucoup, qu'au lieu de venir ici discuter sur des formes où sur des structures, des points, des virgules, qu'on vienne véritablement parler des problèmes de la jeunesse et qu'on regarde tous ces problèmes qui se posent avec acuité. Qu'on vienne ici parler du travail des jeunes, qu'on vienne ici parler du service militaire, qu'on vienne ici parler de la vie de nos jeunes dans les casernes mais qu'on ne parle pas de structure, de points, de virgules, cela doit être le Parti tout entier qui doit prendre position sur les problèmes de la jeunesse et je vous en appelle à vous mes camarades, pour non pas qu'il y ait des conversations, non pas qu'il y ait des promenades dans les allées, mais que vous vous penchiez sur ces problèmes avec toute votre attention et c'est par cela et par cela même, que vous rendrez toute la jeunesse ouvrière de ce pays solidaire derrière vous.
(Vifs applaudissements)

Just (Seine)

Camarades, c'est un singulier spectacle que depuis bientôt vingt ans périodiquement nous voyons les adultes avoir à juger les jeunes pour actes d'indiscipline. Nous prenons des jeunes gens à 16 ans, ils viennent dans nos rangs, nous les éduquons, nous leur apprenons toutes nos thèses sociales, toutes nos thèses du marxisme, nous leur avons appris à se diviser en classe antagonistes, nous leur avons appris que pour que toutes les divisions de classes disparaissent, qu'il fallait que le capitalisme disparaisse. Lorsqu'ils ont bien compris ce choses, lorsqu'ils ont atteint l'âge de 25 ou 30 ans et qu'ils veulent, à leur tour, rentrer dans l'action, c'est à ce moment précis qu'on leur dit : «Vous êtes indisciplinés, partez !»
Camarades, voyons, j'ai bien peur qu'au Parti, nous ne comprenions pas grand-chose aux problèmes de la jeunesse. Voyez-vous, nous sommes des théoriciens et que nous soyons de droite ou de gauche, et bien, vous savez, ces appels à l'action de droite ou de gauche me déplaisent souverainement. Cela rappelle le régime «Droite/Gauche». Cela ne signifie rien. Nous ne savons que discuter que des têtes d'aiguilles, nous ne savons que cela. Mais nous ne savons pas agir, nous ne savons pas ce qu'est un jeune et nous sommes des pères de famille. Moi qui vous parle, je viens de l'apprendre, moi qui ai élevé trois garçons qui sont maintenant à l'âge d'homme, il a fallu ce coup-là, pour que j'apprenne enfin ce qu'étaient les désirs de la jeunesse, parce que mes jeunes gens, qui étaient des militants dévoués au Parti, ont suivi leur Bureau national des jeunesses. Contre ma volonté, c44est malheureusement vrai, contre ma volonté. À l'heure actuelle, on trouve à la table de famille, tous les soirs, ce sont des discussions à perte de vue et je sais que c'est moi qui ai tort. C'est cela qui est terrible.
Eh bien, camarades, c'est moi, parce que c'est moi qui représente le Parti, et que je n'ai pas apporté un programme non pas aux Jeunesses Socialistes, mais à la jeunesse entière. C'est cela qu'il faut faire. Et il y a le problème de la jeunesse qui est le problème social tout court qu'il faut traiter. Quand nous aurons donné un programme à cette jeunesse, lui offrant de les diriger, programme auquel elle

Fondation Jean-Jaurès

a droit, auquel elle aspire, faisant qu'un jeune intellectuel ne soit pas un déclassé dans la vie, faisant que le jeune travailleur puisse vivre et garder sa famille quand il s'en est fait une, ou qu'il ne soit pas à 1a charge de ses parents, alors camarades à ce moment-là, vous verrez la jeunesse entière se réunir autour de votre drapeau et il n'y aura plus de question de division. C'est ensemble, comme des pères avec des fils, que nous irons et que nous vaincrions.
(Applaudissements)

Mogoux (Haute Garonne)

Camarades, je ne veux pas prolonger ce débat et je dirai tout simplement que je suis entièrement d'accord avec ce qu'a dit tout à l'heure le camarade Beaumont du Pas-de-Calais. Cependant, la fédération de la Haute-Garonne approuve 1e rapport devant l'indiscipline de la majorité du Bureau national. Il n'y avait pas d'autre solution que l'expulsion. On ne peut tolérer dans un Parti démocratique, qu'une organisation d'un Parti, se dresse contre lui. Toutefois, dans son rapport sur les Jeunesses Socialistes, Courtois est terrible, mais je pense qu'il aurait fallu préciser en quoi la structure du mouvement a contribué au conflit d'autant plus que par la suite Courtois écrit : «mais il est certain que les adultes… lecture...»
(Lecture du rapport Courtois)
Voilà la cause véritable de la crie, volonté systématique de quelques jeunes, mais est-ce que parce que les statuts étaient défectueux que ces jeunes ont pu impunément manifester cette volonté et entraîner un mouvement dans ce sens ? Car enfin, ce mouvement de scission avait été préparé depuis longtemps. Le Parti le savait. Est-ce que ce sont les statuts qui ont empêché qu'il intervienne plus tôt ? Et bien justement tout à l'heure, le camarade Beaumont a souligné que dans les statuts de la Jeunesse, dans chaque groupe, il y a un bureau qui comprend (article 14) trois adultes. Dans combien de groupes exclus des Jeunesses Socialistes y a-t-il trois adultes qui militent au sein des Jeunesses ?
J'ai posé la question à quelques camarades, et bien il y a très peu de groupes où ces statuts soient respectés ; et s'il y a quelques adultes, ils viennent là, mais ne militent pas au sein au groupe Jeunesses Socialistes.
Plus loin nous lisons dans l'article 14 : dans une fédération, il y a un Bureau fédéral qui a aussi six membres adultes. Dans combien de fédérations - la même question peut être posée - y a-t-il six adultes qui participent effectivement ? Et enfin, sur le plan national il était précisé que pour former le Comité national des Jeunesses Socialistes, il s'était adjoint au Bureau national 11 délégués jeunes et 11 membres de la Commission de la jeunesse du parti. Je rappelle ici les interventions d'Auban auprès de Courtois qui insistait pour que tous les organismes désignés assistent effectivement au Comité national. Nous n'avions que 4 adultes qui assistaient régulièrement au comité des jeunes et les autres paraissaient de temps en temps, une heure, ou une demi-séance, on ne les voyait pas. Si le Parti avait strictement appliqué ses statuts, si dans les sections, les fédérations, le Comité national, les adultes avaient milité au sein des Jeunesses Socialistes, ces événements ne se seraient pas produits car on aurait vu plus tôt les manœuvres de ceux qui ont créé ce mouvement parmi les Jeunesses

Socialistes
D'autre part je rappelle les décisions du 38ème congrès du Parti, le Congrès donne mission au Comité directeur de convoquer avec le Comité directeur des Jeunesses Socialistes, un Conseil national des Jeunesses Socialistes chargé d'appliquer un programme précis d'action.
Il est regrettable de constater que l'on ne s'occupe des Jeunesses Socialistes que lorsque cela va mal et qu'il est trop tard. Les statuts donc n'ont pas été appliqués par le Parti. Les directives du Congrès n'ont pas été suivies de réalisations.
Alors nous disons que la crise du Bureau national des Jeunesses Socialistes n'est pas dû à un défaut de structure, ce qui ne veut pas dire que des aménagements ne doivent pas être souhaitables, abaissement de la limite d'âge etc. Mais la crise, la volonté de certains membres, volonté systématique de faire la scission mais surtout la négligence du Parti à tous les échelons tant dans les sections que les fédérations et qu'au Comité national ; cela il fallait que Courtois le dise dans son rapport. En tout cas, il faudra que les adultes s'occupent effectivement des jeunes. Les membres adultes, les groupes Jeunesses Socialistes, aux divers échelons, ne devront plus être figurés et le mouvement Jeunesses Socialistes, puisant dans le passé, conservant ses qualités d'enthousiasme reprendra dans le Parti sa place.
(Applaudissements)

Felouzat (Allier)

Je dois être très bref ; je ne veux pas discuter sur le fond du problème, c'est-à-dire aborder le conflit politique qui a peut-être séparé les Jeunesses Socialistes de la direction Socialiste au gouvernement. Il est même possible aussi que les Jeunesses Socialistes soient tout simplement coupables d'indiscipline. Mais là je veux dire que ce ne furent pas les seules indisciplines commises. Or, ce qui est regrettable et dangereux, je dis dangereux pour l'avenir du Parti, c'est que les sanctions prises furent unilatérales. On n'a pas sanctionné les treize parlementaires qui ont voté contre Torres ; on n'a pas sanctionné les 69 députés qui se sont opposés au Comité directeur pour la reconduction du gouvernement, notre camarade Ramadier lors du départ des ministres Communistes… (applaudissements)…
On condamne dans des motions la politique gouvernementale que l'on déclare en désaccord avec nos Congrès nationaux mais on n'a pas sanctionné cette indiscipline des ministres. On a donc, je le répète, sanctionné unilatéralement.
Or, sanctionner les Jeunesses mais pas les élus, c'est peut-être défendre une position parlementaire et gouvernementale, mais c'est sans doute condamner l'avenir du Parti. Si les jeunes doivent être sanctionnés il est nécessaire de sanctionner plus énergiquement les parlementaires coupables d'indiscipline, car quels sont les plus responsables : les jeunes, les jeunes qui ont la fougue et l'ardeur de leur âge ou ceux qui étant les mandataires des militants de la base penchent délibérément contre eux leur volonté pour faire une politique qui est la leur et non pas celle des militants. C'est pourquoi je demande au Congrès de se prononcer clairement s'il doit y avoir des sanctionnés, que les sanctionnés ne

soient pas à sens unique s'il doit y avoir des exclusions, que les exclusions ne soient pas non plus unilatérales et si les ministres indisciplinés ne sont pas sanctionnés on n'a pas le droit de punir des jeunes qui dans l'ardeur de leur jeunesse veulent avec enthousiasme partir à l'avant-garde des combats prolétariens. Car n'oublions pas, camarades, qu'il y a eu autrefois des départs et des exclusions dans le Parti mais que le Parti a repris des exclus et des infidèles et qu'il a même confié des postes importants à certains.

Delpech des Jeunesses Socialistes

Camarades, je n'ai pas l'intention de rechercher une nouvelle fois les causes du malheur qui s'est produit pour les Jeunesses Socialistes. Je voudrais rappeler que j'ai été dès le premier jour d'accord avec la dissolution du Bureau national des Jeunesses Socialistes, parce qu'il importait de le faire et vite. Je pense qu'on l'a fait trop tard.

Deux mots sur les causes. On a dit un problème de l'âge, c'est juste. Je ne suis plus un jeune, mais un jeune vieux déjà. D'autres ont dit dans ce Congrès déjà ; les adultes ne s'occupaient pas des jeunes. Ils ont bien fait de le dire. Mais nous le disons depuis deux ans et demi, le mea culpa est un peu tardif ; il y a deux ans et demi qu'il fallait s'apercevoir que les adultes ne s'occupaient pas des jeunes, il faudra s'en souvenir lorsqu'on fera de nouveaux statuts pour le mouvement des Jeunesses Socialistes.

Mais le problème est plus grave, c'est que les jeunes n'ont pas compris certaines positions. Les jeunes n'ont pas compris qu'on tarde trop à définir les positions sur les problèmes qui les intéressent. Mais si les camarades du Parti avaient été auprès des jeunes ils auraient pu rappeler ce devoir et dire : vous devez étudier tel et tel problème, comme nous avons dit : vous devez étudier les problèmes du service militaire, etc.

Je voulais dire comme Beaumont et d'autres : il n'y a pas un problème de structure de notre mouvement, il y a seulement un problème d'application des statuts et aussi un problème d'attention du Parti auprès de notre jeunesse. Je voulais surtout dire à ce Congrès : n'étouffez pas notre Jeunesse Socialiste, n'essayez vas de brider les enthousiasmes, mais cherchez à les canaliser; à les diriger, et vous aurez vraiment la jeunesse que le Parti mérite d'avoir, vous aurez la jeunesse qui communiquera à son Parti son enthousiasme, son intransigeance aussi parce que quelquefois il en est besoin, et qui lui communiquera en échange sa volonté de travailler et de servir le Socialisme.

Courtois, Secrétaire national adulte des Jeunesses Socialistes

Camarades, le conflit qui a opposé le Comité directeur du Parti au Bureau national des Jeunesses Socialistes et non pas au Mouvement des Jeunesses Socialistes,… (applaudissements) …., ce conflit est évidemment un conflit pénible. Il est pénible surtout pour ceux qui ont à faire l'exclusion.

Il est certain, comme l'ont dit quelques camarades que le Parti porte un certain nombre de responsabilités. Au cours d'un de nos derniers Conseils nationaux

Fondation Jean Jaurès

j'avais déjà tiré la sonnette d'alarme, j'avais appelé des Secrétaires fédéraux à se pencher sur certains aspects et sur certaines attitudes surtout de différents membres du Bureau national. J'avais demandé au Conseil national de se prononcer d'urgence pour éviter un conflit que je sentais latent. Le Parti, là, a manqué à son devoir lorsqu'il a décidé que c'était un Congrès comme celui-ci qui serait chargé de revoir l'organisation des Jeunesses. Nous avons perdu trois mois, mais au cours de ces trois mois le conflit a éclaté. J'ai dit, oui, qu'une part de responsabilité revenait au Parti, mais revenait aussi à l'organisation elle-même. J'en avais apporté quelques preuves, quelques éléments au Conseil national. Je vous dirai en terminant que nous proposons pour demain certaines réorganisations de structure, que nous pensons non pas qu'elles anéantiront, mais diminueront considérablement les chances de conflit pour demain.

Mais s'il y a eu dans le conflit, entre le Comité directeur et le Bureau national des Jeunesses Socialistes des responsabilités, elles incombent surtout, comme je l'ai précisé dans mon rapport, à la volonté d'un certain nombre d'hommes du Parti et des Jeunesses Socialistes d'arriver à une scission, d'arriver à une scission dont ils calculaient l'heure pour qu'elle soit pour eux la plus fructueuse possible.

(Applaudissements)

Cette volonté de scission, je n'aurais pas beaucoup de peine à la démontrer. J'ai ici - car les orateurs qui me suivent sont capables de donner un certain nombre de leçons aux révolutionnaires d'à côté - j'ai ici un certain nombre de lettres qui ont été saisies, et qui alors qu'elles ne nous étaient pas destinées nous apprennent en effet qu'on préparait la scission. Je pourrais vous en lire des passages. Tous, me direz : c'est de la correspondance particulière... Alors, je vais vous donner quelque chose qui n'est pas de la correspondance particulière. Je trouve dans le journal le «Drapeau rouge», celui de la semaine du 31 juillet au 6 août, dans un article du citoyen Marsin qui après avoir dit : «Aujourd'hui, un militant révolutionnaire ne peut rester dans le Parti de Ramadier», termine en disant sinon les militants révolutionnaires devront quitter sans regret le Parti, il n'aura de socialiste que le nom usurpé. Mais dans le bureau d'aujourd'hui même c'est tout le Bureau national des Jeunesses Socialistes qui s'adresse aux militants révolutionnaires du Parti et qui dit : «il faut chasser ceux dont un Parti ouvrier n'a que faire, qui sont le soutien du capitalisme et du colonialisme. Les militants révolutionnaires ne peuvent cohabiter avec eux» dans une même organisation. Si le Congrès ne prend pas une position nette, qu'il ne donne pas au Parti son orientation de révolutionnaire, s'il ne fait pas l'épuration qui s'impose, alors quel que soit leur attachement à la SFIO les militants révolutionnaires devront se rendre à l'évidence, le Parti n'est pas redressable ; mais ils ne doivent pas pour cela se laisser aller au découragement pour le triomphe de la révolution Socialiste, un parti révolutionnaire est une arme indispensable, le devoir est de se joindre aux minorités - nous savons lesquelles - qui dès aujourd'hui luttent pour le construire. Dans cette grande tâche nous trouvons la Jeunesse Socialiste à leur côté...

Voilà comment on préparait la scission. Voici les aveux publics et privés que

l'on en trouve.
Il y a une volonté de scission, elle existait chez des membres des Jeunesses Socialistes, le désir ou tout au moins, les actes prouvant qu'il existait pour certains jeunes, bien que certains adultes viennent à cette tribune pour donner aux autres adultes des leçons sur la conduite qu'ils auraient dû observer à l'égard des Jeunesses socialistes pour les maintenir dans le Parti, pour maintenir les jeunes dans le Parti.
Le camarade Just : il faut leur montrer que le Parti est beau... qu'il est grand... - Il ne faut pas dénigrer les hommes qui sont la gloire de notre Parti. Et je vais préciser mon argumentation. Je ne suis pas de ceux qui se défilent. Je me souviens d'une manifestation au père Lachaise où le camarade Just tenait devant nos Jeunesses Socialistes des propos qui auraient mérité qu'on l'exclut du Parti, des propos à l'égard de Léon Blum dont je dis qu'il fait partie du Parti
(Applaudissements)
Je m'en suis ouvert quelques jours après...
(Discussion dans la salle - Protestations)

Le président - Camarades, n'interrompons pas...

Courtois - Je m'en suis ouvert quelques jours après à des membres du Comité directeur et je dis : «quand a on a ainsi fait du travail de sape, lorsqu'on a sali un homme comme Léon Blum et lorsque c'est Just qui le salit, je dis qu'on devrait avoir la pudeur de ne pas donner des leçons aux autres quant au maintien des jeunes dans le Parti.
(Applaudissements)
On est venu dire ici que le conflit était un conflit politique. Allons donc ! Tout le monde sait bien que si c'avait été un conflit politique, il se serait déroulé autrement qu'il s'est déroulé. Je veux dire ici combien pendant deux mois Guy Mollet et moi-même, mais Guy Mollet surtout, avons multiplié les efforts pour faire en sorte qu'un certain nombre d'éléments du Bureau national des Jeunesses Socialistes, dont nous pensions qu'ils n'étaient pas gangrenés par certaines brebis galeuses que nous avions déjà décelées, nous avons multiplié les efforts pour tâcher de diviser ce Bureau national. Après un incident que j'ai relaté dans le Bulletin intérieur des Jeunesses Socialistes qui se trouve dans les chemises qui sont devant vous ; nous avons multiplié les efforts jusqu'à la dernière minute. Oui, après qu'on eut trouvé la serviette de Dunoyer devant le domicile du secrétaire du Parti Communiste Internationaliste dans des conditions telles qu'il n'est pas permis de penser que les intentions qui avaient mené là-bas Dunoyer, Marsin et Gester étaient des intentions louables. Nous avons essayé, nous, de maintenir au Bureau national ceux dont j'ai dit qu'ils nous paraissaient sains, il n'a pas dépendu de nous-mêmes qu'ils y restent. À la dernière minute, lorsque mandatés par le Comité directeur, nous avons transmis au Bureau national la décision de dissolution. Nous avons tendu une dernière perche et nous avons présenté à chacun des membres du Bureau national un engagement de fidélité à la discipline du Parti dont j'affirme ici qu'il ne contenait aucune

condition politique ni pour le reniement du passé, ni engagement pour l'avenir, qui leur demandait simplement de s'engager à être disciplinés dans l'avenir. Il ne dépendait que de ceux qui voulaient rester dans le Parti de signer cet engagement de fidélité, ils y seraient encore. S'ils n'y sont plus, c'est parce qu'ils se sont exclus eux-mêmes. Voici la forme que nous avons adoptée, mon cher camarade. Il faudrait te renseigner avant de nous condamner. Il convenait que le Comité directeur ait dissout et exclu, c'est sa Commission nationale des conflits qui régulièrement a exclu les membres du Bureau national. Elle les a exclus régulièrement parce qu'ils ont été mis en face de leurs responsabilités, ils ont été régulièrement convoqués en face de leurs accusateurs. Et à ceux qui demandent aujourd'hui qu'une juridiction nouvelle les entende, je réponds que les exclus ont eu une occasion magistrale d'apporter la preuve de leur innocence et de leurs bonnes intentions. Ils n'avaient qu'à venir devant la Commission nationale des conflits qui est composée par des hommes qui sont choisis par nos Congrès pour leur impartialité. Ils auraient là, essayé de se défendre. Mais ils ont nié la possibilité d'être jugés par la Commission des conflits, ils ont nié sa compétence, parce qu'ils savaient bien qu'ils avaient beau se présenter, j'avais dans mes dossiers un certain nombre de documents qui ne proviennent pas des officines de la police bourgeoise …(applaudissements) … mais qui m'ont été remis par des Jeunesses Socialistes qui, un moment égarées par Dunoyer et d'autres ont été ensuite écœurées et m'ont remis le compte-rendu sténographié qui est à la disposition de Fatome quand il le voudra. Cette réunion commune que certains membres des Jeunesses Socialistes tenaient avec le PCI et certaines réunions où Dunoyer déclarait qu'il fallait préparer la scission en s'emparant des locaux et en plaçant des militants à la tête au siège. On avait compris pourquoi, on avait abusé de notre confiance pour installer juridiquement le Drapeau rouge dans les locaux, pourquoi on avait payé un terme d'avance au local du 54 de la rue de Rivoli qui appartenait à la fédération de la Seine ; on exécutait les ordres que Dunoyer donnait dans les réunions clandestines à ceux qu'il entraînait.

J'affirme ici que les papiers qu'ont m'a remis sont authentiques. J'en ai douté un moment, je ne m'en suis pas servi tout de suite, c'est seulement lorsque des gens qui avaient assisté à ces réunions sont venus dire : «oui c'est vrai, j'y étais...» c'est seulement lorsque Dunoyer lui-même a déclaré à un ancien Secrétaire Fédéral des Jeunesses Socialistes, qui lui était pourtant sympathique, que puisque ça se savait il pouvait bien l'avouer... c'est à ce moment-là que j'ai utilisé honnêtement les documents qui m'avaient été fournis.

(Vifs applaudissements)

Eh bien je sui de ceux qui pensent qu'un Comité directeur du Parti a fait son devoir. Guy Mollet, tout à l'heure répondra sur l'accusation qui dit que le Comité directeur est sévère à sens unique. Qu'il applique les statuts à l'égard des jeunes, mais pas à l'égard des parlementaires. C'est la preuve cela, qu'il y a un certain nombre d'adhérents à notre Parti qui ont adhéré à notre Parti sans même consulter les statuts, parce que s'ils lisaient les statuts, ils verraient que la procédure, en ce qui concerne les indisciplines parlementaires, a été intégralement appliquée et qu'elle le sera intégralement au cours de ce Congrès.

Mais Guy Mollet y reviendra sans doute.
On nous dit aujourd'hui : «Ah! oui, elles sont jolies les conséquences de votre attitude. On vient dire ici pourquoi notre parti n'a plus personne derrière lui». Allons donc ! Oui, c'est vrai il y a quelques fédérations qui sont dissidentes, mais il y en a aussi qui à l'unanimité sont derrière nous, les plus grosses fédérations et c'est peut-être symptomatique cela, les fédérations dans lesquelles on travaille, les fédérations dans lesquelles on a des adhérents, celle du Nord… (applaudissements) … celle du Pas de Calais… (vifs applaudissements)… celle des Landes, celle de la Haute-Garonne. J'en citerais d'autres encore. Elles sont à l'unanimité ou à la quasi-unanimité derrière le Parti.
(vifs applaudissements)
Il y en a quelques-uns, oui, qui ne nous ont pas suivis. J'en connais une, elle a rédigé une motion qu'elle fait appuyer par des adultes aujourd'hui, c'est la Fédération des Jeunesses Socialistes du Rhône. Elle a bonne mine, la Fédération des Jeunesses Socialistes du Rhône…(Rires) …
Je vais vous dire quel est le potentiel révolutionnaire de cette fédération en vous disant simplement combien elle compte d'adhérents, tenez-vous bien !... il y en a trois mille dans le Nord, il y en a trois mille dans le Pas-de-Calais... il y en a plus de onze cents dans les Landes, et dans le Rhône, ils sont dix-sept… (Rires)…
Ils sont dix-sept. Et révolutionnairement, très honnêtement, tous les ans, ils se cotisent pour acheter des carnets de cotisations afin d'avoir des mandats au Congrès. C'est cela les révolutionnaires qui nous donnent des leçons. Cela ne m'ennuie pas que des fédérations comme celle-là ne soient pas derrière nous. Je me réjouis qu'à l'unanimité elle se soit mise en dehors, je leur souhaite bonne chance dans leur nouveau groupement…(Rires) …
Mais il est vrai qu'un trouble a été créé maintenant dans les Jeunesses Socialistes et dans le Parti. La responsabilité en est donc au moins à quelques adultes qui, soit dans leur fédération, soit à la direction du Parti n'ont pas toujours eu une attitude aussi régulière que celle que nous aurions souhaitée. Il est des Secrétaires fédéraux qui bien intentionnés ont incontestablement manqué de fermeté et lorsqu'on nous accuse d'avoir éliminé la force révolutionnaire du Parti, je veux dire que le plus terrible des Secrétaires de la force révolutionnaire a été Marceau Pivert, dans la fédération de la Seine, alors que l'ancienne gauche révolutionnaire en élimine un autre, c'est peut être que dans la fédération de la Seine on a un sens plus aigu de ce que constituent des conflits dans un Parti comme le notre, et la faiblesse à l'égard de certaines indisciplines ; il eut été souhaitable que dans certaines fédérations on manifeste autant de sens politique et de courage que Marceau Pivert.
(Applaudissements)
Mais je veux ajouter parce que j'ai l'habitude de prendre mes responsabilités que si un certain trouble se maintient, c'est parce que dans le Parti, à la tête du Parti, nous n'avons pas toujours trouvé tous les concours pour ramener les Jeunesses Socialistes dans la bonne voie et parce que les jeunes du Bureau national ont mis leur espoir sur les appuis qu'ils pouvaient trouver dans les

hautes sphères du Parti qu'ils sont encore aujourd'hui en train de tenir un Congrès à coté du notre, un Congrès où ils espèrent qu'un certain nombre d'adultes iront les rejoindre. Je sais, oui qu'il y a eu des attitudes équivoques. Venir au Congrès parce que cela intéresse. À un certain Comité directeur j'ai invité le Secrétaire général adjoint du Parti pour essayer de dissiper l'équivoque que créait son vote lors de la dissolution, je lui ai demandé d'adresser un appel aux Jeunesses Socialistes pour leur dire de rallier le Parti. À ce Comité directeur, ce Secrétaire général adjoint a d'abord refusé de signer ce papier et j'en avais conçu à voix haute ce jour-là que quand on n'est pas capable d'atteler la jeunesse derrière son Parti, on n'est pas digne d'être du Parti, et surtout du Comité directeur.
(Vifs applaudissements)
Je dirai tout à l'heure, puisque l'occasion m'en sera donnée, un certain nombre d'autres choses pour un passé beaucoup plus récent et des choses un peu plus graves.
C'est vrai, oui, qu'actuellement il y a un certain trouble qui devrait être apaisé aujourd'hui. Certains camarades viennent à cette tribune nous demander de faire preuve de générosité. Allons donc ! Camarades. La générosité à l'égard de certains membres des Jeunesses Socialistes, elle était peut-être possible à un certain moment, et pour certains hommes qui ignoraient les faits. Elle n'a jamais été possible, cette générosité. Pour les hommes qui comme Guy Mollet et moi-même avaient entre les mains des documents prouvant qu'il y avait collusion entre certains membres du Bureau national des Jeunesses Socialistes, et le PCI.
Cette générosité, elle ne devrait être possible pour personne aujourd'hui, car tout de même depuis la dissolution du Bureau national des Jeunesses Socialistes, il y a eu un certain nombre de faits, un certain nombre d'attitudes, il y a eu les tracts jetés des locaux du Populaire sur la foule parisienne dénonçant Ramadier comme un casseur de grèves, Moutet comme un assassin publiquement Courtois comme un voleur. Il y a eu les articles au Drapeau rouge qui depuis près de trois mois trainent le Parti dans la boue comme aucun organe de la réaction ou même pas l'organe des Trotskistes l'avaient fait jusque à maintenant,
(Vifs applaudissements)
Et bien, je dis qu'aujourd'hui, ce n'est pas de générosité qu'il faut faire preuve, c'est d'énergie puisque plus que jamais …(vifs applaudissements) … j'ai eu l'occasion de dire une fois que ce n'est pas en cédant toujours, j'ai eu l'occasion de dire à Lyon au groupe parlementaire que dans le peuple français, et plus particulièrement dans le Parti Socialiste on n'aime pas ceux qui reçoivent un coup sans en donner un autre ; j'avais dit, dans une formule un peu osée, qu'en France on aimait les mâles et que c'est ceux-là qu'on voulait suivre. Et bien soyons un peu mâles dans le Parti, parce qu'une poignée d'aventuriers, parce qu'une poignée de jeunes intrigants prétentieux… (applaudissements) … essayent d'arriver par je ne sais quels moyens caporaux d'un petit groupe parce qu'ils ne peuvent pas être généraux d'une grande armée, allons-nous leur ouvrir la porte ? Non !
J'invite le Parti à ne pas faire preuve de faiblesse. La tentative de scission du

Parti elle a fait long feu, elle est brisée aujourd'hui, quatre-vingt-cinq pour cent des jeunes sont actuellement derrière le Parti. Je donnerai des chiffres à ceux qui le voudront, ils restent quinze pour cent dehors, je sais que dix pour cent de ceux qui sont actuellement dehors attendent la décision de ce Congrès pour se fixer, parce que si le Congrès décide que le Comité directeur a eu raison, ils resteront dans le Parti. Alors, il y en aura cinq pour cent d'autres, je les connais bien, ces cinq pour cent-là, je ne souhaite qu'une chose, c'est qu'ils ne reviennent jamais dans le Parti.

(Vifs applaudissements)

C'est vrai, mes chers camarades de Saône-et-Loire, qu'il y a un certain nombre d'éléments parmi ceux-là qui avaient de nombreuses qualités, qui véritablement nous avaient permis de grands espoirs, c'est vrai qu'ils ont œuvré pour le Parti, mais est-ce que les services rendus peuvent nous permettre toutes les absolutions. Vous savez, et en Saône-et-Loire vous devriez être payés pour le savoir, on a exclu Marcel Rousseau, il a rendu des services, nous l'excluons parce qu'il n'a pas fait preuve de la volonté nécessaire pour se détacher des trotskiste qui l'ont entraîné, avec eux. Alors, vous repousserez tout à l'heure cette motion qui demande de constituer une nouvelle Commission, nous allons monter demain un véritable mouvement des Jeunesses Socialistes, le travail est déjà entrepris. Je vous demanderai d'accepter tout au moins le projet de réorganisation des Jeunesses Socialistes et nous vous montreront un mouvement des Jeunesses Socialistes qui ne sera pas une poignée de troufions faisant tous les jours matin et soir la révolution par des discours, mais qui prépareront pour le Parti des couches nouvelles et larges, parce que nous sommes un pays de suffrage universel, parce que nous avons besoin d'électeurs à tous les stades et dans toutes les couches, non seulement pour des conseillers municipaux, généraux, toutes les élections générales, mais aussi parce qu'on vote à la CGT parce qu'on vote à la CGA, parce qu'on vote aux chambres de commerce, partout, parce que nous avons besoin partout d'hommes qui préparent le Socialisme, parce que nous sommes partisans de dire avec Jules Guesde que chaque fois qu'à un stade quelconque nous pouvons réaliser une réforme nous demeurons des révolutionnaires, mais dans certains stades, nous sommes aussi des réformistes parce que c'est la classe ouvrière. Et bien nous préparons ces larges couches, nous les préparons parce que plus la pépinière sera grande, plus nous aurons la possibilité d'y puiser des militants nombreux et avertis dans le Parti dont nous aurons besoin demain et nous montrerons un mouvement de Jeunesses Socialistes qui ne sera pas un Parti dans le Parti. Nous chercherons les moyens d'y amener les jeunes, nous les y amènerons en leur faisant confiance, en donnant libre cours à leurs aspirations de jeunesse, parce que les sports et les loisirs - nous n'allons pas monter un patronage, non ce n'est pas cela un patronage - parce que les sports et les loisirs, seront pour nous non pas le but du mouvement des Jeunesses Socialistes mais le moyen d'amener à nous les jeunes.

(Applaudissements)

Nous irons puiser parmi les meilleurs éléments à qui nous donnerons une éducation aussi poussée que possible pour en faire les militants de demain. Dans

ce mouvement des Jeunesses Socialistes, on n'y tiendra pas des Congrès où l'on élaborera des mots d'ordre contraire à ceux du Parti, on s'efforcera d'y trouver les meilleurs moyens de diffuser à travers les Jeunesses Socialistes et aussi à travers toute la jeunesse de France, les mots d'ordre qui ont été élaborés par le Parti. Et bien, je veux conclure en vous disant ce que vous disait tout à l'heure un jeune camarade : «La jeunesse est la flamme de la révolution». Bien sûr, c'est la flamme de la révolution, la jeunesse, mais cette flamme ne s'agrandira, ne réchauffera qu'à condition que vous laissiez en dehors les pompiers qui l'ont éteinte pendant un certain nombre de mois.
(Vifs applaudissements)
Nous les laisserons en dehors et avec les éléments qui sont sains, nombreux, en large bataillons, nous vous ferons demain le mouvement des Jeunesses Socialistes que vous souhaitez tous et que le Socialisme attend pour se réaliser.

Just

Camarades, si j'avais eu une conversation avec Courtois, qu'il m'ait dit ce qu'il vient de dire à la tribune, j'aurais tourné les talons et je n'aurais même pas répondu. Seulement, vous êtes là. À vous, devant vous, je suis redevable d'apparaître honnête comme tout militant Socialiste et je dois des explications.
Camarades, Courtois m'a accusé d'avoir eu une attitude peu conforme au mur des fédérés lors de la manifestation traditionnelle entre familles et Jeunesses Socialistes. Or, je n'ai pas dit un mot. J'ai suivi jusqu'à Montrouge, c'était mon droit, je n'ai pas parlé, L'hospitalier y était. Le Bureau des Jeunesses Socialistes, je n'ai pas eu de relations avec lui, je ne les connais pas comme vous les connaissez. Les observations contre Blum, camarades, écoutez-moi bien, j'ai fait des réunions dans la région parisienne, de multiples depuis la Libération en compagnie de camarades parfois les plus éminents du Parti, et qui à l'heure actuelle sont des postes de responsables. Je ne veux pas nommer leurs noms, je sais que s'il le faut, ils sont assez loyaux pour dire que chaque fois qu'une personnalité du Parti, quelle qu'elle soit, ou que le Parti lui-même a été attaqué, je suis le premier à me dresser, c'est le vieux camarade Just qui s'est toujours dressé pour le défendre. Il n'y avait là rien d'extraordinaire c'était mon devoir ou je n'avais qu'à partir de chez nous.
C'est une chose singulière que les méthodes qui sont prises. Est-ce que par hasard les accusations portées à cette tribune ne seraient pas préventives sur un débat qui va suivre ? Est-ce que par hasard on n'essaierait pas de discréditer des militants parce qu'ils ne sont pas d'accord avec certain du Parti ? Alors ce sont des méthodes nouvelles qui s'instaureraient au sein du Parti et les effets n'en seraient que plus graves. Camarades, je vous le dis, je m'étonne que Courtois, devant les faits qui datent de plusieurs mois ait encore pu supporter que le camarade qui vous parle ait pu franchir ces portes.
(Quelques applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Deschezelles

Camarades, je tiens à fournir devant le Congrès national tout entier, les explications que j'ai déjà données quant à mon attitude sur le problème des Jeunesses Socialistes. Je ne suis pas d'accord avec certains camarades quoi qu'ils disent que la dissolution du Bureau national des Jeunesses Socialistes n'est pas un problème politique. Je dis que c'est un problème politique, parce que le conflit qui est né est d'ordre politique. Camarades, il faut le dire, vertement et franchement, sur les problèmes de la jeunesse, le Parti n'a jamais pris position. Pendant des semaines et des semaines, nous nous sommes efforcés de faire prendre position sur des problèmes tels que la durée du service militaire et le Parti n'avais pas pris position. Or, en face des Jeunesses Socialistes, il y avait d'autres mouvements qui eux avaient pris position sur ces problèmes et il est évident que les Jeunesses Socialistes, si elles voulaient recueillir une influence auprès de la jeunesse travailleuse était obligée de prendre position sur ces problèmes. Et je dois dire qu'aucune de ces positions n'était contraire aux traditions du Socialisme, à la doctrine marxiste, aucune.

(Quelques applaudissements)

Il y a eu le Congrès national de Montrouge, un certain nombre de motions politiques ont été votées par les Jeunesses Socialistes

(Voix : ce n'est pas un fait personnel)

Camarades, on m'a mis en cause personnellement au point de vue de mon attitude envers les Jeunesses Socialistes, j'ai le droit de donner des explications au Congrès national. Et bien, je dis qu'à ce moment-là, le Comité directeur est intervenu auprès du Bureau national des Jeunesses Socialistes pour que ce dernier ne publie pas ces mots d'ordre politiques, et cette décision du Comité directeur a été respectée.

Camarades, il est vrai que par la suite les membres du Bureau national des Jeunesses Socialistes ont commis certains actes d'indiscipline que je n'approuve pas, mais je n'ai pas approuvé non plus la dissolution du Bureau national des Jeunesses Socialistes et un certain nombre de membres du Comité directeur n'ont pas approuvé cette dissolution, parce qu'en réalité le Parti est un peu coupable de certaines indisciplines des Jeunesses Socialistes, et ce sont surtout ceux qui placés à des postes de responsabilités n'ont pas appliqué les décisions des Congrès et des Conseils nationaux

(Applaudissements)

C'est pourquoi je dis que le problème les indisciplines en général devra être posé devant un Congrès national extraordinaire.

(Voix : ce n'est pas un cas personnel)

Le président - Il explique son geste.

Deschezelles - Camarades, le Congrès national extraordinaire n'a pas été réuni, des sanctions n'ont pas été prises contre certaines indisciplines, des sanctions immédiates ont été prises contre le Bureau national des Jeunesses Socialiste qui a entraîné une partie du mouvement des Jeunesses Socialistes. Et bien je sais

Fondation Jean Jaurès

qu'aujourd'hui, 1e Congrès national doit réexaminer ce problème dans son ensemble. Je ais qu'il y a parmi les éléments qui sont derrière le Bureau national, les éléments les plus dynamiques et les plus révolutionnaires de notre Parti et c'est pourquoi camarades,... (Voix : c'est faux !)... je dis que c'est la vérité, ce sont d'excellents militants… (Brouhaha, discussions, protestations dans la salle)…
Camarades, nous risquons demain de ne plus avoir de mouvement de Jeunesses Socialistes car en réalité seul les Partis politiques qui ont des positions réellement révolutionnaires peuvent avoir une jeunesse, seuls les mouvements et les partis qui savent inspirer une certaine foi peuvent entraîner les jeunes derrière eux.
(Applaudissements)
On peut reprocher aux jeunes une certaine ardeur révolutionnaire, certaines formules, mais ce qu'on peut dire c'est que ce sont des Socialistes et des révolutionnaires sincères, qu'il faut absolument ramener au sein du Parti.
Camarades, ce Congrès national est important parce que d'une part, il doit déterminer d'une manière très nette la ligne politique de notre Parti et du redressement de notre Parti dépend le fait que nous aurons ou non une Jeunesse Socialiste nombreuse.
(Cris dans la salle)

Guy Mollet

Camarades, je vous en prie, les uns et les autres, ne passionnez pas ce débat, il est déjà assez sérieux pour qu'on essaye de l'évoquer et de l'étudier avec sérieux. Il s'agissait d'adopter le rapport sur les Jeunesses Socialistes comme il est prévu, on a surtout parlé du conflit qui a opposé un certain nombre de membres du Bureau national des Jeunesses Socialistes à ceux du Comité directeur. Cependant j'ai été amené à constater, vous l'avez tous vu, que rares ont été les camarades qui sont montés à cette tribune pour défendre l'attitude des exclus, nombreux ont été ceux qui sont venus dire toutes sortes de circonstances atténuantes, d'excuses, certains même sont venus les plaindre. J'ai retenu l'expression d'amnistie, de grâce amnistiante. Ce serait déjà la preuve que l'immense majorité des camarades, même ceux qui pour un avenir proche, pencheraient à des solutions de conciliations, ce serait la preuve, dis-je que presque tout le Congrès approuve les sanctions. Cependant les toutes dernières interventions ont permis de penser que sur le fond même, il pouvait y avoir approbation de l'attitude des Jeunesses Socialistes et par la même désapprobation de l'attitude du Comité directeur.
Que s'est-il donc passé ? On penserait que non seulement le Comité directeur ait un jour décidé de déferrer le citoyen Dunoyer à la Commission nationales des conflits afin d'exclusion, puis plus tard, à quatre semaines d'intervalle, dissout le Bureau National des Jeunesses Socialistes. Et comment se fait-il que ce soit votre serviteur, Guy Mollet, qui l'ait proposé ? J'avais pourtant, à ne pas le faire, un certains nombre de raisons. J'étais, et à ce titre, cela ne me singularise pas des autres, j'étais comme beaucoup, un ancien des Jeunesses Socialistes. J'étais

Fondation Jean Jaurès

de ceux, je suis de ceux qui connaissent ce caractère particulier aux jeunes d'être, de vouloir être pour beaucoup à l'avant-garde du mouvement et je m'en félicite car j'aurais affreusement peur des jeunes qui seraient déjà sages à vingt ans. Je préfère les voir prendre de ces positions en flèche. Donc, comme tous ceux qui ont mis les pieds dans les Jeunesses Socialistes, ce sont tous ceux qui ont connu dans la carrière d'autres incidents de Jeunesses Socialistes semblables à ceux-là et qui voudraient bien épargner aux jeunes d'aujourd'hui d'avoir à revivre les expériences que nous avons vécues. Comme ceux-là, j'aurais bien voulu ne pas avoir à proposer la dissolution. J'avais même une raison personnelle ; il faut avoir vu ce que j'ai vu ; je me trouvais être un représentant, d'après le dernier Congrès, coupé d'une fraction de cette aile qui de temps en temps nous a fait souvenir, je vous avoue que pour le faire, il faut qu'ils nous aient donné les raisons ; je voudrais par là même vous en convaincre. Quelles sont ces raisons ? Je vais essayer de vous les faire comprendre en vous replaçant non pas seulement en face des faits, mais dans une atmosphère, vous allez voir que ceux qui dans les Jeunesses socialistes ou ailleurs essayent aujourd'hui et pour certains très tardivement de vouloir déplacer le problème en le plaçant sur le plan politique, vous allez voir que ce n'est pas comme cela qu'il s'est trouvé placé devant le Comité directeur.

Que s'est-il donc passé ? D'abord, le Bureau national des Jeunesses Socialistes se composait dans son immense majorité de camarades dont individuellement je dois dire qu'ils sont sympathiques, que pour beaucoup d'entre eux, alors même qu'ils sont exclus, il en est à qui je garde, sur le plan individuel, toute ma sympathie.

(Applaudissements)

Seulement, dirigeant, animé par quelqu'un dont je ne airai pas qu'il est malhonnête, mais dont je dirai simplement qu'il sert d'autres intérêts que ceux du Parti Socialiste, animé par quelqu'un qui est trotskiste et qui veut absolument dans nos rangs, notre Parti, alimenter ce courant trotskiste pour peu à peu l'éloigner de nous et l'amener à une heure qu'il aura choisie, je dis alors que Jeune Socialiste de 29 ans, plus malin que la plupart de ceux qu'il entraînait, connaissant mieux les problèmes politiques que vos fils, vos filles ou mes deux fils, qu'on entraîne facilement derrière des problèmes de ce genre-là, comme on connaît la musique, comme Dunoyer l'a fait, je dis que nos jeunes avec une sorte d'enthousiasme sympathique, par une sorte de solidarité que je conçois, mais que je désapprouve, ont été entrainés. À quoi ? Successivement à ceci : on leur fait préparer un Congrès politique, on leur fait préparer un Congrès à Montrouge et là, on leur fait prendre des positions en flèche. Un certain nombre de camarades qui font la révolution tous les matins dans leur lit et se ré-endorment le soir en disant : «ce n'est pas pour aujourd'hui, mais pour demain...» Un certain nombre de camarades font prendre des positions faciles en théorie, d'autant plus qu'on n'a pas de responsabilités dans la suite…

Voix dans la salle - Très bien.

(Applaudissements)

Puis c'est là, quand ils se sont trouvés en face de tous les membres du Comité directeur sans aucune exception, je dis sans aucune exception… (applaudissements)… se sont entendu dire : «Il y a des choses que vous ne savez pas, que vous ne pouvez pas, que vous ne devez pas faire».
Nous regrettons ensemble que le Parti n'ait pas encore pris position sur un certain nombre de problèmes, nous essayerons ensemble et je voudrais bien que ceux qui reprochent ici qu'on ne l'ait pas fait et qui étaient aux postes de responsabilité pour le faire faire, se rappellent qu'ils ne l'ont jamais proposé… (Vifs applaudissements)… nous essaierions ensemble de faire que le Parti prenne position sur ces problèmes-là. Mais ceux sur lesquels le Parti s'est prononcé, les Jeunesses Socialistes n'ont plus qu'une ligne de conduite : adapter ses mots d'ordre à la Jeunesse, mais se battre uniquement sur ces mots d'ordre et non pas en créer d'autres. Où allons-nous si nous avons aujourd'hui une politique des jeunes déterminée par des jeunes, demain une politique des femmes déterminée par les femmes… après demain une politique «anciens» déterminée par les anciens Socialistes ?
(Applaudissements)
Comment allez-vous faire ? On leur a dit : vous n'avez pas le droit. Ils sont allés leur dire : vous ne pouvez pas publier ces motions, ils ne les ont pas publiées.
Seulement ils commençaient dans les numéros suivants du Drapeau Rouge de mettre un certain nombre d'erreurs. Chacune prise individuellement n'était pas d'une gravité formidable, il en était quelques-unes fort originales présentées comme excès de la démocratie. À, chaque fois il a fallu faire des observations, puis un beau jour s'est produit l'incident de la serviette qu'un camarade tout à l'heure dénonçait comme une basse manœuvre policière bourgeoise et disait : «Quand vous accusez Dunoyer d'être trotskiste, il faut en faire la preuve». Il est bien évident que quand ils sont dans nos rangs pour y travailler, ils ne vont pas nous apporter eux-mêmes les preuves de ce qu'ils sont. Mais nous nous doutions tous sans exception du rôle qu'il jouait. Or, Dunoyer oublie sa serviette quelque part. Quand le lendemain on lui demande où il est allé, il était dans la banlieue parisienne payer un certain nombre de factures et ce n'est qu'effectivement lorsqu'un secrétaire de police qui n'est pas de mes amis - et c'est en cela encore que la faute qu'il avait commise se révéla dangereuse pour notre Parti. Un secrétaire de police exploitant l'incident, - s'apercevant que la serviette était la sienne Dunoyer a dit : «C'est moi». Cette serviette n'était pas loin de chez Crépeau, le même Crépeau s'est immédiatement rendu chez un camarade Socialiste, son voisin et lui a dit : «Il y a une catastrophe qui pourrait être grave de répercussions, tu diras à Dunoyer d'aller chez toi, pas chez moi. Comme le camarade est Dubas secrétaire du Parti, il m'a dit : «Voilà ce qu'on vient de me proposer et à ce moment Dunoyer reconnut que c'était Crépeau qu'il était allé voir. Dans l'intervalle j'avais convoqué Rousseau, Dunoyer qui disaient : chez Crépeau jamais. Seulement comme Dunoyer commençait à dire oui, il a dit : «Oui, j'y suis allé parce que nous avons une position commune à déterminer avec les Jeunesses Communistes Internationales sur les problèmes de la France d'Outremer, l'Indochine en particulier, nous étions allés sur mandat du bureau

national en vertu d'une lettre convoquant Rousseau qui dit : «C'est exact». Il y a au moins deux choses étranges. La première si c'est vrai que vous aviez envoyé cette lettre, quand tu me disais que tu ne savais pas qui y était allé, c'était un argument a posteriori. La deuxième, de toute façon, vous n'aviez pas le droit de l'envoyer. Qu'est-ce que cette histoire des Jeunesses Socialistes qui vont prendre contact avec - car pensez-y bien, le citoyen Crépeau, c'est le Secrétaire du PCI et pas même de la Jeunesse Communiste - qu'est-ce que vous diriez de nos femmes Socialistes ou de nos jeunes Socialistes allant prendre rendez-vous avec Schumann ou Torrès sans en avertir le Parti Socialiste ? Qu'est-ce que cet étranger Parti ?

Alors - je n'entre pas dans la détail, je n'insiste pas sur le fait que dans la serviette de Dunoyer il y avait une somme de 6 000 francs pour laquelle il a trouvé une explication, qu'il avait vendu un terrain, qu'il ne voulait pas que cet argent reste chez lui... qu'il se baladait avec lui à 22 kms. Je n'insiste pas sur le fait que dans la serviette se trouvaient également toutes les motions politiques votées, au Congrès de Montrouge avec des annotations manuscrites. Certains prétendent qu'elles sont de la main de Dunoyer, d'autres de Crépeau ! Le fait est que Crépeau était aller les discuter alors que ces motions devaient être votées par les Jeunesses Socialistes. C'est inacceptable. Et ce soir là, devant ces preuves, le Comité directeur à l'unanimité moins une voix qu'il fut décidé de déférer Dunoyer à la Commission nationale des conflits. À l'unanimité, moins une voix. N'allez cas croire que la voix en question, ce soit la voix d'un camarade tel que Dechezelles qui se serait opposé. Non, lui avec nous, a voté pour qu'on aille devant la Commission des conflits. C'est la voix du camarade Renaudot qui protestait parce qu'on n'en envoyait qu'un et qu'il voulait qu'on en envoie cinq ou six ce jour-là… (rires)… c'est bien à l'unanimité que nous avons envoyé Dunoyer devant la Commission des conflits. C'est moi qui l'avais demandé et pourtant dès ce soir-là, ils étaient nombreux les camarades qui me disaient : «Les autres se solidarisent d'après la lettre, ils disent que c'est eux qui ont envoyé Rousseau, il faut les adresser tous devant la Commission des conflits». Dès ce moment-là, je m'étais mis en tête que je ne leur permettrais pas de se solidariser avec Dunoyer, dès ce soir-là, je me disais : «Ils ne sont pas au fond de la coulisse, ils sont entraîné par lui». Et pendant quatre semaines, à la cadence de deux fois par jour, j'ai reçu les Jeunesses Socialistes dans mon bureau et tous les jours inlassablement je répétais les mêmes questions : il s'agissait d'obtenir d'eux :

1°) Qu'ils se désolidarisent d'avec Dunoyer.

2°) Qu'ils attendent et acceptent la décision de la Commission des conflits.

3°) Que Dunoyer, dans l'intervalle, soit suspendu de tout mandat.

4°) Qu'ils prennent l'engagement oral devant moi, pour que j'en réfère au Comité directeur, l'engagement de respecter dans l'avenir toutes les décisions des Congrès nationaux, Conseils nationaux interprétées par le Comité directeur et je ne dis pas l'approbation de tel ou tel proposition parlementaire, mais les décisions des Congrès nationaux interprétées par le Comité directeur. Ils me disent un soir : «C'est d'accord».

Je donne donc ma parole, je demande une seule petite chose : on va à Trêve, nous voulons aller à Trêve, la Jeunesse Socialiste se doit d'y être représentée, seulement nous n'avons qu'une seule voiture et qu'un seul chauffeur. Ce chauffeur c'est Dunoyer. Nous vous donnons notre parole d'honneur que Dunoyer ne représentera pas les Jeunesses Socialistes et qu'il ne s'occupera le rien. Et pendant qu'ils donnaient leur parole d'honneur, Dunoyer avait mandat de représenter les Jeunesses Socialistes et nos camarades devaient le trouver dans la maison.

Au Comité directeur suivant, je dis aux camarades du bureau national : «L'incident est clos, les Jeunesses Socialistes acceptent et prennent devant nous tel et tel engagement». Il y avait Conseil national le samedi soir, j'y vais. En présence de Dunoyer, je fais le récit que je viens de faire devant vous ; tous les Jeunesses Socialistes s'engagent et acceptent de se désolidariser de lui à. l'unanimité. Le samedi soir ils s'engagent à se désolidariser de lui, renouvellent leur engagement de respecter les décisions du Conseil national, c'était le samedi soir. Je sais parti, il était onze heures et demie. Le dimanche matin en mon absence Dunoyer fait remettre la question et la fait adopter par 10 voix contre et une motion disant qu'ils se re-solidarisent avec Dunoyer. Personne ne m'envoie la motion, personne ne m'en parle et quand j'arrive au Comité directeur, le mercredi soir c'est là que j'apprends qu'il existe une semblable motion. Le Comité directeur auquel vous reprochez d'aller trop vite m'accorde encore six jours pour les revoir et obtenir d'eux qu'ils retirent le texte en question. Pendant six jours, ce n'est que mercredi soir à 7 heures que j'obtiens d'eux, c'est Fassin qui me répond au téléphone il y avait une douzaine de camarades dans mon bureau qui pourraient en témoigner, nous avions une Commission qui discutait de certains problèmes, nous étions-là, une douzaine dans le bureau quand Fassin m'a répondu au téléphone : «Oui, tu peux dire au Comité directeur ce soir que la motion en question est retirée et qu'elle ne sera publiée nulle part ni dans le Drapeau rouge, ni dans un bulletin intérieur sous quelque forme que ce soit». De mon côté, j'acceptais une mise au point expliquant ce qui s'était passé, établie conjointement entre eux et le Bureau national, et qu'elle soit envoyée. Ils renouvelaient leur engagement de respecter les décisions. Le soir à 7 heures au téléphone, cela faisait 12 heures, que sur les rotatives du Populaire on était en train de tirer le bulletin intérieur qui envoyait à toutes les sections de Jeunesses Socialistes la motion que l'on donnait sa parole d'honneur qu'elle ne serait pas envoyée. Est-ce que vous appelez cela un problème de politique générale ?

(Vifs applaudissements)

J'appelle cela un problème de moralité tout court.

(Vifs applaudissements)

Allons donc ! Quand nous disons des Jeunesses de la JOC ou de la JAC qu'il y a certaines formes de jésuitisme que nous ne tolérons pas, que nous ne tolérerons jamais. Quand nous disons des jeunes de l'UJR, qu'il y a des moyens que nous condamnons parce qu'ils dégradent les hommes, quand nous leur disons cela… (très vifs applaudissements)… qui les condamne, nous avons le devoir d'exiger des nôtres que jamais ils n'emploient les mêmes moyens.

(Très vifs applaudissements)
Alors quiconque essaiera de transposer l'exclusion d'un trotskiste du Parti et d'une poignée de braves type qui l'ont suivi parce qu'ils n'ont rien compris mais dont nous ne pouvons pas excuser les fautes, qui nous reviendront quand ils auront fait l'expérience assez longue. Quand un Parti a fait cela, quiconque essaye de transposer ça sur le plan politique et d'en faire un problème politique est quelqu'un qui essaye de l'utiliser à des fins trotskistes.
(Très vifs applaudissements)
Quand nous nous sommes décidés à le faire, nous l'avons fait unanimement sauf en ce qui concerne la dissolution. Camarades, au moment du vote sur la dissolution, après avoir fait les déclarations, nous ne sommes pas les uns et les autres pour la dissolution car nous voudrions continuer les démarches, essayer encore… Tel était le thème ce soir-là, mais tous sans exception condamnèrent l'attitude, tous condamnèrent les fautes faites, personne n'a pris la défense. Le seul argument employé était l'espoir de certains d'arriver à convaincre ceux que l'on trompait, que celui qui les trompait, c'est tellement vrai qu'à deux reprises différentes, le Comité directeur à l'unanimité, sans une seule abstention, sans un seul vote obscur a adopté la résolution que je vais vous indiquer.
Les membres de la majorité de l'ex-bureau national des Jeunesses Socialistes essayent d'accréditer parmi les Jeunesses Socialistes l'idée que leur attitude trouvait l'appui de certains camarades du Comité directeur. C'est pourquoi le Comité directeur du Parti Socialiste réuni le 18 juin 1947 sous la présidence de… ayant pris connaissance d'un tract diffusé par la majorité de l'ex-bureau national des Jeunesses Socialistes et présenté sous forme de lettre adressée au camarade Guy Mollet sans vouloir se livrer à aucune polémique avec les éléments exclus du Parti par la décision de la Commission des conflits, renouvelait les termes de son précédent communiqué par lequel il constate l'attitude inqualifiable de la majorité du Bureau national des Jeunesses Socialistes dissout le 5 juin 1947… (Lecture)… décision motivée par collusion.
(Lecture)
Il se félicite que la majorité des fédérations des Jeunesses Socialistes aient d'ores et déjà affirmé leur fidélité au Parti et l'approbation aux décisions de la Commission des conflits et le Comité directeur invite toutes les Jeunesses Socialistes à poursuivre avec le Parti leur propagande et leur action. Il souligne en outre que ce communiqué qualifié d'infâme par les Jeunesses Socialistes a été voté comme le précèdent à l'unanimité de ses membres et ont signé...
(Lecture)
À l'unanimité, sans aucune exception du Comité directeur, il ne reste qu'à le signer.
(Très vifs applaudissements)

Le président - Camarades, toutes les voix qui ont voulu se faire entendre l'ont été, vous avez de plus écouté les substantielles explications du Secrétaire du Parti. Je déclare le débat sur le rapport statutaire des Jeunesses Socialistes clos. Nous allons maintenant le sanctionner par un vote. Ce vote je le demande à

mains levées.
Pour l'adoption au rapport statutaire des Jeunesses Socialistes tel qu'il figure dans la brochure remise. Deux voix contre - quelques abstentions - rapport adopté à une grosse majorité.
(Vifs applaudissements).
Nous avons maintenant trois rapports importants à discuter. Groupe Parlementaire - le Populaire - International - et nous avons sur cet horaire au moins deux heures de retard.

Charles Lussy, du groupe parlementaire

Camarades, un certain nombre de fédérations ont cru avoir voté contre le rapport du groupe parlementaire, c'est leur droit mais c'est leur devoir de venir lire ici à cette tribune tout à l'heure - et je pense que leurs délégués ne manqueront pas de le dire - pour quelles raisons exactes, elles ont cru devoir prendre cette décision.
Rejeter le rapport du groupe parlementaire c'est une chose assez importante et même grave, c'est infliger au groupe parlementaire une désapprobation et même un désaveu, c'est diminuer demain son autorité devant l'Assemblée nationale.
Le Congrès, encore une fois, a le droit de le faire mais il a le devoir de dire pourquoi.
Il est arrivé dans le passé que le Congrès, ait eu à se prononcer à l'issue d'un débat du genre de celui qui va s'instituer tout à l'heure. Je répondrai aux orateurs qui vont prendre la parole. Mais je veux dire dès à présent, à la fois pour éclairer et si possible pour abréger le débat, que mon propos est de soutenir tout à l'heure que le groupe parlementaire n'a jamais manqué au respect des décisions des Congrès et des Conseils nationaux. Je demande donc aux orateurs qui viendront prendre la parole d'indiquer dans quelles conditions et à quels moments il y aurait manqué. Mon propos est également de soutenir que l'accord entre le Comité directeur chargé de faire respecter les décisions des Congrès et le groupe parlementaire a été constant, qu'à aucun moment le Comité directeur n'a cru devoir rappeler le groupe parlementaire à l'observation de décisions auxquelles il aurait manqué. Et là-dessus aussi je souhaite que les orateurs qui devront prendre la parole s'expriment clairement.
J'ai fait allusion tout à l'heure aux conditions dans lesquelles il y a quelques années les Congrès avaient eu à prendre position à l'égard du groupe parlementaire.
Je veux rappeler que c'était toujours à la suite d'actes d'indiscipline constatés et relevés par le Comité directeur et déférés par lui aux Congrès. Il s'agissait généralement d'une minorité du groupe parlementaire ayant refusé de s'incliner devant la décision du groupe et s'étant mise en état d'indiscipline doublement à l'égard du Bureau d'abord, à l'égard du Parti ensuite. Il y a peut-être eu une seule fois quelque acte d'indiscipline personnelle ; ils sont actuellement déférés, si je suis bien informé à la Commission des conflits, ce n'est donc pas de ceux-là qu'il peut être question. Encore une fois, camarades, je vous demande de parler clairement car lorsque je prendrai la parole je répondrai moi clairement. Et si c'était possible, je demande à ce que le Congrès qui jusqu'à présent a

témoigné de tant de sérénité et de tant de calme, de faire en sorte, quel que soit le droit des délégués d'apporter ici les réserves et les critiques qu'ils penseront devoir formuler, de le faire de telle façon qu'elles ne puissent pas être exploitées au dehors par ceux qui guettent nos débats tant contre le groupe parlementaire que contre le Parti Socialiste lui-même. Nous ne pouvons être toujours d'accord, mais je voudrais que vous compreniez et ce sont mes derniers mots, que même lorsque vous croyez que les parlementaires n'ont pas sur une question de tactique parlementaire - car il n'y j a cas eu autre chose - une attitude que vous approuvez, ils n'ont tout de même jamais agi et voter que ce qu'ils croyaient être l'intérêt du Parti Socialiste lui-même.
(Applaudissements)

Le président - Demande aux orateurs de venir à la tribune. De nouveau j'en arrive à cette conclusion, comme l'a dit le Secrétaire général, ou bien vous allez avoir à décider des questions de l'ordre du jour ; si vous ne voulez pas étouffer le débat important sur la politique générale, ou bien vous allez devoir décider de tenir une journée supplémentaire de Congrès lundi prochain. Je cite tout ce qu'il vous reste à faire :
Débat sur le rapport du groupe parlementaire,
débat sur le problème international,
débat sur le «Populaire»,
discussion sur le programme et la tactique électorale,
l'ensemble de la politique générale,
projet de réorganisation du parti.
Il y a des séances de nuit de prévues tous les soirs. Il y a une séance dimanche toute la journée, il manque maintenant deux séances. Le Congrès est-il d'accord pour décaler tout en acceptant de tenir le Congrès lundi toute la journée ?
Il n'y a pas d'autres possibilités sauf à retirer de l'ordre du jour - je ne parle pas de la politique générale - mais la tactique aux élections municipales.
On aurait alors une grosse avance (discussion dans la salle – brouhaha -)

Guy Mollet - Même si vous ne parlez pas du projet… qui été réduit à deux heures, le problème n'est pas résolu. …

Des voix - Organisez les débats…

Guy Mollet - C'est vite dit. Lussy vous proposait par exemple de débattre le rapport sur le groupe parlementaire. Vous avez 11 orateurs inscrits, à 5 minutes chacun cela fait 55 minutes.

Des voix - Qu'ils se mettent d'accord.

D'autres voix - Les orateurs sur les Jeunesses Socialistes ont tous dit la même chose…
(Cris dans la salle)

Fondation Jean Jaurès

Est-ce que le débat sur le rapport du groupe parlementaire ne pourrait pas se reprendre avec le débat de politique générale ?
- Non, impossible !
- Des rapports peuvent être votés sans discussion…

Guy Mollet - Tous les rapports sur lesquels on pouvait voter sans discussion sont tous passés. Il reste maintenant : le rapport sur le groupe parlementaire, le rapport sur le problème international, le rapport sur le Populaire. Je ne crois pas que vous pensiez les voter sans discussion. (Discussion à laquelle on n'entend rien..)
Je renonce, car si on a encore une discussion sur la procédure, on va encore perdre du temps… une demi-heure.

Bideberry (Seine)

Je veux voter dans un sens favorable au groupe parlementaire. Je veux simplement répondre à une critique d'ordre politique qui pourrait lui être faite, notamment en ce qui concerne les positions qu'il a prises au parlement autant sur le débat de politique économique que sur les débats concernant l'Union française, que surtout à la suite du remaniement du cabinet du camarade Ramadier. Je voudrais trouver une justification de l'ensemble des critiques d'ordre politique qui ont été faites au groupe parlementaire dans l'insuffisance précisément de l'action du Comité directeur, insuffisance d'abord, en ce qui concerne l'absentéisme. Nous avons pu constater que les décisions les plus importantes du Comité directeur sur les trois problèmes que je viens d'évoquer ont été prises lorsqu'il y avait peu de membres présents. Ensuite les hésitations elles-mêmes du Comité directeur sur certains problèmes… Hésitations dont on peut trouver un exemple lorsqu'il a été question précisément de la question importante du remaniement du cabinet Ramadier. Première décision à la suite du vote par 12 voix contre 9. Démission du cabinet Ramadier et le lendemain par 10 voix contre 9, décision de maintenir le cabinet Ramadier. Il est évident qu'en présence de ces hésitations du Comité directeur et devant la nécessité de prendre des positions rapides, le groupe parlementaire se devait de fixer la position du Parti d'extrême urgence, en présence des nécessités. Mais si nous ne retenons pas cette attitude et cette insuffisance du Comité directeur devant les grands problèmes qui se posaient, nous pensons que l'attitude du groupe parlementaire a été encore une attitude que nous devons approuver puisqu'elle a reçu le quitus du Conseil national. Je veux simplement vous faire remarquer d'autre part que si vous n'approuviez pas le rapport du groupe parlementaire, quelle sera l'attitude de nos camarades qui prenant demain la parole au Parlement se verraient interpeller peut-être par M. Eugène Dupont ou M. Delachenal d'extrême-droite qui demanderaient au nom de qui ils parlent puisqu'ils auraient été désavoués par le Congrès. Il faut donc, camarades, que vous réfléchissiez à l'importance de la question que vous allez voter. Je vous demande de donner quitus au groupe parlementaire parce qu'il a été fidèle et de bonne foi.

Fondation Jean Jaurès

Corre (Allier)

Camarades, au nom de la majorité de la fédération de l'Allier, je viens demander au Congrès de voter contre le rapport du groupe parlementaire. (Quelques applaudissements).

Il n'est pas dans mon intention de massacrer ici les membres du groupe parlementaire. Au surplus, ce ne sont pas les cinq minutes qui me sont imparties qui me le permettraient. Mais je veux venir dire aussi brièvement que possible ici, que j'exprime la position des militants de base qui ont cru sincèrement à un redressement à la suite du dernier Congrès national, redressement de la politique du Parti était possible et qui pensent que ce redressement a été freiné, empêché, par la politique du groupe parlementaire. On a cité ici de nombreux cas qu'on a qualifiés d'indiscipline du groupe parlementaire. Il ne convient pas d'y revenir même très brièvement, puisque le temps presse. On a parlé du jour où on a invité le groupe à voter pour Bidault, six se sont abstenus, mais il est vrai que rappelés à la discipline par le Secrétaire général du Parti, ils sont revenus ensuite sur leur vote. La discipline n'est pas toujours du même coté d'après le classement qu'on a pour les motions au Parti. Bref, la dernière fois, il y a eu ceci : le groupe parlementaire a eu dans certains travaux, l'influence que lui ont donné les derniers événements. Événements que nous vivons depuis le dernier Congrès. Il est arrivé à modifier la décision même que le Comité directeur du Parti avait prise au sujet de la démission du camarade Ramadier. Ceci est grave. Mais ce qui est plus gr grave, ce sont les paroles d'un camarade élu du Parti, je crois qu'il s'agissait du camarade Lamarque Cando qui est venu à cette tribune pour justifier l'indépendance du Parti vis-à-vis du Comité directeur et nous dire : «le Comité directeur n'a pas le droit de diriger la politique des élus parlementaires du Parti. C'est cela qui est grave.

Nous lisons pourtant dans le règlement du Parti un article je crois du 29, où il est dit dans un Congrès national l'administration et la direction du Parti sont données au Comité directeur par le Conseil national. Il y a ici camarades, des juristes qui admettent, c'est évident, que le Congrès national et dans l'intervalle les Conseils nationaux sont là pour déterminer l'attitude du groupe parlementaire du Parti, mais il est évident qu'à la suite de l'article 29, le Comité directeur a les mêmes pouvoirs dans l'intervalle de ces Congrès ou Conseils nationaux Je dis que le règlement du Parti prévoit l'obéissance des parlementaires au Comité directeur du Parti. Il y a quelque chose de plus grave, une parole répétée car notre camarade Guy Mollet qui est membre du Comité directeur : «Nous présentons quelque chose parce que nous sommes des élus». Camarades, nous ne voulons pas que le Parti soit une espèce de monstre à deux têtes. Une tête qui représente le Comité directeur de plus en plus diminué dans son influence, son autorité, et une autre tête qui représenterait les élus du Parti. Nous voulons que le Comité directeur dirige parce que nous avons un Comité directeur qui a la responsabilité de la politique au Parti. Je demande donc - je suis obligé d'en terminer - qu'on vote contre le rapport statutaire du groupe parlementaire.

Binot (Seine)

Camarades, au moment d'intervenir sur le rapport du groupe parlementaire, je vous dois cet aveu préliminaire que la tribune d'un Congrès national m'intimide bien davantage que la tribune du Parlement où l'on s'adresse presque toujours à des adversaires tandis qu'ici, on s'adresse à ses camarades, et il est quelquefois plus difficile de dire la vérité à ses camarades que de la dire à ses adversaires.

Une chose un peu paradoxale, c'est que j'ai défendu le rapport du groupe parlementaire devant ma propre fédération en lui faisant cet aveu préalable que j'avais été presque toujours en minorité des votes émis par ce groupe mais que je considérais que lorsque la décision est prise, il est du devoir de tous les élus de s'y soumettre, qu'on n'a pas le droit, qu'on n'a jamais le droit de prendre prétexte qu'on n'est pas d'accord avec les décisions prises pour ensuite devant un Congrès tirer son épingle du jeu.

Je voulais dire à présent que les fédérations, en rejetant le rapport du groupe parlementaire, et je crois savoir qu'il en est un grand nombre, commettent vis-à-vis d'eux-mêmes et vis-à-vis de ce groupe parlementaire qu'elle condamnent, quelque chose qui ressemble fort sinon à une lâcheté, du moins à un défaut de courage car, et j'en ai pour preuve le Congrès de ma propre fédération, avant d'émettre ce vote d'hostilité, on commencera à dire aux élus : «On n'a rien à vous reprocher, vous êtes au-dessus de tout soupçon, mais c'est après les autres que l'on en a... Et bien une telle attitude est proprement insoutenable et je voudrais dire ici sans rouvrir le débat d'hier et parce que le temps limité m'oblige à être très concis, que je crois bien démêler dans l'hostilité qui s'est manifestée contre le rapport du groupe parlementaire deux sortes d'éléments. En premier lieu, la raison qui dicte sa décision aux fédérations hostiles, c'est l'état de déception et de colère, non pas vis-à-vis du groupe nécessairement, mais vis-à-vis de la politique gouvernementale. Si bien que l'on fait le groupe responsable à sens unique et unilatéralement de toutes les fautes ou de toutes les carences qu'on croit pouvoir reprocher au gouvernement, dont nous ne sommes les uns et les autres, si nous en sommes un élément essentiel. En second lieu, je voudrais indiquer aussi que lorsqu'on fait la critique du groupe parlementaire, de ses méthodes de travail, des absences trop importantes d'un certain nombre de ses membres, je voudrais, me tournant vers les fédérations comme un militant de la base que je suis et que sont tous les membres du groupe parlementaire, je voudrais leur dire que très souvent, la plupart du temps, ces absences qui nous sont imputée résultent des obligations dont nos fédérations nous obligent à respecter à la lettre et qui font que trop souvent, nous devons assister à des réunions ou à des travaux sur le plan départemental alors que la tâche d'un élu est d'être au Parlement quand il siège.

(Applaudissements)

Et bien camarades, pour conclure sur ces deux ordres de reproches, je pourrais dire ici, sans qu'il y vit en rien une manœuvre à l'amitié que je lui porte, que les reproches qu'on peut formuler sur le rapport du groupe parlementaire, et le rapport présenté par Charles Lussy, s'ils ont mérité d'être prononcés autant que le rapport moral. Lorsqu'on reproche au rapport de Charles Lussy d'être un

rapport trop sommaire, réduit à une suite de chronologie ; le bulletin intérieur vous a tenu très exactement au courant des activités de notre groupe et je voudrais dire ici que ce groupe parlementaire, le groupe Socialiste à l'Assemblée nationale a compté et compte un certain nombre de camarades qui sont des bourreaux de travail, je voudrais citer ici l'exemple magnifique d'hommes qui sont à l'Assemblée en permanence, des gens comme Christian Pineau président de la Commission des finances, ce qui n'empêche pas la fédération de la Seine de rejeter le rapport du groupe parlementaire après avoir exclu Pineau bien entendu

Je voudrais aire enfin que l'une des causes du malentendu qui a existé entre le Comité directeur et le groupe parlementaire, c'est que la vie parlementaire est quotidienne, alors que la vie des Comités directeurs se déroule sur un rythme différent et que les sessions n'ont jamais été suffisamment assurées avec la continuité, l'efficacité et l'autorité nécessaires.

Et maintenant pour conclure je voudrais simplement dire ceci : bien sûr, vous venez ici avec des mandats impératifs et c'est vrai, mais je voudrais le répéter après Charles Lussy et avant ce qu'il nous dise au surplus que vous ne pouvez pas vouloir que le groupe parlementaire ne soit pas l'expression politique du Parti. Si donc, au terme de ce Congrès, le rapport de ce groupe devait être rejeté, il en résultera que ce groupe n'aurait plus d'autorité morale nécessaire pour qu'il s'impose, pour qu'il puisse valablement faire entendre sa voix dans le Parlement et qu'alors vous devez considérer qu'en rejetant ainsi le rapport de ce groupe, parlementaire, vous donnez implicitement l'ordre aux membres de ce groupe parlementaire de remettre leur démission pour être conséquents avec eux-mêmes (Applaudissements)

Théodore Staub (Loire Inférieure)

Lussy tout à l'heure, nous demandait de dire pourquoi nous votions contre le rapport du groupe parlementaire, nous votons contre parce qu'il renferme de curieuses lacunes. J'aimerais bien par exemple avoir lu dans le rapport du groupe parlementaire, dans quelles circonstances a été décidée par notre camarade Vincent Auriol la désignation de notre camarade Ramadier comme président au conseil et pourquoi le groupe parlementaire, peut-être mis en face du fait accompli n'a pas réagi et a accepté ? J'aimerais bien aussi pouvoir compléter les lacunes comme la suivante : on nous dit que Torrès a obtenu 254 voix parmi lesquelles le suffrage du groupe parlementaire Socialiste alors que nous savons tous que ce n'est pas exact et qu'il y aurait fallu mettre parmi les suffrages une partie du groupe Socialiste. C'est peut-être une omission… (applaudissements)… mais une omission, regrettable.

Et puis, troisième et dernière omission : il est question à la fin d'interpellation de nos camarades Gazier. On nous dit que le groupe s'est décidé à accepter un texte plus court, on n'ajoute pas, pas plus qu'on nous ne nous a dit dans quelles conditions, se déjugeant lui-même, le groupe parlementaire parlant de jouer de finesse alors que ce n'est pas cela. Cela fait trois raisons.

J'en ajoute même une quatrième, nous avons l'impression que le groupe

parlementaire est complice de la politique de faiblesse et d'abandon du gouvernement que nous condamnons.
(Applaudissements)
Les promesses ont été faites, elles ont été faites à deux reprises, elles n'ont pas été tenues encore. Elles auraient été possibles, je crois, ou alors il ne faut pas les faire. Les parlementaires disent qu'ils étaient comptables de notre Parti, des promesses acceptées
Et puis, il est une cinquième et dernière raison pour laquelle nous ne voterons pas le rapport du groupe parlementaire Socialiste. Nous avons l'impression qu'il est en hostilité constante avec la volonté du Parti. Je n'en veux qu'un exemple : il a été nécessaire de réunir un Conseil national pour savoir, la dernière fois, ce que le gouvernement à tendance Socialiste ferait parce que le groupe parlementaire n'a pas obéi aux instructions du Comité directeur organe de la volonté du Parti. Ce n'est pas tout, mais nous pensons que ceci justifie un vote contre et nous pensons, en outre, que des indisciplines flagrantes comme celles des parlementaires, qui n'ont pas cru devoir obéir en votant pour Torrès doivent être sanctionnées et je demande une demande d'exclusion. Il est parmi les Socialistes militants au gouvernement des camarades qui n'ont pas tenu leur promesse, nous avons souvenir des réflexions entendues au Conseil national dernier auxquelles Marius Moutet a répondu très peu et à la suite desquels, rien n'a été fait. Nous demandons également la même discussion à l'égard des ministres de la France d'Outremer. Nous pensons que, comme cela ne marche pas au sein du gouvernement, la faute a été peut-être à son geste et nous demanderons encore au Congrès… Je sais bien, vous dites attention, le Parti se vide actuellement, le Parti, ce n'est pas cela qui le fait se vider. Il y a peut-être des camarades qui font des adhésions dans leurs fédérations, nous, nous recevons des démissions de militants qui étaient au parti depuis 20 ans et des militants ouvriers.
Il nous reste maintenant des gens qui sont venus au Parti depuis peu, il nous reste des gens qui sont partisans de je ne sais quel travaillisme, des gens des classes moyennes, il ne restera bientôt que le squelette du Parti, si c'est cela que vous voulez, dites-le !
(Applaudissements)

Délégué de Lyon

Camarades, je m'excuse d'interrompre pour quelques secondes seulement ce débats et pour vous entretenir d'une question extrêmement importante, pour nous fédération du Rhône. Dans l'organisation de ce Congrès, nous avons tenu dans la mesure où cela se peut, que les délégués soient reçus le plus chaleureusement possible et à cette occasion nous avions pensé qu'entre deux séances de Congrès, il serait peut-être agréable à nos amis de France et d'Outremer de pouvoir se reposer quelques instants par une soirée de divertissement. À cette occasion, nous avons organisé ce soir aux Célestins, une grande réunion de variétés avec des artistes de Paris, et devant la décision que le Congrès a prise tout à l'heure, je n'ai pas besoin de vous dire avec quelle

émotion nous ressentons cette décision car nous autres, les uns et les autres qui êtes des organisateurs, dans vos fédérations, vous savez ce qu'il en coûte. Et c'est, pour nous, une affaire de 15 000 francs. Bref, la décision a été prise, mais la commission générale de l'organisation de ce Congrès s'est vu dans l'obligation de maintenir malgré tout la fête car les artistes sont arrivés, nous avons en plus des locations de membres du Parti, des locations de l'extérieur, c'est pourquoi je ne permets d'insister d'un simple mot en vous disant, dans la mesure du possible, en continuant vos débats, les camarades indispensables à la tenue des assisses de ce soir, ne serait-il pas possible de déléguer quelques-uns à notre réunion. D'avance, nous leur disons merci.

Marchenoir (Loiret)
Profitant de l'intervention, et parlant au nom du secrétaire d'une fédération qui compte dans ses membres un parlementaire qui a justifié son vote par une motion que je déposerai ici.
(Lecture de la motion)
Sans vouloir placer les parlementaires, en particulier, notre camarade, refuse l'approbation du rapport du groupe parlementaire qui ne répond pas aux vœux des électeurs Socialistes et des sympathisants.

Jacques Piette (Seine-et-Marne)

Camarades, la fédération de Seine-et-Marne peut s'étonner d'un rapport du groupe parlementaire. Nous avons vainement cherché dans la table des matières des rapports envoyés et nous avons constaté avec surprise, deux comptes-rendus d'activité qui intéressent la Santé nationale et le Conseil de la République. Je ne crois pas qu'il s'agisse là d'une inconscience parlementaire, mais nous nous étonnons qu'alors qu'il s'agit de porter des jugements de valeur sur l'année écoulée, à l'occasion de l'activité du groupe parlementaire, un organe du Parti soumette un rapport sur lequel on peut porter un jugement de valeur sur les activités passées, sur le compte-rendu qui juridiquement n'est pas autre chose qu'un exposé chronologique de l'année écoulée nous interdit de porter un jugement sur l'attitude de nos parlementaires.
C'est une critique de forme, elle est très importante, car elle semble émaner de parlementaires qui ne veulent pas, là encore se soumettre à la discipline générale. Mais ce qui est plus important, un problème de fond, ce que nous n'avons pas su traiter dans le compte-rendu d'activité de nos parlementaires.
Camarades, je terminerai très rapidement, je vais simplement poser la question suivante : «Dans le rapport moral présenté par Guy Mollet, la critique de l'organisation actuelle du Parti est évoquée. Le mot de fonctionnement du Parti est évoqué et chacun a trouvé plaisir à le méditer, mais il n'y a guère de Français et spécialement guère de Socialistes qui ne se soient posé le problème du contenu formé de la démocratie parlementaire telle qu'elle est aujourd'hui. Nous n'avons nulle part vu, dans l'ensemble de ce compte-rendu, le jugement de valeur que nous attendions de nos parlementaires Socialistes du point de vue de savoir s'ils considéraient que la machine inscrite du fait de la volonté du Parti

était ou non une machine infernale, capable ou non d'être réformée. Et nous aurions été, nous militants de la base, extrêmement heureux de savoir si nos camarades parlementaires sont satisfaits par le fonctionnement du Parlement. Je défie qui que ce soit, parmi les militants, de trouver dans le compte-rendu sommaire envoyé, ce jugement de valeur que nous attendions. En définitive, camarades, si je pose le problème en conclusion c'est pour cette raison que notre fédération a refusé les rapports soumis, parce que le vrai problème que nous nous posons et que nous aurons peut-être l'occasion de reprendre dans le débat de politique générale est de savoir si la démocratie parlementaire, telle qu'elle fonctionne présentement, n'est pas en soi-même une condamnation peut-être, je dis peut-être, dans l'avenir immédiat de fonctionnement de ce régime parlementaire, nous aurions été heureux de savoir ce qu'en pensaient nos camarades parlementaire. C'est parce que nous n'avons pas obtenu la preuve que ces simples préoccupations existaient, que nous ne voterons pas le rapport.

Brondi (Oise)

Camarades, j'aurais renoncé volontiers à la parole si je n'avais pas reçu mandat de la majorité de ma fédération d'apporter ici quelques réserves sur le rapport du groupe parlementaire. Ceux-ci au surplus ne touchent pas à la politique pratiquée par le groupe parlementaire depuis le dernier Congrès, elles visent seulement les méthodes de travail, elles visent également les cas d'indiscipline même, si ces cas d'indiscipline peuvent toucher l'élu de la fédération. Elles visent enfin cet absentéisme trop prononcé qui fait que de trop nombreux députés ont une tendance à croire que l'accomplissement du mandat parlementaire peut s'accomplir, se réaliser dans leur département et sur le plan fédéral, loin du Parlement et loin des Commissions. Le spectacle qui est offert de ces commissions où les commissaires Socialistes ne se présentent pas et où, au cours des débats importants on est obligé de courir à travers les couloirs pour essayer de recruter le nombre de commissaires nécessaires pour figurer dans un vote dont l'importance peut être considérable est évidemment un spectacle que nous devons blâmer.

Ceci dit, nos réserves ne touchent en rien à la politique du groupe parlementaire, elles ne peuvent pas y toucher à partir du moment où nous avons accepté de voter le rapport du Comité directeur et si on devait repousser le rapport du groupe parlementaire, il faudrait également se prononcer contre le rapport moral, car il est impossible de dissocier la politique du groupe parlementaire de la politique générale du Parti depuis un an.

Camarades, au surplus, la politique du groupe parlementaire a été soumise régulièrement depuis une année à l'approbation d'un certain nombre de Conseils nationaux et c'est le Parti tout entier qui serait blâmé si ce soir, le rapport du groupe parlementaire était repoussé. Je vous demande de faire attention et d'y réfléchir. Si vous votez contre le rapport du groupe parlementaire, à quels résultats allez-vous aboutir sur le terrain pratique ? À aucun. Sur le terrain politique ? On obtiendrait très certainement un résultat, c'est-à-dire que vous diminueriez l'autorité de vos élus au Parlement et qu'à l'instant même où vous

commettrez cette action vous voterez les résolutions, vous définirez une politique pour le Parti pendant l'année qui va venir et vous demanderez à ces parlementaires que vous avez ainsi diminués, dont vous avez amoindri l'autorité, d'aller ensuite avec cette même autorité défendre la politique que vous aurez définie. Je crois, camarades, que si vous commettiez cette action, vous commettriez une injustice et ce qui est plus grave une maladresse.
(Applaudissements)

Petit de l'Indre

Camarades, au nom de la Fédération de l'Indre, au nom de la moitié de ma fédération, j'interviens dans ce débat pour rejeter le rapport du groupe parlementaire. À coté des questions particulières qui peuvent motiver ce rejet, je n'en veux retenir qu'une, d'intérêt général qui me paraît capitale. Le groupe de la tribune de la Chambre a été dans le passé la tribune pour la propagande essentielle pour les élus du Parti, qu'on le veuille ou non. La masse des électeurs juge du contenu d'un Parti sur l'attitude politique de son groupe parlementaire.
Or, ce que je reproche surtout au groupe parlementaire, ce n'est pas un reproche particulier que je fais, mais collectif, général, c'est qu'on n'a jamais pu différencier dans les interventions des membres du Socialisme parlementaire, de la politique pure Socialiste et de la politique immédiate qu'ils étaient contraints d'appliquer. Ce que j'aurais souhaité, c'est que le groupe parlementaire fasse un gouvernement, même avec des participations Socialistes encore un gouvernement de régime capitaliste mais que le parlementaire Socialiste vienne dire : «Voilà les solutions que nous préconisons, la solution Socialiste idéale. Mais dans le moment présent, pour aller par étapes à ce régime nous soutiendrons telle position de repli». De cette façon les militants de la campagne de propagande auraient été armés et auraient pu faire face aux électeurs. Voilà la position Socialiste, qui n'est pas la position parlementaire. C'aurait été une aide à la propagande et le jugement digne et sain de la politique du Parti, qui, que vous le vouliez ou non, est jugée sur celle du groupe parlementaire, peut-être à tort. C'est la raison essentielle, à côté d'autres raisons particulières, pour laquelle nous refuserons le rapport présenté.
(Applaudissements)

Maurice Deixonne (Tarn)

Camarades, la conjonction de Guy Mollet et de Daniel Mayer nous a permis d'avoir tout à l'heure une majorité confortable en faveur du rapport moral.
J'espère que nous ne trouverons pas tout à l'heure la même conjonction de Guy Mollet et de Charles Lussy pour sauver un rapport encore beaucoup plus contestable que le précédent.
Camarades, il faut être juste, même avec le groupe parlementaire, il a lui aussi ses circonstances atténuantes. C'est un fait par exemple, que les crises ministérielles ont désorganisé le travail du groupe, sous le gouvernement Léon Blum, un tiers d'entre nous étaient environ aux ministères, c'était une

amputation sérieuse. Actuellement encore, vous avez un certain nombre d'entre nous et souvent nos meilleurs qui figurent au gouvernement de Ramadier et naturellement cela retentit sur le travail du groupe. Il y a d'autres circonstances plus fortes que toutes les volontés. Le fait que nous avons vécu dans le provisoire et que nous ne sortons pas de la discussion budgétaire, le fait que nous avons à liquider les séquelles de la guerre et de l'occupation et également, responsabilité de certains Partis, témoin l'obstruction à laquelle s'est livré le groupe Communiste sur la loi électorale. Il faudrait évoquer également certaine carence du gouvernement qui ne sait pas toujours exiger à la conférence des présidents que l'Assemblée étudie ces questions essentielles à son ordre du jour. Maie cela n'est pas tellement pour vous faire l'apologie du groupe que je tiens la parole, je tiens à fixer ses propres responsabilités. Et bien, camarades, il faut dire que le travail des députés - je parle de leur travail matériel – n'a jamais été organisé d'une façon convenable. Pour ma part, j'ai écrit, j'ai déposé une proposition de résolution tendant à organiser le secrétariat collectif, de nous donner les secrétaires qui nous sont indispensables pour que nous puissions nous acquitter d'une tâche parfois écrasante. J'ai demandé que le logement des députés soit organisé et je songeais, avant tout, aux députés d'Outremer qui ont subi une véritable crise morale pendant un moment parce qu'ils vivent dans des conditions inadmissibles, et à ceci, pourraient s'ajouter également les conditions dans lesquelles vivent une foule de députés de provinces obligés d'aller se loger dans la banlieue ou traverser tout Paris. Et bien camarades, j'ai écrit au groupe et j'ai eu une réponse de trois lignes datées du 7 février : «À propos de l'assemblée à qui nous transmettons ta proposition de résolution, elle est actuellement à l'étude…» et nous attendons toujours un début de solution. Ce qui est plus grave, c'est que le groupe parlementaire n'a jamais chercher à penser à l'avance les vastes problèmes de la politique française. Voici la lettre que j'écrivais le 30 janvier au camarade Lussy : «Cher camarade, la nouvelle délégation exécutive est élue, je pense qu'une de ses premières tâches doit être d'organiser le travail du groupe qui en a terriblement besoin. C'est un fait que jusqu'à ce jour, nous avons péniblement expédié les affaires courantes sans jamais traiter aucun problème à fond. Même sur l'Indochine, nous nous en sommes tenus à des séances d'information en nous laissant devancer dans presque tous les domaines par l'activité débordante de nos adversaires. À mon avis il faut exiger que chaque groupe d'études ait son responsable et ne pas craindre de demander à ce responsable l'état des présences aux séances de travail avec les sanctions que l'absence systématique doit comporter.

D'autre part, je crois que nous ne ferons jamais rien de bon si nous persistons à nous réunir au hasard des suspensions de séances ou une demi-heure après l'ouverture des débats. Il faut trouver des heures de réunions, même le soir, qui permettent le travail régulier. Quant à l'objet des réunions plénières du groupe, il ne doit pas s'arrêter aux actualités, mais au contraire embrasser les exigences ; je pensé à un nombre de débats, tels celui sur les loyers, débat pour lequel il ne faut pas attendre le 10 mars pour parler de la politique internationale, de même il faut poser le problème de la deuxième baisse de 5 %.

Eh bien, camarades, à cette lettre, je n'ai jamais reçu un commencement de réponse. C'est ainsi que nous nous trouvons à la traîne sur tous les problèmes qui viennent devant nous. Sur le projet financier, nous prenons pour base de discussion la proposition d'un autre groupe et j'ai encore présente à l'esprit, cette réunion du 5 août où on a vu celui qui présidait, renvoyer systématiquement au gouvernement toutes les questions soumises. Par conséquent, le groupe n'a donc d'autonomie, ni vis-à-vis du gouvernement, ni vis-à-vis des autres partis.
Et bien camarades, on ne peut pas tout dire en deux minutes. Je fais un appel pressant, car nous nous sentons quelquefois bien seuls, permettez-moi de vous le dire, nous faisons un appel pressant, je parle à un certain nombre de parlementaires de bonne volonté, il y a dans ce groupe des travailleurs, ce ne sont pas toujours des aigles, je ne me pose pas toujours comme tel, mais des camarades qui veulent faire un travail effectif et en demande les moyen. Si l'encouragement ne vient pas d'en haut, camarades, donnez-nous la main afin que nous puissions travailler au nom du Parti tout entier.

Le président - À la fin de cette séance seront clos irrémédiablement les inscriptions des orateurs qui désirent intervenir sur la tactique aux élections municipales et sur le début de politique générale, et ensuite la liste des candidatures au Comité directeur.
Dans une courte séance de nuit, nous étudierons les deux autres rapports. Du Populaire et de l'International, dans une séance qui commencera exactement une heure et demie après, la fin de celle-ci.
Pendant cette séance de nuit, les orateurs inscrits sur la tactique et sur la politique générale voudront bien, dans une salle à coté, pendant que le débat continuera sur les deux derniers rapports, s'entendre pour l'organisation des débats sur la politique générale qui commenceront demain et cette réunion aura lieu sous la direction du Secrétaire du Parti et aussi du président de séance de demain matin : Daniel Mayer.
La parole est à Leenhard.

Francis Leenhardt (Bouches-du-Rhône)

Camarades, on a fait au groupe parlementaire à propos du rapport moral et pour défendre le Comité directeur un véritable procès. Ce qui est grave, c'est qu'on l'a fait à base de faits racontés d'une façon grossièrement inexacte et mon propos ce soir est, dans les trois minutes imparties, de montrer que lorsqu'on a dit que le groupe parlementaire n'avait pas suivi les ordres du Comité directeur, les ordres que le Comité directeur est fondé à lui donner, on a commis une injustice grave et je défie quiconque à dire qu'à un certain moment le Comité directeur a donné des ordres qui n'ont pas été exécutés. J'ai dit que ce débat avait été une véritable agression, contre le groupe parlementaire.
Premier cas : Départ des ministres communistes du gouvernement au mois de mai. J'apporte ici des preuves. J'ai sous les yeux les procès verbaux du groupe parlementaire socialiste. Vous allez juger vous-même, car il faut que vous jugiez

sur pièces, c'est trop grave ce procès que vous faites à des hommes qui emploient toutes leurs forces à soutenir le prestige du Parti au Parlement.
Ramadier, après que le Comité directeur soit venu devant nous dire qu'il était partisan du départ de Ramadier, puisque les Communistes avaient rompu la solidarité ministérielle, le Comité directeur est chargé dans l'intervalle des Conseils nationaux d'intervenir. Il a donc le droit de dire au groupe parlementaire la conduite qu'il doit tenir. Mais je suis convaincu que lorsque le groupe aura expliqué son sentiment, le Comité directeur ne refusera pas à nouveau d'examiner la question ; ce que répond le Secrétaire gérerai au Comité directeur a déjà décidé qu'il se réunira immédiatement après le groupe parlementaire et sans qu'on le lui ait demandé. Et un moment plus tard, dans la discussion, Guy Mollet ajouter : «Pour le débat de ce soir, il appartenait au Comité directeur d'en discuter, au groupe parlementaire d'en discuter aussi et ensuite à l'un et à l'autre d'essayer de rapprocher leurs vues». D'ailleurs le Comité directeur avait décidé de tenir une nouvelle réunion. Où voyez-vous des ordres donnés au groupe parlementaire et transgressés par lui ? Je vous le demande ? Est-ce que ce texte est assez clair ? Et lorsqu'ensuite, le Comité directeur s'est réuni à nouveau et qu'il a décidé de tenir compte qu'ils se retirent du groupe parlementaire, ils l'ont fait de leur propre décision ; mais on n'est pas fondé à nous adresser le moindre reproche. Et l'interpellation Gazier ? N'a-t-on pas dit que nous avions reçu l'ordre de maintenir un certain ordre du jour jusqu'au bout ? Camarades, en fait d'ordre reçu, - je vous lis le procès verbal de notre réunion du 1er juillet : c'est Coffin, notre camarade, qui demande à Guy Mollet sur quel ordre du jour, la question de confiance sera posée. Et que répond le Secrétaire général ? Il répond : «Je ne le sais pas». Je pense que le groupe devra exiger que la question de confiance soit posée sur l'ordre du jour voté.
C'est à ce moment-là Alchivis, - quand je cite Alchivis, cela a une importance, car c'est lui qui a fait contre le groupe parlementaire, un véritable réquisitoire. Guy Mollet répond que le président est toujours prêt à assister aux réunions du Comité directeur pour être au courant de ce qui s'y passe. C'est dans la même séance que notre camarade Alchivis a déclaré : «Je demande le vote d'un ordre du jour par lequel le groupe regrette que ses relations avec le Comité directeur soient insuffisamment établies et demande à être mis au courant des décisions prises ou à prendre».
Je crois avoir fait justice des deux' accusations essentielles dont on s'est servi dans beaucoup de fédérations pour demander le rejet du rapport du groupe parlementaire. Nous acceptons les reproches quand ils sont fondés, mais je défie de prouver que le groupa parlementaire, à aucun moment qu'il soit, se soit élevé contre une décision du Comité directeur. La vérité, camarades, c'est que le Comité directeur n'a pas exercé l'autorité que lui donnent les statuts et tout au long de ces dernières séances, j'ai entendu le Comité directeur se plaindre de n'avoir pu exercer son autorité; cela me fait penser, camarades, a un instituteur qui se plaindrait parce qu'il est chahuté par le gosse de la classe. C'est du même ordre. Si vous voulez quelque espérance, et bien vous aurez dans le vote de demain le loisir de choisir pour l'élection au Comité directeur et pour tous les

organismes centraux, des hommes dont vous savez, que non seulement ils ont une autorité théorique et statutaire, mais qu'ils sauront aussi la faire respecter.
(Applaudissements)

Scie (Jura)

Camarades, on fait apparaitre que l'immense majorité des militants voulaient un gouvernement qui dirige, c'est-à-dire un Comité directeur qui dirige. Mais il est impossible de diriger lorsque les éléments qu'on doit diriger ne se laissent pas diriger et le vote de la fédération du Jura contre le rapport du groupe parlementaire a été essentiellement déterminé par les paroles suivantes que je trouve, que nous avons trouvées dans les discours de Guy Mollet lors du Conseil national de Paris. Guy Mollet disait : «J'ai eu l'occasion de dire et je le répète ici, il est inadmissible que certains militants du Parti acceptent de hautes responsabilités, des responsabilités de premier plan et soient en opposition formelle avec les décisions du Parti». Et Guy Mollet ajoute : «Je répète que l'essentiel dans le besoin de réorganisation du nouveau Parti sera de fixer si les hommes peuvent imposer au Parti leur politique, ou si le Parti saura leur imposer la sienne.
(Applaudissements)
Sur le rapport du groupe parlementaire, chacun sait que parmi les causes nombreuses du malaise dont nous souffrons dans notre fédération, il y a, en particulier - je dirai ce «hiatus» pour être gentil - entre le Comité directeur et le groupe parlementaire. Je sais bien, et Leenhardt, il y a quelques instants, a repris les deux points principaux que je voulais développer, je sais bien que le groupe parlementaire a une défense sérieuse et possède lui aussi contre le Comité directeur des griefs, mais il est important que dans un Congrès national, les responsabilités soient établies, qu'on en finisse avec ces méthodes qui mettent en évidence le manque de coordination et de cohésion des éléments responsables du Parti Socialiste.
C'est pourquoi, mandaté pour voter contre le groupe parlementaire, j'ai toutefois la possibilité de revenir sur ce vote, à la condition que le rapporteur nous fournisse des explications complémentaires à celles de Leenhardt au sujet de ce vote du groupe parlementaire au moment de la collusion du groupe avec le cabinet Ramadier. Leenhardt a essayé de démontrer qu'il n'y avait pas eu faute de la part du groupe parlementaire. Je voudrais que Lussy nous affirme que dans l'esprit du groupe parlementaire, il n'y a vraiment rien eu comme insurrection contre le Comité directeur. En deuxième lieu, au sujet de cette navrante interpellation Gazier qui, je crois bien, pour la première fois dans l'histoire du groupe parlementaire dit Socialiste, notre parti s'est trouvé ridiculisé devant nos adversaires au sujet de cette motion Gazier. Je voudrais que notre camarade Lussy nous dise s'il avait, oui ou non, demandé l'avis, la consigne au Comité directeur au sujet de l'interpellation Gazier, la consigne, si oui, a-t-elle été respectée ? Si non, nous pourrons en conclure qu'il y a défaillance de la part du Comité directeur.
En tout état de cause, quel que soit le résultat du vote sur le rapport du groupe

parlementaire, j'insiste de la façon la plus pressante pour qu'on en finisse avec ce désaccord, avec cette opposition des éléments dirigeants qui jette le plus grand trouble dans toutes nos fédérations et militants de la base.

Collet (Sarthe)

La fédération de la Sarthe a accepté le rapport du groupe parlementaire du Conseil de la République. Par contre, elle n'a pas accepté le rapport parlementaire de l'Assemblée nationale. Elle dispose au Congrès de 51 mandats.
Je m'empresse de dire que cette attitude ne vise nullement le député de la Sarthe à l'Assemblée nationale. Nous avons Pineau et nous savons le travail énorme qu'il fait et ce qu'il a souvent réalisé. Mais il nous a semblé que le travail parlementaire était mal organisé et nous disons qu'il faudra bien qu'un jour soit posé devant le Parti le problème du cumul des mandats. Par ailleurs, si nous n'avons pas accepté le rapport parlementaire, il nous a semblé, dans le petit opuscule qui renferme l'ensemble des rapports, qui a exactement 58 pages, sur ces 58 pages, il y a trois pages réservées au rapport du groupe parlementaire de l'Assemblée nationale. Pour le simple militant, la vie au groupe parlementaire est tout de même l'élément le plus favorable, le plus important de notre politique Socialiste. Il nous a semblé que le rapport du groupe parlementaire de l'Assemblée nationale était vide, nous n'avons pas voulu en tenir compte.

Paulette Lacaze (Fédération du Rhône)

La fédération du Rhône a porté un vote contre le rapport du groupe parlementaire. Si le camarade qui a parlé tout à l'heure était encore là, je lui dirais que pour prendre cette décision, comme pour signer la motion de fidélité, les camarades au Rhône n'ont cherché nulle part ailleurs qu'en eux-mêmes.
Pour ce rapport du groupe parlementaire, nous avons considéré que le manque d'assiduité aux séances de l'Assemblée qui discrédite notre groupe aux yeux des auditeurs, et je le dis en connaissance de cause, le manque d'assiduité aux commissions qui a parfois provoqué des choses fâcheuses, et nous avons un exemple local à fournir.
Les indisciplines qui ont déjà été nommées à cette tribune enfin un manque total de méthode dans le travail, tout cela nous est apparu suffisant amplement pour motiver notre vote contre le rapport.
J'entendais dire à cette tribune que les membres du groupe parlementaire avaient toujours travaillé avec la sensation qu'ils le faisaient au mieux de l'intérêt du Parti et j'étais surprise d'entendre une défense de cet ordre. Pour nous, il n'y a qu'une chose qui compte. Le groupe parlementaire est notre mandataire à l'Assemblée et pour lui, ce n'est pas une affaire d'appréciation personnelle que les positions à prendre, mais savoir si en toute occasion, il est respectueux des décisions du Congrès et des consignes.
(Applaudissements)
Nous estimons qu'il y a une véritable politique du groupe parlementaire, politique autonome qui est à la fois mise en conflit avec le Comité directeur.

Pour toutes ces raisons nous avons voté contre le rapport du groupe parlementaire. Et je proteste contre les appels qui nous ont été faits qui consistaient à dire : «Si vous votez contre le rapport et bien, camarades, vous allez discréditer le groupe, vous allez lui faire perdre la place à l'Assemblée.
Mais dites-moi camarades, si nous ne sommes pas là pour dire aux uns et aux autres ce que nous pensons de ce qu'ils font, alors je me demande ce que nous faisons dans un Congrès. Et c'est la raison pour laquelle je proteste contre l'appel de cette sorte et pourquoi je dis qu'un Congrès est fait pour que s'exprime la volonté de toutes les fédérations et pour que nous disions à ceux que nous pensons qui ne vont pas comme il faut, qu'il convient qu'ils réforment leurs méthodes de travail.
(Applaudissements)

Charles Lussy

Camarades, je tâcherai, étant donné l'heure tardive, et la fatigue dont le Congrès est en droit de se plaindre, d'aller le plus rapidement possible. Vous comprendrez pourquoi je me crois tenu à répondre aux questions qui m'ont été posées par divers orateurs.
Je fais d'abord deux observations. La première observation que je veux faire est la suivante : neuf orateurs ont pris la parole contre le rapport du groupe parlementaire. J'avais posé deux questions auxquelles je pensais que ces orateurs répondraient. Ces questions étaient les suivantes : Dans quelles conditions et à quels moments, le groupe parlementaire a-t-il manqué à son devoir, c'est-à-dire, a-t-il failli aux décisions des Congrès et des Conseils nationaux ? La deuxième question était : à quels moments a-t-il manqué à la discipline qu'ils devaient à l'égard du Comité directeur, c'est-à-dire à quels moments le Comité directeur a-t-il cru devoir le rappeler à l'ordre ? Neuf orateurs ont pris la parole. Pas un seul de ces neuf orateurs n'a cru devoir plus exactement n'a pu répondre.
(Dans la salle : Très bien !)
La deuxième observation est la suivante : c'est que la plupart des orateurs qui sont venus à cette tribune et notamment notre camarade de la Sarthe - ce dont je suis heureux étant donné à la fois, l'estime pour le camarade Christian Pineau et l'amitié que j'ai pour lui - la plupart de ces orateurs ont cru devoir dire : «Nous condamnons le groupe parlementaire, mais bien entendu le représentant de notre fédération, les députés de notre département, nous en sommes parfaitement satisfaits». Ce qui fait que si en définitive, toutes les fédérations dans lesquelles il y a des députés avaient voté contre le rapport du groupe parlementaire, chacune de ces fédérations aurait félicité le député de son département pour son travail étant entendu que lorsque tous ces députés travaillent en commun, ce travail est à ce point déplorable qu'il faut absolument les condamner.
(Applaudissements)
Voici les deux premières observations.
Je veux maintenant répondre, moi, aux questions que j'avais posées, auxquelles j'aurais préféré que d'autres répondent. Et le silence des orateurs est la

Fondation Jean Jaurès

confirmation de mon affirmation car à aucun moment le groupe parlementaire n'a manqué aux décisions de ce Congrès. Ah ! Certes, s'il me fallait dire aux délégués d e la Loire Inférieure, comment a été démis Ramadier par le président de la République, pourquoi le groupe Socialiste cependant n'a pas protesté.
J'avoue que dans la pratique constitutionnelle et à moins que le Parti ne se croit accrédité pour réviser toute la Constitution, dans la pratique constitutionnelle le président de la République, même lorsqu'il est Vincent Auriol, décide l'homme qu'il juge qualifié pour aller au gouvernement, sans consulter les groupes, sinon dans les consultations régulières. J'ai été appelé personnellement, comme notre camarade Guy Mollet, Secrétaire général du Parti. Mais on dit : comment, vous avez laissé passer cela ? Le groupe parlementaire n'a pas protesté ? Et c'est, parait-il, pour nos camarades de la Loire Inférieure une raison sur laquelle je reviendrai tout à l'heure, pour laquelle ils ont cru devoir repousser le rapport. Je vais vous lire un texte :
Le Conseil national du Parti Socialiste approuve les décisions prises par le, Comité directeur et le groupe parlementaire en vue de constituer, malgré les difficultés inhérentes, le gouvernement à direction Socialiste présidé par Paul Ramadier. Cet ordre du jour a été approuvé, je crois, à l'unanimité dans le Conseil national du 16 mars. Camarades, si vous voulez repousser le rapport du groupe parlementaire, votez en même temps un blâme au Conseil national qui a pris à l'unanimité ces décisions.
Je prends maintenant les conditions dans lesquelles les décisions ont été prises et je voudrais tout de même pour commencer, si vous voulez bien, pour montrer à quel point à cette tribune, je veux parler en toute amitié et non pas seulement comme président du groupe parlementaire, qui a la charge, je ne dit pas de le défendre, car nous ne plaidons pas coupables, mais de le présenter dans la réalité de ses actions, et aussi comme représentant, j'ai déjà dit dans un Conseil national que le vrai problème qui se posait c'est en réalité le problème de la participation à un gouvernement dans lequel nous arrivons à représenter le sixième des effectifs parlementaires, dans lequel nous représentions un tiers de la majorité gouvernementale, dans lequel tout de même il faut tenir compte des possibilités parlementaires et dans les conditions telles que jamais à aucun moment - je l'expliquerai tout à l'heure - cette majorité ne nous a demandé expressément de la rompre. Mais au Conseil national du 3 décembre l946 a été votée une motion dont je veux vous rappeler les termes, elle était ainsi conçue :
Le Conseil national fait confiance au Comité directeur et au groupe parlementaire pour prendre toutes mesures utiles au Parti et au pays dans les conjonctures actuelles étant bien entendu que le Parti ne participera pas à quelque gouvernement mais qu'il apportera son soutien loyal pour l'application des mesures contenues dans son propre programme et pour la réalisation d'une politique destinée à assurer le redressement du pays, la sauvegarde et la défense des intérêts du travail et la paix.
Cette motion a été repoussée par 2 242 mandats contre 2 125. Après un scrutin, ceux qui ont assisté au Conseil national peuvent se rappeler que le dépouillement quelque peu laborieux et le plus surprenant je suis convaincu que

je trouverais aujourd'hui parmi ceux qui me combattent avec le plus d'ardeur, je dirais même avec véhémence, l'action difficile que nous avons menée depuis dix mois avec les gouvernements probablement une grande partie des fédérations a commencé par celle de la Sarthe, puisque c'est sa motion qui fut opposée à celle du Vaucluse, qui à ce moment-là demandait qu'on entrât dans le gouvernement.
(Applaudissements)
Alors, camarades, je vous assure, ces difficultés que le Parti a voulues, plus exactement qu'il a acceptées, je vous en prie, lorsque la situation est très délicate, ne cède pas à cette tentation trop facile de tomber dans des excès.
Au Congrès de l'an dernier, vous n'étiez pas contents du résultat des élections, alors vous avez voté contre le rapport moral. Cette fois-ci vous n'êtes pas contents du recrutement et c'est contre le rapport du groupe parlementaire que vous allez voter. C'est un singulier renversement de valeurs. Pour en finir immédiatement sur ce point, avec ceux qui prétendent que c'est à l'attitude du groupe parlementaire que se réduit cette désaffection constatée, maintenant je présenterai à ce point de vue un exposé, je voudrais noter dès à présent que cette politique appliquée depuis quelques mois à peine, cette politique, si on transporte cette politique sur le plan électoral, les résultats acquis, c'est-à-dire les succès que le groupe parlementaire du Parti a enregistrés depuis quelques semaines, tendraient à démontrer qu'après tout, la politique du groupe parlementaire n'a pas été si préjudiciable que cela aux intérêts du Parti.
(Applaudissements)
On nous a demandé comment je pouvais expliquer cette position du groupe parlementaire au lendemain du départ des Communistes ? Tout à l'heure, Leenhardt, qui a pris la précaution que je n'ai pas prise, de se munir de documents, je suis venu ici n'ayant d'autres arguments que ce que je crois être la vérité et les possibilités de ma mémoire, car la démonstration est pertinente. Il y a quelquefois des camarades qui ne croient aux choses que lorsqu'elles sont indiscutables. Nous avions décidé une réunion du groupe parlementaire et du Comité directeur. Et puisque je parle de réunion commune du Comité directeur et du groupe parlementaire, je veux dire tout de suite que lorsqu'on parle de différends, de manque de liaison, je ne veux faire le procès de personne, mais je suis bien obligé de terminer et d'éliminer les responsabilités lorsqu'on parle de manque d'accord avec le Comité directeur. J'ai le droit et j'ai même le devoir, puisque ici je parle en qualité, de rappeler que les membres du Comité directeur ont toujours assisté de droit aux séances du groupe parlementaire, que cela leur a été rappelé maintes fois et que bien rares sont les séances auxquelles nous avons eu le plaisir de voir nos camarades du Comité directeur. Quand je dis «rares» je peux dire qu'il n'y en a pour ainsi dire pas eu. Il y a en outre au Comité directeur un camarade chargé de la liaison avec le groupe parlementaire. Je voudrais dire que cette liaison n'a pas été très efficacement assurée. Mais il s'agit de nos responsabilités à nous, et si je parle du Comité directeur, c'est parce que nous aurions accompli quelques actes d'indiscipline, d'après certains camarades, que notre conscience ne nous reproche pas et contre lesquels la

vérité s'insurge. Il y a une réunion du Comité directeur et du groupe parlementaire, il y a d'abord cette particularité de réunion commune. Le Comité directeur a fait sa réunion commune, de son côté, le groupe parlementaire a attendu, il a attendu un certain temps, nous savons la déférence due aux camarades du Comité directeur, nous n'avons manifesté aucune impatience, bien que la discussion se poursuivit assez longuement. Et puis les camarades du Comité directeur nous ont rejoints. Est-ce qu'à ce moment ils ont dit : «Voilà les décisions que nous avons prises et devant lesquelles vous allez vous incliner ?» Pas du tout. Parce que je ne permets à personne de venir dire dans ce Congrès, sans preuve, qu'à un moment quelconque le groupe parlementaire a méconnu l'autorité du Comité directeur; dans la communication des décisions des Congrès et ce n'est parce qu'un de nos camarades, pour qui nous avons tous une énorme estime, que nous connaissons de caractère un peu chaud, mais en qui nous reconnaissons aussi le dévouement au Parti, Lamarque-Cando, ce n'est pas parce qu'il a pu, non pas au Congrès, mais à la réunion du groupe parlementaire, tenir des propos que Guy Mollet a cru devoir rapporter, que l'on peut décrire la position qui n'a jamais été celle au groupe parlementaire. Du reste, ce qu'il y a de curieux, c'est sur ces propos tenus par Lamarque-Cando que le délégué de l'Allier a expliqué son vote émis par sa fédération, il y a 15 jours par ces propos dont il a eu connaissance aujourd'hui, c'est à tout le moins une singulière méthode de discussion. Est-ce qu'on est venu lui dire : «Voilà la décision. Pas le moins du monde. Et Guy Mollet ne me contredira pas ; dans un esprit que je comprends, auquel je rends hommage, dans l'esprit qui a toujours animé Guy Mollet, il n'a jamais rien fait pour créer au Comité directeur et au groupe parlementaire, un climat désagréable, ni à l'un ni à l'autre, c'est la bonne méthode, je l'en remercie. Guy Mollet est venu dire : «Voilà la décision prise car le Comité directeur à trois voix de majorité, maintenant vous pouvez délibérer car le Conseil national sera convoqué demain.» Nous avons délibéré. Notre décision, camarades, il faudrait tout de même qu'on ne trompe pas : ce qu'il y a de grave dans ce Congrès, c'est qu'il y a des camarades venus avec des mandats impératifs et qui tout à l'heure peut-être se croiront tenus par un sentiment de discipline que je ne veux pas discuter, de rester fidèles à leur mandat, alors qu'ils ont pris leur décision sur des informations inexactes ou incomplètes. Le groupe parlementaire a délibéré, il s'est prononcé, à une énorme majorité de voix, contre je ne me rappelle plus bien... Est-ce que, à ce moment, le Comité directeur a dit quelque chose ? «Vous devez vous incliner devant notre décision ? Pas le moins du monde. Le Comité directeur s'est réuni à nouveau dans la soirée, si j'ai bonne mémoire, et par 10 voix contre 9 s'est rangé à notre point de vue. Acte d'indiscipline ? C'est le Comité directeur qui l'a commis. Il serait assez curieux de voir voter le rapport moral avec un sentiment d'approbation, et se retourner vers le groupe parlementaire pour lui infliger le châtiment d'une peine d'un acte dont le Comité directeur est au moins aussi responsable que lui !

C'est le Comité directeur qui est chargé et non le groupe parlementaire. Dans le passé, quand, il y avait un différend, car c'est arrivé, entre le Comité directeur et

le groupe parlementaire, et là il n'y avait pas de différend, je viens de le démontrer par les chiffres, c'était le Parti qui tranchait cela. C'est le Conseil national qui s'est rangé au même point de vue que le groupe parlementaire. Il a donné mandat à Ramadier de rester au gouvernement malgré les départs des Communistes. Si vous condamnez le groupe parlementaire, vous infligerez un désaveu à la décision du Conseil national.

Il en a été de même par la suite lorsque sont intervenus les incidents, dans ce qu'il est convenu d'appeler incidents de l'ordre du jour Gazier, ce qui est, du reste, une erreur historique, car il faut rendre à César ce qui est à César et à Leenhardt la paternité de l'ordre du jour dont il a assumé les responsabilités. À ce moment-là on a demandé si le Comité directeur nous avait donné une consigne. Nous sommes dans un Congrès et je défends ici l'honnêteté politique du groupe parlementaire qui constitue l'honnêteté politique de chacun de ses membres, qui n'admettent point qu'on fasse peser sur eux une suspicion qu'ils ne méritent pas. Ils n'admettent point qu'on les accuse d'une indiscipline qu'ils n'ont pas commise. Le Comité directeur, depuis quelques mois, convie les présidents des deux groupes à ses travaux. Lorsque nous nous sommes trouvés au moment du débat sur la politique économique, j'ai demandé et il y a ici des témoins nombreux qui pourront affirmer que je dit la vérité, j'ai demandé non pas une fois, mais deux ou trois fois, si le Comité directeur estimait que la politique du gouvernement Ramadier était telle, qu'a priori le groupe parlementaire avait le devoir de voter contre lui. La question était formelle et claire. Aucune réponse ne m'a été donnée.

Je veux maintenant mettre le Congrès en présence de la situation devant laquelle se trouve le groupe parlementaire, situation à laquelle peut-être, vous ne pensez cas assez. Nous sommes depuis huit mois, je demande qu'on en tienne compte, soumis à un travail constant, de tous les jours et même parfois de toutes les nuits, non seulement les séances publiques, mais les séances de commission, les séances de groupes dont je dirai deux mots tout à l'heure pour répondre à notre camarade, le seul parlementaire qui ait eu le courage, si on peut dire, de venir à la tribune pour attaquer le groupe dont il fait partie. Nous tenons des séances complètes et je peux dire que si des camarades ont voté contre le groupe parlementaire parce qu'ils ont estimé que le rapport était trop bref, qu'il n'était pas assez complet, je veux en porter seul la responsabilité devant eux. C'est à moi qu'ils doivent adresser leurs plaintes, car ayant été obligé, et les camarades du groupe parlementaire le savent, et le Secrétariat du Parti le sait, j'ai été obligé, puisqu'il m'était demandé d'urgence, de rédiger ce rapport dans de telles conditions que non seulement je n'ai pas eu le temps et je m'en excuse auprès d'eux, d'en donner connaissance à mes camarades du groupe, mais j'ai tout de même eu le temps de le dicter à une sténographe du groupe Socialiste qui a reçu mandat de l'envoyer au Parti sans que j'aie même eu la possibilité de le relire.

Encore une fois, je ne demande pas qu'on m'en excuse, mais si c'est là-dessus, que vous vous déterminez à voter un blâme au groupe parlementaire, votez un blâme au président du groupe parlementaire, car c'est lui le seul coupable.

J'ajoute que j'avais pris la précaution de mettre en tête de ce rapport que je

n'entrerais pas dans tous les détails parce que le bulletin intérieur avait apporté chaque mois aux militants du Parti - j'ouvre une parenthèse, tout au moins à ceux qui lisent le bulletin intérieur … (applaudissements)… les fédérations présentes à nos séances, les propositions de lois déposées, les interventions faites par les camarades, les amendements déposés et défendus par eux. Je m'excuse, camarades, j'ai sans doute été naïf si j'ai cru que c'était vous imposer un travail supplémentaire et inutile que de répéter ce que vous deviez savoir déjà. Tout de même si c'est là-dessus que le rapport du groupe parlementaire est repoussé, alors permettez-moi de vous dire que là, vraiment, si personnellement je me sens frappé, en tous les cas, les camarades, eux n'ont pas à se sentir diminués.

Je veux répondre aux neufs orateurs. J'ai répondu à l'Allier, également un camarade a parlé d'actes d'indiscipline que la Commission des conflits devra trancher. Cela ne peut pas être une raison pour repousser le rapport du groupe parlementaire, car il y a six camarades seulement, les 96 camarades ont été disciplinés.

Nous avons été complices, a dit le camarade de la Loire Inférieure, de la faiblesse et de l'abandon du gouvernement. Alors, camarades, je veux tout de même vous mettre en garde contre l'attention trop facile que vous pourrez avoir à travers le rapport du groupe parlementaire d'émettre un jugement politique sur la politique au ouvertement qui ne serait pas de circonstances, car ce jugement-là, vous aurez à l'émettre dans le débat de politique générale et dans les textes qui en seront la conclusion, mais tout de même, la politique de faiblesse et d'abandon au gouvernement, je fais appel une fois de plus à Guy Mollet et je fais appel à lui car je ne voudrais pas prolonger ce débat avec la certitude qu'il ne me démentira pas. J'ai participé, non pas par initiative individuelle, mais parce que j'en avais reçu le mandat par le même vote car le malheur, camarades, c'est que du groupe, vous ne voyez que certains aspects, mais le travail quotidien qui est effectué, les efforts qu'il n'a cessé de déployer dans le sens même qui constitue la principale de nos préoccupations ; peut-être avons-nous eu tort de ne pas faire autour de ces débats, toute la publicité nécessaire, c'est à plusieurs reprises que nous sommes allés en délégation auprès de notre camarade Rama, quelquefois, Guy Mollet était là, il dira s'il est exact ou non, les efforts faits pour appeler l'attention de notre camarade Ramadier aussi bien sur les reproches que nous faisons au gouvernement que sur les sujet de la délégation à Moscou, qu'en ce qui concerne l'attitude du gouvernement à propos des messageries de la Presse, dont je voudrais rappeler que je puis en parler ayant été mandaté par le groupe pour combattre et je pense avoir fait de mon mieux, le projet des messageries. Aussi bien qu'en ce qui concerne la Politique économique. Ceux qui ont participé à ces délégations sont témoins, et parlent non pas en mon nom personnel, je répète, mais au nom du groupe qui m'avait mandaté. Je n'ai certainement pas été tendre dans les propos tenus au gouvernement. Mais cela, je vous le répète, c'est un sujet qui n'est pas du groupe parlementaire, c'est la question de savoir si vous acceptez ou non la participation au gouvernement et si vous supposez que participant au

gouvernement, on puisse faire une politique strictement Socialiste ?
Nous faisons de notre mieux dans des situations souvent difficiles. Mais le jour où le parti et le Comité directeur nous donneraient l'ordre, si le Parti avait pris une décision et si nous ne la suivions pas, le jour où le parti prendra la décision d'en finir avec le gouvernement de coalition, vous n'avez pas le droit de supposer une seconde que le groupe parlementaire hésitera à appliquer vôtre décision.
(Applaudissements)
Mais je répète cette décision n'a jamais été prise. Elle n'a jamais été prise, pourquoi ? Parce qu'en dehors d'autres considérations, essayez camarades de vous mettre en face des réalités, de penser à ce que c'est que le groupe parlementaire, et ce qu'est le travail parlementaire. Est-ce que vraiment vous pensez que tout d'un coup, le groupe parlementaire peut décider de voter contre un gouvernement dans lequel non seulement le chef est Socialiste, mais même une bonne partie des ministres est Socialiste. Est-ce que vous croyez qu'il est aisément concevable ? Je sais bien que rien n'est impossible, mais je veux me placer sur le plan parlementaire, je vous demande de vous y placer aussi, je vous demande de réfléchir que si vous ne tenez aucun compte de ces considérations, c'en serait fini du régime parlementaire lui-même. Il est impensable qu'un projet étant déposé devant la Chambre ou lorsque le gouvernement prend une position arrêtée en Conseil des ministres, auquel se sont ralliés les ministres socialistes, sur lequel quelquefois ils ont pesé, est-ce que vous croyez qu'il est aisément pensable pour le groupe Socialiste de voter contre le gouvernement ? J'avais posé la question au Comité directeur sans obtenir davantage de réponse.
Si la meilleure méthode dans le cas où vous penserez que le groupe parlementaire doit s'abstenir, est-ce que la meilleure méthode ne serait pas que le Comité directeur signifie à nos camarades ministres d'avoir à quitter le gouvernement, cela m'eut semblé la meilleure méthode car tout vaut mieux, de toute évidence, qu'une décision prise par le parlement, mais tout vaux mieux aussi que la position dans laquelle on pourrait se trouver si le groupe votant contre le gouvernement, et que les ministres Socialistes, eux soient pour le gouvernement.
Voilà, camarades, je vous assure sans que cela puisse être discuté, la situation devant laquelle nous nous sommes trouvés, les raisons qui nous ont poussés à agir.
Le délégué du Loiret a une autre raison pour voter contre le rapport du groupe parlementaire, c'est parce que le travail administratif au groupe parlementaire n'est pas suffisamment organisé à son goût et qu'en outre le groupe parlementaire a montré trop souvent son désir d'aider le gouvernement. Je ne sais pas comment le camarade du Loiret conçoit la position du groupe parlementaire Socialiste qui n'aurait pas le désir d'aider le gouvernement à direction Socialiste, qui a l'approbation d'un Conseil national, d'un deuxième Conseil national et d'un troisième Conseil national. Si cela était possible, je veux bien. J'avoue que jusqu'à présent mon expérience parlementaire n'avait jamais songé que le devoir d'un groupe Socialiste put être autre que celui que

nous avons fait, c'est-à-dire, aider le gouvernement tout en essayant de faire pression sur lui pour l'amener aux solutions que nous pensons les plus conformes aux intérêts de la classe ouvrière et de notre Parti.
Le délégué de Seine-et-Marne entend porter un jugement de valeur sur la machine parlementaire. J'avoue que, quant à moi, je ne me vois pas porter un jugeaient de valeur, j'aurais pu porter un jugement personnel, c'est tout ce que j'aurais pu faire. Mais si le délégué de Seine-et-Marne, pressé sans doute de voter contre le rapport du groupe parlementaire aurait pu pousser plus loin sa lecture de la petite brochure remise, s'il avait lu également, cela ne l'intéresse peut-être pas, le rapport du Conseil de la République, qui tout de même fait partie du groupe parlementaire, car il n'y a qu'un groupe avec deux sections de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République, il aurait pu lire un exposé que nous avons fait d'accord, qui lui aurait donné une opinion sur laquelle il aurait pu porter un jugement de valeur. Il n'a pas, je le regrette, eu le temps de compléter son information.
Il n'y a pas dans ce rapport d'affirmations assez nettes. Mais camarades, un rapport n'est pas un acte politique. Ce n'est pas l'opinion du groupe parlementaire que j'ai voulu donner. Quelques-uns l'ont trouvé incomplet. L'état politique de nos travaux, je n'ai pas pu le faire jusqu'au bout puisque j'ai dû le remettre il y a déjà près de deux mois. Mais je n'avais pas dans ce rapport à faire d'affirmations plus nettes. Si l'on veut reprocher à ce rapport le nombre de pages qu'il représente, je suis obligé de constater que le rapport moral qui a une importance considérable et aussi grande, présente un papier typographique de la même superficie, et j'espère que nous bénéficierons de la même faveur que le rapport moral. Je veux répondre à toutes les questions posées. Maintenant j'ajoute tout de suite, si vous pensez qu'il n'est pas nécessaire de répondre, si vous estimez que les camarades qui ont posé ces questions devront se tenir pour satisfaits de ce que j'ai dit jusqu'à présent, je suis tout à fait d'accord avec vous pour ne pas vous imposer une minute de plus d'explication.
Camarades, permettez-moi de profiter de ces actes de satisfaction qui viennent de camarades qui m'ont demandé des explications… (applaudissements)… Je considère cette satisfaction comme l'expression d'un soulagement dont je prends tout le succès à mon compte.
(Applaudissements)
Et maintenant, mes chers camarades, je veux conclure. J'ai entrepris de démontrer, je crois l'avoir fait qu'il n'était pas un acte du groupe parlementaire qui n'ait été fait dans la règle et dans la ligne des décisions du Parti. J'ai voulu démontrer, je crois que je l'ai fait, qu'il n'y a eu, à aucun moment, de conflit entre le groupe parlementaire et le Comité directeur et que par conséquent, personne n'est en droit de dire qu'à aucun moment, le groupe parlementaire se serait soustrait à une discipline qu'il n'a jamais songé à contester. Je me suis efforcé aussi de démontrer que la plupart des accusations portées centre nous reposaient sur des informations incomplètes ou sur des interprétations tendancieuses. Je veux maintenant camarades, vous mettre en garde contre un jugement qui pourrait avoir pour le groupe parlementaire des conséquences

fâcheuses quant à son autorité à l'Assemblée, mais vous mettre en garde précisément contre un état d'esprit que je voudrais voir disparaître des assemblées, non seulement nationale, mais de toutes les assemblées de notre Parti. Pourquoi, camarades, pensez-vous que les parlementaires soient d'une autre espèce, d'une autre pâte et d'une autre pensée que ce que vous appelez les militants de base ?
(Applaudissements)
Qu'est-ce que c'est que les parlementaires ? Est-ce qu'ils ne sont pas tous des militants de base et désignés par les camarades ?
(Applaudissements)
Est-ce qu'il y a vraiment dans le Parti des parlementaires héréditaires ? Est-ce que c'est une féodalité ? Est-ce que c'est par droit que l'on est parlementaire ? À certains moments on serait presque tenté de le croire. Nous sommes tous des militants, si nous sommes devenus des parlementaires, c'est parce que nous étions des militants, c'est parce que nous avions la confiance, c'est parce l'on pensait que nous étions qualifiés, non seulement pour défendre au mieux les intérêts de la classe ouvrière, mais pour interpréter, camarades, je vous assure quand on a dans le Parti des années que j'y ai vécu, et tous mes camarades, que ce soient de vieux militants ou plus de jeunes, je vous assure, ils ne vous le disent pas, mais à moi ils le disent. C'est que dans une fédération, à partir du moment où on est élu, on n'a plus tout à fait pour lui la même confiance et la même affection. Ils sont du jour au lendemain, devenus d'autres hommes, et parce qu'on leur a donné la confiance, immédiatement c'est la défiance qui s'installe.
(Applaudissements)
Eh bien ! C'est contre cela que je veux vous mettre en garde. Je vous assure, et ne croyez pas qu'en ce moment je plaide un procès dont je veux espérer, je plaide la cause au Parti, il ne faut pas que subsistent dans le Parti, ces relents d'antiparlementarisme qui parfois s'exalte dans nos sections et dans nos fédérations de telle sorte que les procès qu'on ouvre, les accusations qu'on lance ressemblent étrangement à des pratiques et tactiques du Parti qui nous accablent le plus. Je voudrais que le Parti se débarrasse de cet état d'esprit, qu'il ait confiance en nous, parlementaires, qu'il croit bien que nous ne sommes pas du tout des hommes qui prétendent exalter un État, ni des tacticiens qui obéissent à je ne sais quelle obédience parlementaire où nous serions attachés. Nous savons parfaitement que nous aurons toujours dans les assemblées du Parti des critiques à supporter. Et ne croyez pas que nous soyons parlementaires majoritaires permanents, ou parlementaires minoritaires permanents. Il m'est arrivé souvent d'être minoritaire, malgré cela, je sais bien la minorité s'incline et ce qu'il y a de beau dans notre groupe parlementaire, ce dont je suis fier et dont vous devriez être tous fiers, c'est d'un groupe parlementaire entre les membres duquel il n'y a que des sentiments d'amitié et d'estime, d'affection. Nous pouvons penser différemment sur certains points, nous nous retrouvons ensuite coude à coude fraternels, cordiaux. Je voudrais que dans tout le Parti, il y ait à l'égard du groupe parlementaire, la même amitié et la même cordialité qui règnent au sein

du groupe parlementaire. Si par votre vote vous repoussiez le rapport du groupe parlementaire, encore une fois c'est votre droit, on vous l'a rappelé tout à l'heure, mais croyez bien que ceux qui auront ensuite à prendre la parole dans les assemblées n'en auront pas leur autorité augmentée. On pourra à tout instant leur demander si l'opinion qu'ils émettent, ils sont bien sûrs que leur Parti les approuve… Je ne crois pas, camarades, et ce sont mes derniers mots, qu'en faisant cela vous aurez augmenté la puissance du Parti, sa pénétration, n'oubliez pas tout de même que les parlementaires sont à chaque instant à la disposition de leurs camarades du Parti. Je ne veux pas ici avoir l'air de faire ma propre apologie, je pourrais tout de même dire qu'alors que tous les parlementaires dans leurs fédérations, camarades de la fédération du Vaucluse et mes camarades du Morbihan pourraient attester que ce jour-là, je n'étais pas à (non compris) mais à Lorient pour servir la propagande du Parti. Je fais comme tous les parlementaires, nous sommes au service de la propagande, camarades, réfléchissez, ne vous laissez pas aller à la rigidité inflexible des mandats impératifs. Je me suis efforcé de vous prouver que le groupe parlementaire méritait votre confiance, acceptez de voter le rapport du groupe parlementaire, croyez-moi vous n'aurez rien fait contre l'intérêt du Parti, vous aurez tout fait au contraire pour servir ce Parti.
(Applaudissements)

Le président - Je mets aux voix la partie du rapport signée par le président, du groupe.
(On demande de voter par mandats..)
Vote de la partie du rapport sur le Conseil le la République à mains levées est adopté.
Le deuxième rapport défendu par Lussy et rédigé par lui. Il y a le dixième des mandats qui demande le vote par mandats...
Mais avant de vouloir satisfaire une passion sur un rapport, pensez au travail.
Les statuts seront appliqués.
Un dixième des délégués demandent un vote par mandats.
Appel des délégués pour vote par mandats. Suspension des travaux. Au début de la séance suivante les délégués viendront faire tamponner leur carte, on aura ainsi gagné du temps. Suspension de séance à 21 heures 30.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
39ème Congrès national des 14, 15, 16 et 17 août 1947
Lyon

Séance de nuit du vendredi 15 août 1947

Ouverture de la séance à 22 heures 30

Le président - Résultats du vote sur le rapport du groupe parlementaire Pour la

section qui intéresse le groupe parlementaire de l'Assemblée nationale. Pour : 2 889 mandats, contre : 1202, absentions : 298.
Rapport adopté.
(Applaudissements)
Sur le rapport du Populaire, la parole est à Tellier, sur le rapport de la Commission de vérifications des comptes.

Tellier (Somme)

Camarades, vous venez de désigner au début de ce Congrès, une Commission chargée de la vérification des comptes du Populaires c'est une Commission qui réunie hier et ce matin avec la Commission de sous-commission qui avait déjà été désignée par le Conseil d'administration du journal. C'est donc au nom de cette Commission unanime que je vais vous présenter des conclusions du rapport.
Le Congrès national du Parti Socialiste ayant lieu à Lyon du 14 au 17 août, et devant l'impossibilité de transférer la comptabilité du Populaire sur le lieu du Congrès, le Conseil d'administration a décidé de nommer en son sein une commission composée des camarades Arrès-Laroque, Ferrat, Tellier et René Rivière.
Cette Commission, chargée de la vérification des pièces qui lui ont été présentées, et après avoir étudié les bilans, compte d'exploitation, compte de pertes et profits, au 31 décembre 1946, ainsi que le compte d'exploitation au 31 mars 1947, tient à la disposition du Congrès ou d'une Commission éventuellement désignée par lui, les observations suivantes :
Situation antérieure au 1er novembre 1946
Au moment où le Comité directeur a décidé un changement d'administrateur, le passif du Populaire se montait à 27 millions environ, auxquels il fallait, ajouter 10 millions pour les Éditions de la Liberté.
L'ancien Conseil d'administration n'avait été convoqué que très rarement et de ce fait, pas au courant de la situation.
Le premier objectif du nouveau Conseil fut d'essayer d'abord de donner un bilan sincère de la situation et de résorber une partie du passif et celui-ci au 31 décembre n'était plus que de 2 millions. Par ses réunions fréquentes et régulières, le Conseil, fut ainsi à même de donner ses instructions au nouvel administrateur Marcel Dedecker qui se trouvait devant une situation financière très grave.
Situation au 31 décembre 1945
Le bilan proprement dit donne lieu aux remarques suivantes :
Débiteurs divers
Éditions de la Liberté 2 706 923,40
Gavroche 2 705 583,00
Jeunesse 141 570,55
La Moisson 713 387,10
La Vie heureuse 3 914 806,00
Total 10 182 270,05

Rapport au Congrès de Lyon 1947

Les éditions ou hebdomadaires Socialistes étant continuellement en perte, leur parution ne fut possible que grâce aux avances faites par le Populaire, ces avances sont pratiquement irrécupérables, mais il importait avant tout que la pensée Socialiste fut diffusée en accord avec les décisions du Congrès national.

Depuis, le Conseil national, au 5 juillet, a clarifié la situation et libéré le Populaire de ces charges.

Rien à signaler sur les autres listes au chapitre «Débiteurs divers» qui ne sont que des dettes normales de fin d'exercice et ont été soldées au cours du premier trimestre 1947.

Avances

Ici encore, deux sommes peuvent être considérées comme irrécupérables, ce sont :

Avance à Espoir de Toulouse : 800 000,00

Avance à République Sociale de Renne : 300 000,00

Total : 1 100 000,00

Créditeurs divers

L'avance de 800 000 frs consentie par Nord-Matin a été remboursée dans le second trimestre 1947.

Fournisseurs

Certains fournisseurs étaient créditeurs au 31 décembre 1946 pour des sommes très importantes, résultant du mauvais état financier trouvé lors du changement d'administrateur.

Un très gros effort a été réalisé sur ce point et un très grand nombre de fournisseurs sont actuellement réglés.

Chacun des fournisseurs les plus importants comme les Agences de Presse et les Maisons de publicité, entrent dans les chapitres correspondants et les explications données feront ressortir, poste par poste, l'effort d'économies réalisé jusqu'à présent et encore en cours.

À noter toutefois, que les messageries ont été réglées par retenues d'acomptes sur les paiements effectués par l'Expéditive et que, frais d'impression mis à part et payés à peu près au fur et à mesure, les factures de la Société Nationale d'Édition et de Presse feront l'objet de révisions ultérieures pour diminutions de prix.

Quant aux frais à payer, ils sont encore la conséquence de la mauvaise gestion financière précédente et représentent en majeure partie des charges sociales et la taxe sur le chiffre d'affaires.

Un paiement a été fait pour solder le troisième trimestre 1946, mais nos disponibilités financières ne nous ont pas permis d'aller au-delà

Les autres postes du bilan n'attirent aucune remarque spéciale et représentent la situation normale du journal au 31 décembre 1946.

Propagande

Un gros effort a été fait dans ce sens, mais en s'attachant à obtenir le maximum de rendement avec un minimum de frais.

Appointements

Fondation Jean-Jaurès

La moyenne mensuelle, charges sociales comprises, était pour 1946 de 104 054 frs
Compte tenu des augmentations de février 1947, ces appointements se décomposent à présent comme suit (charges sociales comprises) :
1°) Service propagande proprement dit
Germain Saint : 1 secrétaire et 1 chauffeur 62 225
2°) Service artistique,
Deux dessinateurs 41 226
3°) Service juridique 24 172
4°) Cinéma du Parti 12 942
Total 140 565
Encore faut-il tenir compte que la secrétaire du service juridique est appointée au titre «administration» pour laquelle elle travaille également.
Affiches
Un effort appréciable d'économies a été réalisé sur les affiches dont une partie concerne le Parti
Pour l'exercice 1946, la moyenne mensuelle des dépenses s'élevait à 371 377 frs
Pour le 1er trimestre 1947, on a dépensé 571 249 frs
Et pour avril, 511 40 frs soit pour ces quatre premiers mois une somme mensuelle de 370 722 frs
Si l'on tient compte de l'augmentation importante des prix depuis le début de l'année, voisine de 40 % et de la campagne faite autour de «quatre ans de pillage», on réalise le tour de force qu'il a fallu faire pour maintenir ce chiffre au niveau de celui de l'année dernière.
Comme il n'est plus prévu qu'une campagne d'affichage pour l'exercice en cours, rien n'ayant été commandé depuis mai, c'est une diminution très importante de ce poste qui ressortira certainement en fin d'exercice et qui sera de l'ordre de deux millions au moins.
Les manifestations sportives du 1er trimestre 1947 ont coûté 69 160 francs, soit à peu près 25 000 francs par mois.
À part les grandes courses classiques patronnées depuis juin, comme Paris-Roubaix, Bordeaux-Paris, Paris-Limoges et la voiture qui a suivi le Tour de France, le Conseil d'administration a décidé de ne pas subventionner les petites épreuves et lorsqu'une section nous demande notre parrainage pour une manifestation quelconque, de ne plus lui adresser qu'une coupe d'une valeur maxima de 1 500 francs.
Sur ce chapitre, nous pensons ne pas atteindre plus d'un million et demi en un an, d'où une nouvelle économie de près de un million et demi.
On peut donc estimer que la propagande ne coûtera pas plus le 500 000 francs par mois pour 1947, alors qu'elle a coûté plus d'un million en 1946, soit une économie totale envisagée pour l'exercice en cours de six millions.
Et cependant, il est vraisemblable que de nouvelles économies doivent être envisagées dans ce domaine, quelque regret qu'on en ait.
Rédaction
Pour 1946, les appointements «Rédaction» se décomposent comme suit :

Fondation Jean-Jaurès

Rédacteurs 10 556 982,30
Charges sociales 881 559,60
Sous-total 11 438 541,90
Photographes 1 299 034,00
Charges sociales 134 896,70
Total 12 872 472,60
Soit une moyenne mensuelle de 1 072 706,00
En juin 1947, après réorganisation totale du Service de la rédaction, compte tenu de l'augmentation de salaires et de la prime d'ancienneté applicable, les appointements «Rédaction» se décomposent comme suit :
Direction
Direction politique, Rédacteur en chef et secrétaires de rédaction, 10 personnes.
Appointements 293 6l2,00
Charges 54 070,00 347 692,00
Service politique : 7 rédacteurs
Appointements 199 864,00
Charges 46 422,00 246 286,00
Secrétaires, Sténos de presse, Reporter-photographe, 8 personnes.
Appointements 136 682,00
Charges 36 042,00 172 724,00
Informations : 13 rédacteurs
Appointements 268 682,00
Charges57 884,00 326 566,00
Service social : 3 rédacteurs
Appointements 85 727,00
Charges 23 268 ,00 108 995,00
Sports : 6 rédacteurs
Appointements 136 658,00
Charges32 256,00 168 914,00
Service étranger : 5 rédacteurs
Appointements105 313,00
Charges23 891,00 129 204,00
Service artistique : 9 rédacteurs
Cinéma et correspondant
Appointements 196 601,00
Charges 36 410,00 233.011
Correspondant de Londres 36 000,00 36 000,00
Total : 1 769 382,00 1 769 382,00
Il convient de noter que le nombre des rédacteurs a dû être augmenté du jour où a été décidée la publication de l'édition départementale, et également que deux rédacteurs du Service artistique (Cinéma et écoute radio) ne sont appointés qu'à 9 000 et 4 500 francs.
En ce qui concerne les agences d'information, elles ont coûté en 1946, 3 856 894 frs, soit par mois 321 407 frs pour une utilisation partielle des services de ces agences.

Collection Jean-Jaurès

Associated Press, United Press et Opéra Mundi ont vu leurs contrats supprimés.
Celui de l'agence Reuter a été ramené de 130 000 frs à 60 000 frs par mois.
Agence Européenne de Presse, de 130 000 à 10 000 et en envisage de supprimer cette dernière soit au total pour le moment près de 2 000 000 d'économies pour l'année et plus, après la suppression de l'Agence Européenne de Presse.
Les piges pour l'exercice 1945 se sont élevées à 1 896 555 frs soit par mois, 158.000 frs
Pour 1947, elles s'établissent comme suit :
Janvier : 51 050 frs ; Février : 153 225 frs ; Mars : 295 400 frs
Avril : 155 050 frs ; Mai : 205 950 frs.
Les frais de déplacements qui s'élevaient à 1 352 624 frs soit 111 052 frs/mois, s'élèvent à 287 164 frs pour les trois premiers mois de 1947, soit sensiblement le même montant. Ces frais sont actuellement réduits au minimum et suivis de très près.
Rien à dire sur les appointements les chauffeurs cyclistes qui ont subi l'augmentation normale de 12,5 % en février.
Publicité
Le Populaire étant l'organe central du Parti Socialiste, il ne peut pas accepter toutes les publicités, et en outre la baisse du tirage influe sur le nombre d'ordres passés.
Actuellement, la publicité est passée par la Centrale de Publicité, mais nous aurions intérêt à créer avec d'autres journaux Socialistes de province une coopérative de publicité par annonces couplées, qui auraient pour résultat pratique d'augmenter ce chapitre de recettes dans de notables proportions.
Le compte d'exploitation 1946 fait ressortir pour 12 mois un chiffre de 10 967 494 soit par mois 915 000 frs.
De janvier à avril, soit trois mois pleins, si l'on tient compte de la grève février/mars, la publicité a rapporté 2 949 798, - soit, en chiffres ronds 950 000 frs par mois.
La Centrale de publicité nous a avisés d'autre part que ces chiffres s'élèvent à Frs 947 111 et 946 852 pour mai et juin.
Il en résulte donc une augmentation de 35 000 frs par mois et pour 1947 (11 mois), 400 000 francs environ.
Abonnements
Il y a lieu de noter qu'entre le 1er janvier et le 3 juin 1947, le nombre des abonnements qui était de 19 608 est passé à 18 805 soit une perte de 803 abonnés.
Ventes
La moyenne des ventes journalières pour les premiers mois de 1947 fait ressortir les chiffres suivants :
Janvier 111 092
Février 111 113
Mars 113 417
Économie à envisager
Le Populaire n'a pas le tirage qu'il devrait avoir. Il est surprenant que tous les

Fondation Jean Jaurès

adhérents du Parti ne lisent pas l'organe central et il faudrait que la vente soit assurée plus largement et que toutes les sections du Parti soient obligées de s'abonner. Cette rentrée, constituerait un fonds de roulement qui permettrait au Populaire de combler le déficit actuel.
Je tiens à rappeler au Congrès qu'au cours du dernier Conseil national, une résolution avait été prise. Il faudra que toutes les sections et toutes les fédérations la mettent plus activement en pratique, à savoir que chaque section doit obligatoirement être abonnée au Populaire et que chaque fédération doit désigner un responsable chargé d'assurer la liaison avec la Direction.
Il est évident que par sa position, le Populaire a de gros frais généraux nécessaires, et l'on peut envisager les réductions suivantes :
Papier et impression. Aucune diminution possible.
Rédaction. Les rédacteurs sont payés aux minima syndicaux, alors que leurs appointements seraient vraisemblablement plus élevés dans l'autre presse.
De plus, la création de la Départementale, malgré quelques rédacteurs en plus, oblige l'ensemble de la rédaction à un effort supplémentaire.
Les agences de presse sont presque toutes supprimées.
En ce qui concerne les frais généraux, la Commission du Conseil, d'administration propose les mesures suivantes :
l) Réduction des frais téléphoniques par l'installation de plus de lignes directes (suivant les possibilités des PTT) chaque communication obtenue par le standard coûtant actuellement 14 francs.
2) Le nettoyage des bureaux est maintenant confié à une maison d'entretien de qui nous avons obtenu de meilleurs prix.
3) Concentration des bureaux du Populaire qui ne sera possible que lorsque le sort des hebdomadaires aura été régie
4) En ce qui concerne les fournitures de bureau qui s'élevaient en 1946 à 487 857,25 frs, un économat central a été créé qui permet d'acheter à directement en fabrique, et de réaliser une notable économie. Les prévisions pour 1947, compte tenu des augmentations de prix sont d'environ 250 000 frs.
5) L'entretien des autos est sévèrement contrôlé et toutes les réparations légères faites sur place.
6) Il y aurait lieu, après entente avec le secrétariat du Parti, de faire passer directement le Service artistique sous son contrôle, car celui-ci travaille presque exclusivement pour le Parti.
Toutes ces économies proposées sont de peu d'importance, mais le Conseil est persuadé qu'il y sera veillé de très près. Il tient à reconnaître les résultats de la nouvelle gestion, qui face à une situation difficile, a su remonter le courant en surveillant de très près les dépenses.
Néanmoins, le Conseil d'administration demande à tous les militants du Parti de faire un large effort de diffusion car c'est à cette condition seulement que le budget du Populaire pourra être équilibré.
Il est indispensable de considérer franchement la situation actuelle.
Pour que l'exploitation d'un quotidien de Paris, soit saine, il faut qu'il ait une vente d'au moins 190 000 exemplaires par jour. Or, nous sommes loin du

Fondation Jean Jaurès

compte. On est obligé de constater que le nombre des lecteurs du Populaire n'est guère supérieur au tiers au nombre des militants inscrits au Parti.
Sans doute, peut-on, essayer de réduire le déficit actuel par :
1) Une augmentation des recettes de publicité, en adoptant la méthode proposée ci-dessus.
2) Les nouvelles économies, qui ont été également mentionnées.
Mais on ne doit pas se dissimuler que ceci est bien insuffisant pour combler totalement ce déficit. Il ne reste en réalité qu'un seul moyen : l'augmentation, de la vente dans des proportions importantes.
Si l'on devait songer à réduire le déficit, exclusivement par la méthode des économies massives, cela devrait comporter :
A - un changement d'installation. Le Populaire devrai abandonner l'immeuble de l'ancien "Matin" ce qui, il est à peine besoin de l'indiquer, serait fort grave pour le prestige du journal et du Parti.
B - une réduction considérable de l'effectif de la rédaction, et ceci ne serait pas sans inconvénients redoutables pour la qualité du journal, qui, à l'heure actuelle, est un des quotidiens de Paris ayant les effectifs les moins élevés.
Ni l'une, ni l'autre de ces solutions ne doivent être envisagées avant que l'on ait tenté de faire un nouvel effort auprès des militants pour qu'ils aident par tous les moyens à augmenter la diffusion du Populaire, et à accroître sensiblement le nombre de ses abonnés.
(Applaudissements)

Le président - Tellier ayant rapporté les observations de la Commission de vérification du Populaire, sur ce rapport spécial, je mets aux voix la partie du rapport exposée par Tellier. Unanimité pour le vote de la portion du rapport commentée par Tellier.

Marchenoir (Loiret)

Camarades, ce n'est pas le camarade Roux que vous entendez en ce moment, mais le camarade Marchenoir de la même fédération du Loiret.
Je regrette d'ailleurs que vous n'entendiez pas Roux parce que sa présence à la tribune aurait fait connaître à tous les congressistes, l'artisan de la préparation et de l'installation matérielle de la semaine d'études de Meung-sur-Loire, celui qui s'est, avec sa section, dépensé sans compter pour assurer les possibilités d'un travail fructueux et la réussite de cette semaine d'études est pour une part le fruit de son dévouement.
J'appelle ici le témoignage de nombreux camarades qui sont venus à Meung-sur-Loire. Si Roux n'est pas là c'est qu'il a tenu à se rendre à la soirée aux Célestins. Il y a tenu par sympathie, parce qu'il s'est trouvé dans la même situation que les camarades du Rhône. Il avait lui aussi, préparé une fête pour clore la semaine d'études, fête qui devait apporter quelques fonds à sa section et ce dimanche-là, le deuil national n'a pas permis qu'elle ait lieu.
Roux est en effet le secrétaire de la section de Meung-sur-Loire, et puisque je vais parler du Populaire, laissez-moi regretter en passant que notre journal n'ait

Fondation Jean Jaurès

pas cru devoir faire une plus large place à la diffusion des travaux de cette semaine d'études. Un journal local, dont nous combattons la politique par ailleurs, a, lui, fait cent fois plus que le Populaire sur la question.
Roux vous aurait dit pourquoi un diffuseur du Populaire se heurte à des difficultés. Sa section qui, entre parenthèses, compte 102 membres dans un petit chef-lieu de canton de 1 000 à 1 200 habitants, sa section, à 80 % ouvrière, ne lit pas le Populaire. Pourquoi ? Parce qu'il n'est pas assez en contact avec la vie ouvrière réelle. Roux aurait demandé des reportages vivants par catégories d'industries, par régions de la France. Il aurait dit qu'il faut oser parler des grèves, par exemple de celle des cheminots, et chiffrer les revendications.
Il aurait demandé de conserver les rubriques, mais de savoir les doser : arts, lettres, sports. Il vous aurait avoué que lui, instituteur, comme moi d'ailleurs, n'était pas intéressé par la chronique de l'enseignement.
Il aurait demandé l'élargissement de la participation des parlementaires au Journal, ainsi que de celle des valeurs du Parti ; il pense à Labrousse en particulier.
Il aurait demandé d'assurer au Secrétariat général sa participation quotidienne à la rédaction du Populaire.
Il aurait, en somme, demandé que le Populaire soit le journal du Parti révolutionnaire, ouvrier, qu'est le nôtre.
L'essentiel du problème est de faire lire le Populaire. Dans ce but, la fédération du Loiret vous démanche de faire voter le vœu suivant :
Le Congrès de la fédération du Loiret propose au Parti que le Comité directeur se réunisse, à jour fixe, une fois par semaine par exemple, pour analyser la situation politique hebdomadaire et fixer officiellement la position du Parti dans un procès verbal publier dans le Populaire du lendemain.
En somme le Congrès propose au Parti de faire connaître à intervalles réguliers assez rapprochés d'une façon claire et précise dans l'opinion Socialiste en particulier et l'opinion publique en général, le point de vue du Parti sur les problèmes politiques du jour.
(Applaudissements)

Mazurier (Seine-et-Oise)

En ce qui concerne le rapport sur le Populaire, différents chiffres donnés sur la vente et la situation financière du Populaire, je ne sais si les militants du Parti ont écouté avec attention le cri d'alarme qui a été jeté concernant l'organe officiel du Parti Socialiste ? Je ne sais si vous avez examiné avec attention les chiffres des abonnés et la diminution constante de la vente du journal quotidien de notre Parti. Je sais que beaucoup de camarades se passionnent davantage aux grands débats de politique générale, aux questions des Jeunesses Socialistes, et que même dans ce Congrès, on se préoccupe souvent de récolter de nombreux abonnements pour différents journaux du Parti, c'est-à-dire des fractions du Parti, alors qu'il me semble que l'effort nécessaire pour assurer la diffusion du Populaire n'a pas l'air d'intéresser à un degré très important les délégués de ce Congrès.

(Applaudissements)
Or, camarades quand un parti prétend réorganiser une société capitaliste, quand un parti prétend apporter les solutions constructives, il doit d'abord faire la démonstration lui même qu'il est capable de faire vivre les organismes et les organes qu'il contrôle. Or, croyez-vous que demain, par exemple, si pour les raisons qui vous ont été exposées le Populaire est obligé, non seulement d'abandonner la place qu'il a prise à la réaction par sa résistance, l'immeuble du Matin, qu'il soit obligé de revenir à cette petite formule, que nous avons connue en 1927, croyez-vous que nous serions qualifiés pour dire à la classe ouvrière et à la France toute entière que si elle nous confiait les destinées du pays nous serions capables de son émancipation et de son amélioration. Pour ma part, je ne crois pas. Il s'agit donc d'analyser le problème du Populaire avec attention et de réfléchir peut-être à un problème important. Pourquoi le Populaire ne se vend-il pas ?
Le Populaire, évidemment, subit, je ne dirai pas le contrecoup du manque de ligne politique du Parti, mais ce que l'on reproche le plus au Populaire, c'est que le Populaire n'a pas de ligne politique du tout et que la présentation du journal sur les différents événements qui se déroulent d'une façon continue n'a pas toujours des articles d'une brûlante actualité à mettre en première page du journal. Il est quelquefois regrettable aussi d'être obligé de chercher les comptes rendus des débats parlementaires aux journaux qui ne sont pas favorables à nos opinions.
Et, mes chers camarades, il y a aussi des critiques qui ont été adressées tout à l'heure au Groupe parlementaire. Et bien, je pense, moi, que par exemple, sur certains points précis, en ce qui concerne en particulier des projets qui ne nous ont pas plu, les projets Schumann les membres du parlement que nous avons critiqués tout à l'heure, avec juste raison pensent certains, à tort pensent les antres, on aurait pu tout de même pour expliquer, pour faire avaler la pilule, si l'expression n'est pas trop vulgaire, que tout de même le groupe parlementaire Socialiste a fait un effort en faveur des familles nombreuses et en faveur des économiquement faibles. On sait bien que c'était inclus dans le corps d'un article, mais ce qu'il eut fallu pour permettre à l'ouvrier de l'usine qui le lendemain matin se trouve en contact avec des adversaires politiques, un tableau représentant à une part…
(Voix : il a été fait)
Non, il y a eu dans le cadre d'un article une explication, mais il n'y a pas eu un tableau où l'on aurait résumé les augmentations du prix du lait, etc. Le travail n'a pas été fait d'une façon claire. Quand les parlementaires interviennent sur certains points, on a l'impression très nette que le rédacteur chargé de la rubrique parlementaire n'est pas présent aux débats de la chambre.
Et bien, mes chers camarades, je pense moi aussi, comme le disait tout à l'heure notre camarade, que si l'article du camarade Léon Blum est indispensable à la vie du journal, il manque, que vous le vouliez ou non, au Populaire, en première page, l'article quotidien du Secrétaire général du Parti qui fera cette démonstration. Si on a reproché hier au Secrétariat d'être, pour ainsi dire,

l'appareil d'une fraction du Parti, si vous voulez véritablement que l'ensemble des militants du Parti aient l'impression que le Populaire est le journal de l'ensemble du Parti, à côté de la signature de Léon Blum, il fait Guy Mollet ou d'un camarade du Comité directeur, mais un article de polémique expliquant le fait du jour. Il faut mettre à la disposition des camarades des usines, des arguments faciles. Il faut retrouver au Populaire sa formule que vous lui avez connue. Et je pense, camarades, que le problème est assez grave pour qu'on s'y penche un peu..

Je voudrais terminer en disant qu'en ce qui concerne par exemple, la propagande du Populaire, il est indispensable dans une tournée dans le Tour de France ; quand on pense que deux étapes du Tour de France ont été suivies par une simple moto, on a l'impression très nette que si avant le Tour de France on avait dît aux militants du Parti, il faut que le Populaire soit représenté comme les autres et qu'on ait lancé une souscription pour que le Populaire ait son car, sur un point précis, le Parti qui a toujours répondu présent pour défendre son journal aurait eu à cœur qu'il soit aussi bien représenté que tous les autres journaux.

Et bien, mes chers camarades, je pense qu'il y a dans les questions du Populaire une présentation en ce qui concerne les différentes rubriques, leur donner plus de caractère d'actualité politique, donner des articles de polémique un peu plus durs, un peu plus journaliers et entre le Secrétariat du Parti et l'administration du Populaire, l'administration politique du Populaire, le lien continue ; quand les militants, s'apercevront que le journal représente l'expression de la ligne politique menée par le Parti, pas un ne refusera de faire l'effort indispensable pour que le Populaire, non seulement vive, mais se développe et reste ce qu'il était à la Libération, un des journaux les plus lus et commentés par l'opinion française.

Maurice Deixonne (Tarn)

Chers camarades, nous aurions, nous aussi, bien des critiques à formuler contre la rédaction du Populaire. Il y a un événement qui passe la mesure ; c'est sur celui-là seul que je voudrais concentrer les quelques minutes qui me sont imparties. Nous avons eu, le 27 juillet dernier, de grandes manifestations traditionnelles de la fédération du Tarn qui est, je le rappelle, celle de Jean Jaurès, et de Gustin Malroux. Nous avons célébré ce grand anniversaire avec éclat par la venue de nos camarades Lamine-Gueye, Lacoste et Ramadier. Je n'ai pas besoin de vous dire que cela était l'occasion de manifestations qui ont revêtu un caractère parfois grandiose comme dans le Tarn où vingt mille personnes se sont dressées pour entendre le président du Conseil, réunions au cours desquelles d'ailleurs des manifestations spontanées et combien touchantes se sont organisées dans les villages campagnards qui n'ont pas toujours l'occasion d'entendre un président du Conseil, Socialiste. Et même, quelque chose a donné un caractère spécial à ces manifestations ; je suis bien aise de vous l'apprendre, camarades, le Parti Communiste retranché derrière la CGT avait émis cette prétention incroyable d'empêcher ces manifestations de se dérouler sous prétexte de réclamer la tête du préfet. On avait, paraît-il, organisé

Fondation Jean Jaurès

des contre-manifestations, distribué des tracts dans toutes les entreprises, et on avait émis cette prétention d'empêcher la fédération Socialiste et Ramadier de tenir les réunions annoncées. Je n'ai pas besoin de vous dire que si on avait reculé ou simplement hésité devant ces injonctions, c'en était fini de la fédération du Tarn.
Plus jamais nous n'aurions pu tenir une réunion. Quant au gouvernement lui-même, en la personne de son chef responsable, on peut dire que son prestige n'en eut pas été accru. Je dois dire à l'éloge de Ramadier, que pas une seconde il n'a hésité à venir en ces circonstances difficiles de la Fédération du Tarn, et quant à nous, nous avions pris la décision, quoi qu'il arrive, de tenir notre réunion. Et bien, camarades, le résultat escompté s'est produit. Les Communistes et la CGT se sont, passez-moi l'expression, dégonflés sur toute la ligne. Nos réunions se sont tenues avec un immense succès. Nous étions en droit de faire dans le Populaire un compte-rendu qui soit à la hauteur de ces circonstances exceptionnelles.
(Applaudissements)
Aussi, non seulement tous ces événements que je vous apprends brièvement, vous n'en aviez pas la moindre idée, mais encore, le compte-rendu commet des impairs qui sont véritablement exorbitants. Parmi les personnes présentes à la manifestation nous trouvons par exemple M. Résoude, qui n'est pas, que je sache, un militant socialiste, mais chef du MRP dans le Tarn et quant au député Socialiste de la région, il n'en est pas plus question que s'il n'avait jamais existé. Et bien, mes chers camarades, je dois vous dire que j'ai pris la parole à Carmaux aux côtés de notre ami Robert Lacoste, que j'ai eu l'occasion de réfuter la campagne de calomnies qui parle du matérialisme historique comme un aveugle des couleurs, je ne prétends pas donner une importance excessive à mon intervention, mais tout de même, je crois qu'elle a répondu aux Communistes. J'ai eu l'honneur de prendre la parole après Ramadier à Castres ; ce qu'on trouve, c'est la présence de Résoude. Et bien, mes chers amis, je suis obligé de dire, de deux choses l'une : ou bien il s'agit d'une incompétence qui dépasse les limites de l'imaginable et je vois ici notre envoyé spécial, Cabourci, ou bien, il s'agit d'un véritable sabotage. Malheureusement, j'ai le regret de le dire, c'est la seconde hypothèse qui a retenu l'approbation. Le jeune Cabourci a tenu à notre Secrétaire le camarade Imbert ici présent, des propos que j'éviterai de relater à cette tribune par respect pour cette assemblée et compte tenu du public ou de la presse qui assistent à ces débats, font que notre opinion est solidement assise. C'est pourquoi, camarades, je dois, au nom de la fédération du Tarn unanime, présenter à la rédaction du Populaire l'expression de notre commisération.
(Applaudissements)

Vecke (Côte d'Or)

Camarades, le Congrès de la fédération de la Côte d'Or qui s'est tenu dimanche dernier à Dijon, m'a mandaté pour faire à la tribune cette brève intervention concernant le Populaire. Nous avons entendu tout à l'heure exposer par un

orateur qui m'a précédé à cette tribune, quelle était le situation de notre organe central qui apparaît, à vrai dire, comme fort peu brillante. Perte d'abonnés, difficultés de trésorerie. Et sans doute exposera-t-on que périodiquement, d'une façon assez fréquente, les Secrétaires fédéraux, les Secrétaires de sections, les responsables aux divers échelons de l'organisation du Parti, reçoivent de la part du Comité directeur et des Comités de diffusion du Populaire, des appels incitant à se montrer plus actifs, à œuvrer pour améliorer la situation de notre journal et avoir davantage de lecteurs. Et bien, je dois vous dire, camarades, que nos amis, tout du moins en Côte d'Or, se sentent de moins en moins enclins à tenter d'avoir ce qui leur est quotidiennement demander ; ils y sont de moins en moins enclins parce que le Populaire ne leur donne pas à eux-mêmes satisfaction et que par contre ils n'ont pas autant qu'ils le souhaiteraient la possibilité d'en recommander la lecture à ceux de nos adhérents qui ne le connaissent pas encore et bien moins à nos sympathisants.

Nos amis ne sont pas satisfaits du journal, le trouvent insuffisant, incomplet, mal équilibré. Insuffisant parce que comme quelqu'un l'a dit avant moi à cette tribune : si on veut se faire une information solide et complète, il faut incontestablement lire un autre journal. Le Populaire ne peut suffire, on a besoin de chercher ailleurs les informations. Incomplet, pour les mêmes raisons, parce que tout spécialement sur le plan politique et parlementaire, on y trouve fort peu des renseignements nécessaires pour former la documentation d'un militant. Nos amis qui veulent savoir ce qui se passe dans les différents Partis, ce qui se passe à l'Assemblée, au Conseil, de la République, dans les ministères, ce qui se prépare, ne trouvent pas tout cela dans le Populaire, ils trouvent sa composition typographique à caractères trop gros, qui ne permettent pas d'insérer suffisamment des titres qui tiennent tant de places, ces photographies, des disques de cinéma en deuxième page qui suppriment une place importante pour la rédaction. Le journal n'apparait pas comme meilleur à recommander à la lecture de nos militants. Mal équilibré, je reviens sur cette deuxième page que je viens d'évoquer à l'occasion des photographies trop lumineuses, trop larges, cette deuxième page ne donne pas satisfaction. Un camarade du Loiret disait qu'il n'était pas satisfait de la place réservée pour l'enseignement, je pense qu'il y en a extrêmement peu qui peuvent se tenir pour satisfait de tout ce qu'on trouve dans la deuxième page. Je ne veux pas discuter les mérites et les qualités, peut-être trop savamment traitées et qui à n'intéressent pas l'immense masse des adhérents du Parti. On a commis aussi un certain nombre d'inconséquences dans la rédaction, lourdes de conséquences, je n'en cite qu'une : ce parti pris donné, voici quelques mois, à la grève naissant dans les usines Renault qui quelques jours après faisait cette complète pirouette, cette acrobatie d'un journal comme si personne ne connaissait la position Socialiste vis-à-vis de cette grève. Voici en ce qui me concerne.

Il est bon de retenir aussi que plusieurs présidents de fédérations Socialistes insistent sur le même point pour faire ressortir que c'est là le désir d'une large masse dans le Parti de voir prendre naissance à une collaboration quotidienne du Secrétaire général du Parti pour donner la note du Parti dans le journal du Parti.

Et c'est pourquoi, mes chers camarades, je lis avec presque tous ceux qui m'ont précédé, vous aurez alors dans le Populaire, le grand journal d'un grand Parti, quand vous lui accorderez les efforts et transformations nécessaires, jusque-là, il est bien inutile de demander plus d'efforts aux militants ; servez-les d'abord, ils sauront ensuite vous aider.
(Applaudissements)

Le président - Les camarades inscrits pour le débat de politique générale doivent se réunir. Ils sont au nombre de 102.

Rapuzzi (Bouches-du-Rhône)

Camarades, la fédération des Bouches-du-Rhône a voté contre le rapport du Populaire. Je ne veux pas venir à cette tribune pour dresser un réquisitoire contre l'administration ou la rédaction. La fédération des Bouches-du-Rhône veut surtout donner le sens d'un regret que nous éprouvons tous et que vous partagez certainement de ce que notre journal ne soit pas toujours capable de soutenir la comparaison avec les autres journaux quotidiens.
Notre vote n'a rien de négatif. Il est surtout inspiré par le désir de voir le Populaire devenir plus lu, mieux documenté. Notre désir à tous dans les Bouches-du-Rhône est enfin que le Populaire devienne le premier journal de France.
Notre vote porte surtout sur des défectuosités concernant l'acheminement sur les différentes localités. C'est le dernier arrivé de tous les journaux d'opinions. Nos militants enragent lorsqu'ils s'adressent successivement aux différents grands kiosques à journaux qu'on leur réponde à peu près invariablement : «Oh, vous savez ! Le Populaire, je n'en ai plus, d'ailleurs, je n'en reçois pas beaucoup, je puis même dire pas du tout, et puis il n'arrive pas tous les jours.»
Il y a là, des tas de faits auxquels il est certainement facile de remédier si on veut bien s'en donner la peine et nous pensons que les camarades qui ont pris à tâche de réorganiser l'administration du Populaire auront à cœur de faire en sorte que dans les mois à venir, des inconvénients comme ceux-là, ne se reproduisent pas, que nous n'ayons plus de critiques de cette sorte à apporter à cette tribune pour la réduction du journal.
Nous avons aussi dans les Bouches-du-Rhône, un certain nombre d'observations formulées, nous n'apportons pas que des critiques. Il y a notamment dans le Populaire un certain nombre d'articles que nous attendons tous les jours avec impatience, que nous sommes heureux de lire, et ce n'est pas seulement chez nos adversaires que les articles de Léon Blum font autorité et qu'ils sont lus avec intérêt. Nous attendons aussi les articles, de Robert Verdier et les études financières de Christian Pineau sont bien accueillies par nos militants. Mais à côté de ce bilan positif, il y a un certain nombre de lacunes auxquelles nous vaudrions voir remédier rapidement dans les mois à venir et nous pensons que là encore il s'agit d'un certain nombre de réformes que l'on peut réaliser avec un minimum d'inconvénients. Nous souhaiterions voir dans le Populaire tous les jours d'abord ce que je crois qu'en termes journalistiques, on appelle «un

chapeau», un commentaire orienté des divers événements de la journée politique. Je ne sais pas si je me fais bien comprendre, les autres journaux réussissent à faire cela, je pense qu'on peut en faire autant. Je pense à ce qu'on fait dans le Figaro, dans l'Humanité ou dans les autres journaux parisiens et que cela pourrait être fait avec succès dans notre Populaire. Cela nous donnerait plus d'armes, inciterait davantage nos camarades à lire tous les jours le Populaire. Et à côté de ce chapeau, nous voudrions voir aussi, à côté de l'éditorial de l'article de fond, un deuxième éditorial qui serait lui rédigé à peu près tous les jours par le Secrétaire général du Parti, pas un article très long. Nous souhaitons au contraire un article très court, nerveux, avec un argument massif, un article qui laisse de côté les préoccupations générales, mais qui fournirait aux militants des usines, des ateliers, des bureaux, des magasins, les ripostes qu'ils pourraient répondre facilement à la propagande intéressée de ceux qui n'ont qu'un souci, qu'une préoccupation : attaquer le Parti.

Nous nous plaignons de manquer de militants. Ne croyez-vous pas que les militants ne veulent pas s'associer, mais ils sont trop souvent désarmés. Il faut leur fournir des arguments. Cet article du Secrétaire général du Parti serait destiné à les aider.

Nous souhaitons aussi que les rédacteurs du Populaire prennent soin de lire tous les jours les autres journaux non pas simplement pour s'informer, mais pour y relever les attaques, les critiques, les mensonges dirigés contre le Parti ; qu'il soit répondu expressément à ces attaques, et à ces critiques. Et à ce sujet, nous souhaiterions que le ton employé par les rédacteurs du Populaire soit moins badin, moins plaisant. Nous avons l'impression que le rédacteur du Populaire tente d'imiter le Canard enchaîné. Les militants souhaitent qu'on discute les questions de doctrine avec plus de sérieux. J'aurais voulu poser une ou deux questions, mais si la rédaction du Populaire est décidée à nous donner satisfaction aux différentes questions que je viens de poser, nous pourrions envisager quelle pourrait être l'attitude de notre fédération, et nous espérons pouvoir venir bientôt apporter à cette tribune des félicitations sans réserve à la rédaction et à l'administration du Populaire pour le plus grand bien du Parti tout entier.

(Applaudissements)

Baude (Haute Marne)

Camarades, je voudrais dire quelques mots seulement de la part de notre fédération. D'abord en ce qui concerne le rapport financier, nous avons été très surpris de ne pas le voir figurer avec les autres rapports et ma fédération m'a demandé s'il ne serait pas possible de connaître la composition du personnel administratif du Populaire ainsi que les appointements qui sont versés.

D'autre part, les camarades qui sont passés ont fait ressortir la médiocrité du Populaire. Le premier camarade souhaitait que des hommes de valeur, des membres du Parti écrivent dans le Populaire. La camarade qui m'a précédé, signale que souvent, il faudrait que le Populaire recherche les attaques qui figurent dans d'autres journaux pour y répondre. Et bien, je voudrais répondre à

cela, qu'il est regrettable que des attaques contre le Parti Socialiste figurent sur certains journaux et soient écrits par des membres du Parti Socialiste. J'ai voulu citer »Franc-tireur» et nous demandons à ce sujet l'application des statuts, du règlement du Parti, l'application de l'article 73 qui dit que tout membre du Parti peut être convoqué devant le Comité directeur en raison des articles dans les journaux et revues ci-dessus indiqués. Non contrôlés par le Parti.
(Applaudissements)
S'il s'agit de polémiques entre ou contre militants de discussions conduites de manière à porter atteinte à la dignité, à l'intérêt et à l'unité au Parti, le Comité directeur convoquera les militants responsables et les invitera à garder la mesure qu'il convient. Nous demandons, à la fédération de la Haute Marne, l'application des statuts en ce qui concerne les journaux, en particulier le Franc-tireur.
(Applaudissements)

Pierre Bloch du Comité directeur

Camarades, les uns après les autres, les militants du Parti sont venus critiquer ou apporter leur approbation à la rédaction et à l'administration du Populaire. Je voudrais pour ma part très rapidement, attirer l'attention du Parti sur la gravité des problèmes qui se posent non pas seulement pour le Populaire mais pour toute la presse Socialiste.
À l'heure actuelle, il n'y a pas de doute, le dilemme qui se pose pour la presse Socialiste, qui se pose pour le Populaire en particulier, c'est d'être pauvre ou d'être enchaîner. Vous avez vu le bilan financier au Populaire. La situation au Populaire est très grave, et je demande au nouveau Comité directeur qui sera élu à l'issue de ce Congrès de se pencher tout de suite sur la situation de notre organe central.
Camarades, il y a un fait essentiel, il faut savoir si on veut que le Populaire ne soit pas seulement l'organe de tous les militants du Parti, comme on disait tout à l'heure, mais il faut que le Populaire arrive à toucher la masse des sympathisants qui suivent les mots d'ordre du Parti et si l'on en fait seulement un journal de doctrine, seulement un journal de comptes-rendus de sections, si l'on en fait seulement un journal chargé des moindres faits et gestes du Parti Socialiste, vous n'arriverez pas à toucher l'immense majorité des sympathisants qui est derrière le Parti.
Pour les journaux régionaux, s'ils ont un succès et un grand succès, c'est parce qu'ils sont des journaux de la démocratie, ils intéressent le public par les nouvelles locales qu'ils donnent. Que vous le vouliez ou non, le Populaire aujourd'hui, ne peut plus lutter contre cela. Et puis, il y a un fait nouveau issu de la Résistance, un fait dans l'histoire de la Presse, qu'on le veuille ou non, aujourd'hui à Paris, à part peut-être les journaux du soir, tous les journaux de Paris ne sont plus comme avant la guerre des journaux nationaux, ils sont des journaux de la région parisienne. Cela, c'est un problème avec lequel il faut compter quand vous examinez aujourd'hui le tirage avec les tirages d'avant guerre, vous verrez qu'aucun journal du matin n'atteint de prés ou de loin les

Fondation Jean-Jaurès

tirages d'avant guerre. Et les faits sont là. Dans la région parisienne et dans toute la France, pour les journaux de la région parisienne, on lit les journaux de Paris pour 20 % d'avant guerre. C'est un fait avec lequel il faut compter. Comment voulez-vous que le Populaire puisse lutter contre les grands quotidiens régionaux, admirablement rédigé, journaux de la démocratie Socialiste, qui ont de très forts tirages, à 190 000 par exemple, comment voulez-vous que le Populaire puisse lutter. Et j'insiste car le Parti a besoin de ce journal, de cet organe central du Parti, mais il faut qu'il devienne un journal de grande information en même temps que de doctrine Socialiste. Mais pas seulement un journal Socialiste, car vous allez, les uns et les autres, perdre les lecteurs qui ne sont pas de votre parti. Je dis que le Parti doit être prêt. La presse française est en train de subir une très grande crise et de plus en plus, vous le savez bien, les anciens journaux qui étaient avant guerre essayent de reprendre leur imprimerie, .reviennent dans la presse parisienne ou de province. Nous allons, au mois d'octobre, assister à une offensive considérable contre la presse issue de la Résistance. Il faut que le Parti ne se laisse pas surprendre par les événements et que les problèmes de la presse le trouvent prêt. Je dis que nous n'avons pas grand temps pour examiner ce problème et le Conseil national qui devait examiner les problèmes de la presse les a peut-être examinés un peu superficiellement. C'est ainsi que nous allons avoir, une nouvelle augmentation des prix des journaux. Les journaux, qui contrairement à ce que l'on dit, sont dans l'ensemble en tant qu'organes de la Résistance, leur situation financière est mauvaise ; et il serait injuste de croire que seul le Populaire traverse une crise de trésorerie. C'est le fait de presque tous les journaux. Et bien, voyez-vous, camarades, demain une augmentation du prix des journaux va se traduire certainement à nouveau par une baisse du tirage, et que nouvelles difficultés sont à prévoir par la hausse du papier, la hausse du prix de l'imprimerie. Et bien là, il faudra faire les efforts nécessaires pour sauver l'organe de notre Parti, mais aussi il faut que le Comité directeur ne se laisse pas surprendre par les événements, étudie les moyens d'y faire face, car je répète que nous sommes à la veille de grandes révolutions techniques dans la presse, qui peuvent être les dernières avant le temps ou la presse sera absorbée par la télévision. Il faut bien penser que ses formes traditionnelles peuvent demeure, mais sa fabrication sera bouleversée de fond en comble. Un Parti comme le nôtre, qui a la prétention, avec juste raison, de diriger le pays, doit avoir un prestige qui jusqu'à présent, qu'on le veuille ou non, on n'a eu que superficiellement. Et il ne suffit pas d'étudier le problème, il faut donner la possibilité de vivre, de devenir un grand journal, digne d'un grand Parti comme le nôtre.
(Applaudissements)

Guillon (Seine-et-Marne)

Camarades, tous les orateurs sur le rapport du Populaire vous ont parlé de la mauvaise gestion de l'administration précédente. Je ne sais pas si quitus a été donné de cette administration au précédent Conseil. Je serais heureux de l'entendre. À notre dernier Congrès fédéral de Seine-et-Marne, un camarade a

soulevé cette question en ce qui concerne particulièrement la vente de l'Almanach du Populaire, par suite de la non parution en temps utile. On a dû donner comme motif la défaillance des rédacteurs. Au début de 1946, j'ai eu l'occasion, à la suite d'une convocation dans les bureaux du Populaire, de pénétrer dans l'immeuble du journal et fait déconcertant, je ne connaissais pas du tout l'immeuble, je me suis trouvé comme dans une maison inconnue, tout le monde rentrait comme il voulait et je dirai même davantage. Je suis rentré dans toutes les salles du 1er étage, les papiers qui se trouvaient sur les bureaux des rédacteurs étaient éparpillés partout, les fenêtres étaient grandes ouvertes et il était étonnant que ces papiers ne se soient pas envolés sur la chaussée.

En 1947 il y a eu une amélioration. Je sais qu'il y a eu des compressions par concentration des bureaux de certains services qui correspondent d'ailleurs à ce que le rapporteur a dit des économies réalisées. J'arrive tout de suite à une question qui est tout à fait accessoire mais qui m'est utile. L'emplacement du journal le Populaire. J'estime que nous devrions utiliser davantage l'emplacement pour la publication de nos idées. À côté du résultat des courses, il faudrait inscrire sur les tableaux d'affichages, des nouvelles saillantes, mieux vaut alors n'inscrire rien du tout que d'inscrire des faits banaux.

Comme vous le savez, camarades, la Seine-et-Marne figure parmi la vente du Populaire organisée en 1946 pour un chiffre infime. Or, les Comités de diffusion sont arrivés au cours de 1946 au chiffre de 2 500 exemplaires pour le 1er semestre. Vous verrez tout de suite que ce résultat est à l'honneur d'une section.

Cette section vend le journal non pas seulement dans la ville où est cette section, mais dans les campagnes du canton, parce que c'était l'intérêt du Parti d'avoir des abonnés tant au Populaire qu'à «La Moisson». Nous avons fait cette opération pendant six mois de l'année 1946, souvent avec des moyens matériels..., je vous prie de croire, insuffisants. Ce n'est pas pour me vanter, mais quand on a 50 ans, qu'on est obligé le faire 30 km à bicyclette pour réaliser la vente du Populaire dans une dizaine de communes. Or j'estime que si tous les camarades, dans les départements qui peuvent faire la vente en faisaient autant, il y aurait davantage d'abonnés au Populaire, une chose qu'il faut considérer en 1947, le journal est tout de même mieux fait; comme disaient certains camarades à côté des articles de Léon Blum, on verrait très bien des articles de camarades de la province, - au besoin des originaux sur le socialisme de province avec 1es initiatives municipales. Répondre aux allégations mensongères de certains journaux, mais y répondre sur le même ton et non pas avec ironie. D'autre part, je considère qu'il faudrait redonner au journal une allure de combat contre les institutions capitalistes.

Pour terminer, camarades, et là, j'en ai fait l'expérience encore récemment, les abonnés dans ma région que nous avions faits en 1946, aujourd'hui reçoivent des invitations de renouveler leur abonnement, il y a certains camarades qui ne peuvent plus contracter d'abonnement au Populaire. Ne croyez-vous pas, camarades, lorsqu'on faisait une édition, hebdomadaire du dimanche du Populaire, il était malheureux de constater que c'était un journal creux, et là, j'en ai fait l'expérience et on m'en a fait souvent des déclarations, ne pensez-

vous pas, puisque beaucoup de camarades seront dans l'impossibilité de renouveler leur abonnement au quotidien, au journal de tous les jours, que l'on pourrait envisager par exemple, une édition du Populaire un dimanche qui permettrait à beaucoup de la lire et également d'avoir des d'abonnés en plus grande quantité. C'est une suggestion que je voulais soumettre.

Alliès (Hérault)

Camarades, je m'excuse d'avance, je vais certainement répéter quelques unes des critiques formulées et quelques unes des observations déjà faites ici.
J'apporterai cependant quelques précisions nouvelles, j'illustrerai mes critiques par quelques exemples. Il est certain que mis à part l'article de Léon Blum, les articles de Charles Dumas sur la politique extérieure dont on n'a pas encore parlé et l'excellente revue de presse de Paul B…, il n'y a pas grand chose au point de vue Socialiste dans notre Populaire.
La première page est consacrée aux exploits des gangsters et l'on n'y trouve que très rarement des articles politiques, des articles de critique politique ou d'histoire politique, les débats parlementaires sont réduits à leur plus simple expression et comme disaient, tout à l'heure, nos camarades, il faut aller chercher les arguments en faveur de notre Parti, l'action de nos camarades les députés ou de nos camarades ministres dans d'autres organes d'autres partis. La deuxième page, elle est certainement bien faite, mais permettrait cependant d'utiliser mieux la place réservée à des questions tout à fait subsidiaires parfois, à des critiques ou à des études, et c'est ici que la politique Socialiste trouverait son compte. En troisième et quatrième pages, on ne trouve pas non plus grand-chose du point de vue politique, sinon l'article de Georges Dumas dont j'ai parlé tout à l'heure. En résumé, nous aimerions à la fédération de l'Hérault que le Secrétaire général dans un article condensé, précise à la manière de certains autres, formule la position Socialiste sur les grands problèmes du jour, nous aimerions trouver des études comme celle faites à certains moments par Christian Pineau sur les crédits militaires et des questions financières, par Gazier sur des questions économiques mais qui n'ont été que feux de paille. Nous aimerions qu'une place fut faite à une chronique régulière des jeunes, une chronique régulière sur les femmes et non pas seulement les articles, certainement très intéressant mais parfois un peu trop illustré, trop abondamment illustrés de photos. Nous aimerions trouver aussi dans le Populaire des arguments et ripostes plus aigus, avec un peu moins d'ironie, souvent un peu plus de sérieux. Trop de photos d'artistes de cinéma, de gangsters ou d'exploits de la pince-monseigneur. Pour illustrer mes critiques, je rappellerai seulement deux faits concernant notre fédération : il y a quelque temps, nous avons célébré à Béziers, fait une petite manifestation à l'occasion de l'inauguration d'une rue à la mémoire de Léon Pellet qui fut député de l'Hérault, que certains d'entre vous ont connu, un compte-rendu de huit lignes était envoyé au Populaire. Le Secrétaire fédéral, président du conseil général avait pris la parole ; aucun compte-rendu ne parut, mais quelques jours après, nous trouvions en bonne place, l'exploit des gangsters. Quelques jours après, le

9 août exactement, nous trouvions dans le Populaire un article signé de Goy et affirmant que les viticulteurs du Midi, notamment ceux de l'Hérault étaient satisfaits cette année, que la récolte allait être abondante, et que certainement, le vin serait bon marché. J'ai cru à l'œuvre d'un humoriste. Or celui qui a signé cet article, s'il venait chez nous, verrait que peut-être il n'en est pas ainsi, que la sécheresse a fait des ravages importants.
Voilà quelques critiques rapidement formulés. Ce sont des critiques amies que nous formulons ici, mais nous voudrions qu'on en tint compte dans la rédaction du Populaire et c'est dans ces conditions que nous courrons marquer notre approbation et adresser nos félicitations à notre journal qui deviendra vraiment le journal du Parti.
(Applaudissements)

Guesdon (Orne)

Camarades, je pense que je dois vous faire part de quelques réflexions d'ordre général au sujet du rapport au Populaire ; je désire vous demander de voter le rapport de notre journal ; je sais que ma tâche est assez difficile : nombreux sont les mécontents mais, voyez-vous, camarades, le mécontentement est un signe, un appel qui mérite certaine considération. Que signifie-t-il donc ? Il y a là, indiscutablement deux choses assez rassurantes ; notre journal n'est pas celui d'une seule personnalité ni d'une seule tendance, sans exclusive toutes les opinions d'un grand parti démocratique comme le nôtre ont pu s'exprimer librement, même si c'est aux dépens d'une certaine unité de vue ou de doctrine facile et séduisante, cela n'est pas à dédaigner, cela est même respectable, pouvoir exprimer notre liberté de pensée dans le cadre que nous avons choisi. La deuxième constatation, camarades, c'est que le journal, fait unique dans la presse actuelle, n'a jamais sacrifié ses militants à une opinion commune, au souci sordide de gagner par tous les moyens un large public, qu'il n'a jamais transité avec la foi de notre Parti, c'est pourquoi, c'est ce qui fait sa grandeur et sa faiblesse, il a tenté de n'être que le reflet de maintes pensées qui ne sont pas contradictoires, que pour ceux qui ne veulent pas souscrire au sentiment grégaire, c'est pourquoi malgré tout, dans toutes les revues de presse de nos éditoriaux, réellement et seulement politique au meilleur sens du terme, il a sans cesse gardé la pensée française et la pensée internationale ; un pareil comportement pourrait ne pas être compris de tous mais mérite vraiment notre admiration car c'est la preuve quotidienne de notre amour de la vérité et de l'honnêteté intellectuelle, dont d'ailleurs la présence d'un Léon Blum dans notre Comité de rédaction est le plus sûr garant.
Allez-vous, camarades, mettre en doute cette bonne foi vigilante alors que la quasi unanimité de la Presse et du monde politique est forcée de l'admettre alors, je vous rappelle que ce n'est que sur l'insistance du Comité directeur que l'an passé, il consentit à reprendre sa place. Sans doute une vérité arrangée, présentée au goût du jour, serait plus commerciale, mais si nous osions nous contenter de cela, de cette apparence, pensez-vous sérieusement que nous serions encore des Socialistes, que nous pourrions nous recommander d'un Jean

Fondation Jean Jaurès

Jaurès.
Enfin, camarades, soyons logiques. Nous-mêmes nous avons adopté le rapport moral pour deux raisons : la première, parce que le rapport moral ne doit être qu'un compte-rendu, une page d'histoire que nous avons acquise ensemble ; ensuite, parce que nous ne voulons plus nous battre à coups de rapports, mais simplement, en toute loyauté, nous engager à la conquête de l'avenir de notre Parti, voyez-vous cette acceptation honnête et loyale au rapport du Popu1aire, nous ne pouvons pas nous dérober devant des conséquences inévitables. Le vote du rapport moral, la question résultait de l'activité du Comité directeur ne nous permet plus d'en distraire un secteur qu'il a organisé, admis. En effet, n'oublions pas, camarades, que c'est le Comité directeur qui a choisi direction du Populaire dans sa réunion du 4 septembre 1946 et qui l'a tolérée jusqu'à ce jour. C'est pourquoi, camarades, quelles que soient vos critiques et vos réserves, à cause d'elles peut-être même, je vous demande de voter le rapport du Populaire qui donne certes, l'aspect de quelques-unes de nos insuffisances, mais que nous ne pouvons renier sans nous renier nous-mêmes, et qui peut être aussi, si nous le voulons, la source de nos espoirs et de notre réussite, si nous voulons en tirer bravement tous les enseignements qu'il renferme
(Applaudissements)

Royer (Corrèze)

Camarades, c'est un point de vue un peu particulier que je veux vous exposer ce soir. Le point de vue d'un professionnel, car je suis moi-même directeur de deux journaux, et quand j'entends ceux qui m'ont précédé à cette tribune, apporter des critiques à nos camarades qui dirigent le Populaire, je me rends compte combien ils connaissent peu les difficultés qui assaillent ceux qui sont obligés de faire des journaux. Notre camarade, Pierre Bloch dans un magnifique exposé vous a fait comprendre combien il était difficile de faire vivre un journal, car il se pose pour ceux qui le font deux questions : i1 faut ou faire un journal de doctrine qui vous intéressera tous, militants du Parti, mais qui ne se vendra pas ; ou un journal d'information auquel vous apporterez à chaque Congrès toutes vos critiques. Il faut que nos camarades de l'équipe rédactionnelle, nos camarades de la direction du journal puissent faire une synthèse entre ces deux points de vue.
Et nous avons estimé en Corrèze, après avoir suivi longtemps l'évolution de notre journal, qu'un progrès très sérieux avait été fait en la matière. Les articles de fond, les éditoriaux ne manquent pas de valeur et je sais que beaucoup de sympathisants ou même quelquefois d'adversaires de notre Parti qui prennent le Populaire pour ses articles. Mais à côté de cela, il y a la masse et pour ceux-là, il faut de l'information. Pour cette information, il faut des rédacteurs, et quand nos camarades de la direction du Populaire font appel aux Secrétaires de fédérations, je sais bien que souvent ceux-là ne se donnent même pas la peine de leur répondre. Il faudrait que dans nos fédérations on applique les décisions du dernier Conseil national ; i1 faudrait qu'il y ait dans chaque fédération, à côté du Secrétaire fédéral, un Secrétaire à la diffusion du Populaire qui soit un véritable inspecteur départemental pour le Populaire, pour le correspondant du Populaire

et pour la vente. La rédaction et la diffusion étant ainsi assurées, nos camarades de la direction pourraient mieux vous donner satisfaction. J'avoue qu'il y a quelques critiques à leur apporter, et je suis d'accord avec certains de nos camarades sur ces critiques. Je pense que cette deuxième page n'est pas une page qui puisse donner satisfaction aux militants, mais je sais que c'est certainement l'administration financière qui fait défaut car cette page revient moins chère dans ces conditions que celle qu'ils pourraient donner en des articles rédactionnels. Si nous voulons véritablement que notre journal vive, il faut que nous nous donnions nous-mêmes la peine de le faire vivre, que nous aidions à sa rédaction, à sa diffusion dans toutes nos fédérations et que nous ne revenions pas seulement dans les Congrès apporter des critiques à des camarades qui ont fait tout ce qu'ils pouvaient faire, et amélioré au cours le cette année, très sérieusement notre Populaire, en particulier l'édition départementale doit nous donner à l'heure actuelle beaucoup plus de satisfaction. Elle arrive assez tôt contrairement à ce que l'on a dit tout à l'heure ; je crois que la période d'été est toujours, pour les quotidiens, une période creuse. Que cette période dépassée nous pourrons envisager les résultats. Que nos critiques ne soient plus que des critiques amicales et ne repoussons pas un rapport présenté par ces camarades qui ont fait tout leur devoir et nous ont donné mieux que ce que nous avions, et faisons nous aussi notre travail et à ce moment-là notre Populaire sera un journal qui pourra véritablement défendre notre Parti et pourra se présenter à côté de n'importe quel quotidien de grande classe. Le tirage pour nous importe avant tout et nous ne pourrons vivre que si nous avons un fort tirage.
(Applaudissements)

Arthur Notebard (Nord)

La fédération du Nord n'a pas l'habitude d'abuser de la tribune et cette fois encore, je suis délégué à cette tribune non pas pour faire de la critique systématique, mais nous voudrions simplement faire trois remarques au Congrès national et à l'administration du Populaire.

Tout d'abord, demander à l'administration du Populaire d'avoir avec ses rédacteurs un sens un peu plus pratique des événements et des arguments mis à la disposition au Parti et des membres du Parti. Nous voulons que l'on mette un peu en vedette le travail des élus du Parlement et du gouvernement ; d'une façon pratique, travailler dans l'ensemble de l'intérêt général du Parti.

Nous voudrions poser une question à la foi au Congrès et à l'administration du Populaire. Est-ce que notre journal a pour mission le vendre du papier ? Est-ce qu'il a pour mission de constater les éléments de bascule ou d'équilibre des intérêts locaux, ou le journal du Parti a-t-il pour mission de défendre ses élus, de propager les résolutions de ses Conseils nationaux ? Ou est-ce qu'en vérité, il n'a pas plutôt pour mission de défendre ses militants quels qu'ils soient, tels qu'ils se trouvent, même au gouvernement, et en vérité d'appliquer les résolutions du Congrès, et la fédération du Nord au cours d'une délégation s'est rendue auprès du Secrétariat général du Parti et auprès de la direction du Populaire, pour faire remarquer que véritablement à la foi au Secrétariat du Parti

et à l'administration du Populaire on avait marqué une certaine tiédeur à l'égard de la défense de nos gouvernants, pour la justification de l'action politique gouvernementale. Nous voudrions quand même que l'administration du Populaire soit assez logique et que l'on mette dans les colonnes du Populaire, journal Socialiste, la bataille Socialiste. Nous voudrions que lorsque l'Assemblée nationale se manifeste contre nous, on le mette ; nous voudrions que le Populaire soit un journal de combat mais non pas de combat d'hommes, mais de défense de la politique générale du Parti et pas autre chose. Voici l'état d'esprit de la fédération du Nord. Et nous avons entendu, dans la journée d'hier, bien des camarades exprimant des critiques acerbes concernant le rapport moral, par-dessus tout, nous demandons au Congrès de ne pas prendre cette attitude que pour la plus petite critique qu'on aura à adresser, on devra rejeter les rapports. Allons-nous, camarades, continuer d'assister à ce spectacle ridicule ? Allons-nous continuer à donner à l'adversaire l'impression d'un Parti actuellement déchiré, divisé ? Allons-nous toujours entendre dans nos Congrès les mêmes protestations, on pourrait presque dire toujours les mêmes erreurs ? Si cela devait être, les militants finiraient par être dégoutés. La fédération du Nord déclare que c'est par de pareils procédés que vous les dégoutez. Je puis dire que si l'on tenait, dans tous les Congrès fédéraux et dans la fédération du Nord, des discussions de ce genre, il y a des tas de militants Socialistes qui ficheraient le camp. Si on peut apporter des critiques dans un Congrès, cela ne doit pas ressembler à une espèce de bagarre politique pour tous les rapports et motions, et à propos de n'importe quoi. Nous voudrions que dans un Congrès, l'on puisse ne pas être d'accord sur certaines pratiques mais qu'en réalité l'on apporte surtout à cette tribune des approbations ou des critiques. Voici l'état d'esprit de la fédération au Nord. Nous demandons que le journal du Parti ne soit pas le journal de quelques hommes, qu'il soit le journal du Parti, qu'i1 défende avant tout ses militants, ses élus, la politique gouvernementale, même lorsqu'elle ne plaît pas à tout le monde.

Guy Jéram (Seine)

Camarades, l'observation que vient de faire notre camarade du Nord peut être reprise par nous. Il est certain que la méthode qui a consisté depuis deux jours à faire passer les rapports simplement à un débat public de séance plénière, est une mauvaise méthode le travail dans un Congrès. Chacun des rapports statutaires devrait être examiné par une Commission spécialisés avant laquelle les militants des fédérations feraient entendre leur voix, leurs critiques, leurs avis, leurs suggestions et nous devrions voir à cette tribune seulement le résultat des travaux de chacune de ces Commissions et le vote sur les fautes, les sanctions à intervenir. Or ce défilé de camarades qui ont des suggestions et des critiques à faire, n'est pas très constructif, vous l'avouerez. Par exemple, voici sur le problème au Populaire, nous suivons une vieille pratique, à savoir que seul l'Organe central du Parti intéresse le Congrès du Parti. Or nous avons six ou sept grands journaux quotidiens, que ce soit à Marseille, à Lyon, à Bordeaux, à Lille, à Tours, à Toulouse, nous publions de grands journaux dans des

administrations autonomes ; sans doute on dispose de grands moyens d'expression de la politique du Parti, naturellement tout est subordonné à des conditions très diverses. Le Congrès suivra sans doute notre avis. Nous allons tout à l'heure en terminer avec le rapport du Populaire, mais au fond, nous n'aurons pas examiné le problème de la presse du Parti dans son entier, et là est, suivant nous un grave défaut de travail de notre Congrès.

Voyons maintenant sur un autre plan, un autre défaut. Nous croyons quelques-uns que les questions l'administration dans le Parti ne sont pas assez poussées et on n'y attache pas une suffisante importance. Nous devrions avoir, pour chaque domaine de travail, une section spécialisée à la direction du Parti ; nous devrions avoir une section de presse spécialisée et c'est moins le rapport du Populaire que le rapport de cette section que nous devrions entendre ; que nous devrions avoir à notre disposition. Le Populaire ne faisant qu'une des parties.

En ce qui concerne le journal lui-même, personnellement, l'année dernière, j'ai été un de ceux qui l'ont très vivement critiqué. Je dois dire que les améliorations apportées depuis une année sont assez sensibles. Je rends hommage personnellement à un certain nombre de camarades qui se sont attelés à une tâche tout à fait difficile parce qu'en réorganisant la direction du Populaire dans une période où toute la presse politique française connaissait une baisse de tirage et des difficultés, leur tâche était naturellement moins aisée que deux années auparavant où la presse de la libération connaissait une grande vogue et de grandes facilités. Un certain nombre de rubriques ont été ouvertes ou des rubriques ont été améliorées par exemple du côté de la vie sociale. L'année dernière, il n'y avait rien, il y a déjà quelque chose, quelque chose que je considère personnellement comme insuffisant, il faudra demain sur tous les grands problèmes de la vie sociale, sur les problèmes qui intéressent les corporations, de nouvelles rubriques à notre organe. Sur le plan de la politique extérieure, à côté de la grande contribution de notre camarade Léon Blum et de Dumas, il conviendrait aussi que nous ayons une rubrique plus nourrie des faits internationaux, des difficultés, de la situation des élus dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale dont l'on ne dit pas grand-chose, et nous le regrettons quelques-uns profondément, car nous savons qu'un certain nombre de Socialistes sont aujourd'hui dans des pays ou la démocratie est particulièrement attaquée. Dans d'autres domaines, il y aurait aussi des améliorations à apporter, par exemple, il nous apparaît, que sur la politique parlementaire suivie par le Parti, sur la politique générale du Parti dans le pays, il conviendrait de faire un peu plus que ce que nous faisons, surtout sous la forme d'informations ; les excellents articles de nos camarades Freydière et Pineau ne suffisent pas, il faut que tout le journal suive et offre une unité plus grande et je sais là quelles sont les difficultés de nos camarades de la rédaction ; il y a aussi pas mal de jeunes rédacteurs qui commencent seulement à faire leurs armes et il faut les encourager et les aider ; mais les aider, ce n'est pas toujours refuser notre suffrage quand ils présentent le résultat de leur travail dans un Congrès comme celui-ci ; c'est leur faire les critiques et les suggestions nécessaires. Et c'est dans cet esprit que personnellement je voterai avec mes camarades de la Seine le

rapport du Populaire. Et je crois que l'année prochaine, tenant compte de quelques-unes de ces suggestions, nous saurons faire de notre journal, un journal en contact direct avec les aspirations du monde du travail et jouant un plus grand rôle encore sur la scène internationale.

Abdel Akis (Finistère)

Camarades, je ferai excessivement bref. Je viens expliquer le vote de la fédération du Finistère qui repousse le rapport du Populaire et pour manifester son mécontentement, le repousse à l'unanimité. La fédération du Finistère, les militants du Finistère sont tellement mécontents qu'ils en sont à se demander si le journal «Le Populaire» est encore le journal du Parti. L'année dernière, après notre Comité Fédéral, nous avons adressé au Populaire le compte-rendu du Comité fédéral, il n'a jamais été inséré. Nous nous sommes fait une raison. La fédération au Finistère n'est que 20e dans le classement général et depuis, récemment notre camarade Vinson, Secrétaire fédéral au Finistère à deux reprises est intervenu au Conseil de la République en faveur des vieux. Le Populaire n'a même pas signalé les interventions. L'intervention de notre camarade Pujol, au sujet de l'enseignement a été à peine signalée par deux lignes alors que le Parti Communiste l'a exploité, a exploité les renseignements donnés par Pujol au cours de son intervention. La fédération du Finistère me charge de poser la question : ou bien le Populaire est le journal du Parti et dans ce cas il doit mettre en valeur l'action de tous les militants du Parti, de tous les électeurs du Parti, de tous les élus du Parti. Qu'ils soient du Conseil de la République pour le Finistère, ou pour la Seine, ou alors, le Populaire n'est pas le journal du Parti ; dans ce cas, la fédération du Finistère demande que le Parti ait un journal. C'est tout.

Robert Verdier

Camarades, je voudrais aussi brièvement que possible apporter quelques explications. Quelques-unes des explications demandées par un certain nombre de camarades et ensuite, répondre à la plupart des critiques qui ont été faites par les orateurs qui viennent d'intervenir à propos du rapport du Populaire. Et d'abord, les questions qui concernent plus particulièrement l'administration du la diffusion du journal.

Un de nos camarades de la Haute-Marne a demandé des précisions en ce qui concerne le personnel du Populaire et les appointements. Je le renvoie au rapport que vous a présenté tout à l'heure notre camarade Léon Tellier, parce qu'il indiquait danse ce rapport que toutes les compressions possibles ont été faites en ce qui concerne le personnel et en particulier ,il est précisé que si on compare les effectifs de notre journal avec les effectifs des autres journaux parisiens, des autres quotidiens, il est évident que ses effectifs sont de beaucoup inférieurs et en ce qui concerne les appointements, je puis vous dire qu'au contraire de ce qui se passe dans beaucoup d'autres journaux, sinon dans tous, les appointements du personnel au Populaire sont strictement limités au tarif syndical.

Notre camarade des Bouches-du-Rhône a formulé quelques plaintes au sujet de la diffusion et du roulage du Populaire, elle s'est plainte en particulier que notre journal arrivait avec beaucoup de retard. Je lui demande si elle pense sérieusement que ces critiques soient encore valables aujourd'hui, depuis le mois de juin, c'est-à-dire depuis la date où nous avons décidé de rétablir l'édition départementale dont parlait notre camarade Royer, édition départementale grâce à laquelle le Populaire est avec un seul autre journal parisien, le seul organe publié à Paris qui puisse arriver en province, même dans les départements les plus éloignés de Paris, en même temps, et même avant les autres. Et puis, lorsque notre camarade des Bouches-du-Rhône se plaint aussi qu'on ne trouve pas suffisamment d'exemplaires dans les kiosques, que parfois on n'en trouve pas du tout, je voudrais lui apporter un certain nombre d'explications de caractère un peu technique. Mais enfin ces précisions sont nécessaires pour les camarades qui ignorent très souvent les difficultés que nous rencontrons. Je prends l'exemple de Marseille ; il y a à Marseille 305 kiosques de journaux. Est-ce que vous croyez qu'il nous est possible d'émettre dans chacun de ces kiosques un assez grand nombre d'exemplaires du Populaire alors que nous savons qu'à l'heure actuelle, et bien que pendant un an, pendant l'année avant celle-ci, nous avions fait un effort spécial sur cette ville avec sept vendeurs du Populaire, aujourd'hui 385 exemplaires du Populaire sont envoyés à Marseille, qu'il y a une mévente de 60 %, que dans la même ville, il n'y a que 90 abonnés on ne trouve pas davantage le Populaire dans les kiosques, c'est parce que étant donné sa vente insuffisante et l'effort insuffisant fait par les camarades pour assurer sa diffusion, il ne nous est pas possible de faire mieux, d'autant qu'à l'heure actuelle les attributions de papier sont limités, contingentées, il ne nous est pas possible d'inonder tous les kiosques pour voir revenir vers nous, un nombre d'invendus considérable.

Enfin, pour en terminer avec ce qui concerne la diffusion du Populaire, je retiens l'intervention d'un camarade de la Seine-et-Marne qui a demandé qu'on publie une édition du dimanche ; cette édition en effet a existé à un certain moment, et nous avons songé à la rétablir, mais avant de le faire, nous avons voulu prendre des précautions. Des circulaires ont été adressées à toutes les sections. C'est-à-dire environ 8 à 9 000 circulaires. Et bien, malheureusement nous devons constater que cela donne raison à ce que disait tout à l'heure Mazurier : les militants du Parti ne s'intéressent peut-être pas assez, pas seulement dans les Congrès, mais tout au long de l'année à la diffusion du journal de leur Parti. Sur ces 9 000 circulaires envoyées, nous avons reçu 3 à 400 réponses des secrétaires de sections. Il nous a été absolument impossible d'envisager l'édition d'un Populaire du Dimanche parce que nous n'étions pas sûrs que ce Populaire serait vendu. Nous n'avons pas la certitude que ce lancement du Populaire du Dimanche serait rentable.

Voilà les seuls faits que j'ai voulu retenir en ce qui concerne la diffusion et l'administration et le roulage du Populaire, quelques exemples précis qui vous montrent quelles sont les difficultés que l'on a à assurer cette diffusion. On ne rencontre pas un concours assez chaleureux de la part de l'ensemble des

militants pour aider l'administration et la direction du Populaire.
En ce qui concerne la présentation du journal et sa tenue rédactionnelle, une des premières critiques formulées, notamment par le camarade des Bouches-du-Rhône, et aussi par Mazurier, c'est que le Populaire ne répond pas assez nettement et vigoureusement aux attaques, aux agressions adressées au Parti Socialiste par les autres partis et par d'autres journaux. Et bien, je dis franchement à Mazurier que l'exemple qu'il a pris est précisément celui qui convenait le moins à l'appui de son affirmation. Mazurier nous a cité le projet Schumann, les projets financiers, et il a regretté que le Populaire n'ait pas suffisamment mis en valeur les efforts faits par les camarades du Parti pour améliorer ces projets et obtenir un certain nombre de satisfactions. Je demande à Mazurier, je demande à tous les camarades qui ont dans l'esprit la même critique à adresser au Populaire, je leur demande se reporter à leur collection, de voir les numéros de ces journées et, ils s'apercevront qu'il y a, non pas, comme le disait Mazurier, un seul article, noyant les arguments, mais en première page un grand tableau en trois parties faisant ressortir d'une part les mesures qui frappaient le capital ou la fortune acquise, et d'autre part, les compensations obtenues en faveur des travailleurs. Et puis, toujours sur le même sujet, il y a eu, non pas le même jour, mais un ou deux jours après, deux articles de notre camarade Christian Pineau pour répondre avec précision, et je pense que vous n'en avez pas oublié le souvenir aux arguments portés à la tribune de l'assemblée par Jacques Duclos dans ses discours où il prétendait comme un prestidigitateur, trouver facilement le nombre de milliards qui manquaient à la trésorerie de l'État français. À ce propos, je tiens à rendre au nom du Populaire et sans doute au nom du Parti tout entier, un hommage à la collaboration de Christian Pineau qui est un de ceux auxquels j'avais demandé, dès que je suis entré au Populaire, la collaboration régulière. Il a promis et il a tenu sa promesse. Et je signale en passant, puisqu'on n'en a guère parlé, sauf quelques camarades, de réformes, d'améliorations faites au cours de cette année. Je signale particulièrement sans vouloir en énumérer d'autres, que c'est grâce à Christian Pineau que nous avons pu créer toutes les deux semaines en page 2 cette rubrique économique et financière qui jusqu'alors manquait au Parti que maintenant vous pourrez régulièrement trouver dans votre journal cette rubrique qui vous permettra des arguments sérieux pour la propagande en faveur du Parti et pour les discussions contre nos adversaires, et d'autre part, s'il s'agit de trouver les réponses aux attaques des autres journaux, je vous avoue que j'ai été très surpris d'apprendre que tous les camarades disent qu'il faudrait que les rédacteurs du Populaire lisent chaque jour tous les organes de presse. Mais enfin, croyez-vous que cela ne se fasse pas ? Je vous renvoie, ne serait-ce qu'à la revue de presse faite par Paul Barbet et je veux prendre un exemple précis qui nous ramène à la discussion du projet financier, c'est toute une revue de presse de Paul Barbet et je pourrais citer bien d'autres exemples qu'on a consacré à la réfutation d'un certain nombre d'arguments, plus exactement d'affirmations assez hasardeuses apportées dans l'Humanité. Regrettant encore les arguments dans le Populaire, je vous renvoie à la discussion de l'Assemblée nationale puis

du Conseil de la République sur le ravitaillement et sur les problèmes du blé.
Vous avez pu trouver, dans le Populaire, non pas seulement un compte-rendu de séance, mais le lendemain, sous forme de tableau résumé, l'ensemble des objections adressées à notre camarade Christian Pineau et toutes les réponses faites soit par Gérard (?), soit par Christian Pineau lui-même.
J'ai la satisfaction de voir dans le Congrès qu'un certain nombre de fédérations avaient publié des tracts pour répondre aux tracts adressés à Tanguy-Prigent et la plupart des arguments qui se trouvaient sur ces tracts avaient été pris précisément dans ce tableau fait par le Populaire.
Ensuite un camarade du Loiret est venu dire que le journal ne se tenait pas assez au contact avec les classes laborieuses, avec les travailleurs, et bien, je voudrais rappeler ce que je viens de dire il y a un instant. Un effort considérable a été fait tout de même en ce qui concerne la page 3, celle où il y a la rubrique sociale, cette page 3 qu'un camarade trouvait vide et dans laquelle au cours de l'année ont paru précisément un certain nombre d'enquêtes sur des catégories de travailleurs, enquêtes aux usines Renault qui ont été faites par un rédacteur du Populaire en liaison avec les camarades du Groupe Socialiste d'entreprise ; et enquêtes sur les travailleurs, etc. Et puis, je voudrais rappeler pour la campagne faite au moment des élections pour la Sécurité Sociale, tout l'effort que nous avons fait pour obtenir des militants syndicalistes, sympathisants, leur collaboration, et plusieurs fois, nous avons eu soit un article, soit des interviewes de membres du bureau de la CGT.
Enfin je voudrais terminer par le reproche général adressé ; ce n'est pas nouveau cela avait déjà été indiqué au cours du Conseil national qui concernait plus spécialement la presse. Cela a été dit aussi avant la guerre, à peu près dans tous les Congrès nationaux. Il vous suffira pour vous en convaincre de vous reporter, comme je l'ai fait moi-même, à la sténographie de ces Congrès, la critique générale adressée au Populaire qui ne fait pas une place assez importante à la politique, qui ne donne pas, en quelque sorte chaque jour, comme l'a dit un camarade, à peu près exactement de quoi dresser une documentation. Je vous demande franchement que c'est la tâche d'un quotidien que de faire cela si vous ne confondez pas ce qui doit être fait ailleurs, par exemple dans Arguments et Ripostes avec ce que doit être au contraire un journal quotidien. Si trop souvent vous avez l'impression qu'on ne vous apporte pas des arguments pour les discussions quotidiennes ou pour les campagnes, les réunions publiques, c'est peut-être en raison de ce que disait hier Guy Mollet dans la réponse aux critiques apportées au rapport moral, parce que de trop nombreux secrétaires de sections négligent de lire avec attention une autre publication, qui elle doit contenir ces arguments, et c'est Arguments et Ripostes. Et à propos, de cette place à faire à la politique, je voudrais mettre en garde certains camarades, comme notre camarade Alliès de l'Hérault, ou des Bouches-du-Rhône qui nous demandent qu'il y ait, par exemple chaque jour, l'article de Léon Blum, un éditorial du Secrétaire général du Parti. Puis un commentaire de la situation politique du jour, et aussi un compte-rendu plus développé des débats à l'Assemblée Nationale et au conseil de la République. Et bien, je vous prie de

songer qu'actuellement, les journaux n'ont que quatre pages, si vous donnez tant de place à la politique pure, vous risquez d'inonder le journal de politique pure . Cela peut intéresser les militants, certainement, il est très normal qu'on précise que vous vouliez vous placer, vous militants, à ce point de vue d'hommes de parti qui ne songe qu'à la politique, qu'à la bataille pour son parti. Mais est-ce que vous voulez que le journal soit simplement un organe des militants de bulletin intérieur du Parti, ou bien est-ce que vous voulez, au contraire, comme le disaient tout à l'heure deux camarades qui connaissent particulièrement les problèmes de la presse. Bloch et Royer de la Corrèze, est-ce que vous ne pensez pas au contraire que le journal doit s'efforcer de toucher au maximum le public, Non pas seulement ceux qui sont déjà convaincus, ceux qui sont acquis à nos idées, mais les sympathisants ou les indifférents. Et bien, précisément, si vous voulez cela, si vous voulez que par la presse on puisse toucher beaucoup plus de monde que par les réunions publiques, alors soyez en garde contre une trop large place faite à la politique pure, comme une trop large place faite à la vie du Parti, aux comptes-rendus de Congrès des fédérations, de manifestations qui n'intéressent que le Parti lui-même, les militants eux-mêmes, parfois un tout petit nombre de militants. Il faut aussi, dans un journal, comme le disait Royer, de l'information et même Alliès, le récit des exploits des gangsters - le débat n'est pas nouveau dans le Parti, nous pourrions remonter très loin, je peux m'abriter derrière d'assez hautes autorités pour défendre ce point de vue, je peux m'abriter derrière Bracke qui disait cela à un Congrès de Nancy en 1928 ou 1929, je peux m'abriter derrière Jaurès qui, à un moment donné, a été obligé de démontrer aux camarades que dans l'Humanité d'avant 1914, il fallait aussi faire une place aux criminels et aux exploits des gangsters et il faut également aussi maintenir cette page 2 qui a été si souvent critiquée, qui n'intéresse peut-être pas tout le monde, que certains trouvent d'une tenue intellectuelle dépassant peut-être le niveau d'un grand nombre de lecteurs, mais qui doit intéresser un certain milieu intellectuel que le Parti n'a pas le droit de laisser se détourner de lui.

Voilà, pourquoi, camarades, je vous demande de ne pas juger trop sévèrement le journal et sa tenue en vous plaçant un peu trop étroitement à un point de vue de militant pur qui voudrait trouver dans le journal quatre pages de politique exclusivement politique et pour terminer, je voudrais vous dire que je ne crois pas du tout que ce soit une excuse valable de dire qu'on ne prend plus le journal ou qu'il n'y a plus de camarades dévoués pour le diffuser parce que le journal est mal fait. D'abord, je ne crois pas que le journal est si mal fait, et puis il faut diffuser le Parti. Le camarade de Seine-et-Marne a dit que malgré son âge et malgré toutes les difficultés auxquelles il pouvait se heurter, il n'hésitait pas chaque dimanche à faire 20, 30 kilomètres à bicyclette pour diffuser le journal dans les campagnes. Je ne demande pas à tous les militants de faire un tel effort, mais je pense que si tous les militants faisaient seulement le quart de cet effort, s'ils songeaient à s'inspirer de cet exemple, et bien nous arriverions alors à diffuser beaucoup plus largement notre journal. Ce serait un encouragement pour la rédaction et la direction du Populaire. Et croyez-moi, le meilleur moyen d'améliorer votre journal c'est sans doute d'apporter les critiques comme vous

le savez, mais aussi de le diffuser. Si nous faisons un effort commun pour le diffuser et la Direction pour l'améliorer, alors nous serons sur la bonne voie et nous atteindrons ce but que nous voulons atteindre, dont tous vous avez dit dans vos interventions, faire du journal, du Populaire, non pas seulement un petit organe de parti comme il l'a été pendant trop longtemps, mais un des plus grands journaux quotidiens.
Le président met aux voix le rapport sur le Populaire.
(Des voix demandent vote par mandat)
Je crois, sans y mettre de passion... qu'il faudrait que le dixième des mandats le demandent.
Rapport adopté à mains levées.

Le président - Il est une heure moins cinq, nous avons encore à discuter le rapport sur l'International. Pour celui-là, il y a une motion préalable du camarade…
Voici l'essentiel de la motion. Il demande au Congrès de ne pas discuter ce soir sur l'International où sont inscrits dix orateurs, et aussi pour cette raison qu'il est membre de la délégation et que les autres membres ne sont pas présents…
Je mets cette motion aux voix.
Le rapport sur l'Internationale est reporté pour la discussion au samedi matin, neuf heures.
Séance levée à une heure du matin.

Coll. Fondation Jean-Jaurès